

Le manifeste anti-Europe de l'administration Trump

► La publication de la stratégie de sécurité nationale américaine, vendredi 5 décembre, marque une rupture historique avec l'ordre mondial post-1945

► Ce document éreinte l'Europe, qui serait menacée de « déclin économique » et d'un « effacement civilisationnel », en raison de l'immigration

► Washington assume dès lors une ingérence en faveur des « partis européens patriotiques », pour « cultiver la résistance » et affaiblir Bruxelles

► Le document ménage Moscou, vu comme le partenaire d'une « stabilité stratégique » en Europe, et acte que l'OTAN n'a plus vocation à s'élargir

► Dans ce condensé de la vision trumpienne du monde, le Moyen-Orient perd en importance, au bénéfice des Amériques

PAGE 2

DISPARITION FRANK GEHRY, PREMIER DES ARCHITECTES STARS

► Père du Musée Guggenheim, à Bilbao, et de la Fondation Louis-Vuitton, à Paris, l'Américano-Canadien est mort, vendredi, à l'âge de 96 ans

► Ses bâtiments, tout en courbes et ondulations, ont apporté un vent nouveau dans la discipline

PAGES 30-31

A Los Angeles, en 2023.
SINNA NASSERI POUR « LE MONDE »



Budget Lecornu remporte une manche, l'issue reste incertaine

VENDREDI 5 décembre, l'Assemblée nationale a approuvé la partie concernant les recettes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 avec 166 voix, 140 contre et 32 abstentions. Un succès pour le premier ministre, qui voit sa méthode partiellement validée, même si cette étape ne préjuge pas de l'issue du vote solennel sur le texte, mardi 9 décembre.

Pour le gouvernement, un rejet du texte « s'apparenterait à une perte de contrôle » des comptes de notre système de solidarité, avec un déficit prévisionnel en 2026 « sans doute au-delà de 30 milliards d'euros », selon une note des services de l'Etat remise jeudi aux députés. Les débats devaient se poursuivre samedi et peut-être dimanche.

PAGES 10 À 12

Economie Avec Warner, Netflix devient un titan d'Hollywood

Le géant américain du streaming a annoncé, vendredi 5 décembre, le rachat de Warner Bros. Discovery pour 83 milliards de dollars. Une opération qui illustre la suprématie des plateformes

PAGE 16

Politique Chez LR, la tentation d'une primaire élargie à Reconquête !

Après que Laurent Wauquiez a proposé une primaire allant « de Gérard Darmanin à Sarah Knafo », l'idée d'un rapprochement avec l'extrême droite est de moins en moins taboue à droite

PAGE 13

Drones
Enquête ouverte après le survol de la base sous-marine de l'île Longue

PAGE 15

Sri Lanka
Après le passage du cyclone Ditwah, l'île révèle un paysage de désastre

PAGE 8

Rencontre
Patrick Boucheron, le récit d'une émancipation grâce à l'histoire

PAGE 28

Proche-Orient De capitale en capitale, la longue fuite des chefs du Hamas

Traqués par les services israéliens, les responsables du mouvement islamiste palestinien sont rompus à l'exil. Mais, depuis le massacre du 7-October, l'horizon de ces idéologues devenus parias se rétrécit

PAGES 19 À 21

Syrie Récits de l'enfer carcéral du régime Al-Assad



La prison de Saydnaya, surnommée « l'abattoir du régime », près de Damas, en janvier 2025. EDOUARD ELIAS

IL Y A UN AN, le 8 décembre 2024, s'achevait le long règne du clan Al-Assad sur la Syrie. Très vite, l'ouverture des prisons dévoilait l'ampleur d'un système concentrationnaire omniprésent et tentaculaire. Selon l'Observatoire sy-

rien des droits de l'homme, environ 1 million de personnes y ont été incarcérées entre 2011 et 2024, et au moins 200 000 n'en sont pas revenues.

Afin de documenter ce traumatisme national, *Le Monde* publie

des témoignages de rescapés recueillis par le journaliste indépendant Arthur Sarradin, accompagnés d'images réalisées par le photographe Edouard Elias, fixant la mémoire de ces lieux.

PAGES 22-23

ÉDITORIAL
DE LA DIFFICULTÉ
DE L'EUROPE À SE
FAIRE ENTENDRE
DE LA CHINE

PAGE 35

TRECA
PARIS

Les plus grandes marques au meilleur prix

ANDRÉ RENAULT BULTEX Duntopillo Emma Epeda
SIMMONS TRECA TEMPUR

EspaceTopper® 100
Maison familiale depuis 1926 ans

Literie fixe ou électrique, sommier coffre :
plus de 50 modèles dans le plus grand espace literie à Paris
Livraison IDF sous 48 h suivant les stocks

Paris 12 • M° Nation Paris 15 • M° Charles Michels
56-60 cours de Vincennes 66 rue de la Convention
01 43 41 80 93 • 7J/7 01 40 59 02 10 • 7J/7



Le vice-président américain, J. D. Vance, et Donald Trump, à la Maison Blanche, le 21 juin.

HANDOUT/GETTY IMAGES
VIA AFP

Washington prend les Européens pour cible

Le document de stratégie de sécurité nationale publié vendredi par Washington entérine une rupture historique avec l'ère post-1945

WASHINGTON - correspondant

Le divorce est consommé, en attendant la séparation des biens. Ainsi se dessine, du point de vue transatlantique, la publication de la stratégie de sécurité nationale par la Maison Blanche, vendredi 5 décembre. Cet exercice classique, qui permet de formaliser les priorités d'une administration mais aussi plus largement sa vision du monde, marque une rupture historique. Jamais encore un document officiel de cette nature n'avait été marqué par une telle nonchalance envers les adversaires de l'Amérique, et une telle maltraitance réservée à ses alliés traditionnels, surtout européens.

Deux pages et demie pour un enterrement : voilà la place consacrée à l'Europe, dans ce texte d'une trentaine de pages. Ce continent sera « méconnaissable dans vingt ans ou moins », si les tendances actuelles se poursuivent. « [Son] déclin économique est éclipsé par la perspective réelle et plus abrupte d'un effacement civilisationnel. » Les symptômes énumérés ? La chute de la natalité, la perte des identités nationales, la répression des oppositions politiques, la censure de la liberté d'expression, « l'asphyxie réglementaire », et bien entendu, en premier lieu, l'immigration. « A long terme, il est plus que plausible qu'en quelques décennies au maximum, certains membres de l'OTAN seront à majorité non européenne », prétend le document.

Il serait contre-productif, estime le texte, de simplement abandonner l'Europe. Washington ne

Les Etats-Unis ne prônent pas un isolationnisme vis-à-vis de l'Europe, mais au contraire une annexion idéologique

prône pas un isolationnisme, mais au contraire une annexion idéologique. Ce qui est suggéré est un investissement américain conditionné, intéressé et politisé. Dans une ingérence ouverte, le document salue avec « un grand optimisme » la montée en puissance des « partis européens patriotes ». Il s'agit de « cultiver la résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe », c'est-à-dire d'approfondir la fracture des pays concernés et d'affaiblir Bruxelles.

Manifeste politique MAGA

Ces passages ressemblent à un décalque du discours tenu par le vice-président, J. D. Vance, lors de la conférence sur la sécurité à Munich, en février. Certains participants croyaient bon se rassurer, à l'époque, en évoquant un simple hors sujet. En réalité, c'est le cœur même de l'approche américaine.

Si les trumpistes fustigent depuis dix ans un « Etat profond » à Washington, reposant sur un consensus bipartisan en politique étrangère, ce qui se dessine, à travers cette stratégie, est un nouvel Etat MAGA (« Make America Great Again »). Donald Trump en est le

véhicule historique, mais il semble déjà dépassé par son envergure. « On est dans un mouvement de fond, organisé, et qui affiche ses objectifs de subversion en Europe, souligne Tara Varma, experte des questions transatlantiques au cercle de réflexion Brookings Institution. C'est pour cela qu'ils sont concentrés sur l'échéance 2027 en France. Si Paris bascule, ça change tout en Europe. Un axe Washington-Paris-Budapest-Moscou devient peut-être envisageable, dont le but assumé est le démantèlement des institutions de l'UE. »

En matière de sécurité, l'Europe est invitée à assumer « la responsabilité première de sa propre défense ». Le document stratégique note qu'il est dans « l'intérêt primordial » des Etats-Unis de parvenir à une cessation des hostilités négociée en Ukraine. « Gérer les relations européennes avec la Russie nécessitera un engagement diplomatique américain significatif, à la fois pour rétablir les conditions d'une stabilité stratégique sur le continent eurasiatique et pour atténuer le risque d'un conflit entre la Russie et les Etats européens. » Dans cette perspective, les Etats-Unis estiment nécessaire de « mettre fin à la perception, et empêcher la mise en place, d'un OTAN comme alliance en extension perpétuelle ». Une formule adressée à Moscou, signifiant un feu rouge à toute adhésion de l'Ukraine et la reconnaissance tacite de sa zone d'influence.

Sans surprise, la responsabilité de la Russie dans la guerre n'est pas évoquée, ni ses autres capacités de nuisance et de déstabilisation. Washington rêve d'une reconfiguration bilatérale, avec des investis-

sements économiques très lucratifs à la clé. En revanche, les gouvernements européens sont mis en cause, en raison de leurs « attentes irréalistes » concernant la guerre. « Une grande majorité d'Européens souhaite la paix mais ce désir ne se traduit pas en politique, en grande partie à cause de la subversion des processus démocratiques par ces gouvernements », prétend le texte. De la même façon que Donald Trump a souvent tenu Volodymyr Zelensky pour coresponsable de la guerre, voilà que les dirigeants européens prétendraient la poursuivre indéfiniment. Une reprise exacte de la propagande russe.

« Ce document est une pilule amère pour de nombreux Européens, estime Charles Kupchan, expert au cercle de réflexion Council on Foreign Relations. Il sera plus difficile pour les dirigeants européens de continuer à courtiser Trump et de le garder près d'eux. Mais au-delà du langage irrespectueux, il n'y a pas grand-chose de neuf dans ce texte. Je ne crois pas qu'il aura un impact énorme sur la relation transatlantique. » Cette vue est partagée par ceux qui relativisent la portée de ce genre d'exercice, attendant sur-

Sans surprise, la responsabilité de la Russie dans la guerre n'est pas évoquée, ni ses autres capacités de nuisance

tout des annonces officielles sur les redéploiements militaires américains en Europe.

Si on met de côté les flatteries qui émaillent les pages du document à l'attention de Donald Trump, il s'agit davantage d'un manifeste politique MAGA que de la mobilisation de l'expertise américaine la plus fine, rejetée par cette administration. Cette stratégie revendique l'abandon de toute exhaustivité, car « se focaliser sur tout, c'est se focaliser sur rien ». Elle défend une liste courte de priorités qui tournent autour du contrôle des frontières et des ressources stratégiques, de la prédation économique. Pas un mot sur le climat, dont on connaît pourtant l'impact sur les flux migratoires. Pas une référence aux instances multilatérales. Les Etats-Unis renoncent à tout discours sur l'exemplarité de leur modèle. Seul le choc des ambitions et des intérêts reste valable dans la jungle du monde, que plus personne ne peut domestiquer.

Alignement exigé

Ainsi, l'Amérique claque la porte de l'ère post-1945. Les alliances traditionnelles n'engagent plus à rien, puisque tout est extorsion, rapport de force et alignement exigé. Les valeurs n'existent plus, mis à part une brumeuse liberté d'expression absolue à l'export – au profit des droites identitaires – que l'administration méprise pourtant sur son propre territoire lorsqu'il s'agit de la presse et de ses contempteurs.

« Après la fin de la guerre froide, les élites de la politique étrangère américaine se sont persuadées que la domination américaine permanente du monde entier répondait aux meilleurs intérêts de notre pays, assure l'introduction. Mais les affaires des autres pays ne nous préoccupent seulement dans le cas où leurs activités menacent directement nos intérêts. » Autrement dit, « les jours où les Etats-Unis soutenaient l'ordre international complet comme Atlas sont finis ».

La première traduction de ce virage concerne le Moyen-Orient, qui « n'est plus l'irritant constant et la source potentielle de catastrophe imminente qu'il a été ». Cela signifie selon le document que « les jours où le Moyen-Orient dominait la politique étrangère américaine

(...) sont finis ». Le conflit israélo-palestinien ? Il « reste épineux ». Mais la région est reconfigurée depuis deux ans, et la « raison historique » de l'investissement américain (l'énergie) n'existe plus, du fait de ses propres ressources nationales. L'administration Trump confirme la priorité accordée à l'hémisphère occidental, considérant de fait le continent américain comme son pré carré. Elle compte y priver ses adversaires – à commencer par la Chine, non citée – de « la possibilité de positionner des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou de contrôler des ressources stratégiquement vitales ». Les gouvernements ou les partis politiques alignés sur les priorités américaines seront « récompensés et encouragés ».

Le Conseil de sécurité nationale est chargé d'identifier les lieux et les ressources stratégiques dans l'hémisphère occidental, pour envisager des partenariats dans leur exploitation. Un redéploiement des forces militaires américaines est aussi confirmé, ainsi que « l'utilisation de la force létale pour remplacer la stratégie de maintien de l'ordre en échec ces dernières décennies ». Une référence claire aux frappes dans les Caraïbes, depuis septembre, contre des embarcations transportant des cargaisons de drogues, selon les autorités.

L'Asie, elle, est vue au travers du prisme exclusif de la Chine. Le Parti communiste chinois n'est même pas mentionné, ce qui va surprendre à coup sûr les républicains à Washington, pour lesquels la rivalité systémique avec Pékin a forcément une dimension idéologique. Le document rappelle qu'un tiers du commerce maritime mondial passe par la mer de Chine du Sud. Dès lors, « prévenir un conflit au sujet de Taiwan, idéalement en préservant une domination militaire, est une priorité ».

Pour cela, la stratégie américaine prévoit d'empêcher toute agression chinoise dans la « première chaîne d'îles » – terme désignant la ligne de défense composée des territoires allant du Japon à Taïwan et aux Philippines. Washington invite ces alliés à dépenser davantage pour leurs moyens militaires et à ouvrir leurs infrastructures aux forces américaines. ■

PIOTR SMOLAR

L'Allemagne à la manœuvre pour aider l'Ukraine

Friedrich Merz tente de « convaincre » la Belgique d'utiliser les actifs russes pour subvenir aux besoins de Kiev

BRUXELLES - bureau européen

Si le chancelier allemand, Friedrich Merz, fait activement campagne pour aider l'Ukraine en utilisant les 165 milliards d'euros d'actifs de la banque centrale russe immobilisés en Europe, il sait l'affaire loin d'être gagnée. « Il n'est pas certain qu'il y ait une décision avant la fin de l'année », fait valoir son entourage. Kiev sera pourtant à court d'argent début 2026. Mais les obstacles juridiques et politiques à ce dispositif, qui doit permettre de prêter 90 milliards d'euros à Kiev en 2026 et en 2027, sont nombreux, et Friedrich Merz ne les minimise pas.

Vendredi 5 décembre, M. Merz a annulé un déplacement à Oslo, où il devait rencontrer le premier ministre norvégien, Jonas Gahr Store, pour aller dîner à Bruxelles avec son homologue belge, Bart De Wever, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Alors que les actifs russes immobilisés sont, pour l'essentiel, logés chez Euroclear, une institution financière belge, le Flamand juge le « prêt de réparation » trop risqué pour son pays.

La Commission a beau assurer qu'il ne s'agit en aucun cas de confiscation, il redoute les mesures de rétorsion de la Russie. Le premier ministre belge évoque aussi, comme d'autres dirigeants européens, le risque de déstabiliser les marchés financiers européens, d'où des Etats pourraient retirer leurs placements par

crainte d'être un jour traités comme Moscou.

En venant à la rencontre de M. De Wever, le chancelier allemand veut apaiser leur relation. « Je ne veux pas le persuader » mais « le convaincre », a-t-il souligné jeudi. De fait, le premier ministre belge n'a pas apprécié que M. Merz prenne fait et cause pour l'utilisation des avoirs russes dans une tribune publiée par le *Financial Times*, le 25 septembre, sans avoir prévenu personne. Il a vécu comme une trahison cette initiative de Berlin, qu'il pensait hostile à toute solution impliquant les avoirs russes. « C'est un malentendu », explique-t-on outre-Rhin.

« Argent magique »

Peut-être. Mais il est vrai que l'Allemagne a changé d'avis. En 2023, quand la Commission avait commencé à travailler sur le scénario d'une saisie des actifs russes, Berlin s'y était violemment opposé, ainsi que la France d'ailleurs. En évoquant, en avril 2024, le risque d'une « rupture de l'ordre international » et la perte de confiance des pays tiers dans l'Union européenne, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, avait clos les discussions.

D'ordinaire réticente au risque, légaliste à l'excès, l'Allemagne défend aujourd'hui une position qui ne lui ressemble pas. « Moscou se prépare militairement et prépare sa société dans un esprit militariste à un conflit avec l'Occident. Une telle Russie menace la liberté et la

sécurité européennes », expliquait M. Merz dans une tribune à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publiée mercredi.

Par ailleurs, confie une source allemande, « nous n'avons plus beaucoup d'amis prêts à aider Kiev ». Les Vingt-Sept ne peuvent plus compter sur les Etats-Unis de Donald Trump et, sur le Vieux Continent, les citoyens européens sont moins enclins à se serrer la ceinture pour la cause ukrainienne, quand de nombreux pays, à commencer par la France, cherchent à faire des économies. Utiliser les actifs russes, c'est « faire payer la Russie », martèle M^{me} von der Leyen.

A l'heure où Moscou et Washington semblent vouloir régler la question ukrainienne sans les Européens, M. Merz juge que l'utilisation des actifs russes est aussi un moyen de réaffirmer le rôle de l'Union. Dans son engagement, « il y a également une équation personnelle. Le chancelier

veut jouer un rôle dans le grand jeu ukrainien. Il s'attribue l'idée du prêt de réparation, qu'il a en fait volée à la Commission », commente un diplomate européen.

La proposition de l'exécutif communautaire présente beaucoup d'avantages, au premier rang desquels celui de dispenser les Etats membres de déboursier de l'argent. « C'est un peu de l'argent magique », reconnaît un diplomate. Mais il nécessite que les Etats membres apportent leur garantie au prêt de réparation qui serait consenti à l'Ukraine. Personne n'imagine en effet qu'il sera un jour remboursé et, si les actifs russes devaient quitter Euroclear, à l'occasion d'un accord de paix par exemple, il faudrait bien que quelqu'un paie. L'hypothèse n'a rien d'in vraisemblable, quand on voit que le plan en 28 points de Donald Trump prévoyait que les Etats-Unis, l'Ukraine et la Russie se partagent cette manne.

Le premier ministre belge redoute les mesures de rétorsion de la Russie

A ce jour, l'Allemagne est le seul pays à s'être publiquement engagé à garantir, à hauteur de 25 % – sa part dans le budget communautaire –, le prêt de réparation. Par ailleurs, chaque pays qui apportera sa garantie devra obtenir l'aval de son Parlement, ce qui pourrait être compliqué. « Si l'Assemblée nationale en France s'y oppose, tout l'édifice tombe », reconnaît un diplomate européen.

Le prêt de réparation n'exige pas que les Vingt-Sept apportent tous leur garantie, ce qui permet de traiter avec un certain détachement l'opposition de la Hon-

grie et de la Slovaquie, mais il nécessite qu'une large majorité des Etats membres y participe, à commencer par les grands. En dehors de l'Allemagne, les pays baltes, la Pologne et les Scandinaves en soutiennent le principe, mais d'autres pays, plus loin du front, comme l'Espagne ou l'Italie, sont plus ambigus. Quant à la France, elle « joue le jeu », affirme un diplomate européen.

On le voit, l'utilisation des actifs russes pour aider l'Ukraine suppose une course d'obstacles juridiques et politiques dont rien ne garantit, à ce stade, qu'elle aille jusqu'au bout. Pour l'heure, les Européens affirment qu'ils auraient les moyens de subvenir aux besoins de Kiev quelques mois encore, si leurs discussions devaient prendre un peu de temps. Et si elles devaient ne pas aboutir? « On trouvera une autre solution », affirme-t-on même à Berlin. ■

VIRGINIE MALINGRE

La Belgique résiste au déblocage des fonds russes gelés

AVANT SA RENCONTRE avec le chancelier allemand, Friedrich Merz, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le premier ministre belge, Bart De Wever, maintenait son refus catégorique de voir les fonds russes bloqués à Bruxelles alimenter le prêt de réparation pour l'Ukraine évoqué, mercredi 3 décembre, par M^{me} von der Leyen. La veille, devant les députés belges, il avait estimé que les « conditions minimales » qui permettraient le déblocage des 165 milliards d'euros logés dans la société internationale de dépôts Euroclear – créée dans la capitale belge en 1968 – n'étaient « pas encore réunies ».

« Nous ne formulons absolument pas d'exigences insensées; dans notre situation, chaque pays ferait exactement la même chose », a-t-il indiqué. Dans une lettre adressée à M^{me} von der Leyen, le 28 novembre, il avait jugé « fondamentalement erroné » le plan de soutien envisagé par l'exécutif européen. M. De Wever craint les conséquences juridiques, financières et sécuritaires de ce qu'il a décrit comme un éventuel « vol » des biens russes et redoute que son pays soit, faute de garanties suffisantes et d'une mutualisation complète des risques entre les Vingt-Sept, contraint de rembourser seul des montants colossaux à la Russie dans le cas où le conflit avec l'Ukraine serait résolu. Même si la Commission estime avoir répondu à « presque » toutes ses exigences, le gouvernement belge penche plutôt pour l'alternative évoquée par la Commission : une dette contractée par l'Union européenne (UE) au nom des Etats membres, et qui serait garantie par le budget communautaire.

Critiqué pour avoir déclaré, le 1^{er} décembre, qu'il n'était « pas souhaitable » que la Russie perde la guerre, « ce qui créerait l'instabilité dans un pays doté de l'arme nucléaire », le dirigeant nationaliste flamand avait aussi estimé que l'octroi d'un prêt à Kiev risquait de

mettre en péril le processus de paix amorcé par les Etats-Unis. Ces propos lui ont valu le soutien d'une grande partie de sa majorité mais aussi de l'extrême droite flamande et du Parti du travail (communiste). Ils ont, en revanche, créé un malaise au sein de l'opposition socialiste et chez certains membres de la coalition.

« Obtenir des garanties »

« La Belgique doit obtenir des garanties, mais la saisie de l'argent russe est possible, sur le plan juridique aussi », explique au Monde le président du Parti socialiste, Paul Magnette. Député du Mouvement réformateur libéral, Denis Ducarme, lui, dit « comprendre » que le premier ministre exige des garanties solides mais il regrette « sa communication excessive ». « Nous avons besoin d'un compromis sur ce dossier fondamental qui met à l'épreuve la cohésion de l'UE, ne faisons pas collectivement le jeu de Poutine », souligne-t-il. Jeudi, à la tribune de la chambre, M. De Wever a voulu rassurer quant à son soutien à l'Ukraine. « Nous choisirons toujours la paix, la liberté et la démocratie », a-t-il assuré, soucieux d'échapper à la comparaison établie par certains : il ne veut pas être le nouveau Viktor Orban.

Vendredi soir, à l'issue d'une discussion et d'un dîner de près de deux heures, le chancelier allemand a publié un communiqué évoquant « les préoccupations spécifiques de la Belgique concernant l'utilisation potentielle des avoirs russes gelés sont indéniables et doivent être prises en compte dans toute solution envisageable, afin que tous les Etats supportent le même risque ». Aucun accord ne semblait donc avoir été dégagé, mais le dirigeant allemand indiquait qu'ils allaient « poursuivre le dialogue dans le but de trouver une solution commune durant le sommet européen du 18 décembre ». ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)

Investir, c'est bien. Investir accompagné par SG, c'est mieux.

Avec la gestion sous mandat, vous pouvez déléguer la gestion de votre PEA à un expert, et investir quel que soit le niveau de complexité des marchés financiers.

Entre 2020 et 2025, nos PEA gérés sous mandat ont délivré en moyenne 11%⁽¹⁾ de performance par an.

Investir comporte un risque de perte en capital. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



Communication publicitaire.

(1) Source : Société Générale Gestion. Performance moyenne nette de tous frais par an, calculée sur la période de septembre 2020 à septembre 2025. Cette communication n'a pas de vocation contractuelle mais constitue une communication publicitaire. Elle est uniquement fournie à titre indicatif et ne constitue pas une recommandation ni une analyse ou un conseil financier. Elle ne saurait en outre être considérée comme une sollicitation, une invitation ou une offre d'achat ou de vente d'OPC (Organismes de Placement Collectif) ou de service financier. Avant toute souscription, l'investisseur potentiel est invité à se rapprocher de son conseiller pour que ce dernier puisse s'assurer de l'adéquation de l'investissement envisagé avec sa situation financière et patrimoniale. La décision d'investir doit tenir compte de toutes les caractéristiques ou de tous les objectifs d'un produit ou d'un service. Veuillez vous référer à la documentation contractuelle et réglementaire, avant de prendre toute décision finale d'investissement. Société Générale – S.A. au capital de 958 618 482,50 € – 552 120 222 RCS PARIS – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Getty Images. Décembre 2025.

Les Etats membres de la CPI tentent d'apaiser les Etats-Unis

Réunis à La Haye, les 125 pays adhérents de la Cour ont choisi de ne pas défier Washington, qui menace ses responsables de sanctions massives

LA HAYE - correspondance

Les yeux cachés derrière un bandeau frappé d'un «Wanted» («avis de recherche»), le visage du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, s'éclaire sur l'écran publicitaire mobile installé par Amnesty International près de l'entrée du World Forum, à La Haye. Vendredi 5 décembre, les délégués des 125 Etats membres de la Cour pénale internationale (CPI) se pressent dans le centre de conférence pour conclure leur assemblée annuelle.

Six juges et trois procureurs ont été placés sous sanctions par les Etats-Unis en 2025, «au même titre que des terroristes et des trafiquants de drogue», a dénoncé la présidente de la Cour, Tomoko Akane, le 1^{er} décembre, à la tribune. Leur tort : avoir émis des mandats d'arrêt contre des responsables israéliens et validé une enquête sur les crimes présumés des forces américaines en Afghanistan dans les années 2000. A La Haye, l'assemblée espère trouver la parade pour éviter d'autres représailles promises par les Etats-Unis. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier, Washington distille les sanctions au compte-goutte. Les dernières, décidées en septembre, visent trois ONG palestiniennes : Al-Haq, Al-Mezan et le Palestinian Center for Human Rights (PCHR), qui documentent les crimes d'Israël et coopèrent dans les enquêtes du procureur de la CPI.

Fuite des pays membres

Les Etats-Unis ont clairement énoncé leurs conditions : pour espérer une levée des sanctions et éviter d'autres représailles, la CPI doit annuler les mandats d'arrêt émis contre Benyamin Nétanyahou et son ex-ministre de la défense, Yoav Gallant, refermer son enquête sur les crimes commis sur les territoires palestiniens et ne pas poursuivre les ressortissants de pays qui n'ont pas adhéré à la Cour, comme les Etats-Unis, Israël mais aussi la Chine ou la Russie. Le choix est drastique. Cibler des juges, c'est s'en prendre à l'Etat

A La Haye, l'assemblée espère trouver la parade pour éviter d'autres représailles promises par les Etats-Unis

de droit et, pour Amnesty International, il faut «s'opposer» aux Etats-Unis de Donald Trump, et non pas l'«apaiser». Peine perdue : l'Assemblée a choisi l'«apaisement» tout en préparant des contre-mesures pour limiter l'impact des sanctions si elles devaient s'abattre sur la Cour.

Dès le troisième jour de la conférence, les Etats ont ainsi déclaré leur soutien à la Cour, sans dénoncer frontalement les Etats-Unis. Dans les couloirs, on se félicite de l'union affichée. Elle fait la force. Il en faudra à la CPI pour continuer d'affronter les cyberattaques à répétition, les sanctions américaines et les mandats de recherche émis par la Russie contre neuf juges et trois procureurs, et assumer aussi la fuite de ses membres. Quatre Etats – Hongrie, Mali, Niger et Burkina Faso – ont annoncé leur départ en 2025.

Cette union vise aussi à engager «un dialogue» avec les Etats non-membres de la CPI. C'est ce que défendent les principaux contributeurs de la Cour – Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie. Pour la France, le ministre de la justice a fait le déplacement et même ouvert le débat général. Gerald Darmanin a ainsi invité «les Etats parties à rester unis autour des valeurs fondatrices du statut [de la CPI], tout en maintenant un dialogue constructif avec les Etats non partis». Lord Richard Hermer, avocat général du Royaume-Uni, a prôné «un dialogue constructif». Les Etats-Unis assurent une discrète présence à l'Assemblée, comme Etat invité. Pas de délégation officielle de Washington, «mais les messages passent», commente un diplomate.

Pour Matthew Cannock, d'Amnesty International, «il est impos-

sible d'entamer un dialogue constructif avec un Etat qui sanctionne une institution, et prétendre être disposé à dialoguer de manière constructive avec lui». Selon le professeur de droit international, Sergey Vasiliev, «dès que vous vous engagez dans un dialogue avec une organisation mafieuse ou avec un régime voyou, vous ouvrez la boîte de Pandore. Il faudra ensuite engager un dialogue avec la junte birmane [dont le chef Min Aung Hlaing est poursuivi par la CPI] et également avec Vladimir Poutine.»

A la tribune, l'ambassadeur de Palestine aux Pays-Bas, Ammar Hijazi, a appelé à «ne pas céder devant les menaces». «L'Etat de Palestine est ouvert au dialogue constructif, a-t-il annoncé dès l'ouverture des débats, mais il y a une différence entre dialogue et extorsion.»

Une fois qu'ils sont émis, il est difficile d'annuler des mandats d'arrêt ou de refermer une enquête en cours. Mais pour «apaiser» Washington, d'autres moyens pourraient fonctionner. Il s'agit d'un délicat travail d'équilibriste auquel ont dû s'atteler les Etats : s'ingérer dans le travail de la Cour sans avoir l'air de mettre en cause son indépendance.

Le Japon, par la voix de son ambassadeur, Hiroshi Minami, a jugé «crucial de renforcer le dialogue entre la Cour et les Etats parties sur des questions juridiques telles que le principe de complémentarité et l'immunité». La complémentarité permet à la Cour de se dessaisir au profit d'un Etat, s'il décide de poursuivre lui-même les auteurs de crimes. Quant à l'immunité, à l'instar de Paris, plusieurs pays estiment que le premier ministre israélien en bénéficie parce qu'Israël n'a pas ratifié le traité fondateur de la CPI et que, de ce fait, le pays n'a pas renoncé à l'immunité de ses dirigeants. D'autres Etats, comme l'Argentine, ont évoqué une procédure par laquelle un Etat peut contester une demande d'arrestation de la Cour, si elle le contraint à violer d'autres obligations.

Pour le professeur Vassiliev, tout cela vise à «sauver le soldat

Nétanyahou». Selon lui, la Cour survivra. «Mais conservera-t-elle l'intégrité de son mandat? Restera-t-elle une institution indépendante et impartiale? Ou deviendra-t-elle une entité soumise et obéissante?» «Nous n'acceptons jamais aucune pression, de quelque nature que ce soit, sur les questions d'interprétation du cadre législatif et de règlement des litiges», a assuré la présidente et juge japonaise Tomoko Akane, à la tribune vendredi.

Au terme de l'assemblée, la procureure adjointe, Nazhat Shameem Khan, a déclaré à l'agence Associated Press que l'enquête sur les crimes commis en Ukraine ne peut être interrompue, mais qu'elle peut en revanche être suspendue par le Conseil de sécurité des Nations unies. Cette procédure légale permet de «demander à la Cour de reporter une affaire quand [le Conseil de sécurité] estime qu'il existe une possibilité de parvenir à un accord de paix». Ce serait un «arrêt temporaire», a ajouté la procureure adjointe. A New York, le Conseil s'est jusqu'ici toujours refusé à utiliser cette procédure, légale, craignant de se voir reprocher d'interférer dans des procédures judiciaires.

«Tango délicat»

Le risque de sanctions pèse toujours sur la CPI, et les Etats ont discuté de contre-mesures, mais «la plupart (...) restent confidentielles afin d'en garantir l'efficacité», a expliqué sa présidente. Il y a plusieurs mois, la Commission européenne a été sollicitée pour activer le règlement de blocage, un dispositif, déjà actionné par le passé, qui protège les citoyens et les entreprises de l'Union européenne de l'effet des sanctions imposées par des pays tiers. Mais rien n'a été fait, par «crainte de contrarier Trump, estime Sergey Vasiliev. Ce serait perçu comme une déclaration de guerre, un prétexte supplémentaire pour s'engager dans un conflit tarifaire, imposer des droits de douane additionnels, ou multiplier les attaques verbales».

Activer le règlement de blocage serait d'autant plus complexe dans le contexte de la guerre en Ukraine, alors que les Européens cherchent à obtenir des Etats-Unis qu'ils se tiennent à leurs côtés pour soutenir Kiev. «C'est ce tango délicat et complexe que les champions de la justice internationale, les Etats européens, tentent de mener avec l'administration américaine», commente M. Vasiliev. En quittant le centre de conférence, c'est cette fois le visage de Vladimir Poutine qui apparaît barré d'un «Wanted», sur l'écran publicitaire d'Amnesty International. ■

STÉPHANIE MAUPAS

«Il est impossible d'entamer un dialogue constructif avec un Etat qui sanctionne une institution»

MATTHEW CANNOCK
membre d'Amnesty International

Diplomatie des pandas : Pékin et Paris poursuivent leur coopération

Xi Jinping a donné son feu vert politique lors de la visite du couple Macron en Chine

CHENGDU (CHINE) - envoyé spécial

Durant deux jours de visite du couple présidentiel français en Chine, du mercredi 3 au vendredi 5 décembre, les sujets de tension entre les deux pays n'ont pas manqué. Sur l'Ukraine, Xi Jinping s'est fermé aux demandes de réduire son soutien à la Russie, s'opposant «à toute accusation irresponsable et discriminatoire». Sur le déficit commercial, Emmanuel Macron a dû expliquer que la situation ne lui paraissait «pas soutenable». Sur Taïwan, le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, a mis en garde Paris de ne pas se rapprocher du Japon, en pleine crise diplomatique entre Pékin et Tokyo.

Mais vendredi après-midi à Chengdu, juste avant de repartir, le chef de l'Etat français et son épouse se sont tous deux adonnés de bon cœur à deux classiques de la diplomatie chinoise, le ping-pong pour lui et la visite du Centre de recherche et d'élevage du panda géant pour Brigitte Macron. Deux standards pour adoucir les relations souvent rèches entre la Chine et l'Occident, quitte à accepter d'entrer un peu dans un jeu où Pékin a la main.

Dans un gymnase du centre de la capitale du Sichuan où se tient actuellement une compétition internationale, Emmanuel Macron associé aux pongistes français Felix Lebrun et Prithika Pavade a fait quelques échanges avec des champions chinois de tennis de table. Il a coupé ses balles, subi des services irrattrapables, s'amusant «on est lucides sur le fait que vous avez une magnifique équipe», tandis qu'un joueur chinois l'a gentiment charrié «le président français est le champion olympique!»

«Symbole fort de conservation»

Au même moment un peu plus au nord, Brigitte Macron écoutait attentivement les explications du personnel du principal centre de conservation des pandas géants au monde. Car il y avait au cours de cette visite en Chine un enjeu de taille : la France continuera-t-elle à accueillir des pandas à l'avenir? L'image de la Chine a beau s'être dégradée ces dernières années, plombée par la répression de la minorité ouigoure, l'opacité sur les premières semaines de la pandémie de Covid-19, sa proximité avec la Russie et son raidissement politique, celle de son ur-sidé star est au beau fixe. Il attire les foules au ZooParc de Beauval, dans le Loir-et-Cher, et Pékin en joue plus que jamais.

Or la France risquait de se retrouver bientôt sans pandas. La Chine est le seul pays où vit cet animal à l'état sauvage et en a fait un emblème national. Les accords d'envoi hors de ses frontières sont entièrement dépendants de sa diplo-

matie, au gré de l'ambiance entre les capitales. Elle en avait prêté deux à la France en 2012, restés treize ans au zoo de Beauval, la femelle Huan Huan et le mâle Yuan Zi. Ils devaient initialement demeurer en France jusqu'en 2027 mais l'un a développé une insuffisance rénale chronique liée à l'âge qui a conduit à leur rapatriement anticipé, en novembre.

Ils étaient les premiers envoyés en France depuis l'arrivée en 1973 de deux prédécesseurs dont le dernier était décédé en 2000, et les premiers à avoir donné des naissances en France. Mais les conventions prévoient que les nouveaux à l'étranger appartiennent toujours à la Chine. Un mâle né en 2017, Yuan Meng, dont Brigitte Macron avait été nommée marraine, a été transféré au centre de conservation de Chengdu en 2023. Restent sur le sol français des jumelles nées en 2021, Yuandudu et Huanlili, qui elles aussi étaient promises au grand départ autour de l'expiration d'un accord franco-chinois en 2027.

Xi Jinping en personne a mis fin à l'attente et confirmé son feu vert politique, jeudi 4 décembre, dans l'enceinte très formelle du Grand palais du Peuple à Pékin. La Chine et la France lanceront bien «un nouveau cycle de coopération sur la conservation du panda géant». «C'est un emblème d'amitié entre nos deux pays, estime le directeur du ZooParc, Rodolphe Delord, depuis Chengdu. Il est un lien diplomatique très fort mais aussi, et c'est ce qui nous intéresse le plus, un symbole fort de conservation de la biodiversité.»

L'utilisation diplomatique des pandas débute juste avant la Chine communiste. Le dirigeant nationaliste Tchang Kai-chek en fait capturer et envoyer deux aux Etats-Unis en 1941, en remerciement du soutien américain dans la guerre contre les Japonais.

Après l'avènement de la République populaire en 1949, Pékin envoie plusieurs à ses amis, la Russie et la Corée du Nord, du moins jusqu'à la brouille sino-soviétique. La Chine en enverra ensuite deux à Washington après la visite historique du président Richard Nixon en 1972, en contre-pied à Moscou.

La montée des tensions sino-américaines illustre à nouveau son utilisation très politique. En novembre 2023, il n'en reste plus que trois aux Etats-Unis. Finalement, en visite à San Francisco cette année-là, Xi Jinping annonce que la Chine en enverra de nouveaux pour éviter la rupture totale de la diplomatie du panda avec les Américains. Le signe que la Chine décide souverainement de reprendre et de prêter, que ses interlocuteurs doivent traiter la relation avec elle avec autant de délicatesse que son animal favori. ■

HAROLD THIBAUT

QUESTIONS POLITIQUES

dimanche 12h-13h

JULIEN NÉNY



Xavier Bertrand,

président LR de la région

Hauts-de-France



franceinfo

TV canal 16

avec Brigitte Boucher

et Françoise Fressoz

Le Monde

photo : © Christophe Abramowitz / RF

Les évacuations de Gazaouis au compte-gouttes

Le blocage est le fait d’Israël, mais les pays européens font preuve de frilosité dans leur politique d’accueil

ROME, BUCAREST, MADRID -
correspondants

La terre était en feu, sa maison, détruite, mais Anwar refusait de partir. Ce n’est qu’au printemps, quand la famine a rongé l’enclave palestinienne, que la jeune femme de 30 ans (elle n’a pas souhaité donner son nom de famille), qui a dû changer douze fois de résidence depuis le massacre du 7 octobre 2023 à l’origine de la guerre entre Israël et le Hamas, s’est décidée à faire une demande auprès du consulat français pour être évacuée afin de finir ses études. Les Gazaouis, piégés, n’ont que cette échappatoire pour quitter le territoire en attendant la réouverture du poste-frontière de Rafah, annoncée par Israël mercredi 3 décembre, sans se concrétiser.

Webmaster, Anwar a été acceptée, en juillet 2025, en master «réalité virtuelle et augmentée» à l’université de Lille. Son professeur l’attend. Mais son dossier reste coincé. Pourquoi? Elle l’ignore. «*Les critères de sélection évoluent, rien n’est jamais clair ni signifié. La question du départ est douloureuse pour ces étudiants dont les familles restent hantées par le souvenir de la Nakba, un départ sans retour. Les autorités françaises ne se rendent pas compte de leur détresse*», se désole Anne Christine Habbard, professeure de philosophie à Lille et présidente de l’association Academic Solidarity with Palestine. Entre le moment où les requêtes sont faites et le départ effectif, les autorités consulaires reconnaissent que, parfois, la liste des candidats au départ évolue au gré de naissances et, surtout, de décès.

En ce début décembre, quelque 300 personnes attendent de quitter l’enclave pour la France, mais seulement la moitié des dossiers seront acceptés. Il faut être étudiant boursier, artiste, chercheur, journaliste, avoir de la famille ou des attaches en France ou être un enfant en urgence pédiatrique. Depuis le déclenchement de la guerre, 42 000 Gazaouis ont été évacués, d’abord vers des pays de la région, selon les chiffres du Cgat, le coordinateur israélien des activités gouvernementales dans les territoires, qui ne précise pas leur destination. La France a, selon

Depuis le 7-Octobre, seuls 29 enfants malades ou blessés ont quitté l’enclave avec leurs proches pour la France

nos informations, orchestré la sortie au compte-goutte de 654 Palestiniens.

Si Paris fait manifestement preuve de frilosité sur le sujet, le blocage est d’abord le fait d’Israël. Le Shin Bet, le service de renseignement intérieur israélien, biffe de façon plus ou moins arbitraire, les noms transmis par les ambassades évoquant un lien avec des «terroristes». Est-ce pour cela que la France s’est vue refuser le départ d’un enfant de quatre ans? Les ONG suspectent qu’Israël ait voulu poser un couvercle sur les massacres de civils perpétrés dans l’enclave, dont l’accès est toujours interdit aux journalistes étrangers. «*Il y a une volonté de faire taire*», assure Marion Slitine, chargée de recherche au CNRS et fondatrice de Ma’an for Gaza Artists, collectif organisant des résidences artistiques en France pour les artistes de Gaza.

Une source diplomatique israélienne jure que les contraintes se sont desserrées depuis le printemps, Israël se réjouissant désormais de voir fuir les Palestiniens. Mais les dates de sortie, fixées par l’Etat hébreu, sont rares et fluctuantes. Enfin, la Jordanie, unique point de passage depuis la fermeture de Rafah, entre dans l’équation. Les autorités jordaniennes, affolées à l’idée d’être accusées de contribuer au «*nettoyage ethnique*» dont Israël se rendrait, à leurs yeux, coupable, réclament que les personnes qui transitent par leur territoire justifient un lien avec la France. «*Tout un tas de délais et de contraintes s’imposent à nous*», excuse un diplomate.

L’accueil de Gazaouis, même limité et pour des raisons humanitaires, crispe la droite et l’extrême droite en France. «*La France n’est pas obligée de se sacrifier sur*



Un enfant évacué de Gaza pour raison médicale arrive à l’aéroport militaire de Ciampino (Italie), le 29 septembre. FRANCESCO FOTIA/REUTERS

l’autel des droits de l’homme. Elle n’a pas envie d’être envahie, créolisée, remplacée», clamait le président de Reconquête, Eric Zemmour, dans une tribune au *Figaro*, quelques jours après la décision du 11 juillet de la Cour nationale du droit d’asile de reconnaître le statut de réfugié aux Palestiniens de la bande de Gaza.

Cette montée de fièvre politique a-t-elle un effet sur l’exécutif régulièrement accusé par l’opposition «d’importer» le conflit israélo-palestinien en France? Le scandale provoqué, début août, par les tweets antisémites d’une étudiante gazaouie qui devait étudier à Sciences po Lille, a conduit le ministère des affaires étrangères à suspendre, pendant deux mois et demi, toute évacuation de Gazaouis. Une punition collective comprise dans l’enclave. Si les opérations ont repris en octobre, c’est dans la plus

grande discrétion en appliquant des contrôles renforcés, pour explorer les réseaux sociaux des étudiants, chercheurs et artistes mais aussi des critères de sélection plus restrictifs.

Le décalage entre les discours humanistes de la France et la réalité de son action frappe quand il s’agit d’aborder les évacuations pour raisons médicales. Depuis le 7-Octobre, seuls 29 enfants malades ou blessés, ont quitté l’enclave avec leurs proches, pour la France. Bien moins que la cinquantaine d’enfants qu’avait promis d’accueillir Emmanuel Macron le 19 novembre 2023, apparaissant bouleversé par «*les événements horribles*», selon ses mots, à Gaza.

L’Italie se distingue

En Espagne, dont le premier ministre, Pedro Sanchez, qualifie de «*génocide*» le massacre des populations civiles à Gaza, environ

240 personnes ont été évacuées, entre juillet 2024 et octobre 2025, pour raisons médicales, selon les données du ministère de l’inclusion, de la sécurité sociale et des migrations. En Italie, la présidente du conseil d’extrême droite Giorgia Meloni, dont le parti Fratelli D’Italia a entretenu des liens étroits avec le Likoud de Benyamin Netanyahu, se distingue. D’après les données du ministère des affaires étrangères, 1400 personnes ont été reçues en Italie dont 215 enfants, soignés dans les hôpitaux italiens. Le chiffre le plus élevé en Europe.

Certains pays, comme la Roumanie, jouent sur les deux tableaux. Bucarest renforce son partenariat économique avec Israël, notamment dans l’industrie de l’armement tout en réalisant une cinquantaine d’évacuations médicales d’enfants.

«*L’idéal quand on veut soigner*

ses enfants, c’est de pouvoir le faire sur place. Donc la première des priorités, c’est de redresser les hôpitaux à Gaza. Le niveau de destruction est tel que cela va pendant des mois, voire des années. Voilà pourquoi on travaille avec les Egyptiens et les Jordaniens», justifie un diplomate français, qui estime que la France ne peut «*malheureusement*» pas évacuer tout le monde.

La tiédeur de la France, et des pays occidentaux, révolte les ONG. Quelque 16 500 patients dont la moitié d’enfants attendent une évacuation d’urgence, selon les données de l’Organisation mondiale de la santé. «*L’inaction tue*», constate Claire San Filippo, responsable des urgences pour Gaza chez Médecins sans frontières (MSF). ■

CLAIRE GATINOIS (À PARIS),
ALLAN KAVAL,
MARINE LEDUC
ET ISABELLE PIQUER

A Gaza, la mort de Yasser Abu Shabab, un chef de milice allié d’Israël

Le chef d’une milice anti-Hamas protégée et armée par l’Etat hébreu a été tué dans un règlement de comptes au sein de son propre clan

Des Gazaouis ont distribué des pâtisseries dans les rues, jeudi 4 décembre, pour célébrer l’assassinat du profiteur de guerre le plus haï de l’enclave. Yasser Abu Shabab a été tué à la mi-journée dans un règlement de comptes au sein de son propre clan, selon plusieurs sources de son entourage. Ancien trafiquant, piller d’aide humanitaire, puis chef de milice protégé par Israël, dialoguant avec un représentant américain de la Maison Blanche... Yasser Abu Shabab avait connu une ascension surprenante depuis deux ans, à la mesure du chaos dans lequel ce supplétif d’Israël a contribué à plonger Gaza. Quelques jours avant sa mort, son épouse lui apprenait encore à lire, selon un proche joint par téléphone – l’armée israélienne interdit à la presse étrangère l’accès à l’enclave depuis le début de la guerre.

Né dans un clan bédouin, les Tarabin, Yasser Abu Shabab a grandi parmi une vaste parentèle qui s’étend de Gaza au Néguev israélien, jusqu’au Sinaï égyptien. Il

s’est élevé dans son fief de Rafah, ville frontière du sud de l’enclave palestinienne, où de petites fortunes se sont constituées sous le règne du Hamas, depuis 2007, grâce aux tunnels de contrebande qui conduisent en Egypte. Après l’attaque terroriste menée le 7 octobre 2023 en Israël par les brigades islamistes, l’armée israélienne trouve en lui un allié stratégiquement implanté au débouché du point de passage de Kerem Shalom.

De ce fief, où l’armée le protège, il assaille les camions d’aide internationale et des convoyeurs privés, qui acheminent de la nourriture vers les marchés. «*Il ne prenait l’aide que pour la distribuer aux gens*», prétend encore Hossam Al-Astal, chef d’une milice alliée, joint par téléphone à Gaza. En réalité, Yasser Abu Shabab revend le fruit de ses pillages à prix d’or. «*Notre haine venait du même endroit. Il haïssait le Hamas et le combattait comme moi, et, pour cela, je l’aimais*», précise M. Al-Astal.

De source israélienne, c’est l’unité 504 du renseignement mi-

litaire de l’Etat hébreu qui a favorisé l’ascension de ces deux hommes. Elle les a aidés à constituer leurs milices et à se fédérer avec d’autres petits chefs de guerre hostiles au Hamas. Benyamin Netanyahu a tôt loué ces gangs comme une «*alternative*» aux islamistes, tout comme à l’Autorité palestinienne (AP), à laquelle le premier ministre israélien refuse pourtant de confier l’administration de l’enclave. Le 24 juillet, Yasser Abu Shabab avait signé une tribune dans le *Wall Street Journal* «*promettant de construire un Gaza libéré du Hamas*». Puis, en août, il s’était rendu en Israël pour rencontrer l’envoyé spécial du président américain Donald Trump, Steve Witkoff, selon un proche du milicien et une source américaine. L’homme dialoguait aussi avec le renseignement de l’AP à Ramallah, selon deux sources palestiniennes.

Depuis le cessez-le-feu du 10 octobre, il paradait en postant des vidéos de rodéo urbain sur Internet. Yasser Abu Shabab se tenait à l’abri derrière la «*ligne jaune*»,

qui coupe l’enclave en deux moitiés, l’une dépeuplée et contrôlée par l’armée israélienne, l’autre où s’entassaient 2 millions de survivants de la guerre. Selon le plan de paix américain, Israël est censé se retirer de l’essentiel de la bande de Gaza à terme, et le Hamas abandonner ses armes. Ces négociations doivent reprendre avant Noël. Mais, pour l’heure, la «*ligne jaune*» se sédimente et la Maison Blanche envisage de financer la construction d’une première «*communauté sécurisée alternative*», libre de la tutelle du Hamas, à Rafah, où Abu Shabab gravitait.

Régner par la peur

Quelles chances avait ce gangster de s’y voir confier une quelconque responsabilité? «*C’est une catastrophe. Il ne règne que par la peur. Il menace ses proches, il tire au-dessus de leur tête pour un oui ou pour un non. Une fois, il m’a dit: “Je vais être le roi de Gaza!”*», comme Mohammed Ben Salman en Arabie saoudite. Il se prenait pour un grand, alors qu’il avait une centaine d’hommes sur un fief de 1 kilomètre

carré», assure un membre de son entourage. Parmi ses compagnons d’armes figurent des membres du vaste clan Tarabin, des mercenaires en quête d’un salaire et des opposants au Hamas, mais Abu Shabab faisait fuir ces gens-là, c’est mieux qu’il ne soit plus là, poursuit cet interlocuteur.

Selon trois sources gazaouies et une américaine, Yasser Abu Shabab aurait été abattu par un parent de son clan – un cousin éloigné, demeuré lui aussi avec les siens à Rafah après mai 2024, lorsque l’armée israélienne avait commencé à chasser la population de la ville. Ces hommes n’auraient cependant pas rejoint le groupe armé d’Abu Shabab. Certains d’entre eux, tout comme cette source dans son entourage, accusent le milicien d’avoir emprisonné et fait torturer plusieurs membres du clan. Jeudi soir, le Hamas a publié un communiqué, sans revendiquer l’assassinat. Il estimait que Yasser Abu Shabab avait connu «*le sort inévitable de toute personne qui trahit son peuple et sa patrie*». Il rappelait aussi que son vaste clan,

les Tarabin, l’avait lui-même renié. Le lieutenant de Yasser Abu Shabab, Ghassan Duhine, pourrait succéder à son chef sous peu. Membre du même clan Tarabin, M. Duhine est réputé plus éduqué. Il fut un cadre de rang intermédiaire du Jaych Al-Islam, un groupe clanique et mafieux qui prôta allégeance à l’organisation Etat islamique en 2015.

Ces derniers jours, tous ces chefs de milices menaient des pourparlers en vue de former un conseil militaire commun et un «gouvernement civil de transition», assure notre source américaine. Une sorte d’Etat fantoche dans l’est de Gaza. M. Duhine, dont les miliciens sont les plus nombreux, paraît le candidat le mieux placé pour prendre la tête de cet organe. Un cadre des Nations unies rappelle que, depuis le cessez-le-feu et le retour des policiers gazaouis dans la moitié occidentale de l’enclave, les pillages de convois d’aide humanitaire ont cessé. ■

LOUIS IMBERT
ET MARIE JO SADER



Pr Emmanuel Raffoux,
président de la Société
française d'Hématologie.

L'INNOVATION,
UN ENJEU
D'ORGANISATION

En quelques années, grâce à l'accélération de l'innovation thérapeutique, des progrès majeurs ont été accomplis pour soigner les maladies du sang. Plusieurs types d'approches se combinent aujourd'hui pour améliorer le pronostic vital des patients, gagner en espérance de vie mais également en qualité de vie.

Les thérapies ciblées consacrent l'avènement d'une médecine de précision, permettant de s'attaquer aux anomalies moléculaires spécifiques à chaque patient.

L'immunothérapie active vise à provoquer ou amplifier la réponse immunitaire de l'organisme, dirigée contre les cellules cancéreuses. Les thérapies cellulaires ont pour objectif de prélever et de modifier génétiquement les cellules du patient, puis de les réinjecter pour qu'elles puissent combattre efficacement les cellules cancéreuses. Enfin, les anticorps bispécifiques sont capables de se lier simultanément aux cellules cancéreuses et aux lymphocytes T, afin de favoriser la destruction ciblée de la tumeur. Grâce à ces avancées, les hématologues disposent d'un arsenal thérapeutique qui révolutionne la prise en charge de maladies longtemps difficiles à traiter, comme les leucémies ou les myélomes. Cependant, comme c'est souvent le cas en médecine, ces thérapies posent de nouveaux défis, qu'il faut s'attacher à relever. Le premier enjeu consiste à innover dans l'organisation du parcours de soins des patients, afin qu'ils puissent être traités au bon moment, avec les bons médicaments et dans de bonnes proportions. Il faut encore progresser dans la biologie de précision, qui doit nous permettre de détecter en temps réel les mutations moléculaires des cellules cancéreuses. De même, nous devons favoriser l'appropriation et la diffusion des technologies numériques, comme l'intelligence artificielle et la télémédecine. C'est essentiel pour suivre à distance l'état de santé du patient et adapter sa prise en charge si nécessaire, mais également pour recueillir de précieuses données utilisables par la recherche. Derrière ces défis, c'est aussi une question éthique qui se profile : garantir un égal accès aux traitements à tous les patients qui en ont besoin. 📍

Caractérisées par un développement anormal des cellules du sang ou de la moelle osseuse, les hémopathies malignes (ou cancers du sang) touchent en moyenne 35 000 personnes par an en France. Il existe différents cancers du sang, parmi lesquels le myélome, les lymphomes et les leucémies sont les plus fréquents. L'onco-hématologie vise à traiter plusieurs de ces maladies, dont certaines, comme le myélome, se développent dans la moelle osseuse, alors que les lymphomes sont localisés dans les ganglions et les leucémies dans la moelle osseuse et dans le sang. Grâce aux progrès continus de la pharmacopée, de nouvelles solutions thérapeutiques se multiplient avec, à la clé, l'amélioration de l'espérance de vie, mais également de la qualité de vie pour un nombre croissant de patients. L'immunothérapie, les thérapies cellulaires, mais aussi les greffes de moelle osseuse, permettent de plus en plus souvent de réactiver le système immunitaire et de réarmer l'organisme pour qu'il puisse lutter contre les cellules cancéreuses. La radiothérapie et la chimiothérapie restent des traitements



Cellules de leucémie myéloïde aiguë sous vue microscopique.

de référence, souvent associées aux traitements pharmaceutiques. Outre les cancers du sang, d'autres formes d'hémopathies bénéficient du progrès thérapeutique. C'est le cas, par exemple, pour l'hémophilie, dont les dernières générations de traitement transforment la vie des patients. L'administration

de facteurs de coagulation de vie longue permettent d'espacer les injections et de soulager le quotidien des patients. Et la thérapie génique, fondée sur l'introduction dans l'organisme d'un virus muté qui aide le foie à produire les facteurs coagulants manquants, constitue un réel espoir pour l'avenir. 📍 Antoine Largier

Recherche → INNOVATIONS MAJEURES
ET ENJEUX DE LEUR ACCÈS EN FRANCE



Axelle Dautresire

Directrice de l'aire
thérapeutique
hématologie
d'AstraZeneca
en France, Axelle
Dautresire détaille
l'engagement et les
ambitions du groupe
pharmaceutique dans
la lutte contre les
cancers du sang.

Quelle est la place de l'hématologie
au sein d'AstraZeneca ?

Fort d'une expertise historique en tumeurs solides, AstraZeneca a étendu sa stratégie à l'hématologie. Notre pipeline couvre désormais six cancers du sang. Nous disposons déjà d'un traitement contre la leucémie lymphoïde chronique (LLC) et le lymphome à cellules du manteau (LCM), et avançons sur de nouvelles options thérapeutiques contre le lym-

phome diffus à grandes cellules B, le lymphome folliculaire, la leucémie lymphoblastique aiguë ou encore le myélome multiple. Cette progression s'inscrit dans notre objectif de développer de nouveaux médicaments pour des cancers du sang à forts besoins médicaux non satisfaits, afin d'avoir un impact significatif sur les patients et les aidants, et de transformer la prise en charge. Notre ambition est claire : d'ici à 2030, devenir l'un des trois principaux acteurs mondiaux de l'hématologie, grâce au développement de cinq nouveaux médicaments couvrant ces six types de cancers du sang. À long terme, notre engagement est simple et déterminé : contribuer à éliminer, un jour, les cancers du sang comme cause de décès.

Quelles sont les voies de
recherche et d'innovation que
vous explorez aujourd'hui ?

Notre recherche s'appuie sur une idée simple : mieux comprendre les mécanismes d'une maladie permet d'améliorer les façons de la soigner. Pour cela, nous nous appuyons aujourd'hui sur cinq plateformes scientifiques de recherche capables de tester des mécanismes d'action différents et complémentaires : les thérapies ciblées pour attaquer spécifiquement les cellules tumorales, les T-cells engagers pour mobiliser le système immunitaire contre les cellules cancéreuses, les anticorps-médicaments conjugués permettant de combiner des solutions thérapeutiques, ainsi que des agents ciblant les mécanismes épigénétiques impliqués dans la progression de certains cancers du sang. À nos déve-

loppements internes s'ajoutent trois avancées majeures : l'acquisition de Gracell Biotechnologies spécialisée dans les thérapies CAR-T plus rapides, celle d'EsoBiotec pour des thérapies cellulaires *in vivo* administrables en quelques minutes, et un investissement ainsi qu'un accord de collaboration avec Cellectis, pour développer de nouvelles thérapies cellulaires et géniques. Cette dynamique se traduit en cette fin d'année par la présentation de près de 60 *abstracts*, lors du congrès de l'American Society of Hematology (ASH).

Comment se traduit aujourd'hui
cet engagement en France auprès
des acteurs en hématologie ?

En 2025, nous avons obtenu deux nouvelles autorisations de mise sur le marché majeures : une extension d'indication en première ligne pour la LLC et une autre en première ligne pour le LCM chez les patients non éligibles à une autogreffe de cellules souches. Nous conduisons actuellement en France quatre études de phase III et deux de phase II, en partenariat avec des centres de recherche majeurs. Nous collaborons également avec le monde académique pour mieux comprendre et mieux caractériser les cancers du sang. Avec le LYSA/LYSARC (réseau indépendant de recherche clinique sur les lymphomes et la LLC/MW), nous soutenons l'étude REALYSA, et avons également réutilisé les données de vie réelle générées par cette étude pour mener l'étude MCL Tour, visant à mieux comprendre la prise en charge du LCM et à en identifier les leviers d'amélioration. Nous accompagnons également le FILO

(groupe coopérateur de recherche dans les leucémies) dans le cadre de l'étude académique STAIR consacrée à la LLC. Les premiers résultats, qui seront présentés à l'ASH, illustrent la capacité de la recherche française à produire des données de haute valeur scientifique.

Comment favoriser un meilleur
accès des patients à l'innovation
en hématologie en France ?

Un progrès médical n'a d'impact que s'il est disponible au bon moment. En France, le dispositif d'accès précoce est essentiel pour assurer un accès rapide aux innovations thérapeutiques pour les patients. Depuis 2021, plus de 100 000 patients ont reçu des traitements innovants avant leur commercialisation, et le renoncement récent à sa réforme maintient ce dispositif clé en France. Sans ce cadre d'accès anticipé, le délai moyen entre l'autorisation européenne et l'accès en France est de 527 jours, plus long que chez certains de nos voisins européens. L'accès précoce a aussi permis aux médecins français d'utiliser plus tôt ces traitements et de publier des données sur leur utilisation en « vraie vie » à l'international. Cependant, des défis subsistent pour l'accès à ces innovations. AstraZeneca reste mobilisé aux côtés des autorités, de la communauté médicale et d'autres parties prenantes pour garantir un accès le plus large, le plus équitable et le plus rapide possible aux innovations thérapeutiques. 📍 A. L.

FR-24644 12/2025
Propriété d'AstraZeneca

Leadership scientifique → 95 COMMUNICATIONS AU CONGRÈS DE L'ASH SIGNENT LE DYNAMISME DE LA RECHERCHE DE BRISTOL MYERS SQUIBB EN ONCO-HÉMATOLOGIE

La recherche du laboratoire américain s'appuie sur la complémentarité de ses plateformes de recherche scientifiques, notamment les thérapies cellulaires, pour accélérer l'innovation et répondre aux besoins dans la lutte contre les maladies graves comme les cancers du sang. Entretien avec le Dr Jehan-Michel Béhier, directeur médical.

Quel est l'enjeu de la présence de Bristol Myers Squibb au congrès de l'American Society of Hematology (ASH) cette année ?

L'ASH s'impose comme le rendez-vous annuel majeur de la communauté hématologique internationale, véritable baromètre des innovations en onco-hématologie. Avec, cette année encore, plus de 90 communications présentées, portant sur ses molécules en développement, Bristol Myers Squibb figure parmi les entreprises pharmaceutiques mondiales les plus innovantes.

Le congrès de l'ASH permet de mettre en lumière à la fois la robustesse et la pluralité de notre pipeline : les combinaisons thérapeutiques (tri- et quadrithérapies), les thérapies cellulaires, dont les thérapies CAR-T à double cible ou allogéniques, mais aussi le rôle croissant des données de vie réelle, essentielles pour confirmer la valeur ajoutée des innovations en pratique clinique. Cette forte dynamique répond à un objectif : proposer des solutions qui vont réellement transformer la vie de patients, notamment dans les cancers du sang comme le myélome, ou les lymphomes, ou encore les syndromes myélodysplasiques.

Parlez-nous des plateformes de recherche de Bristol Myers Squibb ; en quoi constituent-elles



un levier majeur d'innovation en hématologie et au-delà ?

Une plateforme de recherche rassemble, autour d'une approche ciblée de la cellule cancéreuse, expertises et équipements scientifiques destinés à la conduite de recherche de haut niveau. Le portefeuille de Bristol Myers Squibb repose sur la diversité et la complémentarité de ses plateformes qui offrent ainsi une approche globale et innovante pour développer des thérapies de rupture. Concrètement, nous travaillons sur la dégradation des protéines au sein de la cellule cancéreuse, dont les résultats sont particulièrement prometteurs en hématologie. Cette nouvelle approche thérapeutique permet d'atteindre des protéines essentielles à la survie des cellules cancéreuses qui étaient jusqu'ici

impossibles à cibler. Nous avançons aussi sur le futur des thérapies cellulaires individualisées, les CAR-T (déjà commercialisées en France dans le lymphome et le myélome) qui, à partir des globules blancs défaillants d'un patient, seront modifiés génétiquement pour les rendre à nouveau capables de détruire les cellules cancéreuses de ce même patient. De nouvelles voies s'ouvrent à partir de ces thérapies révolutionnaires : par exemple, des CAR-T à double cible ainsi que des projets de CAR-T allogéniques (issues d'un donneur non malade) et également des CAR-T *in vivo* (qui seront reprogrammées dans le propre organisme du patient). D'autres champs d'investigation sont les anticorps bispécifiques, molécules d'immunothérapie innovantes qui

se lient à deux cibles différentes, les conjugués anticorps-médicaments (ADC) qui utilisent des anticorps pour transporter le traitement directement au cœur des cellules cancéreuses ou encore les plateformes radiopharmaceutiques (radiothérapie délivrée directement dans les cellules cancéreuses). Vous le voyez, beaucoup d'espoir pour l'avenir, car chacune de ces plateformes vise un mécanisme distinct du cancer, offrant une grande complémentarité et permettant d'adapter les stratégies thérapeutiques, de contourner les résistances et de proposer des réponses plus précoces et plus efficaces aux patients.

Quelle est la place de Bristol Myers Squibb dans la recherche clinique en France, aux côtés des patients et de la communauté médicale ?

Première filiale en nombre de patients inclus dans des essais cliniques, BMS France occupe une position majeure dans la stratégie de recherche de Bristol Myers Squibb. Nous investissons environ 100 millions d'euros chaque année dans cette activité en France. En 2024, 24 000 patients ont ainsi bénéficié de nos médicaments innovants dans le cadre d'essais cliniques. Notre pays bénéficie d'une communauté médicale très engagée dans le cancer, d'une expertise mondialement reconnue et d'un tissu robuste de centres investigateurs,

avec qui nous nouons des collaborations fortes. Dans le lymphome et le myélome, Bristol Myers Squibb collabore notamment avec des groupes coopérateurs essentiels comme le Lysa* ou l'IFM**.

Quels sont les enjeux et les ambitions de Bristol Myers Squibb d'ici à cinq ans ?

Nous avons l'ambition de lancer 10 molécules et plus de 30 indications dans des pathologies graves comme les cancers d'ici à 2030 et de tout mettre en œuvre pour donner aux patients un accès le plus précocement possible à ces traitements innovants. C'est le cas parfois bien avant leur commercialisation, grâce aux essais cliniques mais aussi au dispositif d'accès précoce aux traitements, spécifique à la France. Depuis 2022, Bristol Myers Squibb a mis à disposition 19 nouvelles molécules, dont 1 sur 2 a pu bénéficier aux patients français grâce au dispositif d'accès précoce. Ce dispositif joue un rôle central pour les patients, et la récente baisse du nombre d'autorisations d'accès précoce ainsi que les discussions autour d'une potentielle évolution de ce système suscitent aujourd'hui notre inquiétude.

© Sandrine Mosetti

* Lymphoma Study Association.

** Intergroupe francophone du myélome.

HE-FR-2500302 - Novembre 2025.

QUESTIONS À ...

Pr Chloé James, présidente de la Société française de Thrombose et d'Hémostase (SFTH)

FAIRE PROGRESSER CETTE DISCIPLINE

Vous présidez la SFTH. Quelles sont les missions de cette société savante ?

Elle a été créée il y a deux ans par la fusion du Groupe français d'études sur l'Hémostase et la Thrombose (GFHT) et de la Coordination médicale pour l'étude et le traitement des maladies hémorragiques constitutionnelles (CoMETH). C'est un groupe coopérateur de la Société française d'Hématologie (SFH) qui a pour mission de faire progresser la compréhension, la prévention, le diagnostic et le traitement des affections liées à l'hémostase. L'hémostase désigne l'ensemble des phénomènes naturels permettant l'arrêt du saignement en cas de blessure, de choc ou d'intervention chirurgicale. Les pathologies de l'hémostase sont liées à un dérèglement de ces fonctions naturelles, qui se traduit soit par des saignements incontrôlés (hémorragies), soit par la constitution inappropriée de caillots dans la circulation sanguine (thromboses).

Les médicaments récents permettent-ils de progresser dans le traitement de ces pathologies ?

En quelques années, la prise en charge de ces maladies a été en effet révolutionnée par de nouveaux médicaments, à la fois plus efficaces et mieux tolérés au quotidien. La nouvelle génération d'anticoagulants allège, par

exemple, la nécessité d'une surveillance biologique systématique du traitement. Et, dans l'hémophilie, l'arsenal thérapeutique ne cesse de s'étoffer, avec des traitements plus ciblés, plus efficaces, plus simples à administrer et des injections de plus en plus espacées pour les patients.

La SFTH se mobilise pour améliorer les parcours de soins de patients. Comment agissez-vous ?

La SFTH contribue à soutenir la recherche par le financement de projets et l'attribution de bourses aux jeunes chercheurs, permettant de présenter leurs travaux dans des congrès nationaux et internationaux, car il y a encore des progrès à réaliser pour mieux comprendre les mécanismes de ces maladies, notamment pour la thrombose. Nous œuvrons également pour une juste prescription des actes de biologie médicale pour les examens spécialisés coûteux, à la fois pour que les examens utiles continuent à être remboursés et aussi pour laisser la place à l'innovation. Nous soutenons aussi le travail de la filière de soins MHEMO pour que les nouveaux traitements soient administrés au bon moment et aux bons patients. Enfin, nous agissons pour permettre un accès équitable sur tout le territoire aux consultations spécialisées, et mieux faire connaître notre discipline, qui se situe à l'interface de nombreuses spécialités. © A. L.



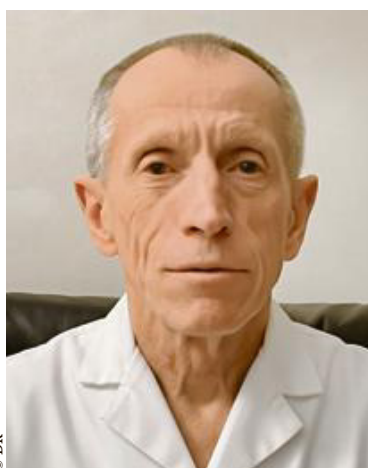
LA PAROLE À ...

Pr Pierre Fenaux, hématologue à l'hôpital Saint-Louis (Paris).

QU'EN EST-IL DES SYNDROMES MYÉLODYSPLASIQUES (SMD) ?

Les SMD sont des maladies cancéreuses des progéniteurs de la moelle osseuse des cellules sanguines (leucocytes, hématies, plaquettes) entraînant une baisse de leur production, d'où une leucopénie avec un risque infectieux accru, une anémie avec retentissement souvent très important chez ces sujets âgés (fatigue, accidents vasculaires), une thrombopénie et son risque hémorragique. On en diagnostique environ 4000 nouveaux cas par an en France, surtout chez les sujets âgés. Ils évoluent dans un tiers des cas en leucémie aiguë.

Beaucoup de progrès ont été faits dans le diagnostic et l'évaluation du pronostic des SMD, grâce à l'analyse des cellules du sang et de la moelle, principalement leurs anomalies des chromosomes et des gènes (on analyse ces dernières en routine par méthode « Next Generation Sequencing (NGS) ». Ces examens permettent d'évaluer le pronostic et schématiquement de séparer les SMD à « haut risque » d'évolution en leucémie aiguë et les SMD où ce risque est faible, où domine généralement l'anémie. Les avancées thérapeutiques, bien qu'indiscutables, restent cependant plus modestes dans les SMD que dans beaucoup d'autres hémopathies.



Dans les SMD de haut risque, seule la greffe de moelle allogénique (à partir d'un donneur compatible) permet une guérison éventuelle en éliminant la maladie. Mais elle reste généralement limitée aux patients de moins de

75 ans. Les autres traitements sont principalement basés sur les agents hypométhylants, avec une amélioration cependant généralement modeste de la survie. Dans de rares cas où existent des mutations « ciblables » (IDH1, IDH2, FLT3), des médicaments spécifiques peuvent améliorer le pronostic. Dans les SMD de faible risque, la correction de l'anémie est généralement obtenue par des médicaments comme les érythropoïétines, les inhibiteurs de TGF bêta ou récemment de télomérase. La majorité des réponses sont cependant transitoires et, à long terme, des transfusions itératives de globules rouges se révèlent très souvent nécessaires pour corriger, mais généralement de façon insuffisante, l'anémie.

On espère qu'à terme plus de traitements ciblés et des immunothérapies, notamment du type cellules CAR-T, amélioreront le pronostic des SMD, surtout ceux de haut risque.

© Propos recueillis par Antoine Largier

Sri Lanka : « Jamais nous n’avions connu un tel désastre »

Dans les « quartiers bas » de Colombo, le cyclone Ditwah a causé des dégâts considérables

REPORTAGE

WELLAMPITIYA ET COLOMBO (SRI LANKA) - envoyée spéciale

La ville de Colombo est proprette et avenante, comme toujours, avec ses larges avenues bordées d’édifices coloniaux, ses buildings et ses hôtels de luxe alignés le long de l’océan Indien. La capitale historique sri-lankaise, effervescente, ne porte aucune trace du drame qui s’est noué dans le pays dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 novembre, lorsque le cyclone Ditwah s’est abattu furieusement sur l’île de 23 millions d’habitants, accompagné d’intenses précipitations, faisant plus de 600 morts au dernier bilan et plus de 200 disparus et près de 2 millions de sinistrés. Les débris, les arbres déracinés ont été promptement ramassés. Malgré des tombereaux de pluie poussés par des vents violents, la cité côtière a été épargnée par les crues. Mais le calme de Colombo est trompeur.

Passé les beaux quartiers, la route qui mène à la banlieue nord offre un tout autre visage. La totalité des magasins, fermés au public, ont étalé sur la chaussée leurs stocks détrempés, chaises, chaussures, vêtements, ordinateurs, papiers, dans l’espoir qu’ils sèchent sous les rayons du soleil qui percent ce vendredi 5 décembre.

On atteint, après une dizaine de kilomètres, « les quartiers bas » de la capitale, Wellampitiya, une périphérie semi-rurale et urbaine, traversée par la rivière Kelani qui s’est transformée en fleuve brun et boueux, inondant tout, villages et rizières. Le paysage est un champ de ruine, macérant dans une odeur nauséabonde de déchets et de pourriture, après huit jours de crue. La région

compte peu de victimes, mais les dégâts sont considérables.

Dans le secteur de Madeegama, l’eau s’est tout juste retirée des maisons et les murs sont gorgés d’humidité. Elle est arrivée à hauteur des premiers étages. Les propriétaires d’habitation à plusieurs niveaux ont pu sauver l’essentiel, comme Udaya Samarablanu, 60 ans, qui a eu le temps, avec ses deux fils, de transporter leurs affaires au deuxième et troisième étages, lorsque l’eau s’est engouffrée dans leur logis dans la nuit du 27 au 28 novembre.

Juste avant, ils avaient réussi à installer au milieu d’un énorme pneu de voiture sa belle-fille avec son bébé de 7 mois, pour l’amener dans un lieu sûr, en priant pour que des serpents ne viennent pas l’attaquer dans l’eau saumâtre. La rue s’était alors transformée en rivière. « *Après les inondations de 2016, j’ai fait construire deux étages supplémentaires*, raconte le père de famille, chef d’atelier. *On pensait ne jamais revivre ça, mais ces inondations sont bien pires que celles que nous avons subies cette année-là.* »

Ajieh Kumara, 54 ans, a eu moins de chance. Il tient une épicerie cuisine à Weragoda. Sa boutique ressemble à un capharnaüm sans nom, mais il a rouvert pour vendre

Dans l’île, le cyclone a fait plus de 600 morts, plus de 200 disparus et près de 2 millions de sinistrés



Une famille nettoyant sa maison et son tuk-tuk, endommagés par les inondations, à Wellampitiya (Sri Lanka), le 5 décembre.

REZA AKRAM POUR « LE MONDE »

quelques légumes. La cuisine, où il préparait des plats à emporter le soir, n’existe plus, le réfrigérateur a rendu l’âme, comme la cuisinière, l’armoire et sa moto. Sa maison attenante, qu’il a lui-même construite, a bougé de quelques centimètres à cause du terrain gorgé d’eau. L’homme avait un bon train de vie jusqu’alors, il arrivait à dégager un bénéfice de 150 000 roupies par mois (418 euros), payait l’éducation de ses enfants et remboursait son prêt à la banque. L’avenir s’annonce difficile désormais ; il estime les dommages à 500 000 roupies (1395 euros), mais Ajieh ne se plaint pas.

L’eau a tout détruit

A l’extérieur, des équipes de ramassage collectent les déchets empilés par les habitants, matelas, vêtements détrempés, machines noyées, cartons, tandis que les hommes de la compagnie d’électricité passent de maison en maison, pour changer les compteurs, sécuriser l’alimentation. Une opération à haut risque ; deux jours auparavant, un des leurs, Anuruddha Kumara, est mort électrocuté, en voulant rétablir le courant d’une maison.

Au point le plus haut du village, une école accueillie encore 196 familles, 825 personnes réfugiées depuis le 28 novembre. Elles dor-

ment au milieu des petites chaises d’enfant sur de simples nattes et reçoivent nourriture et eau. Niridha Roshanta, chauffeur de tuk-tuk, n’a pu emporter qu’un sac de vêtements pour les enfants. Toutes les maisons de son quartier Nabeegama ont été submergées. Le refuge leur a donné deux jours pour rentrer chez eux.

J. A. Ruwani, 49 ans, mère de famille avec trois enfants, explique que sa maison n’a ni eau ni électricité. Les sinistrés nous supplient de prendre leur nom et de venir visiter leur maison pour mesurer ce qui les attend. Jelvamadaman, 60 ans, un journalier, vêtu d’un simple pagne, nous montre sa mesure, deux pièces où vivaient six personnes. Il ne reste rien, l’eau a tout détruit. Il en va de même de tous les logis de sa ruelle.

Cette périphérie de Colombo abrite des gens modestes, chauffeurs de tuk-tuk, journaliers, pay-sans. Le cyclone Ditwah est une nouvelle preuve que les pauvres sont les premières victimes du changement climatique. Le tuk-tuk de P. I. Milinda, 34 ans, repose sur des parpaings, dans la cour de sa maison. Il ne sait pas s’il pourra le redémarrer pour ainsi nourrir sa famille. « *Jamais nous n’avions connu un tel désastre* », dit-il.

Les rizières aux alentours, qui promettaient une récolte exceptionnelle, ont été anéanties. L’eau

qui stagne depuis huit jours dégage une puanteur pestilentielle. Wimabasena Pinchu, 65 ans, possède 10 acres à Biyagama qui pourrissent lentement. « *Quand les terres auront séché, j’espère remettre les champs en état et planter pour une seconde récolte en avril. Mais d’ici là, je devrais acheter du riz pour ma famille* », explique le paysan. Lui non plus ne se plaint pas. Il loue des chambres dans sa maison qui pourront, explique-t-il, lui apporter quelques revenus. Les multiples épreuves traversées au cours des dernières décennies – guerre civile, tsunami, attaques terroristes, crise sanitaire et financière – ont appris aux Sri-Lankais la résilience.

Mouvement de solidarité

Dans le centre de Colombo, sur le parking devant l’immeuble du Sirasa Media Network, le plus gros groupe de médias du pays, qui s’est doté d’une fondation caritative au moment du tsunami de 2004, des centaines de volontaires s’affairent à composer des sacs de rations sèches, riz, lentilles, produits de première nécessité avant de former une chaîne pour les charger dans le camion qui s’apprête à partir vers les « quartiers bas » de la capitale. D’autres sont en chemin vers la province du centre, la plus dévastée. Le mouvement de solidarité dans le

pays et chez les expatriés ne tarit pas. Des entreprises, de simples gens affluent depuis huit jours pour offrir des vêtements, des couches, des denrées et des produits de nettoyage.

Dans une adresse au Parlement, vendredi 5 décembre, Anura Kumara Dissanayake, le président de la République, sous le feu des critiques pour son manque de préparation au cyclone, a annoncé un train d’aides exceptionnelles pour soutenir les victimes du cyclone Ditwah et sauver l’économie fragile du pays. Les ménages dont les maisons ont été complètement détruites recevront 5 millions de roupies (près de 14 000 euros) pour reconstruire leur logement. Les foyers percevront un pécule pour remettre en état leur logis, acheter des équipements de cuisine et du matériel scolaire. Les cultivateurs, les éleveurs, les commerçants toucheront une compensation.

La situation est encore terriblement précaire. En fin d’après-midi, vendredi, la pluie s’est de nouveau abattue sur Colombo et sur une partie du pays. Les inquiétudes sont vives pour la province du centre, où les secours sont à pied d’œuvre dans les villages envaselés par des glissements de terrain pour tenter de retrouver les disparus. ■

SOPHIE LANDRIN

Des requins, des geckos et l’okapi désormais mieux protégés du commerce

Plus de 120 espèces sauvages vont bénéficier de nouvelles mesures de conservation à l’issue d’une Conférence des parties en Ouzbékistan

Des négociations portant sur le paresseux à deux doigts, la mygale rose ou le cocotier du Chili. Du lobbying et des alliances entre pays avec, en jeu, des intérêts économiques. Et, finalement, des décisions qui permettront de mieux protéger plus de 120 espèces face à la menace commerciale. La 20^e Conférence des parties (COP20) de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction (Cites) s’est achevée, vendredi 5 décembre, à Samarcande, en Ouzbékistan. Moins connue que d’autres « COP », elle a rassemblé pendant deux semaines 3400 participants, dont les représentants de quelque 160 pays – un record.

« *La faune sauvage est en crise et les dirigeants mondiaux ont massivement reconnu la nécessité urgente de prendre des mesures décisives* », a salué Matt Collis, directeur des politiques internationales du Fonds international pour la protection des animaux. « *De bonnes décisions ont été prises, dont beaucoup par consensus*, se félicite

également Charlotte Nithart, de l’association Robin des bois. *Nous tenons beaucoup à cette convention car, à la différence d’autres, elle est en partie contraignante : lorsqu’une espèce est inscrite sur une annexe, les pays sont tenus de respecter la réglementation. Et la Cites a déjà prouvé son utilité, par exemple pour le rétablissement de populations d’éléphants.* »

« Une victoire historique »

Entrée en vigueur il y a cinquante ans, la Cites vise à faire en sorte que le commerce international des animaux et des plantes sauvages ne menace pas leur survie. Selon la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (l’IP-BES, l’équivalent du GIEC pour la biodiversité), la surexploitation des espèces, qui inclut le commerce légal et illégal, est la deuxième cause de destruction de la nature. Chaque année, des centaines de millions de spécimens vivants ou de produits dérivés sont échangés sur les marchés. Le commerce illicite d’espè-

ces sauvages est par ailleurs considéré comme le troisième plus lucratif au monde, après les trafics de drogue et d’armes.

Depuis 1975, près de 41 000 espèces végétales et animales ont été inscrites sur l’une des trois « annexes » de la Cites. L’annexe 1, qui interdit toute transaction à des fins commerciales, et l’annexe 2, qui encadre les importations et les exportations par des systèmes de permis et de quotas, sont les plus discutées lors des COP.

Parmi les principales avancées obtenues à Samarcande, plus de 70 espèces de requins et de raies ont été soit transférées de l’annexe 2 à l’annexe 1 (requins océaniques, requins-baleines, raies

L’okapi, dont il ne subsiste qu’une petite population en RDC, ne pourra plus être commercialisé

manta...) soit inscrites à l’annexe 2 (requin-hâ, requins d’eaux profondes...). « *Il s’agit d’une victoire historique*, a salué Luke Warwick, de la Wildlife Conservation Society. *Ces décisions étaient plus qu’urgentes : les requins et les raies constituent le deuxième groupe d’espèces le plus menacé de la planète, et nombre d’entre eux sont au bord de l’extinction.* » Ces animaux sont tués pour leurs ailerons, leur cartilage, leur chair ou leur foie.

La régulation du commerce d’espèces vendues pour servir d’animaux de compagnie, telles que des oiseaux chanteurs, des geckos ou les iguanes marins et terrestres des Galapagos, a été renforcée. L’okapi, dont il ne subsiste qu’une petite population en République démocratique du Congo, ne pourra plus être commercialisé. Les importations, notamment depuis la Turquie et l’Albanie, de quatre espèces de grenouilles consommées en Europe, seront mieux encadrées.

Des propositions visant à affaiblir la protection des girafes, des éléphants et des rhinocéros, por-

tées par certains pays d’Afrique australe, ont par ailleurs été rejetées. « *On reste sur le statu quo, ce qui est positif*, explique Lorène Jacquet, responsable campagnes et plaidoyer de la Fondation 30 millions d’amis. *La réouverture du commerce pour ces populations d’espèces qui restent très menacées pourrait ruiner des années d’efforts de conservation.* »

Si des succès ont été enregistrés, des parties ont aussi enregistré des échecs. Une majorité d’Etats a ainsi rejeté la proposition, portée notamment par la France, d’inscrire six espèces de concombres de mer sur l’annexe 2. « *Les concombres de mer sont moches, mous et tout le monde s’en fiche, alors qu’ils ont un rôle crucial : ils recyclent notamment des nutriments assimilables par le phytoplancton, qui est le premier fournisseur d’oxygène de notre planète* », précise Arnaud Horellou, ingénieur de recherche au Muséum national d’histoire naturelle et responsable Cites pour l’autorité scientifique française. Les stocks de ces animaux, consi-

dérés comme un mets de choix en Asie, s’effondrent en raison de la surpêche.

Autre revers, la proposition d’inscrire toutes les espèces d’anguilles à l’annexe 2 a également été rejetée. Les civelles (les alevins des anguilles) font aujourd’hui l’objet d’exportations illicites massives de l’Europe vers l’Asie. Les trafiquants profitent notamment du fait que seule l’espèce européenne est actuellement protégée par la Cites, mais qu’il est impossible de la distinguer des autres lorsqu’elle est à l’état d’alevin.

Le Japon, grand consommateur d’anguilles, avait fait un lobbying très important au cours des derniers mois pour contrer cette proposition portée par l’UE. « *Les Européens se sont retrouvés très seuls sur ce sujet, il faut qu’ils solidifient leurs partenariats et leurs alliances par un travail diplomatique en amont des COP* », souligne Lorène Jacquet. La prochaine conférence mondiale se tiendra dans trois ans, au Panama. ■

PERRINE MOUTERDE

"On m'oubliera, on oubliera
mes films mais *Perce-Neige*
nous survivra longtemps".

Lino Ventura.

Agence Province - Photo : © Serge Lido / SIPA PRESSE

La Fondation Perce-Neige *accueille* les personnes en situation
de handicap, au sein de **53** Maisons Perce-Neige,
accompagnées par **1899** professionnels engagés.



Vos *dons* sont si *précieux* !



JE FAIS UN DON en flashant le QR code,
par **carte bancaire**, **virement instantané**,
ou par **SMS** (10 €) en envoyant **PNEIGE** au **92030**.
Par **chèque** : à l'ordre de la Fondation Perce-Neige.



FONDATION
**PERCE
NEIGE**

www.perce-neige.org    

La Fondation Perce-Neige est reconnue d'utilité publique par décret en date du 13 mai 2016.
Toute reproduction est interdite.

7, bis rue de la Gare - CS 20171
92594 Levallois-Perret Cedex

Budget : un premier succès pour Lecornu

L'Assemblée a adopté, vendredi, la partie recettes du budget de la « Sécu ». Le vote solennel est prévu mardi

C'est une nouvelle haie enjambée sur le 110 mètres du budget de la Sécurité sociale. Vendredi 5 décembre, les députés ont approuvé la partie concernant les recettes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026, à 166 voix contre 140 (pour 32 abstentions).

Le vote de la partie concernant les recettes du PLFSS était capital. Un rejet aurait empêché toute discussion sur les dépenses et, partant, sur le débat sur la suspension de la réforme des retraites, qui a été rétablie par les députés vendredi soir, alors que le gel des pensions de retraite et des minima sociaux a été largement rejeté. Le rejet des recettes aurait en outre entraîné un rejet global du texte au Palais-Bourbon.

Les élus de Renaissance, du MoDem, du Parti socialiste (PS) et du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires ont largement validé la copie, permettant de contrer l'opposition du Rassemblement national (RN), de La France insoumise et des Écologistes. Les députés du parti Les Républicains (LR) et d'Horizons se sont majoritairement abstenus, avec quelques voix pour.

De fait, les matins se suivent mais ne se ressemblent pas toujours à l'Assemblée nationale. Alors que les visages étaient fermés à l'ouverture des débats, jeudi, l'ambiance était plus optimiste aux premières heures de vendredi. Entre-temps, un accord de compromis sur une hausse modérée de la contribution sociale généralisée (CSG) avait été trouvé, et les élus du bloc central nourrissaient peu de craintes quant au vote à venir dans la journée.

« C'est homothétique »

Ce volet recettes était pourtant loin de convenir à tout le monde. Ses partisans ont essentiellement expliqué leur vote « *en responsabilité* » par leur souhait de poursuivre les débats et d'aborder la partie dépenses. Une nouvelle victoire d'étape, malgré tout, pour le premier ministre, Sébastien Lecornu, qui veut doter la France d'un budget d'ici à la fin de 2025.

Paradoxalement, le scrutin positif du jour démontre qu'un même résultat pour le vote solennel sur

l'ensemble du PLFSS, prévu mardi 9 décembre dans l'après-midi à l'Assemblée, reste encore hypothétique. Car le Palais-Bourbon fera le plein, ce qui n'a pas forcément été le cas vendredi. Sur les 577 députés, 239 n'ont pas pris part au vote. Par exemple, plus de 50 voix ont manqué au RN, dont les rangs étaient particulièrement clairs.

Il n'y a toutefois pas de quoi s'inquiéter, estimait Marc Fesneau, le président des députés MoDem, à l'issue du vote. « *Il y aura une voie pour mardi. C'est homothétique* », prédisait-il. Mathématiquement, le compte est pourtant incertain. Cela dépendra, pour beaucoup, de la position des députés LR et Horizons, alors qu'Edouard Philippe avait déclaré, mardi 2 décembre,

« IL Y AURA UNE VOIE POUR LE VOTE SOLENNEL DU BUDGET DE LA « SÉCU » MARDI »

MARC FESNEAU
président du groupe MoDem

que ses députés ne pouvaient pas voter pour le budget et que Laurent Wauquiez ne cessait de critiquer la hausse des impôts et le manque de baisses de dépenses dans les discussions.

Une abstention massive, mardi, de ces deux groupes du « socle commun » ne devrait pas suffire

pour faire passer le texte, malgré le possible vote positif des socialistes. Un éventuel vote contre de certains, notamment à cause de la suspension de la réforme des retraites, achèverait tout espoir d'une issue positive. « *Si Horizons vote contre mardi, ce n'est plus une fronde, c'est une déclaration de guerre* », a réagi Marc Fesneau.

Une drôle de scène

La position des Écologistes sera également déterminante. Alors que le groupe s'était majoritairement abstenu sur le vote des recettes en première lecture, il a, cette fois, largement voté contre. « *Nous n'avons pas les recettes suffisantes pour un maintien des moyens des soignants, qui était le point de com-*

promis », a déploré la présidente du groupe, Cyrielle Chatelain.

C'est notamment ce qu'elle a expliqué au premier secrétaire du PS, Olivier Faure, lors d'un déjeuner en compagnie de Benjamin Lucas-Lundy, député écologiste des Yvelines. Très peu discret, le trio s'est retrouvé à la buvette des journalistes, faute de place à celle des députés, selon eux.

La situation a donné lieu à une drôle de scène : Cyrielle Chatelain et Olivier Faure ont fini par débattre vivement, pendant une demi-heure, de la meilleure stratégie à adopter lors des discussions budgétaires, entourés d'une dizaine de journalistes. « *Je suis d'accord pour dire que ce budget n'est pas le nôtre, mais entre un budget qui n'est pas*

le nôtre et un budget qui est pire, j'ai fait mon choix », s'est défendu Olivier Faure, revendiquant « *plein de victoires* » au cours des débats, notamment la suspension de la réforme des retraites et le non-doublement des franchises.

Pas assez au goût de son interlocutrice, qui a estimé que la recherche de compromis avait trop penché du côté de la droite. « *Je refuse d'auto-intégrer un 49.3 silencieux du gouvernement qui reviendrait à dire "C'est soit notre budget, soit ce n'est pas de budget et c'est pire"* », a déclaré la cheffe de file écologiste. Les deux se sont quittés sans se mettre d'accord avant de regagner l'Hémicycle pour poursuivre les débats. ■

ROBIN RICHARDOT



Discussions autour du premier ministre, Sébastien Lecornu (à droite), à l'Assemblée nationale, le 5 décembre. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

L'absence de texte « s'apparenterait à une perte de contrôle »

Si les députés ne parvenaient pas à voter un budget de la « Sécu », le déficit pourrait dépasser 30 milliards d'euros en 2026, selon une note

La question devient de plus en plus insistante à mesure que la fin de l'année approche : que se passerait-il si le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026 était repoussé ? Alors que le sort du texte, en cours d'examen à l'Assemblée nationale, demeure incertain, le gouvernement a fourni, jeudi 4 décembre, des éléments de réponse plutôt préoccupants : l'absence de budget « *s'apparenterait à une perte de contrôle* » des comptes de notre système de solidarité, est-il écrit dans une note des services de l'Etat remise aux députés pendant les débats en séance. La communication de ces informations a provoqué un peu d'effervescence, certains élus de gauche et d'extrême droite y voyant une manœuvre destinée à peser sur leur comportement de vote.

Le document a été distribué à l'initiative de Sébastien Lecornu, installé au premier rang dans l'Hé-

micycle durant les discussions. Le premier ministre s'est justifié au sujet de cette « *étude d'impact* » qu'il a demandée à la direction de la Sécurité sociale (DSS) – une administration centrale à ne pas confondre avec la Caisse nationale d'assurance-maladie. Son but, a-t-il soutenu, était d'exposer à la représentation nationale ce qui se produirait s'il n'y avait aucun budget « *pour une année entière* ».

Conclusion ? Une telle situation, qui serait inédite, ferait « *peser un risque très élevé sur le financement* » de la « Sécu », écrit Pierre Pribile, le « patron » de la DSS signataire de la note réalisée par ses équipes. Le déficit prévisionnel en 2026 se situerait « *sans doute au-delà de 30 milliards d'euros* ». Un montant sans précédent dans un contexte où il n'y a ni récession économique ni crise sanitaire. Ce chiffre, très au-dessus de l'objectif du gouvernement (– 17,5 milliards dans la version initiale du PLFSS),

« *pourrait en outre être aggravé encore* » car, en parallèle, on assisterait « *probablement [à] une dégradation macroéconomique préjudiciable aux recettes* », les rentrées de cotisations sociales, en particulier, s'avérant moins dynamiques.

« Faire les poches des retraités »

L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), qui gère la trésorerie de chacune des branches de la « Sécu », serait confrontée à un « *besoin d'emprunt (...) singulièrement accru* ». Il faudrait, du même coup, qu'elle soit autorisée à lever des fonds sur les marchés de court terme, à un niveau supérieur « *à plus de 100 milliards d'euros* ». Un chiffre « *jamais atteint et donc très risqué, hautement susceptible de fragiliser le cadre de gestion des finances sociales* », souligne M. Pribile.

Les établissements de santé et ceux du secteur médico-social (notamment les Ehpad) pour-

raient, pour certains d'entre eux, se retrouver en butte à des « *problèmes de trésorerie* ». Pour y remédier, il conviendrait alors de « *débloquer des aides d'urgence* » de manière à garantir « *la continuité de leur activité* ».

Quant aux prestations, dont les quelque 300 milliards d'euros de retraites de base, elles « *restent dues* » et doivent donc être payées, même s'il n'y a pas de budget. Les assurés continueraient donc de les percevoir. Même chose s'agissant des remboursements de soins. La « Sécu » remplirait donc son office, sous réserve que l'Acos parvienne à emprunter sans heurts l'argent dont elle a besoin pour faire face aux besoins de liquidités.

Se prévalant de toutes ces données, M. Lecornu a répété, jeudi, que la France ne pouvait pas se permettre de ne pas avoir de PLFSS en 2026. L'« *étude d'impact* » de la DSS qu'il a transmise aux députés n'a pas été du goût de tout le

LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ POURRAIENT, POUR CERTAINS D'ENTRE EUX, SE RETROUVER EN BUTTE À DES « PROBLÈMES DE TRÉSORERIE »

monde, à l'extrême droite et à gauche. « *Votre note, c'est trois pages pour expliquer au Parlement qu'il faut [se] soumettre à vos dogmes, "Piquer l'argent des Français, ne rien faire contre l'immigration, ne rien faire contre la fraude"* », s'est écrié le député de la Somme Jean-Philippe Tanguy (RN), en jetant les feuilles en l'air. Elu La France insoumise de Haute-Vienne, Damien Maudet y a vu un « *tract* » exhortant à « *voter pour un budget qui consiste à faire les poches des*

retraités, des chômeurs et de toutes les personnes en difficulté ». Sur un ton moins virulent, Sandrine Rousseau (Les Écologistes, Paris) s'est interrogée sur « *le procédé (...) pour le moins étrange* » consistant à faire circuler un document « *en plein milieu des débats, sans qu'on puisse véritablement [le] lire* ».

L'hypothèse explorée par les services de Pierre Pribile évoque un soubresaut de la vie parlementaire, avec le rejet, au début de décembre 2024, du PLFSS à la suite de l'adoption d'une motion de censure qui avait entraîné la chute du gouvernement de Michel Barnier. Ce vote avait eu pour conséquence de priver la France de budget de la « Sécu » pendant deux mois. Un vide qui avait toutefois été comblé en février 2025, les deux chambres du Parlement ayant finalement réussi à approuver un texte au contenu remanié par rapport à la copie précédente. ■

BERTRAND BISSUEL

La conférence sur le travail se lance en plein débat budgétaire

A l’initiative du premier ministre, des ateliers seront organisés tous les mois pour aborder les questions de travail, d’emploi et des retraites. Le Medef a boycotté le lancement, vendredi.

Mettre en avant le dialogue social pendant que la démocratie parlementaire vit des heures tumultueuses. Vendredi 5 décembre, le gouvernement a donné le coup d’envoi de la conférence sur le travail, l’emploi et les retraites au Conseil économique, social et environnemental (CESE), à Paris. Cette initiative, voulue par le premier ministre, Sébastien Lecornu, pour essayer de surmonter les psychodrames récurrents autour de l’avenir de nos régimes de pension, a été lancée quelques heures avant que les députés abordent ce dossier brûlant, dans le cadre de l’examen du projet de budget de la Sécurité sociale – avec la « suspension » de la réforme de 2023.

Pour l’exécutif, la conférence en question est un exercice libre, sans obligation de résultats, exceptée celle de concourir à des

« débats de qualité », selon la formule de Jean-Pierre Farandou. Le ministre du travail est venu au CESE, vendredi, avec son collègue chargé de la fonction publique, David Amiel, afin de détailler les modalités et l’esprit de la démarche. Il s’agit d’une sorte de forum qui se tiendra, en principe, jusqu’à l’été 2026, en attribuant le premier rôle aux organisations de salariés et d’employeurs. La réflexion sera orchestrée par trois « garants » dont le pedigree est censé permettre d’embrasser ces problématiques dans toute leur complexité : Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail, Anne-Marie Couderc, ex-présidente d’Air France, et Pierre Ferracci, fondateur du groupe Alpha spécialisé dans le conseil en matière sociale.

Tous les mois, à partir de la fin janvier, des ateliers se tiendront, avec l’appui d’experts et des admi-

nistrations centrales, sur les trois thèmes de discussion (travail, emploi et retraites), avec une déclinaison pour le privé et une pour le public. Le sort des agents employés par l’Etat, les collectivités territoriales et les hôpitaux sera réellement traité, contrairement à ce qui s’était produit au premier semestre durant le « conclave » consacré aux retraites. Le fait de se pencher sur cette catégorie d’actifs constitue un motif de satisfaction pour les syndicats, notamment la FSU et l’UNSA – très implantées dans la fonction publique.

Cette conférence ne doit pas être vue comme une négociation en bonne et due forme entre représentants des travailleurs et des chefs d’entreprise mais le pouvoir en place se dit tout à fait disposé à ce qu’ils en ouvrent une, dans l’hypothèse où une possibilité d’accord émergerait au fil des échanges. « Si, chemin faisant, les parte-

naires sociaux sentent que ce débat renouvelé, élargi, crée les conditions d’une convergence, ils pourront s’en emparer », déclare au Monde Jean-Pierre Farandou. Et, quoi qu’il arrive, poursuit-il, ces séances de cogitation collective seront de nature à réunir « un matériau utile au débat public pour la prochaine élection présidentielle ».

Aux yeux du ministre, l’un des plus grands intérêts du processus qui s’amorce est de « reprendre la discussion sur les retraites en ajoutant le travail et l’emploi ». « Il y a un continuum entre les trois », explique-t-il, regrettant que les deux dernières dimensions aient été négligées, voire escamotées, à l’occasion des réformes antérieures du système par répartition. « Je suis convaincu que le débat surtout le parcours professionnel avant d’atteindre la retraite est constitutif de l’état d’esprit des salariés quand ils arrivent à la retraite », considère-t-il. Cela permet, à ses yeux, de passer en revue des questions cruciales mais jusqu’alors insuffisamment prises en compte : conditions et organisation de travail, pénibilité, management...

Deux absents

« Aujourd’hui, les sujets sont mis dans le bon sens et je pense que c’est important d’avoir des responsables politiques qui ont ces discours de vérité », a salué la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon. « C’est par là qu’il fallait commencer pour prendre les choses par le bon bout », a renchéri Patricia Drevon, secrétaire confédérale de Force ouvrière.

Le cycle de rencontres à venir est une excellente occasion de trouver des réponses à l’« hécatombe

AUX YEUX DE JEAN-PIERRE FARANDOU, LE FORUM PERMETTRA D’ABORDER LES CONDITIONS ET L’ORGANISATION DU TRAVAIL, LA PÉNIBILITÉ, LE MANAGEMENT...

de morts au travail et d’accidents du travail », a estimé Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT. Ce fléau a, selon elle, été aggravé par les ordonnances de septembre 2017, qui ont supprimé les comités d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein des entreprises, contribuant ainsi à réduire très fortement l’attention à ces enjeux. Pour inverser la tendance, elle exige une révision des textes promulgués il y a huit ans.

Les mouvements patronaux présents à la conférence assurent être prêts à s’impliquer. « Nous avons notre part à endosser », a confié Michel Picon, le président de l’Union des entreprises de proximité, en reconnaissant qu’il convient de « mieux organiser le travail, de lui donner plus de sens ». Son homologue de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Amir Reza-Tofighi, a affirmé le même état d’esprit : « Nous allons faire des propositions ».

Au CESE, il y avait deux absents, vendredi. L’Union syndicale Solidaires n’a pas souhaité « assister à [cette] inauguration » car elle refuse de « discuter d’autre chose que d’une amélioration du système par répartition », renvoyant à sa reven-

dication d’une abrogation de la réforme de 2023 et d’un rétablissement de l’âge légal de départ à 60 ans. L’autre défection, plus remarquée, est celle du Medef. La première organisation d’employeurs a décidé de boycotter afin de manifester son mécontentement face au « délire fiscal » qui, d’après elle, s’est emparé des députés au cours de la lecture du projet de loi de finances pour 2026. Elle trouve aussi que l’ordre du jour correspond un peu trop à son goût aux doléances de la CFDT et pas assez à la nécessité de parler compétitivité ou réduction des dépenses publiques, entre autres.

Les autres mouvements patronaux en ont profité pour marquer leur différence, à l’image de la CPME. « Nous avons répondu présent parce que nous souhaitons porter la parole des entrepreneurs, défendre l’entreprise dans tous les espaces qui lui sont offerts, a affirmé Amir Reza-Tofighi. Et, dans un moment où les débats sont parfois confus, nous avons un devoir de clarté ».

M. Farandou aurait préféré que le Medef ne passe pas son tour : pour le ministre, ce mouvement a, naturellement, toute sa place dans la conférence. « Quand on parle social, les entreprises craignent qu’on ne parle pas d’économie, complètement. Mais je veux les rassurer : j’ai parfaitement en tête que le social doit tenir compte de l’économie. » Marylise Léon, elle, a indiqué n’avoir « aucun regret » face au choix du Medef. « Les organisations qui sont présentes ici sont celles qui considèrent qu’il y a un sujet dont il faut pouvoir se saisir. » ■

**BERTRAND BISSUEL
ET THIBAUD MÉTAIS**

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

CANAPÉ D'ANGLE DÉLI • 2990€

L 300 x P 96 / 150 x H 48 / 84 cm. Assise mousse 35 kg/m³, dossier plumes et mousse, piètement bois ou métal, modèle présenté en tissu Taffi écru (nombreux coloris). Ecopart incluse, prix hors livraison, photo non contractuelle.



EspaceTopper® 100
Maison familiale depuis 1926
ans

Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels
147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40

Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

AKIBA GALERIE USA

ACHAT-EXPERTISE
Bijoux anciens et modernes, meubles et objets d'art, tableaux anciens et modernes, Arts de la Chine.

Contact France : 06 09 47 13 74



ALBUM JEUNESSE - À LIRE EN FAMILLE
Des enfants sauvent un petit cheval de cirque. Une histoire vraie.

Demandez-le à votre libraire préféré ou sur www.minutepapillon.com

Imaginés & fabriqués en France





Douilllets et enveloppants, des canapés et fauteuils à vivre pleinement ! Structure renforcée en bois massif et panneaux de particules, coussins en plumes ou en mousse d'un confort absolu. **Conditions exceptionnelles !**

EspaceTopper® 100
Maison familiale depuis 1926
ans

Canapés et canapés-lits fabriqués en France
63 rue de la Convention Paris 15°
7J/7 • 01 45 77 80 40 • M° Charles Michels
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

Le Monde // RUBRIQUE **BONNES ADRESSES**

POUR VENDRE, **VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?**

Professionnels ou particuliers, Le Monde devient votre vitrine

stephane.pesque@mpublicite.fr

BUDGET DE LA « SÉCU »

Le grand âge revient dans le débat politique

Le sujet du vieillissement est un des points du budget de la « Sécu » 2026 discutés au Parlement

Pour « répondre aux défis du vieillissement », Emmanuel Macron avait promis en 2018 et 2020 une grande « loi ». Le dessein présidentiel est enterré. Depuis, les gouvernements successifs éludent la question du financement de l'accompagnement du grand âge. Le sujet s'est pourtant invité de nouveau dans le débat national à l'occasion des tractations de Sébastien Lecornu sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). Il a aussi ressurgi dans les discussions que le premier ministre vient de lancer, avec les départements, dans le cadre d'un projet de loi sur la décentralisation qu'il compte présenter début 2026.

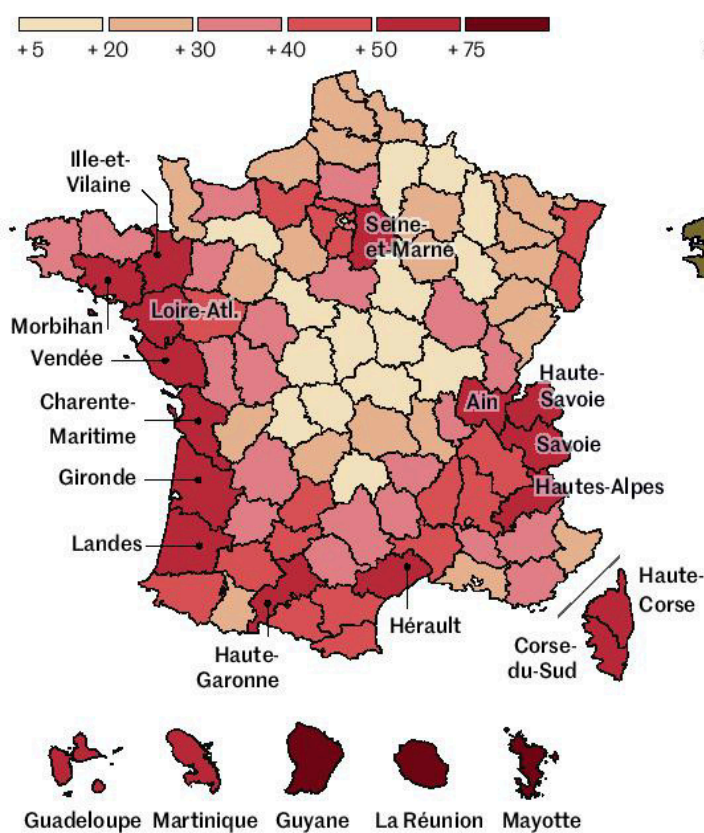
L'opération a été rondement menée. Jeudi, dans l'Hémicycle, le gouvernement présentait un amendement décisif pour espérer trouver une majorité le 9 décembre lors du vote solennel sur le PLFSS. La disposition avait été ciselée par l'exécutif pour qu'elle agréât aussi bien le parti Les Républicains que le Parti socialiste. Elle instaure une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) de 9,2 % à 10,6 % sur certains revenus du capital, une mesure susceptible de dégager 1,5 milliard d'euros de recettes. Le compromis n'a pas seulement porté sur la liste des placements financiers soumis à une majoration de CSG. Il fallait une autre clé : le député LR de Meurthe-et-Moselle Thibault Bazin, rapporteur général sur le texte, a ainsi proposé que cette manne de 1,5 milliard soit affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), qui finance les politiques en faveur des personnes âgées et handicapées. L'instance voyait ainsi son déficit, anticipé à 1,7 milliard d'euros en 2026, en grande partie renfloué.

Insolubles

Sébastien Lecornu savait que le fléchage de ce produit de CSG sur le capital vers la CNSA était nécessaire pour arriver à ses fins. L'accord a été validé avant la séance entre les chefs de file du bloc central, le premier ministre et Amélie de Montchalin, la ministre de l'action et des comptes publics. Paul Christophe, patron des députés Horizons, lui en avait soufflé l'idée comme une des deux conditions pour que ses troupes et celles du groupe Droite républicaine ne votent pas contre une hausse de cette taxe sur le capital, farouchement réclamée par ailleurs par le PS.

Député du Nord, Paul Christophe n'en est pas à son coup d'essai dans la défense des financements

Evolution du nombre de personnes en perte d'autonomie parmi les 60 ans et plus, entre 2021 et 2052 (estimations), en % de la population totale départementale



Sébastien Lecornu souhaite transférer aux départements des compétences en matière de solidarité

de la perte d'autonomie. En 2020, il avait convaincu Edouard Philippe, alors premier ministre, de créer une cinquième branche de la Sécurité sociale, pilotée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Avec en prime un bonus de 0,15 point de CSG programmé pour lui être versé en 2024, soit 2,4 milliards d'euros supplémentaires pour un budget qui dépasse les 43 milliards en 2025. Ministre des solidarités dans le gouvernement de Michel Barnier, Paul Christophe avait aussi obtenu dans le PLFSS pour 2025 une hausse des moyens de la CNSA. « Pour la première fois, on est en train d'affecter de manière claire une recette (...) sur quelque chose d'absolument clé pour l'avenir, qui est le financement de la dé-

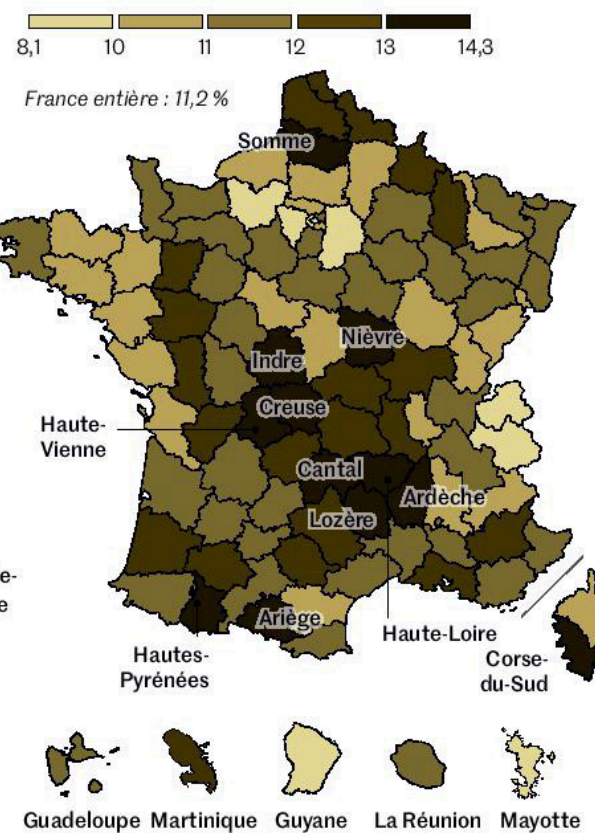
pendance », s'est félicité Sébastien Lecornu, jeudi dans l'Hémicycle.

Le chef du gouvernement a ouvert un autre chantier fiscal affectant les politiques du grand âge. Lors du congrès de l'Assemblée des départements de France le 14 novembre à Albi, le premier ministre a esquissé les grandes lignes d'un projet de loi sur la décentralisation, au sujet duquel il devrait s'exprimer le 17 décembre, en conseil des ministres. Sébastien Lecornu souhaite transférer de nouvelles compétences aux conseils départementaux, qui doivent devenir « la collectivité des solidarités, du médico-social et (...) du sanitaire », a-t-il expliqué. Dès lors, « il est logique que les conseils départementaux perçoivent une part de CSG. C'est une évidence. »

Dans un courrier qu'il a adressé le 24 novembre aux présidents de département, le premier ministre est plus précis : « Le gouvernement envisage de vous confier pleinement la planification, l'organisation et la responsabilité du maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie. » A cet effet, il s'engage dans sa lettre à mettre en place « un groupe de travail » sur le transfert d'une part de CSG.

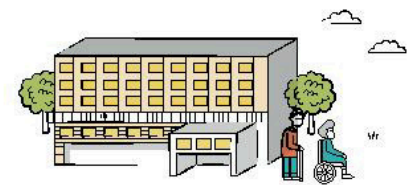
Par cette annonce, le premier

Part des 60 ans et plus en perte d'autonomie en 2021, en % de la population totale départementale

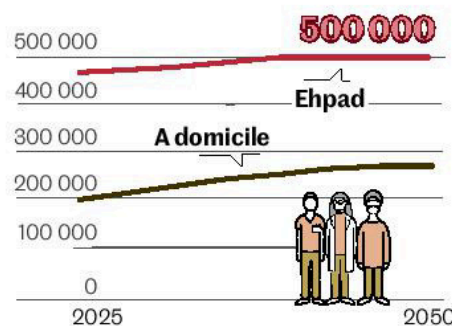


365 000

places supplémentaires en Ehpad seront nécessaires à l'horizon 2050 (il en existe près de 600 000 aujourd'hui) et 39 000 places supplémentaires en résidence autonomie



Projection des besoins en personnel liés à la hausse du nombre de personnes âgées en perte d'autonomie à l'horizon 2050, en ETP (équivalent temps plein)



Sources : Insee ; DREES • Infographie Le Monde

ministre cherche à rassurer les départements, en proie à des équations budgétaires insolubles du fait de leurs dépenses sociales qui augmentent et de leurs recettes fiscales qui diminuent. « On ne peut plus financer les solidarités et la protection sociale avec les seules recettes issues du marché immobilier ou de la consommation, confie au Monde Jean-Luc Gleyze, le président (PS) de la Gironde. Nous sommes au bout de l'exercice. Aujourd'hui, il nous faut une ressource nouvelle pérenne. Le transfert d'une part de CSG est un impératif », plaide le président du groupe des départements de gauche au sein de l'Association des départements de France.

« Cadeau empoisonné »

Mais comment affecter une part de CSG aux départements, si ce n'est en la prélevant sur le budget de la CNSA, financée à près de 90 % par cette taxe ? Inspirés par l'Association des départements de France, quelques députés de plusieurs groupes avaient défendu le 8 novembre en première lecture du PLFSS un amendement qui visait à ponctionner sur le budget de la CNSA 1,4 milliard d'euros de CSG sur deux ans pour

distribuer directement cette somme aux départements. La mesure a été adoptée à l'Assemblée. Mais le Sénat l'a supprimée, lors de l'examen du PLFSS le 22 novembre, considérant que la CSG avait vocation à financer uniquement la sécurité sociale.

Paradoxalement, les pistes tracées par le Premier ministre ont provoqué une levée de boucliers des professionnels du soutien à domicile. Dix-huit fédérations d'employeurs lui ont adressé une lettre le 27 novembre lui demandant de « renoncer » à un « transfert de compétences » aux départements « qui risque d'aggraver une prise en charge (déjà) très inégales » d'un territoire à l'autre. « Ce qui nous inquiète, explique Jean-Pierre Riso, président de la Fnadepa, l'une des fédérations signataires de la lettre à Matignon, c'est d'abord le projet de verser directement aux conseils départementaux une part de CSG qui ne transiterait plus par la CNSA. » Les professionnels s'alarment : qui contrôlerait que cette taxe est bien affectée par les départements aux financements des prestations versées aux personnes âgées ou aux handicapées ? « Les départements ne sont pas en

position d'assurer à eux seuls la montée en charge financière de l'accompagnement des personnes âgées, qui va exploser à partir de 2030. Leur promettre une part de CSG en échange de cette mission pourrait relever du cadeau empoisonné », prévient Marc Bourquin, conseiller « stratégie » à la Fédération hospitalière de France.

Les 18 fédérations du secteur seront reçues lundi par Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée aux personnes âgées et handicapées. A l'ordre du jour : le projet de loi décentralisation sur lequel elle doit faire des propositions. « Compte tenu du vieillissement de la population, l'évolution exponentielle des besoins nécessitera quoi qu'il arrive une recette dédiée, car on ne peut accepter que la branche autonomie puisse être déficitaire », indique-t-elle au Monde. Le transfert d'1,5 milliard d'euros de CSG à la CNSA voté jeudi a toutefois contribué à rassurer le secteur. Certes, la mesure a été décidée « sans stratégie d'ensemble pour le grand âge », déplore Franck Nataf, président de la Fédésap, une des grandes fédérations du domicile, mais, se félicite-t-il, « c'est Noël avant l'heure ». ■

BÉATRICE JÉRÔME

Un plan gouvernemental pour la stratégie à l'horizon 2050

La ministre déléguée aux personnes âgées et handicapées, Charlotte Parmentier-Lecocq, présentera des mesures d'ici au début de janvier

Programmer pour se préparer au « mur démographique ». La population française va vieillir massivement entre 2030 et 2050. La part des 60 et plus va progresser fortement pendant ces vingt ans du fait de l'arrivée à 85 ans des générations de baby-boomers nés entre 1945 et 1965.

Charlotte Parmentier-Lecocq, la ministre déléguée aux personnes âgées et handicapées, « souhaite présenter d'ici début janvier un plan grand âge pour nous permettre de relever le défi du vieillissement et d'établir une stratégie jusqu'en 2050 », confie-t-elle au Monde. Pour autant, « ce plan ne verra jamais le jour si le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) n'est pas voté ».

Cette feuille de route listera les mesures engagées et les politiques mises en œuvre dont certaines sont financées dans le budget en cours d'examen à l'Assemblée. Parmi elles figurent le « fonds mobilité » de 75 millions d'euros créé en 2025 pour aider les services d'aide à domicile à s'équiper en voiture ou véhicules professionnels, la promotion et la diffusion du programme de prévention de la perte d'autonomie à partir de l'application numérique baptisée Icope, qui permet une autoévaluation et le cas échéant une prise en charge médicale, la « stratégie nationale » de prise en charge des maladies neurodégénératives, ou encore la poursuite de création de postes en Ehpad,

même si le nombre baisse – 4 500 dans le PLFSS 2026 contre 6 500 dans le budget pour 2025.

Mais le plan vise surtout à « définir les enjeux démographiques de demain ». « Je souhaite, dit la ministre, lancer un grand travail de prospective qui devra aboutir d'ici le printemps, à nouveau sous réserve du vote du PLFSS. » « Les disparités territoriales font que les besoins face au vieillissement ne seront pas les mêmes dans toute la France », insiste-t-elle.

Inventaire de l'« offre existante »

Aujourd'hui, les 60 ans et plus représentent en moyenne 28 % de la population en France entière. Les plus âgés vivent surtout dans les territoires de faible densité, plutôt

ruraux. Dans le Lot, leur part est de 40,8 %, contre 18,7 % en Seine-Saint-Denis. « On sait déjà que le littoral, notamment la Bretagne, va connaître entre aujourd'hui et 2050 une explosion du nombre de personnes âgées dépendantes, poursuit M^{me} Parmentier-Lecocq. Beaucoup de retraités veulent s'y installer et certains y vivent déjà avec leurs proches âgés. » Parmi les départements dont la moyenne d'âge est plutôt jeune, beaucoup vont connaître une hausse fulgurante d'habitants âgés : la Haute-Savoie, l'Ain, la Vendée...

Pour établir cette cartographie dynamique du grand âge, la ministre vient de donner mission aux agences régionales de santé (ARS) de dresser l'inventaire de

« l'offre existante » de places d'Ehpad ou de services de soins à domicile « à l'échelle départementale voire infradépartementale ». Les ARS devront réaliser ce recensement « en lien avec les conseils départementaux ».

Le plan vise aussi à encourager une troisième voie entre l'Ehpad et le domicile individuel. « L'un de ses principaux axes consiste à promouvoir le développement de l'habitat partagé, selon elle. Autrement dit, une offre de logement qui soit adaptée à des personnes âgées, qui veulent pouvoir vivre « comme à la maison » mais sans être isolées et en étant accompagnées. »

Pour amorcer ce tournant, le PLFSS 2026 prévoit une enveloppe de 100 millions d'euros afin

de créer 10 000 places en habitat partagé. Le plan prévoit également qu'il faudra en créer 110 000 d'ici à 2030. Ce qui suppose de modifier le cadre juridique réglementaire actuel qui bride ce développement.

Reste une question que le plan ne tranchera pas : celle des financements. « Nous lancerons un débat national sur les scénarios financiers de long terme, s'engage M^{me} Parmentier-Lecocq pour construire un modèle de prise en charge de la dépendance entre solidarité nationale et mobilisation de nouvelles ressources. » A charge pour les candidats à la présidentielle de proposer des nouvelles recettes pendant la campagne. ■

B. J.

A droite, l'idée d'une primaire « jusqu'à Knafo »

Laurent Wauquiez plaide pour rassembler « toute la droite », quitte à entrouvrir la porte à Eric Zemmour

Ce 28 octobre, Laurent Wauquiez improvise de bon matin, sur RTL, une partie de « ni oui, ni non, ni Eric Zemmour ». Venu assurer le service après-vente de sa primaire de la droite « *de Gérard Darmanin à Sarah Knafo* », le chef de file députés Les Républicains (LR) refuse de donner le nom du président de Reconquête! pour élargir le périmètre de sa sélection de candidats. « *Non, jusqu'à Sarah Knafo* », persiste-t-il. L'élu de la Haute-Loire serait-il fâché avec l'ancien journaliste du *Figaro*? En réalité, les deux hommes s'apprécient. Le premier a même invité le second à déjeuner, le 12 novembre, pour évoquer son idée de primaire. Logique: impossible d'imaginer cette primaire élargie à Reconquête! sans l'aval de son fondateur, compagnon de Sarah Knafo à la ville. Pourquoi elle plutôt que lui? « *Laurent Wauquiez, comme d'autres chez LR, voit la popularité de Sarah Knafo dans les différents cercles de droite sur les réseaux sociaux. Il y a en ce moment un effet de loupe autour d'elle, accentué par les médias Bolloré* », souligne le politiste Emilien Houard-Vial. « *Elle crève l'écran, s'enthousiasme son ami Stanislas Rigault, ancien porte-parole de Reconquête! Elle a une capacité à faire du bruit, mais avec du fond. Et puis, il y a toujours eu un intérêt pour elle chez LR.* »

D'ailleurs, Philippe Juvin, député (LR) des Hauts-de-Seine, et David Lisnard, maire de Cannes (Alpes-Maritimes), citent aussi le nom de l'ancienne adhérente Union pour un mouvement populaire (UMP) pour une primaire de la droite élargie. « *Si on veut être au second tour, la droite ne peut plus se payer le luxe des premiers tours qui partageaient un Balladur, un Chirac, un Giscard, un Barre* », analyse David Lisnard. Le président de Nouvelle Energie (et vice-président de LR) a été le premier à droite à parler d'un départage jusqu'à Reconquête! Laurent Wauquiez lui a emboîté le pas. Le raisonnement demande un peu de souplesse intellectuelle pour être compris. D'un côté, Laurent Wauquiez (qui se voit toujours un destin élyséen) refuse

« *l'union des droites avec le RN* », car le Rassemblement national a toujours, à ses yeux, le cœur à gauche économiquement. Mais, de l'autre, il plaide pour un « *rassemblement de toute la droite* » passant par la figure de Sarah Knafo, libérale décomplexée et aux positions identitaires tout aussi assumées. Aux yeux de son entourage, Knafo, c'est un peu Zemmour sans les condamnations pour injures racistes. Une version plus présentable et « LR-compatible » sur des sujets comme la baisse des impôts et la lutte contre l'immigration. Mais qu'en pense le président de LR, Bruno Retailleau? « *Laurent Wauquiez a le droit de donner son avis. Simplement, ce ne seront pas les grands élus qui décideront [des modalités éventuelles de la désignation du candidat], ce seront les adhérents* », lui a-t-il rappelé dans *Le Parisien*, le 22 novembre. Sur le fond, le sénateur de Vendée n'a rien contre une Sarah Knafo appréciée par une partie de son entourage et continue de dénoncer un RN « *économiquement socialiste* », malgré la nette inflexion libérale et proentreprise du parti à la flamme. Un procès impossible à tenter à Reconquête!

« **Organisons-la** » Mais l'idée de cette primaire élargie émane de son rival. De quoi la disqualifier par principe, tant la relation est glaciale entre les deux hommes. Elle a aussi le tort de suggérer qu'une compétition réservée aux seuls adhérents LR serait une voie de passage trop étroite. « *La logique de cette primaire, c'est de retrouver un espace plus large de la droite qui est aujourd'hui explosée "façon puzzle"* », confiait Laurent Wauquiez au *Monde* au lendemain de sa rencontre avec Eric Zemmour. Et il est urgent, estime-t-il, de remettre tous les morceaux ensemble pour se qualifier l'issue du premier tour. Mais avancer cette analyse, c'est aussi suggérer qu'une simple feuille de papier à cigarette sépare sa droite héritière du gaullisme de celle de Reconquête!, parti d'extrême droite et promoteur de la théorie complotiste du « grand remplacement ». Les électeurs du couple Zemmour-Knafo ne



La députée européenne (Reconquête!) Sarah Knafo, lors d'une réunion publique, à Nice, le 15 mars. SYSPEO/SIPA

« **La base militante LR, notamment chez les jeunes, souhaite ce rapprochement** »

STANISLAS RIGAUT
ancien porte-parole
de Reconquête!

seraient qu'une version « *un peu plus énervée* » de ceux de LR, selon un de ses proches. Après tout, le 30 janvier 2019, Eric Zemmour était bien l'invité d'honneur du « rendez-vous des idées » organisé à l'ancien siège de LR. « *Eric est ici chez lui* », l'accueillait le président de l'époque... Laurent Wauquiez. Deux ans plus tard, le polémiste proposait sa candidature à

la primaire du parti. « *Mais les chapeaux à plumes avaient trouvé des arguties juridiques pour refuser ma candidature* », regrettait-il sur BFM-TV le 2 novembre.

Politique-fiction

A l'offre commune de primaire proposée par David Lisnard et Laurent Wauquiez, le candidat à la présidentielle de 2022 (7,07 %) répond: « *Chiche. Organisons-la.* » L'intéressé a toujours défendu « *l'union des droites* ». A son profit, de préférence. Mais, vu de LR, Reconquête! a perdu depuis 2022 de sa force prédatrice. Un parti avec une seule élue (Sarah Knafo) et laminé lors des législatives en 2024 (0,7 %) est perçu comme une proie facile. « *Depuis dix ans, les LR ont tellement baissé au fil des élections qu'ils cherchent à absorber des gens plus petits qu'eux électoralement* », observe Emilien Houard-Vial.

Au-delà des réserves tactiques de Bruno Retailleau, il existe des réticences plus profondes à la « primaire Wauquiez » pour certains LR. « *Nous avons des différences de nature et de fond avec Reconquête!* », explique le député de la Loire Antoine Vermorel-Marques dans un entretien à *L'Express*. Leur proposition visant à imposer des prénoms chrétiens à tous les citoyens n'est pas notre conception de la République. » Son mentor, Michel Barnier, refuse aussi de laisser un pupitre à Sarah Knafo (ou à Eric Zemmour) dans une future primaire. « *Les débats tireraient encore plus à droite, pointe Emilien Houard-Vial. Lors de la primaire pour 2022, Eric Ciotti avait obligé les autres candidats comme Michel Barnier, Xavier Bertrand et Valérie Pécresse à le suivre dans une course à l'échelon sur l'immigration ou l'insécurité.* »

Très virulent contre ceux qui sont « *tentés de s'allier avec l'extrême droite* », Xavier Bertrand a retenu la leçon. Le président de la région Hauts-de-France (déjà sur la ligne de départ pour 2027) refuse l'idée même de la primaire, encore moins avec Sarah Knafo. « *Peu importe son avis, estime Stanislas Rigault, la base militante LR, notamment chez les jeunes, souhaite ce rapprochement et les Bertrand ou [Jean-François] Copé ne pèsent plus grand-chose auprès de cette base.* » Mais une base ne constitue pas un électorat, encore moins pour une présidentielle. Derrière le coup tactique tenté par Laurent Wauquiez, l'organisation d'une primaire suppose de s'accorder au préalable sur des valeurs communes, et de s'engager à soutenir celui ou celle qui l'emportera. Une perspective qui tient de la politique-fiction pour l'instant. ■

ALEXANDRE PEDRO



CHRONIQUE | PAR SOLENN DE ROYER

Face au rouleau compresseur RN, à quoi sert le parti Les Républicains?

DES SIGNAUX FAIBLES de plus en plus visibles. Mardi 2 décembre, le président de Les Républicains (LR) Bruno Retailleau et son prédécesseur Eric Ciotti, désormais allié de l'extrême droite, ont lancé deux pétitions identiques, à quelques minutes d'intervalle. Avec le même objectif: dénoncer le supposé « *projet de labellisation des médias* » d'Emmanuel Macron, dans le sillage de ceux du groupe Bolloré, en croisade pour la « *liberté d'expression* », selon eux menacée. Plusieurs personnalités de droite, dont le maire de Cannes David Lisnard, ont emboîté le pas au chef du parti, en totale symbiose avec l'extrême droite.

Cette convergence troublante est de plus en plus fréquente, alimentant le spectre d'une union des droites et de l'extrême droite, officiellement rejetée mais semblant se dessiner en creux, à l'approche d'échéances électorales décisives. En octobre, Bruno Retailleau avait appelé à ne pas accorder « *une seule voix pour la gauche* » dans le Tarn-et-Garonne qui opposait au second tour d'une législative partielle une socialiste à un candidat d'Eric Ciotti, qui l'a emporté.

Le 3 décembre sur TF1, le patron des députés LR Laurent Wauquiez a lui aussi plaidé pour un « *tout sauf La France insoumise* » aux municipales de 2026, y compris en votant pour un candidat Rassemblement national. « *Cela veut dire voter blanc, ça veut dire voter pour ceux qui sont en face, quel que soit le parti. Je ne peux pas être plus clair* », a-t-il précisé. Un blanc-seing pour des alliances aux municipales avec le RN. Son projet de primaire, allant du macroniste Gérard Darmanin à la vice-présidente de Reconquête!, Sarah Knafo, œuvre aussi insidieusement à ce rapprochement.

Faiblesse endémique

Au début de l'été, Nicolas Sarkozy, qui est souvent celui par qui les mouvements s'opèrent à droite, a reçu Jordan Bardella dans son bureau de la rue de Miromesnil, adoubant ainsi la stratégie de « *normalisation* » du parti d'extrême droite. Les digues sautent, les unes après les autres. Sur de nombreux sujets, il devient d'ailleurs de plus en plus difficile de distinguer la droite de l'extrême droite, alignées sur l'immigration, la sécurité, l'écologie ou encore l'Etat de

droit, dont il s'agirait de corriger des excès. Sans compter la convergence d'intérêts et d'esprit avec *Le JDD*, CNews et les autres médias du groupe Bolloré.

Face au rouleau compresseur RN, à quoi sert LR? L'ancien parti gaulliste a-t-il encore une singularité à défendre, un espace? Ces interrogations s'appuient sur la faiblesse endémique d'une formation en pleine crise d'identité depuis l'élection d'Emmanuel Macron, qui lui a siphonné ses parts de marché. Dix ans plus tard, LR n'a pas su se ressourcer, ni renouveler son corpus d'idées. Il n'a pas su non plus clarifier sa ligne, coïncé entre les macronistes et le RN, ni trouver une incarnation, autour de laquelle il aurait pu se rassembler.

Depuis la défaite de Nicolas Sarkozy en 2012, LR n'a cessé de perdre des positions, jusqu'à enregistrer le score le plus calamiteux de son histoire, 4,78 %, à la présidentielle de 2022. L'arrivée au gouvernement de Bruno Retailleau il y a un an, et sa soudaine popularité, a redonné un peu d'oxygène, avant que son départ confus et précipité du ministère de l'intérieur en octobre ne douche les espérances. Le pré-

sident de LR, persuadé que c'est par les idées que la droite retrouvera de la vigueur, jure que sa formation a une « *singularité* » à défendre, autour d'un triptyque travail-autorité-identité. Il fera d'ailleurs des propositions, mercredi 10 décembre, sur le travail et le pouvoir d'achat.

Pour l'heure, les dirigeants de LR se défendent vigoureusement de vouloir l'union des droites et de l'extrême droite, d'autant plus que Marine Le Pen, de son côté, s'y est toujours opposée. Bruno Retailleau dénonce notamment la « *démagogie* » du RN, qui n'a cessé de varier sur de nombreux sujets, de l'immigration à l'euro. Il juge en outre que le logiciel économique de la formation d'extrême droite, qui poursuit pourtant sa mue libérale, est resté « *socialiste* ».

Mais, à dix-huit mois de l'élection présidentielle, alors que Jordan Bardella est donné gagnant dans tous les sondages (si loin de l'échéance, ces enquêtes sont peu probantes mais créent un climat), l'hypothèse d'un rapprochement entre LR, Reconquête!, le RN et ses alliés, est de moins en moins taboue chez un certain nombre de cadres et d'adhérents

LR, qui regardent avec intérêt ce qui se passe en Finlande ou en Italie, où « *l'union des droites* » est à l'œuvre.

Pour le directeur général délégué d'Ipsos, Brice Teinturier, l'union des droites et de l'extrême droite est « *inélectable* »: une « *pente fatale* ». Elle serait déjà à l'œuvre sur le plan idéologique, même si les appareils s'y opposent. « *On voit de moins en moins ce qui les différencie et il y aura de plus en plus d'alliances au niveau local* », observe le sondeur, selon lequel les tentatives de certains membres de LR de « *coller* » au RN ne font que renforcer l'extrême droite.

Un « schisme »

Les opposants à tout rapprochement, arguant de différences ontologiques entre les formations, à l'instar du président de la région Hauts-de-France Xavier Bertrand et du maire de Meaux Jean-François Copé, ont demandé à Bruno Retailleau de clarifier la ligne du parti. Et incitent ceux qui voudraient suivre le chemin emprunté en 2024 par Eric Ciotti d'en tirer les conséquences. « *Le schisme chez LR est déjà là* », constate M. Copé dans *L'Opinion*.

Tenant d'une droite sociale, intransigeante contre l'extrême droite, Xavier Bertrand assure qu'il est désormais minoritaire à tenir cette ligne.

Dans son livre testament, *Dissolution française* (Robert Laffont, 288p., 20,50 euros), achevé quarante-huit heures avant sa mort, le député LR Olivier Marleix, vu par ses pairs comme l'un des derniers gaullistes de l'Assemblée, s'agaçait contre ceux qui répètent que le RN n'est plus d'extrême droite. A ses yeux, le parti de Jordan Bardella, qui a fêté les 50 ans du Front national, n'avait « *rien renié de ses origines* », utilisant un bouc émissaire, l'étranger, « *comme excuse unique de tous les maux du pays* ».

Lui plaidait pour retrouver le chemin de la « *cohésion nationale* » perdue. Car c'est la « *démision de l'esprit collectif* » qui laisse l'espace libre aux « *tentations politiques les plus funestes* ». Il en appelait à réanimer « *l'esprit de fraternité* », né dans le creuset de la résistance au nazisme et à la barbarie, ferment du gaullisme originel. Des mots devenus rares à droite, recouverts par les diatribes enfiévrées de ceux qui attestent les fractures françaises. ■

La cour d'assises se penche sur la personnalité du docteur Péchier

Les experts se sont succédé à la barre pour décrire un « menteur pathologique » ou un « grand manipulateur »

Si impassible jusqu'alors, et si critiqué pour cette attitude, Frédéric Péchier pleure. Accusé de 30 empoisonnements de patients, l'anesthésiste a pour la première fois laissé son armure se fendiller, vendredi 5 décembre, au moment d'évoquer à la barre le calvaire imposé à ses enfants.

Assis au premier rang, ses deux filles et son fils sont eux aussi cueillis par l'émotion. « *Ma vie a été dépiautée, c'est dur... Et je sais que je leur ai fait mal*, sanglote le docteur Péchier, interrogé une ultime fois avant le début des plaidoiries lundi, *mais je leur avais dit que j'irai au bout de ce procès, et j'irai au bout.* »

Pour fonder leur intime conviction, les jurés ont examiné depuis trois mois 30 « cold cases » médicaux, assimilés par le ministère public à 12 assassinats et 18 tentatives d'assassinat. Et cette semaine, les débats se focalisaient sur la personnalité de Frédéric Péchier, 53 ans, présenté comme « *le dénominateur commun* » de cette sidérante liste de crimes, fomentés entre 2008 et 2017 dans les blocs opératoires de deux cliniques de Besançon...

« Le docteur Péchier, il veut des cœurs qui s'arrêtent ! La vie du patient ne compte pas »

LAURENT DUMONT
enquêteur

Le profil du docteur Péchier peut-il correspondre à celui de l'empoisonneur, dont l'existence est désormais incontestable, preuves toxicologiques à l'appui ? Pour Laurent Dumont, la réponse est un immense oui. Après analyse des faits, des auditions, des écoutes téléphoniques et des notes saisies chez le psychologue de la famille Péchier, ce commandant de police dépeint un accusé « *menteur pathologique* » et « *grand manipulateur* », qui « *n'avait pas les épaules pour devenir médecin* » tant il était fragile... « *Au lieu de combler les failles de son enfance avec son métier et sa relation de couple, il n'a fait que les élargir*, estime l'enquêteur, *et le seul moyen trouvé pour surnager au milieu de ce chaos, c'est commettre des empoisonnements* ».

« Crimes jamais vus en France »

Le mobile serait accessoire. Une contrariété futile, un collègue qui l'agace suffiraient à déclencher le pire. « *Le docteur Péchier, il veut des cœurs qui s'arrêtent ! La vie du patient ne compte pas* », tranche le commandant Dumont. La psychocriminologue Peggy Allmann prolonge : « *Cela permet de réguler ses tensions intérieures, de retrouver une forme d'équilibre... On peut ensuite reprendre sa vie normale comme si de rien n'était.* » Une telle double personnalité nécessite ce qu'on appelle un « *clivage* », sorte de « *mécanisme de défense psychique* » articulé entre un « *moi* » adapté à la société et un « *moi* » blessé, instable et enfoui, d'où peut germer l'inconcevable. « *Le premier n'a pas cons-*

science de l'existence du second et ces deux parties ne doivent surtout pas se rencontrer », insiste Peggy Allmann, sous peine d'implosion générale.

Star des prétoires, le psychiatre Daniel Zagury est lui aussi venu ce jeudi à Besançon. Frédéric Péchier, affirme-t-il, ne présente pas « *les caractéristiques souvent repérées chez les tueurs en série. Si sa culpabilité venait à être établie, ce serait un cas atypique. Mais on m'a demandé d'examiner un homme accusé de crimes jamais vus en France...* » Et pour ces assassinats dits « *médicaux* », la théorie varie. « *L'erreur serait d'imaginer un Michel Fourniret en blouse blanche ou un Guy Georges avec une seringue à la main* », résume le psychiatre, car ici, poursuit-il, « *pas de couteau plein de sang* » mais des poches de perfusion trafiquées à l'avance, posées par autrui sans que le tueur se salisse les mains. « *Un crime de lâche qui a tué douze personnes !* », se désole l'avocat Stéphane Giuranna, qui représente des parties civiles.

Le docteur Zagury n'exclut pas, chez Frédéric Péchier, l'existence « *d'un puissant clivage de type Docteur Jekyll et Mister Hyde* ». Une image lui vient, celle d'un

volcan en éruption au fond de l'océan, dont la répercussion à la surface de l'eau se limiterait à des clapotis. Entre les conflits intérieurs et leurs manifestations visibles, note le psychiatre, il y a parfois un monde, invisible et insondable. Les proches de Frédéric Péchier défendent un homme normal, bienveillant, empathique ? « *Les nazis étaient charmants avec leurs femmes, leurs voisins, leurs copains, mais pas avec les juifs* », ose le docteur Zagury, notant que les patients empoisonnés étaient nécessairement chosifiés, eux aussi, par leur bourreau.

« Il a juré ! »

« *Ce procès est inéquitable* », assène d'un ton bourru Jean-Michel Péchier, moustache de Gaulois et carrure de menhir. L'image rapportée par Frédéric Péchier à son psy d'un « *père Fouettard* », absent affectivement quand il était enfant, prend corps en un coup d'œil. « *Je suis médecin anesthésiste, pas psychiatre* », rétorque Jean-Michel Péchier dès qu'on s'étonne du peu d'intérêt porté à la première tentative de suicide de son fils, trois ans avant le déclenchement de l'affaire. Son épouse, Marie-José Péchier,

« Je ne vois pas pourquoi il se serait transformé du jour au lendemain en serial killer ! »

MARIE-JOSÉ PÉCHIER
mère de Frédéric Péchier

émue : « *Je ne vois pas pourquoi il se serait transformé du jour au lendemain en serial killer ! Je connais la façon dont on l'a élevé. Jamais, jamais, jamais nous avons eu le moindre doute !* »

L'un des frères de l'accusé, à l'inverse, ne cache pas avoir récemment vacillé. Marc Péchier rapporte une scène édifiante. « *Je lui ai dit : "J'en ai marre, bon sang, dis-moi la vérité !" Frédéric s'est effondré en pleurs, moi aussi, et il s'est mis à parler du procès, de ses erreurs, de sa vie d'avant, de son enfance. J'ai vu son âme : il ne mentait pas. Je lui ai fait jurer sur la tête de ses enfants, et il a juré !* » Juliette Péchier, 27 ans, ne s'en formalise pas. « *Je me battraï pour prouver son innocence* », affiche la fille aînée de l'anesthésiste entre deux sanglots d'indi-

gnation. « *Nos vies ont explosé, notre père a été anéanti, mais je ne changerai jamais de nom de famille, jamais !* », lance-t-elle avec fougue, en implorant les jurés « *de mettre fin à ce cauchemar* ». Malgré un récent divorce, sa mère Nathalie s'est longuement jointe à cette contre-offensive : « *Je sais qu'il y a un monstre à la clinique, une personne ignoble que j'exècre de toute mon âme, mais je sais que Frédéric est aux antipodes de ce monstre.* »

Pour l'avocate générale, Christine de Curraize, l'accusé est piégé par l'amour sous conditions de son « *clan* »... S'il était coupable, son ex-femme s'assurerait qu'il « *ne voie plus ses enfants* », quand son frère lui « *cracherait dessus* », le « *renierait* », et lui « *ouvrirait lui-même les portes de la prison* », rappelle-t-elle. « *C'est violent mais je les comprends car ce sont des crimes odieux* », dit Frédéric Péchier. Difficile, dès lors, de passer aux aveux ? « *Je ne suis pas l'auteur des faits mais si j'en avais été à l'origine, j'aurais dit la vérité pour soulager ma famille* », promet l'anesthésiste. Christine de Curraize n'en croit pas un mot... « *Vous n'êtes pas dans ma tête* », résiste le docteur Péchier. ■

WILLY GRAFF

Affaire Maria : un policier mis en examen pour « violences aggravées »

Le 8 décembre 2018, la jeune femme de 19 ans avait été tabassée par des agents lors d'une manifestation de « gilets jaunes » à Marseille

MARSEILLE - *correspondant*

Il aura fallu l'obstination d'un juge d'instruction, la pugnacité d'un avocat, une nouvelle équipe à la tête de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) et le remords d'avoir menti d'un brigadier de police pour que, sept ans après avoir eu le crâne fracassé par des policiers, Maria – son prénom d'emprunt dans les médias – retrouve espoir.

En charge de ce dossier emblématique de violences policières, désignées comme « *totalelement illégitimes* » par la cour d'appel, la juge d'instruction marseillaise Karine Lebrun a mis en examen, jeudi 4 décembre, deux policiers, à l'époque membres d'une des brigades anticriminalité de Marseille, la BAC Nord.

Pour la première fois, un fonctionnaire d'une trentaine d'années, désormais en poste à la BAC de Toulon, a été mis en examen pour les violences commises sur Maria, aggravées par trois circonstances : « *par dépositaire de l'autorité publique* », « *en réunion* » et

« *avec usage d'une arme* ». Alors que le parquet avait requis son placement en détention provisoire, le juge des libertés et de la détention (JLD) a fait le choix, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'un contrôle judiciaire.

Le policier s'est vu notifier une interdiction d'exercer et d'entrer en contact avec les autres mis en examen. Le policier n'apparaissait pas dans la procédure et a été entendu pour la première fois durant les quarante-huit heures de garde à vue qui ont précédé son déferement devant la juge d'instruction.

Le second policier, toujours fonctionnaire à la BAC Nord, est mis en examen pour non-assistance à personne en danger et a été placé sous contrôle judiciaire. Il s'agit là d'une troisième vague de mises en examen de policiers présents sur les lieux. Début octobre, puis mi-novembre, huit fonctionnaires l'avaient déjà été pour non-assistance à personne en danger.

Le 8 décembre 2018, alors que le centre de Marseille est en proie à

« C'est la première fois qu'on parvient à documenter les arcanes d'une omerta policière »

BRICE GRAZZINI
avocat de Maria

des violences quasi insurrectionnelles marquant une nouvelle manifestation des « gilets jaunes », Maria, une vendeuse âgée de 19 ans, rentre chez elle. A l'angle des rues Saint-Ferréol et de la Glace – un endroit à ce moment-là épargné par les affrontements –, un tir de lanceur de balles de défense à la jambe la fait chuter.

Des vidéos montrent ensuite un groupe de policiers, entre une douzaine et une quinzaine, qui l'entourent. Des coups sont donnés, dont les plus violents lui en-

foncent littéralement le crâne. La photo de son front zébré de deux épouvantables cicatrices atteste la violence subie. Sept ans plus tard, la jeune femme souffre toujours de séquelles.

Parmi les premiers policiers passés dans le bureau de la juge, début octobre, l'un d'eux, à l'époque brigadier au sein du service interdépartemental de sécurisation des transports en commun, a rompu l'omerta. Il vient d'être interpellé sur la base d'un mandat d'amener, ainsi qu'un de ses collègues, à Mamoudzou, où ils étaient en poste.

Garde à vue bâclée par l'IGPN

Devant la juge, comme il vient de le faire dans un rapport administratif révélé par Mediapart, ce policier, l'un des deux seuls identifiés lors des premiers temps de l'instruction, révèle avoir menti sur sa présence rue de la Glace au moment où Maria était au sol. Il affirme que ses mensonges ont été exigés par ses supérieurs et par son syndicat. Sur cinq pages du maigre procès-verbal de sa garde à

vue, bâclée en une heure par l'IGPN le 2 décembre 2019, ce policier, âgé de 54 ans aujourd'hui, avait contesté avoir été ne serait-ce que témoin des faits.

« *C'est la première fois dans une affaire de violences policières qu'on parvient à documenter les arcanes d'une omerta policière dont on n'avait jusqu'à présent jamais la preuve* », se félicite Brice Grazzini, défenseur de Maria. Le parquet de Marseille pourrait charger la juge d'instruction d'étendre ses investigations à des faits d'obstruction au fonctionnement de la justice. Mais, d'ores et déjà, l'audition de cadres de la police apparaît pour le moins incontournable.

Sept ans après les faits, l'instruction semble, étonnamment, ne faire que commencer. A deux reprises, un prédécesseur de Karine Lebrun avait ordonné un non-lieu mettant un terme à l'enquête. Une première fois, le parquet de Marseille avait rouvert le dossier pour entendre un nouveau témoin, qui finalement n'apportait pas d'éléments décisifs. Une se-

conde fois, en juin 2023, c'est la cour d'appel qui avait refusé de re-faire définitivement le dossier, suivant en cela le choix du parquet général, selon lequel « *tous les actes de nature à permettre l'identification des auteurs des violences n'avaient pas été réalisés, dans la mesure où les enquêteurs de l'IGPN (...) n'avaient pas exécuté l'ensemble de la mission qui leur avait été confiée* ».

« *L'effondrement de ce système d'omerta, doublé d'évolutions techniques majeures qui ont permis d'améliorer des images vidéo, nous rapproche de l'objectif principal : les policiers qui ont frappé Maria au sol et notamment celui ou ceux qui ont porté des coups à la tête* », analyse Brice Grazzini. Sa cliente et lui « *espèr[ent] maintenant que ces policiers vont anticiper les développements à venir et se dénoncer eux-mêmes* ». Et faire mentir Maria, qui, en mai 2023, déclarait au Monde : « *Je pense qu'ils savent qui c'est, mais on s'attaque à des personnes qui ont l'impunité.* » ■

LUC LEROUX

Manche : des activistes anglais contre les migrants

Depuis un mois, des militants d'extrême droite veulent « stopper les bateaux » depuis les côtes françaises

REPORTAGE
GRAVELINES (NORD) -
envoyée spéciale

P eu de vent, pas de vagues. Pendant plusieurs heures, vendredi 5 décembre, sur le littoral nord, la météo était propice aux tentatives de traversée de la Manche à bord de canots pneumatiques. Dans les campements de migrants, l'espoir de rejoindre l'Angleterre se faisait jour après trois semaines de mauvais temps. Sur les plages de Gravelines (Nord), l'un des nombreux points de départ des embarcations, on croisait des effectifs de police en patrouille, des journalistes aux aguets ou encore des maraudeurs de l'association humanitaire Utopia 56. De façon plus inattendue, trois activistes britanniques d'extrême droite étaient également présents pour « stopper les bateaux ».

C'est en tout cas leur ambition affichée depuis un mois environ, à voir les nombreuses vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux, dans lesquelles on les suit, tels des miliciens, sur le littoral français. Ils se cachent notamment dans les dunes la nuit pour observer des patrouilles de police, posent devant des canots pneumatiques qu'ils assurent avoir confisqués, ou encore roulent aux abords des campements, allant parfois au contact de migrants pour, par exemple, saisir un gilet de sauvetage.

« Putains d'ONG »

Des mises en scène teintées de ridicule mais qui servent de vecteurs aux logorrhées xénophobes de leurs auteurs. Figurent parmi les membres de ces incursions en France Ryan Bridge et Elliott Stanley, actifs au sein du mouvement « patriote » Raise the Colours (Hissez les couleurs) apparu en Angleterre à l'été, dans la foulée des émeutes antimigrants et qui consiste à accrocher des drapeaux anglais et britanniques un peu partout dans le pays. Jason Marriner, connu pour son

Les trois Anglais accusent aussi les autorités françaises de ne pas empêcher les traversées

passé de hooligan violent, a aussi participé à des actions en France, tout comme, vendredi 5 décembre, Daniel « Danny » Thomas, proche de l'influenceur d'extrême droite Tommy Robinson et qui se décrit sur Facebook comme un « père », « entrepreneur » et « guerrier de la foi ».

Si ces Anglais d'extrême droite sont encore peu nombreux sur le terrain, leur groupe Facebook Raise the Colours compte près de 180 000 abonnés. Ces derniers ont ainsi pu, vendredi, suivre en direct les déambulations de Ryan Bridge et de Danny Thomas autour de Dunkerque, en compagnie d'un troisième activiste. Se filmant quasiment en permanence, le groupe a notamment pris à partie des membres de Médecins sans frontières, les accusant d'être des « putains d'ONG (...) qui soutiennent l'invasion (...) des migrants ». Plus tôt, sur la plage de Gravelines, ils ont insulté des journalistes, confondus avec des membres de l'ONG Utopia 56 : « Petites merdes (...). Vous aidez les migrants à venir illégalement (...), ils commettent des meurtres dans notre pays (...), c'est vous les passeurs ».

Les trois Anglais accusent aussi les autorités françaises de ne pas empêcher les traversées alors que, disent-ils, le Royaume-Uni « paye 800 millions de livres [915 millions d'euros] par an ». Résolument machiste, Danny Thomas s'est plus tard filmé, expliquant agir « pour nos enfants, nos femmes, notre futur, et surtout notre pays ». Cette campagne a été baptisée « opération Overlord », en référence au débarquement anglo-américain de l'été 1944. « Maintenant, l'invasion est ici sur



Deux activistes britanniques croisent des CRS, sur la plage de Gravelines (Nord), le 5 décembre. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

nos côtes, dans nos villes », alertent les militants, encourageant leurs soutiens à les rejoindre ou à les aider à acquérir des drones ou encore des gilets pare-lames.

Enquête préliminaire

Dans un communiqué du 5 décembre, neuf associations, dont L'Auberge des migrants, Médecins du monde (MDM) et Utopia 56, ont dénoncé ces actions « racistes et xénophobes », déplorant le peu de réaction des pouvoirs publics en dépit de nombreuses alertes. La préfecture du Nord assure au Monde avoir procédé à deux signalements auprès du parquet de Dunkerque. « Les services de police et de gendarmerie sont très vigilants afin qu'il n'y ait pas de trouble à l'ordre public », ajoute-t-elle.

Si la présence de groupes d'extrême droite dans le Nord n'est pas inédite, elle est réapparue à l'été 2024 avec la venue d'Alan Leggett, plus connu sous le pseudonyme d'Active Patriot, et qui déjà voulait « stopper les bateaux ». Un an plus tard, ce sont des militants du parti d'extrême droite UKIP, dont son leader Nick Tenconi, qui s'était filmé, à Calais, interpellant des migrants ou intimidant des associations.

Fin septembre, une vidéo postée par UKIP montrait quatre hommes arborant des drapeaux anglais et du Royaume-Uni agressant un groupe de migrants à Grand-Fort-Philippe. « You shall not pass » (« Vous ne passerez pas »), scandaient-ils. Le parquet de Dunkerque annonçait au dé-

Le groupe Facebook de ces activistes compte près de 180 000 abonnés

but du mois d'octobre l'ouverture d'une enquête préliminaire pour « violences aggravées ».

La venue de Raise the Colours apparaît comme une forme de course à la notoriété et une surenchère au sein de l'extrême droite britannique sur un sujet qui ébranle la scène politique anglaise. Près de 40 000 personnes ont déjà réussi la traversée maritime cette année, un phénomène

qui demeure mineur par rapport aux flux réguliers entrant en Angleterre. « La forte présence de l'extrême droite ne rencontre de la part des gouvernements aucun contre-discours qui les condamne ou propose une alternative à la sécurisation de la frontière », regrette Angele Vettorello, d'Utopia 56.

Vendredi, tandis que les trois militants de Raise the Colours s'agitaient dans les dunes, trois vedettes pneumatiques de la gendarmerie maritime patrouillaient au large de Gravelines. Une formation inédite, destinée à mener, pour la première fois, des interceptions de canots en mer. Mais ce jour-là, aucun « small boat » ne semblait s'être aventuré aussi loin. ■

JULIA PASCUAL

Des drones survolent une base navale stratégique

Les autorités restent discrètes sur cet incident survenu jeudi, l'origine de ces intrusions étant pour l'instant inconnue

Une enquête judiciaire a été ouverte, vendredi 5 décembre, au lendemain du survol de la base sous-marine de l'île Longue, qui abrite les sous-marins nucléaires français dans la rade de Brest (Finistère), par au moins cinq drones non identifiés. Mais les autorités françaises ont une nouvelle fois fait le choix de rester extrêmement prudentes sur l'attribution de ces intrusions. Malgré le tir de brouilleur qu'a dû effectuer le bataillon de fusiliers marins qui assure la protection de cette base pour les intercepter, la ministre des armées, Catherine Vautrin, a tenu, vendredi, la ligne ferme défendue par la France depuis la multiplication de ces affaires : pas d'attribution sans preuve.

« Tout survol d'une empreinte militaire est interdit dans notre pays (...), derrière il y a un dépôt de plainte, il y a une enquête, et c'est l'enquête qui permettra de déterminer quel a finalement été ce survol. Donc, à ce stade, pas d'attribution, je n'irai pas plus loin », a justifié M^{me} Vautrin au détour d'un déplacement à Mérignac (Gironde). Une position dans la droite ligne de celle adoptée après des survols de drones repérés depuis la fin de septembre au-dessus du camp de Mourmelon (Marne), de l'usine de poudre explosive Eureco, si-

tuée à Bergerac (Dordogne), ou encore d'un convoi de chars Leclerc revenant d'un exercice de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, près de Mulhouse (Haut-Rhin).

Selon la gendarmerie, qui a pris l'initiative de communiquer auprès de l'Agence France-Presse, vendredi matin, ces survols ne sont pas les premiers du genre au-dessus de l'île Longue. Dans la nuit du 17 au 18 novembre, un drone avait aussi été repéré au-dessus de la presqu'île de Crozon, sans atteindre la base navale.

« Inquiéter la population »

De même, plusieurs sources militaires et sécuritaires françaises interrogées ces dernières semaines ont affirmé au Monde être confrontées depuis des années à des survols de drones, que ce soit au-dessus de centrales nucléaires ou de sites militaires. Jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine, en 2022, personne ne considérait qu'il pouvait s'agir de manœuvres de déstabilisation pilotées par une éventuelle puissance étrangère, à commencer par la Russie.

La montée en puissance, partout en Europe, des cyberattaques, à partir de 2023, des incendies suspects, à partir de 2024, puis des sabotages d'infrastructu-

« L'action qui a été menée à l'île Longue est très agressive »

ÉLIE TENENBAUM
directeur du centre des études de sécurité de l'IFRI

res énergétiques et ferroviaires, a progressivement changé la donne. Si les autorités françaises ont eu tendance jusqu'à présent à considérer que le territoire national avait été plus épargné que d'autres pays par cette « guerre hybride » menée de façon très organisée par Moscou, le ton a évolué ces dernières semaines.

Même si aucune attribution publique à une puissance étrangère n'a été effectuée pour l'instant concernant les survols de drones, l'ensemble de la sphère sécurité-défense française a bien noté un « passage à l'échelle supérieure », dans la nature et l'intensité des actes hybrides affectant la France, confiait au Monde, en novembre, un responsable français.

Selon la préfecture maritime de l'Atlantique, les survols de drones au-dessus de la base navale de l'île Longue n'ont pas menacé d'infrastructures sensibles. Le parquet militaire de Rennes, chargé

de l'enquête, a toutefois admis, vendredi, qu'ils avaient « pour objectif d'inquiéter la population ». Une démarche sans grands risques pour les initiateurs de ces survols, dotés de drones qui peuvent être lancés de plus en plus loin et voler de plus en plus vite.

En théorie, la plupart des utilisateurs de drones doivent s'enregistrer auprès de la direction générale de l'aviation civile ou être équipés d'un dispositif de signallement électronique à distance pour les plus gros engins. Mais, à condition qu'ils l'aient fait, il faut ensuite être en mesure de neutraliser le ou les drones menaçants, par des tirs conventionnels, laser, ou du brouillage, et de récupérer les appareils là où ils sont tombés pour les analyser.

Dans le cas de l'île Longue, aucun drone n'a été abattu ni de pilote identifié, a ajouté, vendredi, le parquet de Rennes. « Aucun lien avec une ingérence étrangère » n'a donc pu être établi à ce stade, a précisé le procureur Frédéric Teillet.

Face à ces limites techniques qui entravent les enquêtes, les autorités françaises ont considéré jusqu'à présent que s'aventurer à attribuer trop rapidement ces actions de déstabilisation à des opérations diligentées par Moscou risquait de faire passer la Russie

pour plus puissante qu'elle n'est. « L'action qui a été menée à l'île Longue est néanmoins gênante et très agressive », considère Elie Tenenbaum, directeur du centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales. « Ne pas attribuer est à double tranchant. Si l'on explique que la Russie est une menace et que cela est démontrable par des soupçons autour d'un survol de drones au-dessus de l'île Longue, cela peut aussi discréditer les discours qui considèrent que la menace est inutilement amplifiée », ajoute le chercheur.

Au-delà des enjeux d'attribution, l'exécutif considère qu'il est nécessaire de réfléchir à mieux protéger les sites sensibles en France. Que ce soit en assouplissant les règles d'acquisitions de nouveaux systèmes de lutte anti-drone ou en révisant la législation qui limite les possibilités pour les agents de sécurité privée ou les militaires d'abattre des drones, notamment en dehors de leurs emprises. Les services du premier ministre, Sébastien Lecornu, plangent, depuis plusieurs semaines, sur de nouvelles dispositions en coordination avec le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. ■

CHLOÉ HOORMAN
ET ÉLISE VINCENT

JUSTICE LFI saisit la justice sur un sondage IFOP sur l'islam en France

Les députés de La France insoumise ont saisi, vendredi 5 décembre, la justice après la publication d'un sondage IFOP sur l'islam en France qui a, selon eux, « servi de support à des discours incitant à la discrimination, à la haine ou à la violence », ont-ils annoncé sur X. Dans leur courrier, ils signalent que des médias, dont Le Monde, ont documenté « l'existence de liens étroits entre le commanditaire de ce sondage, la revue confidentielle Ecran de veille, et les services de renseignement des Emirats arabes unis », ce qui serait susceptible de participer « d'une opération d'influence d'une puissance étrangère sur notre sol ». – (AFP)

Trois hommes condamnés pour un naufrage mortel de migrants dans la Manche

Deux Irakiens et un Soudanais ont été condamnés, vendredi 5 décembre, à de la prison ferme à Boulogne-sur-Mer pour leur rôle dans l'organisation d'une traversée vers l'Angleterre qui s'est soldée par la mort de trois migrants lors d'un naufrage en novembre 2023. Un Irakien de 32 ans a été condamné à sept ans de prison et le second, 46 ans, à cinq ans de prison, conformément aux réquisitions du parquet. – (AFP)



Le château d'eau emblématique des studios Warner, construit en 1927, à Burbank, en Californie, le 25 novembre.

JILL CONNELLY/BLOOMBERG
VIA GETTY IMAGES

SAN FRANCISCO - correspondant

Récemment, on pouvait voir sur Netflix une « doc-série » sur les titans qui construisirent Hollywood ; elle narre l'épopée des pionniers du cinéma muet, de 1900 à la crise de 1929. Ils sont tous là, immigrants juifs d'Europe centrale et génies du septième art : les frères Warner, William Fox, Adolph Zukor (Paramount), Carl Laemmle (Universal), Louis Burt Mayer (MGM), auxquels s'ajoutent Mary Pickford et Charlie Chaplin (United Artists). Une autre série serait la bienvenue : elle raconterait comment, après avoir résisté un siècle durant, ces titans ont finalement sombré les uns après les autres, proies des firmes de streaming, à commencer par la plus puissante d'entre elles, Netflix.

Le groupe, fondé en 1997 pour prêter des DVD par correspondance, a annoncé, vendredi 5 décembre, le rachat de Warner Bros. Discovery pour 83 milliards de dollars (71 milliards d'euros) dette comprise. Les actionnaires de Warner recevront pour chaque action 23,30 dollars en cash et 4,50 dollars en actions Netflix. S'il obtient les autorisations nécessaires, le nouvel ensemble deviendra le leader mondial du cinéma et du streaming par abonnement avec, dans la corbeille de la mariée, la société de streaming HBO Max. Il s'agit de la plus grande acquisition réalisée par Netflix. « Au fil des ans, nous nous sommes forgé une réputation de bâtisseurs, et non d'acquéreurs... Mais cette occasion va nous permettre d'accomplir notre mission : divertir le monde », a déclaré Theodore Sarandos, co-PDG de Netflix, vendredi, aux analystes financiers. « Cette décision reflète les réalités d'un secteur en pleine mutation, notamment en ce qui concerne le financement, la production, la distribution et la découverte des contenus », écrit, pour sa part, à ses salariés le patron de Warner Bros. Discovery (WBD), David Zaslav, qui gardera son poste au moins provisoirement. La vente, qui doit être achevée au troisième trimestre 2026, exclut la télévision par câble, notamment la chaîne CNN, cette activité devant être cédée avant.

L'acquisition de Netflix a immédiatement été critiquée par les syndicats, notamment celui des scénaristes d'Hollywood, la Writers Guild of America. « Cette fu-

Avec Warner, Netflix devient le nouveau titan d'Hollywood

Le géant américain du streaming a annoncé, vendredi 5 décembre, le rachat du groupe de médias et de divertissement pour 83 milliards de dollars, acquérant son catalogue de films et le service HBO Max

sion doit être bloquée », exige cette dernière, estimant qu'elle « entraînerait des suppressions d'emplois, une baisse des salaires, une dégradation des conditions de travail pour tous les professionnels du divertissement, une hausse des prix pour les consommateurs et une réduction du volume et de la diversité des contenus proposés ».

Une triple crise

En 2021, l'achat par Amazon de MGM n'avait pas suscité de tollé, car les studios étaient moribonds et il s'agissait d'un rachat destiné à exploiter un catalogue, notamment les franchises des « James Bond ». Mais le cas Warner n'a rien à voir : le studio a certes un catalogue mythique, de *Casablanca* à *Game of Thrones*, mais il est très actif et sa reprise augure d'un chamboulement dans l'industrie. Le milieu du cinéma craint que le rachat ne conduise à une réduction supplémentaire des sorties en salle, alors que Warner propose chaque année une quinzaine de productions comme *Superman*, *Dune* ou *Barbie*. Cinema United, qui représente les exploitants de salles, estime que le retrait des films que Warner produit équivaldrait à « supprimer 25 % du box-office annuel national ».

Le patron de Netflix, Theodore Sarandos, n'a d'ailleurs pas fait de promesses inconsidérées, vendredi. « Vous pouvez compter sur le fait que toutes les [productions] Warner prévues pour une sortie en salle continueront d'y être diffusées », a-t-il déclaré avant d'ajouter que « [son] objectif principal reste cependant de proposer les films en avant-première à [ses] abonnés, car c'est ce qu'ils recherchent ». A Wall Street, les sociétés exploitant les salles voyaient, vendredi, leur

L'acquisition est critiquée par les syndicats, dont celui des scénaristes d'Hollywood

valeur boursière reculer.

Netflix, naturellement, ne partage pas ces craintes. En avril, *Time Magazine* avait commencé un entretien avec Theodore Sarandos par la question suivante : « Avez-vous détruit Hollywood ? » « Non, nous sauvons Hollywood », avait-il répondu. L'opération Netflix-Warner se déroule, en effet, alors que le cinéma traverse une triple crise.

Premièrement, la « guerre » du streaming, sans lequel il n'est point de salut. Les studios sont repris les uns après les autres par les magnats de la tech – Amazon, la firme de Jeff Bezos, a racheté les studios MGM et United Artists – ou cherchent à rebondir grâce au streaming, tel le géant Disney, qui avait acheté en 2017 les studios Fox pour 71 milliards de dollars.

Ensuite, la médiocrité d'Hollywood, incapable de faire preuve de créativité, prise entre le politiquement correct et l'usage jusqu'à la corde des vieilles franchises. Le secteur ne s'est pas remis du Covid-19 avec, en 2024 et sans doute en 2025, des recettes au box-office inférieures d'un quart du niveau de 2019. Et il s'apprête à subir les assauts de l'intelligence artificielle pour les scénarios mais aussi les acteurs. La troisième crise concerne les restructurations à l'œuvre sur fond de guerre culturelle, avec les grandes manœuvres du trumpisme. Après avoir récu-

péré cet été Paramount pour 8 milliards de dollars, David Ellison, fils de Larry Ellison, deuxième homme le plus riche du monde, fondateur d'Oracle et proche de Donald Trump, était candidat pour reprendre Warner. Dans ce contexte, vendredi, le magazine *Variety* posait la question essentielle, encore non résolue : « Netflix tente-t-il de racheter [le groupe] Warner ou de le tuer ? » Hésitant, le *New York Times* n'exclut pas un changement réel de stratégie – le géant du streaming avait banni la publicité et ne souciait pas du partage des mots de passe de ses abonnés avant de changer d'avis.

« Malgré tout le succès de Netflix, la plateforme n'a jamais percé le marché du cinéma », a déclaré au *New York Times* Richard Greenfield, analyste à LightShed Partners, qui estime que le groupe pourrait utiliser le rachat de Warner pour y parvenir. Interrogé par le *Los Angeles Times*, Lloyd Greif, banquier d'affaires actif dans le cinéma, a aussi une lecture positive de l'opération. « La concurrence va-t-elle rester les bras croisés ? Non, assure-t-il. Je pense que Disney, Paramount, Sony et Universal vont devoir augmenter leur nombre de sorties en salle. Ce pessimisme ambiant est un peu exagéré. Je pense que cela va déclencher une véritable course à la production. Et (...), c'est un point positif. »

Quant aux accusations de censure, elles laissent un brin dubitatif : Netflix est largement aussi créatif et libre que les studios, et le repreneur concurrent n'était autre que la famille Ellison. D'ailleurs, s'il est une personne qui tente de tuer le « deal », c'est David Ellison, furieux d'avoir perdu l'affaire qu'il tentait d'acquérir depuis des mois, y compris CNN. Une perspective

qui inquiétait les salariés de la chaîne d'information, mais satisfaisait le président américain, qui la déteste. L'action du groupe de David Ellison a perdu près de 10 %, vendredi, après l'annonce de sa défaite inattendue.

Le conseil d'administration de Warner, pour échapper à un rachat aux conditions d'Ellison, avait entamé cet automne un processus d'enchères. Comcast, géant des médias et du divertissement propriétaire d'Universal, s'était porté candidat. Netflix avançait ses pions, notamment grâce aux bonnes relations entre Theodore Sarandos et le patron de WBD, David Zaslav. David Ellison a senti le vent tourner depuis une semaine : alors que les enchères se poursuivaient, l'héritier a envoyé avant l'accord des lettres à Warner, révélées par le *Wall Street Journal*, prévenant que le « deal » avec Netflix n'arriverait « jamais à son terme », en raison de problèmes d'antitrust. Selon le *New York Post*, David Ellison est allé plaider sa cause à Washington, jeudi, au Congrès et auprès de l'administration Trump. En vain.

Netflix et HBO Max réunis contrôleraient, selon le *Wall Street Journal*, 30 % du marché américain du streaming par abonnement. Au-delà de ce chiffre, les fusions

Après avoir récupéré cet été Paramount, David Ellison, fils de Larry Ellison, proche de Trump, était candidat à la reprise

sont présumées illégales, selon les directives du ministère de la justice annoncées en 2023 sous la présidence de Joe Biden et maintenues par l'administration Trump. Mais Netflix a fait valoir que le marché du streaming devrait également inclure les plateformes vidéo majoritairement gratuites telles que YouTube, Facebook et TikTok. Début 2025, le géant comptait 301,6 millions d'abonnés dans le monde et HBO Max 116 millions, tandis que Paramount+ en rassemblait 79 millions.

Confiance de Netflix

Signe de la confiance de Netflix, la société a accepté de verser à Warner une indemnité de 5,8 milliards de dollars si l'opération était annulée faute d'autorisations nécessaires. L'accord doit aussi être approuvé en Europe, où les experts en droit de la concurrence s'attendent à ce qu'il fasse l'objet d'un examen approfondi.

Les rachats successifs de Warner ont fini par échauder Wall Street. Sa reprise en 2000 par America Online, juste avant l'écroulement de la bulle Internet, fut un désastre pour les actionnaires tout comme sa reprise par AT&T, en 2018. « Les rachats de Warner sont-ils les signes avant-coureurs d'une apocalypse financière ? », s'interroge le FT, avant d'écrire, en tout petit : « Nous n'en savons rien. » Greg Peters, co-PDG de Netflix, a voulu conjurer cette malédiction devant les analystes : « Nous comprenons la valeur des actifs que nous acquérons. [Dans les cas précédents], bien souvent, l'entreprise acquise était de la vieille économie, en stagnation, et cherchait un nouveau souffle. Ce n'est pas notre cas. Nous sommes un groupe sain et en pleine croissance. »

Si l'action Netflix a reculé vendredi de 2,9 % et perdu un quart de sa valeur depuis le plus haut de juillet, la valorisation boursière de l'entreprise s'établit à 440 milliards de dollars, distançant largement Disney (190 milliards), Comcast (100 milliards) et Paramount (14 milliards). A défaut de savoir si Netflix va sauver Hollywood, le groupe en est le nouveau titan. Même si, comme l'écrit l'éditorial du *Wall Street Journal*, méfiant sur les interférences de Trump en faveur de la famille Ellison, « Netflix remporte le Game of Thrones des médias. Pour l'instant ». ■

ARNAUD LEPARMENTIER

RATP : les candidatures se bousculent pour remplacer Jean Castex

Le poste de PDG a suscité l'intérêt d'une dizaine de personnes. Les « politiques » sont préférés par les salariés, et les « techniciens » par les autorités de tutelle

Depuis le départ de Jean Castex à la SNCF, le 3 novembre, la RATP est sans patron en titre. Il existe au moins une maigre certitude : l'intérim, assuré par Jean Bassères, durera au moins jusqu'à 2026, puisqu'il est désormais matériellement impossible qu'un processus de nomination, incluant deux auditions devant les commissions du Parlement, aboutisse avant janvier. Selon les informations du Monde, recoupées auprès de plusieurs sources qui ont requis l'anonymat, le processus est enclenché. La direction générale des

infrastructures, des transports et des mobilités et l'Agence des participations de l'Etat ont entamé, à la toute fin novembre, l'audition de certains candidats ayant un profil technique. D'autres seront entendus dans les jours qui viennent directement par les ministres des transports et de l'économie, rapporte un participant à ces entretiens. Plusieurs candidats déplorent qu'il n'y ait pas de cadre clair de désignation, mais seulement des « bouts de processus qui coexistent », sans que personne en ait de vision claire. Au terme de ce parcours jugé chaotique, une liste restreinte doit être déposée sur le bureau du président de la République, Emmanuel Macron, mi-décembre. Il pourrait arrêter son choix avant le 17 décembre, date du dernier conseil des ministres avant les fêtes.

Ils seraient entre 10 et 15 à avoir manifesté leur intérêt pour diriger la RATP, mais seulement « trois ou quatre de sérieux », selon une bonne connaissance du secteur. Ils viennent d'horizons divers, mais ont un point commun : ils ne se disent pas publiquement candidats, voire démentent toute velléité à l'être. Se mettre en avant « est le meilleur moyen de griller sa candidature auprès de Macron », explique l'un d'eux. Des noms circulent abondamment dans la presse et dans le milieu des transports.

Ainsi de Laurence Batlle, ancienne directrice générale de la filiale RATP Dev qui exploite les réseaux hors région parisienne, de François Durovray et de Clément Beaune, anciens ministres des transports, de Bruno Angles, ancien patron d'AG2R et administrateur de la RATP jusqu'en 2024, d'Alain Krakovitch, directeur des TGV et Intercités de la SNCF, de Jean-François Monteils, à la tête

de la Société des grands projets (SGP, ex-Société du Grand Paris), de Thierry Dallard qui l'a précédé à ce poste ou encore de Xavier Piechaczyk, renouvelé à la tête du Réseau de transport d'électricité (RTE) en juin.

« Au contact et à l'écoute »

Nommer les patrons – les patronnes plus rarement – des entreprises publiques est la prérogative du chef de l'Etat. Il décide seul, mais il ne peut ignorer les messages plus ou moins explicites de ceux qui auront à traiter avec le prochain dirigeant de la régie parisienne ou qui ont un rôle à jouer dans sa désignation. Parmi eux, figurent les parlementaires des commissions du développement durable du Sénat et de l'Assemblée nationale qui auditionneront le candidat. « Rien ne dit qu'elles ne s'opposent pas à un candidat qui n'aurait été nommé que par le fait du prince », résume un candidat. Xavier Piechaczyk, un temps pressenti à la SNCF pourrait faire les frais de sa proximité avec Emmanuel Macron lors de l'étape parlementaire. Xavier Piechaczyk, qui n'a pas répondu au Monde, pourrait également pâtir de ces relations difficiles avec les syndicats de RTE.

Les syndicats de la RATP, eux, entendent peser dans le choix. Fin novembre, dans des communiqués distincts, FO et l'UNSA écrivaient ce qu'elles attendaient de leur futur patron : un profil politique, bon connaissance du monde des transports, rompu au dialogue social, porteur des valeurs du service public et capable de résister aux vents contraires. Soit le portrait-robot de Jean Castex « qui a mis la barre très haut » en la matière, selon les mots de Jean-Christophe Delprat, secrétaire fédéral de FO chargé de la RATP. « Les sala-

riés sont en attente de quelqu'un qui soit au contact et à l'écoute. Si on nous met un gestionnaire pur et dur, il y aura des réactions sociales fortes. Dans ce cas, je serais très inquiet pour les Franciliens qui devront marcher », prévient-il.

Un plaidoyer des syndicats qui colle un peu trop au portrait de François Durovray, actuel président de l'Essonne, pour être totalement spontané, remarquent plusieurs de ses concurrents. La crainte des syndicats, indique une source à la RATP, est de revivre « le traumatisme de l'ère Guillaouard », du nom de l'ancienne présidente (Catherine Guillaouard, 2017-2022) de la RATP, venue du monde l'entreprise, avec qui les organisations syndicales avaient entretenu des relations exécrables.

François Durovray comme Clément Beaune, anciens ministres de tutelle de la régie, pourraient être bloqués par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). L'espoir est tout de même permis pour ces prétendants car la HATVP n'avait émis que de maigres réserves à l'arrivée de Jean Castex à la RATP. Ces candidatures politiques n'ont pas, selon nos informations, les faveurs du ministère des transports, ni de Valérie Pécresse, présidente (Les Républicains) de la région Ile-de-France, et, à ce titre, d'Ile-de-France Mobilités (IDFM), principal financeur de la RATP.

Une liste restreinte doit être déposée sur le bureau du président de la République, à la mi-décembre

JONATHAN PARIENTÉ

Ses relations avec Jean Castex n'ont pas été des plus simples et il est peu probable qu'elle se satisfasse d'un successeur qui pourrait être tenté de prendre autant de place publiquement. Il en va de même pour la candidature de Jean-François Monteils, appuyée par Jean Castex dont il est proche. Le président du directoire de la SGP a été prié par IDFM et par le ministère de se concentrer sur sa tâche, terminer le gigantesque chantier des lignes de métro 15 à 18 du Grand Paris Express, rapportent plusieurs sources.

Sans se prononcer sur les candidatures des uns et des autres, l'entourage de Valérie Pécresse fait valoir qu'un bon candidat serait « un professionnel des transports rompu au dialogue social » qui aura comme premières missions de « continuer à redresser la qualité de service, réussir l'ouverture à la concurrence et mettre en œuvre le contrat entre la RATP et IDFM [signé en juillet] qui prévoit des gains de productivités de la régie ». En clair, un profil de technicien.

Si le processus est enclenché mi-décembre, comme actuellement envisagé, un nouveau patron pourrait arriver au plus tôt fin janvier quai de la Rapée, le siège de l'entreprise. Dès son installation, il aura comme tâche de mener les négociations annuelles obligatoires très attendues par les salariés censées aboutir en février. Il devra ensuite accompagner l'entreprise dans la défense de ses marchés progressivement ouverts à la concurrence. Et ce en maintenant l'unité que ce nouveau modèle bouleverse. Des tâches pour lesquelles les salariés ont globalement donné quitus à Jean Castex. « Nous sommes en l'an 1 après J.-C., ça risque d'être dur pour tout le monde », résume un cadre de la RATP. ■

INTERNET
Suspension de Shein en France : décision le 19 décembre
La justice française tranchera, le 19 décembre, sur la demande de l'Etat français d'une suspension de trois mois de la plateforme du géant asiatique du commerce en ligne Shein, en raison des produits illicites qu'elle vendait, a décidé le tribunal judiciaire de Paris vendredi 5 décembre. – (AFP)

CONJONCTURE
France : la hausse des défaillances ralentit
Le nombre de défaillances d'entreprises a continué à se stabiliser à la fin d'octobre, a annoncé, vendredi 5 décembre, la Banque de France, avec une augmentation de 4,4 % sur un an, après 6,1 % en septembre. Le nombre de défaillances a atteint 68 145 en cumul sur les douze derniers mois. – (AFP)

Etats-Unis : l'inflation a continué d'accélérer en septembre
L'inflation a continué d'accélérer aux Etats-Unis en septembre (+ 2,8 % sur un an), selon un rapport publié vendredi 5 décembre avec retard en raison de la longue paralysie budgétaire, alors que le coût de la vie est au cœur du débat public. Le shutdown (paralysie budgétaire) de quarante-trois jours a en effet suspendu le travail des services statistiques du gouvernement : certaines données sont publiées avec retard, d'autres tout bonnement annulées, faute de pouvoir être récupérées rétroactivement. – (AFP)

LES CHIFFRES

5
C'est, en semaines, la durée habituelle du processus de nomination d'un PDG de la RATP (proposition par le président de la République ; auditions suivies d'un vote à l'Assemblée nationale et au Sénat ; confirmation en conseil des ministres).

70 %
C'est la part du chiffre d'affaires emportée par la RATP lors de la mise en concurrence, achevée en 2025, des lignes de bus opérées historiquement par l'entreprise.

7,1 MILLIARDS
C'est, en euros, le chiffre d'affaires du groupe RATP, dont 5 milliards pour la partie de l'établissement public qui en détenait le monopole en Ile-de-France jusqu'en 2023.

MATIÈRES PREMIÈRES | PAR LAURENCE GIRARD

Le rendement des betteraves rebondit sans néonicotinoïdes

Dans les champs, les betteraves ne sont pas encore toutes arrachées, mais il est temps, déjà, de les peser. Les planteurs de cette racine sucrée ont de quoi pavoiser en 2025. « Le rendement national moyen est estimé à 91 tonnes par hectare, contre 80 l'an passé », a déclaré Nicolas Rialland, directeur de la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB), affiliée à la FNSEA, lors d'un premier bilan dévoilé mercredi 3 décembre. Un score qui le place au-dessus de la « moyenne olympique » sur cinq ans, établie à 80 tonnes par hectare. Ce référentiel-clé est établi en enlevant la meilleure et la pire performance des cinq dernières années et en faisant la moyenne des autres.

« Nous avons eu de la chance avec une météo favorable en 2025 », explique M. Rialland. Pourtant, début juillet, la CGB sonnait le tocsin. Les pucerons dévoraient et les attaques de jaunisse se multipliaient. « Ces symptômes rappellent 2020 [30 % de la récolte avait été perdue] et font redouter le pire

aux betteraviers. » Et de dénoncer « l'impasse technique dans laquelle se trouvent les planteurs depuis l'interdiction des néonicotinoïdes ».

Finalement le pire ne s'est pas produit. Les betteraves ont résisté, même si des agriculteurs ont été touchés en Champagne et en Seine-et-Marne. Et la réintroduction de l'acétamipride, un néonicotinoïde, fer de lance de la loi Duplomb, votée en juillet, a été rejetée par le Conseil constitutionnel début août.

Le prix du sucre fond
Pour autant, la CGB qui était aux avant-postes de la demande d'autorisation de cet insecticide à l'impact délétaire sur les abeilles, ne désarme pas. « Projet de loi ou proposition de loi, tous les moyens sont bons pour obtenir la réautorisation de l'acétamipride », lance Franck Sander, président de la CGB. La pétition pour l'abrogation de la loi Duplomb, qui avait recueilli plus de 2 millions de signatures, sera, quant à elle, discutée à l'Assemblée, le 7 janvier.

Si les planteurs se félicitent de la production de betteraves, estimée à 36 millions de tonnes en 2025, et des 4,3 millions de tonnes de poudre blanche qui en découleront, le prix de cette denrée poudrée ne cesse de fondre. « Le cours mondial du sucre a perdu 30 % de sa valeur en un an », précise M. Rialland. La chute est encore plus brutale en Europe, avec un prix de vente passé de 800 à 500 euros la tonne. Sur le marché spot où le règlement est instantané, le cours est même tombé à 400 euros la tonne.

Surplus de sucre, concurrence des importations dont la vague ukrainienne, bloquée par Bruxelles, après deux années de déferlement expliquent ce retournement. La signature de l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Mercosur fait figure d'épouvantail. Près de 190 000 tonnes de sucre et 8,2 millions d'hectolitres d'éthanol pourraient entrer en Europe sans droit de douane. « Une déstabilisation du marché », craint M. Sander. L'accord avec le Mercosur, une des racines de la colère betteravière. ■

ars mundi

en collaboration avec Le Monde | Boutique



▲ **Petra Waszak: Collier «Tunis»**
lapis-lazuli | corail | améthyste laiton doré | cristaux | longueur 42-49 cm
269 €
Réf. produit LM-883695

▲ **Wassily Kandinsky: Foulard en soie «Étude de couleurs, carrés», 1913**
Edition Exclusive ars mundi | satin 100 % soie | dimensions 180 × 42 cm (L/I)
110 €
Réf. produit LM-938609

ars mundi et Le Monde Boutique vous présentent une sélection exclusive parmi plus de 6 000 peintures, sculptures, cadeaux et bijoux. Explorez la nouvelle sélection Arts & Design.



Commandez en ligne sur: www.lemonde.arsmundi.fr

Peinture · Sculpture · Cadeaux · Bijoux

Bruxelles inflige une amende de 120 millions d’euros au réseau X

La Commission européenne estime que le réseau social d’Elon Musk a enfreint trois règles de la loi européenne sur les services numériques

BRUXELLES - bureau européen

Après deux années d’enquête, la Commission européenne a fini par publier, vendredi 5 décembre, les premiers résultats de son investigation concernant le réseau X d’Elon Musk et a décidé de lui infliger une amende de 120 millions d’euros. Selon l’exécutif européen, le réseau X a enfreint plusieurs règles de la loi sur les services numériques (Digital Services Act, DSA). Les infractions comprennent la conception trompeuse de sa «coche bleue», le manque de transparence de son répertoire publicitaire et le fait de ne pas avoir donné aux chercheurs accès aux données publiques.

Si cette amende apparaît modeste, «elle est proportionnée aux infractions sanctionnées, assure un fonctionnaire européen. Cette amende coûte beaucoup plus cher au réseau X que s’il appliquait les règles». Pour cette source, «dans le contexte géopolitique actuel, Bruxelles démontre qu’elle agit et n’entend pas renoncer à sa réglementation numérique».

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, et afin de protéger ses champions de la tech, la pression de l’administration américaine sur Bruxelles n’a cessé d’augmenter pour qu’elle revoie ou mette même sous le boisseau sa législation adoptée en 2022.

Jeudi 4 décembre, avant même l’annonce de l’amende européenne, le vice-président américain J. D. Vance, très proche des champions de la Silicon Valley, s’inquiétait sur le réseau d’Elon

Musk d’«une amende de plusieurs centaines de millions de dollars pour non-respect de la censure. L’UE devrait soutenir la liberté d’expression au lieu d’attaquer les entreprises américaines pour des futilités».

Menaces américaines

En parallèle, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, a subi ces derniers mois la pression des Etats membres pour avancer sur l’application du DSA et ne pas se laisser intimider par les menaces américaines récurrentes. Alors qu’une réunion des ministres européens chargés des technologies devait se tenir vendredi 5 décembre, à Bruxelles, la présidence danoise du Conseil prévoyait d’évoquer le sujet, estimant que «l’application des obligations prévues par la DSA reste insuffisamment efficace». En prenant l’exemple de l’enquête sur le réseau X, le président de la République, Emmanuel Macron, assurait, le 28 novembre, que «nous avons des dossiers qui sont devant la Commission depuis deux ans, c’est beaucoup trop lent», estimant que Bruxelles a peur de s’en prendre à la Big Tech américaine.

Prise politiquement en étau, la Commission a fini par trancher

Faute de réponse et de coopération de la part du réseau social américain, la Commission a décidé de sévir

Les infractions comprennent la conception trompeuse de sa «coche bleue» et le manque de transparence de son répertoire publicitaire

en trouvant une voie moyenne. Pour son enquête ouverte le 18 décembre 2023 contre l’ancien réseau Twitter, elle a décidé de sanctionner les agissements du réseau X dans les trois domaines les plus aisés à prouver techniquement, laissant pour l’instant de côté les sujets les plus polémiques concernant les domaines liés à la diffusion de contenus illécites et à l’efficacité des mesures prises pour lutter contre la manipulation de l’information.

Cela remet dès lors en cause l’argument américain qui parle de «censure» et de croisade européenne contre la «liberté d’expression». Les enquêtes sur ces sujets sont toujours en cours, assure un porte-parole à Bruxelles.

Concernant la conception trompeuse de sa «coche bleue», le manque de transparence de son répertoire publicitaire et le fait de ne pas avoir donné accès aux données publiques aux chercheurs, la Commission avait adopté, le 12 juillet 2024, des conclusions préliminaires sur l’enquête et les avait communiqués à l’entreprise d’Elon Musk. Faute de réponse et de coopération de la part du ré-

seau social américain, la Commission a décidé de sévir.

En parallèle, et pour tenter de démontrer son approche constructive, l’exécutif européen a rendu public, vendredi 5 décembre, les résultats d’autres enquêtes concernant le réseau social chinois TikTok. Après avoir adopté, en mai, des conclusions sur le non-respect partiel du DSA par la plateforme chinoise, la Commission a annoncé avoir obtenu l’engagement contraignant de cette société de fournir des registres publicitaires garantissant une transparence totale autour des publicités sur ses services.

«Le DSA impose aux plateformes de tenir à jour un répertoire accessible et consultable des publicités diffusées par leurs services. Ces répertoires sont essentiels pour permettre aux régulateurs, aux chercheurs et à la société civile de détecter les escroqueries, les publicités pour des produits illégaux ou inappropriés à certains âges, les fausses publicités et les opérations d’information coordonnées, y compris dans le contexte des élections», explique la Commission.

En revanche, comme pour le réseau X, les enquêtes se poursuivent sur d’autres aspects de l’application du DSA, notamment sur les effets négatifs découlant des systèmes algorithmiques de la plateforme, la vérification de l’âge ou l’obligation de protéger les mineurs. La Commission a également ouvert une procédure formelle à l’encontre de TikTok, en décembre 2024, concernant sa gestion des risques liés aux élections et au débat public pour laquelle l’enquête se poursuit. ■

PHILIPPE JACQUÉ

Le Danemark, champion de la transition énergétique, mise à nouveau sur son gaz

Avec le champ de Tyra, le pays est redevenu exportateur net de cette énergie fossile

REPORTAGE

ESBJERG (DANEMARK) - envoyée spéciale

Une heure d’hélicoptère au-dessus de la mer du Nord offre un résumé saisissant du paysage énergétique danois. A dix minutes de vol du port d’Esbjerg, dans l’ouest du Danemark, se dévoile un vaste champ d’éoliennes offshore. Quatre-vingts hélices que l’on devine à peine dans la brume de décembre et qui composent l’un des plus anciens parcs de ce pays, premier au monde à avoir planté des turbines en mer. Quelque 200 kilomètres plus loin, autre ambiance : un impressionnant complexe sur pilotis, perché à 80 mètres au-dessus des eaux, pompe chaque jour 5,7 millions de mètres cubes de gaz naturel, grâce au plus grand gisement du Danemark – et l’un des plus importants en Europe –, situé sous les fonds marins.

Son nom ? Tyra, comme la première reine viking de l’histoire danoise. La plateforme, exploitée par le groupe français TotalEnergies et deux partenaires norvégiens et danois (BlueNord et Nordsofonden), a été inaugurée officiellement en octobre, quelques mois après son redémarrage. Car si le gisement est exploité depuis les années 1980, la production a cessé durant cinq ans (2019-2024), le temps de rénover des installations menacées par l’affaissement naturel du réservoir. Un chantier de 3,6 milliards d’euros, au terme duquel Tyra peut livrer annuellement l’équivalent de deux fois la consommation de gaz du Danemark. De quoi permettre au pays, champion européen des énergies renouvelables, de redevenir en sus exportateur net de gaz. Et ainsi contribuer, selon les autorités danoises, à la souveraineté énergétique européenne.

«L’énergie, c’est de la sécurité, du pouvoir, de la liberté», se félicitait ainsi le ministre des affaires étrangères, Lars Lokke Rasmussen, au moment de la cérémonie d’inauguration du complexe. C’est que l’Union européenne (UE) est toujours dépendante à l’extrême de fournisseurs extérieurs pour sa consommation gazière. En 2024, selon Eurostat, elle a encore importé 85 % de ses besoins. Et la montée en puissance de Tyra est présentée comme particulièrement bienvenue au moment où l’UE prévoit de se sevrer pour de bon du gaz russe : un accord vient d’être trouvé pour un arrêt total des importations à compter de l’automne 2027.

Responsable de l’installation offshore, Flemming Marxen assure qu’il ne se mêle pas de politique. L’ingénieur danois préfère détailler le fonctionnement des compresseurs, valves et tuyaux de cette plateforme dernier cri, que l’on parcourt en empruntant un véritable labyrinthe d’escaliers et de ponts suspendus. Néanmoins, «je suis fier que ce que l’on produit ici nous aide à nous débarrasser du gaz russe», lance-t-il, lui aussi, à l’occasion de cette visite organisée par TotalEnergies. La molécule ex-

«C’est une goutte d’eau dans l’océan»

BRIAN VAD MATHIESEN
professeur à l’université d’Aalborg

traite du sous-sol est acheminée grâce à deux pipelines vers le Danemark et vers les Pays-Bas pour alimenter le réseau européen.

Mais ce n’est pas tout. L’air ronfle aux abords des têtes de puits par où arrive le combustible. «Ici, résume Flemming Marxen dans un demi-sourire, vous entendez le gaz, vous entendez l’argent.» L’extraction et l’exportation d’hydrocarbures sont pourvoyeuses de recettes pour l’économie danoise. Et le retour en production de Tyra devrait accroître de 0,5 point de pourcentage la croissance du produit intérieur brut en 2025, selon la banque nationale danoise.

Ce redémarrage a pourtant de quoi interroger dans un pays placé à l’avant-garde de la transition énergétique. L’éolien y domine déjà le mix électrique, à hauteur de 58 % en 2024, d’après l’Agence internationale de l’énergie. Mi-novembre, le Danemark a même relevé ses objectifs climatiques : il fait la course en tête des pays européens, en visant une réduction de 82 % à 85 % de ses émissions de gaz à effet de serre d’ici à 2035, par rapport aux niveaux de 1990. Face à de telles ambitions, n’est-il pas contradictoire de relancer la production d’une énergie fossile ?

«Electrifier les usages»

Logiquement, TotalEnergies défend son projet comme un «relais» de la transition. «Tyra contribue à assurer la sécurité des approvisionnements le temps que le futur système soit prêt», insiste Ole Hansen, directeur de l’exploration-production du groupe au Danemark. D’autant plus, fait-il valoir, que l’installation rénovée émet 30 % de CO₂ en moins que sa version plus ancienne. In fine, elle produit un gaz bien moins polluant que celui qui vient d’ailleurs. Y compris le gaz naturel liquéfié (GNL) importé à grands frais des Etats-Unis.

«Il est toujours mieux de compter sur nos propres ressources gazières plutôt que de dépendre de [Vladimir] Poutine ou du GNL américain», estime aussi Brian Vad Mathiesen, professeur à l’université d’Aalborg (Nord). Mais c’est une goutte d’eau dans l’océan.» De fait, la capacité de Tyra ne permet de satisfaire... que 1 % des besoins de l’UE. La renaissance du gisement n’a rien d’une nouvelle épopée gazière, souligne ce spécialiste en planification énergétique durable, pour qui la priorité se situe de toute façon ailleurs : «Nous devons électrifier les usages.» Autrement dit, baisser la consommation de gaz en jouant sur la demande plutôt que sur l’offre.

Et si le Danemark profite à court terme de ce renouveau gazier, il ne renonce pas pour autant à son engagement pris il y a cinq ans : la fin de l’exploitation des hydrocarbures en mer du Nord d’ici à 2050. Copenhague ne délivre plus de nouvelles licences d’exploration en dehors des champs déjà en production. Selon les autorisations obtenues, le gisement de Tyra doit même cesser de produire huit ans avant la date butoir, en 2042. Pour la plateforme tout juste remise à neuf, le compte à rebours a commencé. ■

MARIE DE VERGÈS

IA : Meta signe un partenariat avec plusieurs médias internationaux, dont « Le Monde »

Le contrat encadre l’usage des contenus publiés par « Le Monde », « Télérama », le « Huffington Post » et « Le Nouvel Obs » dans les services d’IA développés par le groupe américain

La société américaine Meta, notamment propriétaire de Facebook, d’Instagram et de WhatsApp, a annoncé la signature d’un partenariat autour de l’intelligence artificielle avec plusieurs médias internationaux, dont le Groupe Le Monde (pour trois de ses titres : Le Monde, Télérama et le Huffington Post) et Le Nouvel Obs.

Lancée au début de l’année 2025, cette longue négociation a abouti ces derniers jours à un accord pluriannuel qui s’inscrit dans la même logique que l’accord signé en mars 2024 entre Le Monde et OpenAI (éditeur de ChatGPT). Ce nouvel accord élargit le nombre de titres bénéficiaires au-delà de la seule Société éditrice du Monde, déjà signataire d’accords pluriannuels avec OpenAI et Perplexity, deux acteurs majeurs de ce secteur. Significatif en termes de revenus et de durée, cet accord encadrera l’usage et la présence des contenus des différents titres dans les services d’intelligence artificielle développés par Meta, que ce soit pour entraîner et améliorer ces modèles d’intelligence artificielle générative développés par cette entreprise (input), ou pour utiliser les contenus des titres comme référence ou éléments de contextualisation dans les réponses (output).

Notre stratégie avec Meta a été la même que celle qui présidait en 2024 à nos discussions avec OpenAI : protéger nos droits, faire reconnaître la valeur de nos contenus, encadrer strictement leur utilisation et jouer notre rôle en apportant une information de référence aux publics de plus en plus nombreux qui vont recourir à ces services pour prendre connaissance de l’actualité.

Pluralité des opinions

Depuis des années, nous constatons et décrivons dans nos articles la difficulté d’anticiper l’évolution de ces plateformes numériques, l’explosion de leur usage et l’utilisation trop souvent erratique et non contractuelle qu’elles peuvent faire de contenus pourtant protégés par le droit d’auteur. Chaque mois, de nouveaux contentieux sur le marché domestique ou devant les autorités européennes confirment l’inquiétude de tous les ayants droit, la difficulté des syndicats professionnels à y faire face et le vertigineux déséquilibre des forces né du développement exponentiel de ces plateformes.

Face à cette situation, nous avons considéré qu’il serait naïf de rester passif et d’attendre une hypothétique évolution législative. En négociant cet accord, nous

avons voulu prendre une part active dans cette large bataille contre le piratage et autour de la défense du droit d’auteur. Nous nous sommes placés dans une logique qu’a bien définie l’AI Act, qui oblige, dans son article 53, les sociétés de ce secteur à «se conformer au droit de l’Union en matière de droit d’auteur et de droits voisins».

Nous avons aussi veillé à préciser contractuellement le cadre, les usages et l’environnement dans lesquels nos contenus pouvaient être utilisés. Nous avons également ménagé des clauses de sortie si les conditions de ce partenariat n’étaient plus réunies, si l’utilisation de nos contenus n’était plus conforme au cadre contractuel fixé. Parmi les conditions explicitement stipulées pour l’utilisation des contenus que nous publions figurent plusieurs principes, notamment la pluralité des opinions, la défense d’une information fiable et un débat public respectueux.

Comme avec OpenAI, nous avons veillé à ce que les revenus générés par ces accords au titre de l’output (les réponses fournies aux utilisateurs) soient assimilés aux droits voisins et donnent donc lieu à une répartition aux journalistes, conformément aux accords signés dans les différentes entités concernées. Nous es-

pérons que dans les prochaines semaines d’autres acteurs français de premier plan trouveront à leur tour les termes d’un accord avec Meta et feront le choix, comme nous l’avons fait pour nos différents accords, d’assimiler aux droits voisins cette part de revenus assurant ainsi, comme le prévoit la loi, une juste redistribution aux rédactions.

Cet accord ne nous permet pas seulement de jouer notre rôle en apportant une information fiable dans des nouveaux services où les risques de manipulations ou de contrefaçons sont nombreux. Il consolide aussi notre modèle économique, tout en préservant l’indépendance de notre couverture éditoriale qui restera totale à l’égard de tous les pouvoirs en général, et vis-à-vis de toutes les entreprises avec lesquelles nous avons signé ce type de contrat en particulier, que ce soit OpenAI, Perplexity ou désormais Meta. La révolution de l’intelligence artificielle, l’activité, la stratégie et les développements de ses principaux acteurs continueront à faire l’objet d’une couverture exigeante, rigoureuse et libre par les services de notre rédaction. ■

LOUIS DREYFUS (PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DU « MONDE » ET JÉRÔME FENOGLIO (DIRECTEUR DU « MONDE »)

La longue fuite des chefs du Hamas



Manifestation en soutien au Hamas, après la mort du dirigeant Saleh Al-Aroui, tué à Beyrouth, dans une frappe israélienne. A Ramallah, Cisjordanie, le 2 janvier 2024.
LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

DOHA - envoyé spécial
LE CAIRE ET ISTANBUL - correspondants

Dans les couloirs feutrés de l'Hôtel Renaissance Mirage, au Caire, des touristes occidentaux en chaussons et peignoir croisent d'anciens détenus palestiniens en jogging noir, hagards et le dos voûté par des années d'enfermement. Condamnés à perpétuité en Israël, ils ont été expulsés le 13 octobre, dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu conclu avec le Hamas à Gaza. Parmi les 154 personnes priées par leurs hôtes égyptiens de reprendre des forces au plus vite, avant de décamper, 18 sont des cadres du Hamas. Devenus parias comme les chefs en exil de leur mouvement, ils n'ont plus d'Etat disposé à les accueillir, depuis l'attaque terroriste menée contre Israël, le 7 octobre 2023.

Le patron du renseignement intérieur israélien l'avait promis : les leaders du Hamas seront « éliminés », où qu'ils se trouvent. « *Au Liban, en Turquie, au Qatar, partout ! Cela prendra des années, mais nous serons là* », avait assuré Ronen Bar, en décembre 2023. La menace fut aussitôt mise à exécution. En janvier 2024, Saleh Al-Aroui, numéro deux du Hamas, est tué dans une frappe de drone à Beyrouth. Sept mois plus tard, c'est au tour du numéro un, Ismaïl Haniyeh, d'être assassiné à Téhéran. En septembre, une salve de missiles israéliens cible, au Qatar, le siège du bureau politique du Hamas. Les dirigeants en réchappent, mais l'attaque fait sept morts, dont le fils du principal négociateur, Khalil Al-Hayya. Un mois plus tard, l'accord de paix voulu par Donald Trump offre un répit à ces fugitifs. Le pré-

Après des décennies de vicissitudes dans les capitales arabes, la direction en exil du mouvement islamiste palestinien est en bout de course. Les leaders de l'organisation voient leur horizon se rétrécir

sident américain a besoin d'eux pour la suite des négociations, mais l'Occident et la majorité des Etats arabes exigent leur reddition politique et militaire. Ils doivent disparaître.

L'histoire palestinienne bégaye. L'attaque du 7-Octobre a relancé l'éparpillement des leaders palestiniens. Comme Yasser Arafat et les cadres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) entre les années 1970 et l'année 1994, les chefs du Hamas sont rompus à la clandestinité. Traqués par les services israéliens, ils naviguent de capitale en capitale depuis les années 1990. Mais l'horizon se resserre. Beyrouth et Sanaa ne sont plus sûrs. Bagdad pas davantage. Téhéran ? « *Qui irait encore leur parler, là-bas ? Et puis ils s'y feront tirer dessus par Israël...* », confie un diplomate arabe qui les fréquente. L'histoire du conflit israélo-palestinien est aussi celle de leurs vicissitudes, des rivalités d'influence entre leurs hôtes et des occasions manquées par ces idéologues qui ont échoué à se rendre fréquents en Occident et ont perdu tout contrôle sur Gaza, au profit des militaires qui

survivent dans les tunnels de l'enclave. Jusqu'où peuvent-ils fuir ?

Au Caire, les anciens prisonniers du Hamas expulsés par Israël attendent des passeports. « *L'Autorité palestinienne [AP] n'a aucune envie de les aider* », affirme Qaddoura Fares, ex-ministre chargé des détenus, à Ramallah. Le Hamas presse l'administration Trump de convaincre les rares pays tentés de leur ouvrir la porte. Un cadre du mouvement, Fawzi Barhoum, a été récemment aperçu en Algérie. Mais Alger reste lointaine. Islamabad, Kuala Lumpur, Djakarta, Pékin : autant de destinations évoquées, autant de culs-de-sac.

« *Bien sûr nous sommes heureux d'avoir échappé aux traitements inhumains de nos geôliers, mais l'exil reste une épreuve difficile, un désastre de la vie* », confie au Monde Mahmoud Issa, l'un des doyens des prisonniers du Hamas, lors d'un entretien en visioconférence, début novembre. Avec ses compagnons, il a dû quitter l'Hôtel Mirage pour un autre établissement situé au cœur de la Cité olympique internationale, dans la banlieue semi-désertique du Caire, à 50 kilomètres du centre-ville. Ce déménagement pourrait être lié à un article tapageur, publié le 25 octobre par le *Daily Mail*, embarrassant pour les autorités égyptiennes. Le quotidien britannique avait décrit Mahmoud Issa attablé avec d'autres « *tueurs endurcis* », savourant un petit déjeuner fastueux, au milieu d'innocents touristes « *qui ne se doutent de rien* ».

Le visage émacié, les yeux cernés, Mahmoud Issa porte les stigmates de plus de trente ans de détention dans les geôles israéliennes. Au sein du Hamas, l'homme est un héros. En 1992, il avait tenté de faire libérer son mentor, Cheikh Ahmed Yassine, en orga-

nisant l'enlèvement du sergent-chef israélien Nissim Toledano. Sans preuve de vie du militaire, Tel-Aviv ignora l'ultimatum, et le commando palestinien exécuta son prisonnier. Arrêté en juin 1993, Mahmoud Issa a accumulé treize années en cellule d'isolement et plusieurs grèves de la faim. Désormais libre, mais pris dans les limbes des négociations internationales, il dit : « *Mon rôle est maintenant terminé...* »

L'exil libanais comme incubateur

L'opération que Mahmoud Issa dirigea au début des années 1990 eut en réalité des répercussions qui allaient transformer durablement le rapport de force entre l'Etat hébreu et le mouvement islamiste palestinien, et qu'aucune des deux parties n'avait envisagées. Le lendemain de la découverte du corps supplicié du sergent-chef Nissim Toledano, le 16 décembre 1992, Israël arrête quelque 400 membres présumés du Hamas à Gaza. Menottés, les yeux bandés, ils sont expulsés en bus vers le Liban, abandonnés près de Marj Al-Zohour, dans un froid mordant, avec 50 dollars, un manteau et deux couvertures pour tout bagage. Mais, au lieu de fragmenter l'organisation, cet exil forcé allait devenir un incubateur stratégique. La chercheuse Leila Seurat, dans son ouvrage *Le Hamas et le monde* (CNRS Editions, 2015), voit dans cet épisode l'« *acte de naissance de [s]a politique étrangère* ». Car, des villages alentour, le Hezbollah les observe, puis les prend sous son aile : des convois d'ânes acheminent tentes, ...

LIRE LA SUITE PAGE 20

« L'EXIL RESTE UNE ÉPREUVE DIFFICILE, UN DÉSASTRE DE LA VIE »

MAHMOUD ISSA
doyen des membres du Hamas emprisonnés par Israël

SUITE DE LA PAGE 19

nourriture et savon. Bientôt, des médias affluant du monde entier, discrètement escortés par des instructeurs de la milice chiites libanaise.

Parmi les Palestiniens, un jeune homme aux yeux noirs attire l'attention : Yéhia Ayache, diplômé en génie électrique. Repéré par les Libanais pour son habileté dans la confection de bombes artisanales, il est formé à recruter des candidats au suicide, capables d'opérer dans sa Cisjordanie natale. Pendant ce temps, les images de Marj Al-Zohour font le tour du monde, contraignant Israël, face au scandale, à autoriser le retour des exilés. Yéhia Ayache met aussitôt en pratique ce qu'il a appris. Dès avril 1993, il frappe la colonie de Mehola, à 50 kilomètres au nord-est de Naplouse : l'attentat-suicide à la voiture piégée blesse huit soldats israéliens et tue un Palestinien, serveur dans un snack-bar. C'est la première d'une série d'attaques sanglantes, orchestrées par l'« ingénieur » du Hamas, qui compromettent le jeune processus de paix d'Oslo.

Parmi les exilés du Liban se trouvaient d'autres figures promises à un destin majeur au sein du Hamas. Ismaïl Haniyeh deviendra un éphémère premier ministre, à la suite de la victoire électorale du parti islamiste aux législatives palestiniennes en 2006. Le médecin Mahmoud Al-Zahar sera le ministre des affaires étrangères. Imad Al-Alami inaugurera bientôt le premier bureau de représentation du Hamas à l'étranger, à Téhéran où il joue un rôle-clé dans les relations du mouvement avec l'Iran. Après des séjours à Amman, Damas et Istanbul, l'homme retourne à Gaza en 2012. Il meurt en 2018, d'une balle dans la tête, tirée par accident en nettoyant son arme. Ayman Al-Taha, lui, s'enrichira prodigieusement grâce aux tunnels de contrebande entre Gaza et le Sinaï égyptien. Soupçonné de « profits illégaux », il est arrêté en 2014 par le Hamas, qui le fait disparaître sans bruit lors de l'opération israélienne « Bordure protectrice ».

Ce premier exil au Liban pousse le Hamas à établir une partie de sa direction à l'étranger, hors de portée des raids israéliens. Un bureau de représentation est créé à Amman, en 1993. Sous la houlette de Khaled Mechaal – l'un des 300 000 Palestiniens expulsés du Koweït, en 1991, au moment de la guerre du Golfe –, des fonds sont levés pour financer les opérations armées, lui conférant l'ascendant sur les directions locales, à Gaza, en Cisjordanie et dans les prisons israéliennes. En 1997, la tentative d'assassinat, par le Mossad, de Khaled Mechaal renforce encore son autorité : cet homme d'appareil survit au poison pulvérisé sur sa nuque en pleine rue, à Amman, devant le mall où il a son bureau. Après l'arrestation d'agents israéliens par la police, le premier ministre de l'Etat hébreu, Benyamin Nétanyahou, se voit contraint de fournir l'antidote et de présenter ses excuses au roi Hussein de Jordanie.

Un âge d'or à Damas

Deux ans plus tard, le monarque jordanien finit par chasser du royaume ces hôtes encombrants. Un temps dispersés, ils se retrouvent dès 2000 en Syrie. Hafez Al-Assad est mort et son fils Bachar, qui lui succède à l'âge 34 ans, les accueille à bras ouverts. S'ouvre alors un âge d'or. La dictature syrienne réprime sans pitié les Frères musulmans, matrice idéologique du Hamas, mais les leaders palestiniens ferment les yeux : c'est le prix de leur séjour. Des gardes du corps du mouvement se souviennent encore d'un sentiment d'impunité heureuse. Face à la police, ils ont tous les passe-droits, mais évitent d'en abuser. Aux SUV clinquants du chef militaire du Hezbollah, Imad Moughnieh, ils préfèrent les vieilles Mercedes aux vitres teintées. « Les cadres du Hamas ne partageaient pas la soif de reconnaissance de leurs homologues du Hezbollah, qui adoptaient parfois des attitudes de nouveaux riches », rappelle Peter Harling. L'ancien directeur Moyen-Orient de l'International Crisis Group se souvient, amusé, d'avoir vu Oussama Hamdane, chef du département des relations internationales du Hamas, « peler lui-même une goyave pour un invité ».

Dans ses bureaux, situés à Machrou Dumar, Oussama Hamdane fréquente alors la classe moyenne du nord de Damas. Dans son salon de réception de Mazzeh, à l'ombre du palais présidentiel, il reçoit les visiteurs du rais. Talal Naji, représentant en Syrie du Fatah, le parti d'Arafat, lui envoie des diplomates suisses ou norvégiens, qui se mêlent auprès de lui aux ambassadeurs cubain, vénézuélien ou chinois. Pourtant, les réceptions d'Oussama Hamdane ne mènent pas loin. En 2006, Américains et Européens réaffirment fermement leur boycott du Hamas, coupable d'avoir remporté les législatives palestiniennes tout en refusant de renoncer à la violence et de reconnaître Israël. Les députés du mouvement plaident en vain leur cause à Londres et en Suisse. « J'ai alors écrit des lettres à des dizaines de chefs d'Etat occidentaux,



Quelque 400 Gazaouis, membres présumés du Hamas, ont été arrêtés par Israël avant d'être expulsés dans le sud du Liban, le 18 décembre 1992. NABIL ISMAIL/AFP

pour les convaincre de ne pas faire échouer notre gouvernement, en pure perte », raconte Ahmad Youssef qui, à cette époque, était le conseiller d'Ismaïl Haniyeh. Ce dernier essuie lui-même une humiliation : lors d'une tournée régionale, les gardes-frontières égyptiens le laissent attendre des heures, dans la neige, à Rafah.

C'est finalement l'Iran qui répond aux appels du Hamas. La République islamique consolide au Proche-orient son « axe de la résistance », avec Damas comme épice. Ezzedine Khalil, cadre militaire du Hamas à l'étranger, y forge des liens avec le général Qassem Soleimani, patron des opérations clandestines iraniennes, et avec Imad Moughnieh. Ensemble, ils orchestrent la contrebande de pièces de missiles iraniens vers Gaza et la formation d'ingénieurs et de combattants palestiniens.

Israël contre-attaque. Ezzedine Khalil est tué, en 2004, dans l'explosion de sa voiture près de sa résidence, dans le sud de Damas. Son successeur, Mahmoud Al-Mabhouh, dit « le renard », échappe de justesse à une attaque, en 2009, au Soudan. Il est rattrapé l'année suivante, à Dubaï, par un commando israélien qui lui administre un poison dans sa chambre d'hôtel. Alerté de sa mort suspecte par un cadre du Hamas, le chef de la police locale explose : « Prenez-vous par le col, avec vos comptes en banque et vos armes et vos putains de faux passeports, et foutez le camp de mon pays ! », rapporte le journaliste israélien Ronen Bergman, dans son histoire des assassinats du Mossad, *Lève-toi et tue le premier* (Grasset, 2020).

« Notre sécurité personnelle n'a jamais été notre préoccupation première, résume, fataliste, Hossam Badran, membre du bureau politique du Hamas, joint par téléphone. Nous prenons les précautions nécessaires, mais, au bout du compte, nous sommes un mouvement de libération nationale, et nous affrontons une occupation [l'Etat d'Israël] criminelle qui ne respecte pas le droit international. » En Cisjordanie, ce milicien a joué un rôle-clé lors de la seconde Intifada (2000-2005) et passé l'essentiel de sa vie en prison. Israël l'expulse en 2011.

Lorsqu'il arrive à Damas cette année-là, la capitale syrienne est en train de se transformer en guépier, avec le soulèvement populaire syrien. Khaled Mechaal, devenu le chef du Hamas, sent que le vent tourne. Il offre à Bachar Al-Assad ses services de médiateur auprès de la Ligue arabe. « Contrairement aux Hezbollah, les dirigeants du Hamas à Damas ne fréquentaient pas uniquement le régime, et ils n'étaient pas animés par le profond mépris des Al-Assad envers les révoltés syriens. Ancrés dans la société sunnite syrienne et palestinienne, ils ont très vite compris l'ampleur de ce qu'il se passait », analyse Peter Harling.

Soucieux de préserver la pièce maîtresse de son « axe de la résistance », l'Iran exige des manifestations pro-Al-Assad dans les camps de réfugiés palestiniens en Syrie. Mais Khaled Mechaal refuse de céder : il demande aux militaires et collecteurs de fonds du Hamas de quitter Damas avec leurs familles, sans faire d'esclandre. La rupture est consommée en 2013, par une insulte qu'il adresse publiquement au régime d'Al-Assad, « ce Satan ». A Doha, au Qatar, flanqué de Youssef Al-Qaradawi, guide spirituel des Frères musulmans, il somme le Hezbollah libanais de retirer ses



Photo d'archive non datée de chefs du Hamas à Amman, en Jordanie, dont Moussa Abou Marzouk (debout à gauche), Khaled Mechaal (à sa gauche) et Cheikh Ahmed Yassine (assis à gauche). JAMAL NASRALLAH/AFP

troupes de Syrie. Face à cette « trahison », le Parti de Dieu ordonne la fermeture de sept bureaux du Hamas dans la banlieue sud de Beyrouth et expulse du Liban son représentant, Ali Barakat.

La « milice » du président égyptien

Dégagés de Damas et de Beyrouth, les chefs du Hamas se dispersent alors pour de bon : Le Caire, Istanbul, Sanaa, Khartoum, Doha, Amman. Khaled Mechaal, lui, se sent porté par la vague des « printemps arabes ». Se plaçant sous l'aile des Frères musulmans, dont l'Occident a reconnu l'autorité légitime en Egypte et en Tunisie, il s'installe au Qatar, grand argentier des révolutions. Ses liens avec la famille royale sont anciens, mais l'émirat pose ses conditions : le chef du Hamas doit renouer avec Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne. En 2012, une rencontre à Doha aboutit à un vœu pieux de réconciliation, avec élections et intégra-

tion du Hamas à l'OLP. Mechaal vole en solitaire, évoquant une « résistance pacifique » pour séduire l'Occident, au grand dam des chefs militaires de Gaza.

L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, visite l'enclave palestinienne en octobre 2012, peu après Khaled Mechaal qui n'y avait encore jamais mis les pieds. Il y finance la rénovation de la route Salah Al-Din, un hôpital et des tours en bord de mer. D'anciens prisonniers du Hamas, libérés en échange du soldat israélien Gilad Shalit, y obtiennent des appartements. D'autres, originaires de Cisjordanie et expulsés par Israël, prennent leur retraite à Doha, dans le complexe Al-Heisa, où les autorités qataries veillent encore sur eux aujourd'hui.

Moussa Abou Marzouk prend résidence au Caire, où il courtise ce parrain égyptien de plus en plus intrusif. Mais, dans le bras de fer qui se joue entre le nouveau président, Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, et l'armée, le Hamas est pris en étau. En 2013, les forces égyptiennes confisquent des millions

« NOTRE SÉCURITÉ PERSONNELLE N'A JAMAIS ÉTÉ NOTRE PRÉOCCUPATION PREMIÈRE »

HOSSAM BADRAN
membre du bureau politique du Hamas



Après l’assassinat de six militants du Hamas par Israël, Khaled Mechaal, chef du bureau politique, prononce un discours dans un camp de réfugiés palestiniens, près de Damas, le 2 août 2001. LOUAI BESHARA/AFP



La voiture d’Ezzedine Khalil, chef militaire du Hamas, après l’explosion qui a provoqué sa mort. Le 26 septembre 2004, à Damas. LOUAI BESHARA/AFP

de dollars aux dignitaires du Hamas qui franchissent la frontière à Rafah, tandis que le président tente d’imposer la reconduction du « réformateur » Khaled Mechaal à la tête du bureau politique. Les dirigeants, à Gaza, alertent en vain : le mouvement est en train de se compromettre avec Mohamed Morsi.

Déjà, la presse égyptienne dépeint le Hamas comme la « milice étrangère du président », accusée d’avoir tué des manifestants place Tahrir et d’alimenter une insurrection liée à Al-Qaïda, dans le Sinaï. La mort de soldats à la frontière embrase le nationalisme. « L’armée a dressé la nation contre les Frères », résume l’analyste américain Hussein Ibish, expert à l’Arab Gulf States Institute à Washington. Survient le coup d’Etat militaire. Fin 2014, le maréchal Al-Sissi au pouvoir détruit les tunnels de contrebande à la frontière, scellant le blocus de Gaza. Abou Marzouk fait ses valises et s’envole pour le Qatar. Désormais, c’est l’Iran qui a la main sur le Hamas, en finançant exclusivement la branche militaire.

Sous la protection encombrante de l’Iran

Le mouvement islamiste palestinien s’est toujours montré méfiant envers ce protecteur chiite, non arabe et si exigeant. « Après la victoire du Hamas aux élections de 2006, et le boycott des bailleurs européens, les Iraniens avaient proposé de financer un nouvel hôpital à Gaza, à condition qu’il porte le nom du Guide suprême : Ali Khameneï. Le Hamas a refusé, rappelle Azmi Kishawi, analyste gazaoui de l’International Crisis Group, qui vit aujourd’hui à Doha. Il a tenu à souligner que l’aide iranienne devait rester inconditionnelle. Il s’est aussi opposé à la construction d’un *hoseiniyeh* [centre religieux chiite]. Depuis, l’Iran n’a plus rien donné à la direction politique : tous ses fonds sont directement versés à son aile militaire. » C’est dans l’intérêt des unités combattantes que Khaled Mechaal s’était rendu à Téhéran, dès 2009, pour sceller la formation d’un « front uni » censé défendre l’Iran, en cas d’attaque israélienne. Le Palesti-

nien reste sur ses gardes, mais les alternatives manquent. Le Hamas avait proposé « à un riche émirat du Golfe de devenir son principal “patron”, en échange d’un soutien économique à hauteur de 150 millions de dollars par an. Mais cette proposition est restée lettre morte », selon des confidences faites par Abou Marzouk à Leïla Seurat.

Le Hamas s’appuie depuis longtemps sur des cadres formés en prison et libérés lors d’échanges successifs avec Israël. La nouvelle génération comprend Yahya Sinouar, relâché en 2011 dans le cadre des négociations pour la libération de Gilad Shalit ; Sinouar prend la direction du mouvement à Gaza, en 2017. Son ancien compagnon de cellule, Saleh Al-Aroui, libéré et expulsé un an plus tôt, supervise les activités armées en Cisjordanie. Co-fondateur de la branche armée dans les années 1990, il conjugue habilement fonctions militaires et politiques. Exilé à Istanbul, il conduit une délégation du Hamas à Téhéran, auprès du Guide suprême, et renoue, à Beyrouth, avec le chef du Hezbollah.

Ces contacts marquent la reprise des relations entre le Hamas, l’Iran et la milice chiite libanaise, après le refroidissement lié au soulèvement syrien. « Les militaires à Gaza critiquaient Mechaal et la direction politique [à l’étranger], qui avaient quitté la Syrie et abîmé la relation avec l’Iran », se souvient le journaliste palestinien Mohammed Daraghmeh, bien introduit dans le mouvement. Mais, en renouant ces liens, Saleh Al-Aroui finit par être désigné par Israël comme l’« architecte de l’unité des fronts » au sein du Hamas, en mai 2021. Ce printemps-là, alors que l’AP annule les élections législatives et que des émeutes inédites opposent Juifs et Arabes dans les villes « mixtes » d’Israël, Saleh Al-Aroui appelle à l’insurrection générale. C’est un tournant capital. « A Gaza, Yahya Sinouar renonce alors à négocier une trêve durable avec Israël », analyse un ancien du renseignement militaire israélien. Pour Nikolai Mladenov, ex-coordonateur spécial des Nations unies pour le processus de paix, « la direction du Hamas a estimé [à cette époque] que seule la pression militaire produisait des résultats concrets, privilégiant la voie armée menant au 7 octobre [2023] ».

L’atout maître de la Turquie

Avant l’assaut du 7-Octobre, des cadres comme Bassem Naïm et Ghazi Hamad étaient les porte-voix de la ligne pragmatique du Hamas auprès des visiteurs étrangers de passage à Gaza. Ces cadres ont fui précipitamment vers Doha, où ils portent désormais le discours de guerre du mouvement. Ils campent dans le quartier gouvernemental, où se dresse le siège de la chaîne de télévision Al-Jazira, dont les correspondants à Gaza sont décimés par les frappes israéliennes. Khalil Al-Hayya, chef des négociateurs, ne sort plus sans ses gardes qataris. Les Palestiniens de Doha le croisent lors de funérailles. Khaled Mechaal passe l’hiver en ville – il fait du sport avec un coach personnel onéreux, à la clientèle principalement qatarie – et la saison chaude à Istanbul, même si les autorités turques se font moins accueillantes. La diffusion, par le Hamas, d’une vidéo montrant l’ex-premier ministre Ismaïl Haniyeh en prière et remerciant Dieu pour l’attaque du 7-Octobre a provoqué l’ire d’Ankara : le renseignement turc lui aurait demandé le jour même de quitter le pays.

Les exilés sont radioactifs. A Doha, leur bureau est menacé de fermeture. « Plus un membre du Congrès américain ne met le pied en ville sans évoquer leur expulsion », relève Tarik Yousef, analyste au centre de réflexion qatari Middle East Council on Global Affairs. Les frappes israéliennes qui les ont ciblés de Beyrouth à Téhéran, et jusqu’à Doha, ont soulevé un vent de panique dans le Golfe. « Les autorités qataries leur avaient demandé deux fois de partir [avant les frappes du 9 septembre]. Ce jour-là, la plupart étaient d’ailleurs en Turquie : c’est désormais leur principale résidence », affirme une source régionale. Mais le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n’est pas plus rassuré : « Erdogan n’en veut plus à plein temps chez lui, il sait qu’Israël tentera un jour de les assassiner. »

Le 25 septembre, lors de leur rencontre à la Maison Blanche, il exprime à Donald Trump son intention de ne plus héberger le Hamas en Turquie, selon une source bien informée. Mais l’Américain ne l’entend pas de cette oreille. « Trump cherchait quelqu’un capable de vendre son plan de paix au Hamas, raconte l’analyste Gönül Tol, bien introduite au sein du pouvoir turc. Or, il avait entendu Erdogan qualifier le [mouvement] de “combattants de la liberté” sur Fox News, et en avait conclu qu’ils étaient proches. »

Le Hamas devient un atout dans la main d’Erdogan, qui y voit l’occasion de renforcer son influence régionale. Il dépêche ses maîtres espions auprès des cadres de l’organisation pour leur faire accepter le plan de Trump. Le 10 octobre, premier jour du cessez-le-feu, Khalil Al-Hayya déclare : « [La Turquie] m’a assuré que la guerre était terminée. » Dans l’après-midi, une source proche du dossier

évoque déjà un déploiement de soldats turcs à Gaza. Les chefs du Hamas « leur font confiance », mais Israël s’y oppose fermement. « L’occupation [Israël] n’a aucun droit de s’opposer à la participation d’un pays aux forces internationales », insiste aujourd’hui Hossam Badran. L’envoyé spécial de la Maison Blanche, Steve Witkoff, doit bientôt rencontrer Khalil Al-Hayya à Istanbul. En attendant, les chefs du Hamas sont priés de circuler aussi au Qatar et en Egypte, afin de ne pas attirer les foudres d’Israël sur leur pays d’accueil.

Depuis 2015, une douzaine de cadres disposent d’un passeport turc. Ils résident sur la rive européenne du Bosphore, dans la ville industrielle de Basaksehir, et dans le quartier conservateur de Fatih, à Istanbul. Au début de l’automne, deux d’entre eux sont même autorisés à s’exprimer en public. Lors d’un rassemblement du parti islamiste kurde Hûda Par, ils n’hésitent pas à haranguer la foule : « Gaza est l’étincelle » d’un soulèvement mondial et son « sacrifice en vaut la peine ». Le renseignement turc a noyauté ces réseaux islamistes. Il a aussi annoncé avoir démantelé plusieurs cellules à la solde d’Israël, qui menaçaient le Hamas sur son territoire. A Istanbul, leurs gardes du corps palestiniens portent une arme (à Doha, seuls leurs gardiens qataris y sont autorisés). A Fatih, ils fréquentent des Frères musulmans égyptiens en exil. Mais l’amitié s’aigrit : en novembre, le Hamas accuse des organismes de charité, liés à la confrérie et implantés à Istanbul, d’avoir détourné près de 500 millions de dollars de dons pour Gaza.

Sauver l’argent, tel est le casse-tête des exilés. Zaher Jabarin, financier du Hamas à Istanbul depuis plus de dix ans, s’échine à préserver leurs économies, traquées par le Trésor américain. Dès octobre 2023, celui-ci a sanctionné le fonds d’investissement Trend GYO, le coffre-fort du mouvement, coté en Bourse en Turquie. Le cours de l’action a doublé, grâce à l’afflux d’investisseurs locaux indignés par ces sanctions. Trend GYO détient des bureaux de change en Turquie, de l’immobilier au Soudan, en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, ainsi qu’une ferme de poulets en Algérie...

La direction du Hamas est accaparée par sa propre survie. Décimée par les frappes israéliennes, elle est devenue collégiale. Mais les dirigeants en exil conservent-ils encore une influence sur le mouvement ? Khalil Al-Hayya n’a pas la stature des chefs assassinés. « C’est un intermédiaire qui fait passer les messages, mais ce sont les militaires à Gaza qui décident de tout », déplore une source proche des négociations. « La plupart ont l’âge de la retraite, et la base n’a plus confiance en eux. Ils sont jugés responsables de ce qui est arrivé à Gaza, affirme Ahmad Yousef, l’ancien conseiller de M. Haniyeh, joint à Gaza. Comment ont-ils pu laisser quelques militants autour de Sinouar décider du destin des Gazaouis ? Les gens les blâment en silence. » Sur la plage d’Al-Mawassi, parmi des milliers de déplacés, cet intellectuel islamiste échange encore par téléphone avec les chefs en exil. « La majorité du bureau politique pense comme nous, croit-il, mais ils ne veulent pas affaiblir davantage le mouvement en exposant ses divisions. »

Certains ont peut-être poussé un soupir de soulagement cet automne, lorsque Israël a refusé de libérer le plus puissant militaire du Hamas en échange des otages. Hassan Salameh, qui avait dirigé avec l’« ingénieur » Yéhia Ayache les attentats-suicides dans les années 1990, reste en cellule d’isolement, coupé du monde. Selon diverses sources palestiniennes, Sinouar a longtemps ressenti de la honte d’avoir été libéré, en 2011, tandis que ce grand aîné restait captif. « De toute façon, Mechaal ou Abou Marzouk [les deux anciens chefs du Hamas encore vivants] ne veulent pas céder la direction à des hommes qui ont passé trente ans en prison, déconnectés du monde extérieur », explique l’analyste gazaoui Muhammad Shehada, du Conseil européen des affaires étrangères.

En février, cependant, un prisonnier majeur est sorti des geôles israéliennes : Abdel Nasser Issa, qui s’installe à Istanbul. De nature conciliatrice, il s’était lié en prison avec les chefs du Fatah, la grande faction rivale. Il a étudié et publié. « Il sera élu immédiatement au bureau politique lors des prochaines élections du Hamas », prédit l’ancien ministre Qaddoura Fares. Contacté par Le Monde, Abdel Nasser Issa n’a pas donné suite. A Gaza, d’autres cadres demeurent, qui refusent l’exil offert par Israël. Taoufiq Abou Naïm, ex-chef de la sécurité intérieure, s’est volatilisé au début de la guerre. D’autres émergent, comme le nouveau chef militaire Izz Al-din Al-Haddad, ou Imad Aqel, qui a mené la répression des « collaborateurs » d’Israël après le cessez-le-feu. Mais ces noms, au fond, importent peu. Tous sont remplaçables. Du haut de ses quatre décennies d’exil et de clandestinité, le vieux leader Moussa Abou Marzouk l’a expliqué, en octobre, au site américain Drop Site : « Le Hamas n’est plus [seulement] une organisation (...). Le Hamas est une idée. » ■

LOUIS IMBERT, ELIOTT BRACHET
ET NICOLAS BOURCIER

« LA PLUPART ONT
L’ÂGE DE LA
RETRAITE. LA BASE
N’A PLUS
CONFIANCE EN EUX »

AHMAD YOUSSEF
ancien conseiller
d’Ismaïl Haniyeh



Couloir extérieur de la prison de Palmyre, située dans le désert syrien, à proximité de la ville, en mars. PHOTOGRAPHIES : ÉDOUARD ELIAS

Derrière les barreaux brisés de l'enfer carcéral syrien

Les images d'Edouard Elias scrutent les vestiges des geôles du régime déchu d'Al-Assad

Le 8 décembre 2024, au lendemain de la fuite nocturne de Bachar Al-Assad vers Moscou, la Syrie s'éveillait sur une aube nouvelle, débarrassée d'un régime familial autoritaire vieux de cinquante ans. Ce même jour, l'ouverture des prisons – de Damas à Alep, de Hama à Deraa – dévoilait l'ampleur d'un réseau carcéral tentaculaire, que la littérature syrienne et plusieurs rapports accablants d'organisations de défense des droits humains avaient déjà partiellement révélé.

Hérité des geôles de Hafez Al-Assad (1970-2000) et renforcé sous la présidence de son fils Bachar (2000-2024), depuis le soulèvement populaire de mars 2011, ce système concentrationnaire comptait plus de 128 centres officiels et clandestins répartis dans tout le pays. Des centaines de milliers de civils – hommes, femmes, enfants, militants, étudiants, soignants – furent arbitrairement raflés aux checkpoints, lors de raids nocturnes à domicile ou pendant des manifestations. Dans ces centres de détention, les conditions étaient misérables, la torture systématique et les exécutions massives. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, environ un million de Syriens y ont été incarcérés entre 2011 et 2024, dont plus de 150 000 femmes. Au moins 200 000 d'entre eux n'en sont pas revenus. Aujourd'hui encore, de nombreuses familles guettent en vain leur retour.

Le photographe Edouard Elias a sillonné la Syrie et ses prisons fraîchement ouvertes, livrant des panoramiques en noir et blanc – paysages déserts, hantés de débris et de silence – pour en fixer la mémoire. A ses côtés, le journaliste indépendant Arthur Sarradin a recueilli les témoignages de rescapés, réunis dans *Le Nom des ombres*. Sortir de l'enfer concentrationnaire sy-

rien, publié au Seuil en octobre (320 pages, 19,90 euros), dont sont extraits les passages ci-dessous. Pour *Le Monde*, les auteurs font dialoguer images et paroles, documentant un traumatisme national qui continue de tourmenter ceux qui en ont réchappé et ceux qui vivent sous le spectre d'un lancinant recommencement.

« *Bachar est parti, alors Mazen [un chauffeur de taxi à Damas] repense à ces dernières années [et à son père, arrêté à un checkpoint en 2018, car il avait été confondu avec un homonyme]: "Je n'ai*

jamais raconté mon histoire. Mais maintenant, on peut parler, non ?" », raconte Arthur Sarradin. « *A Damas, d'ordinaire, ne sachant qui étaient les informateurs du régime parmi les civils, il n'était pas d'usage d'étaler sa vie auprès de parfaits inconnus, poursuit le journaliste. Mais le départ du dictateur a délié les langues et, au lendemain de la libération, nombre de Syriens commencèrent à témoigner...* »

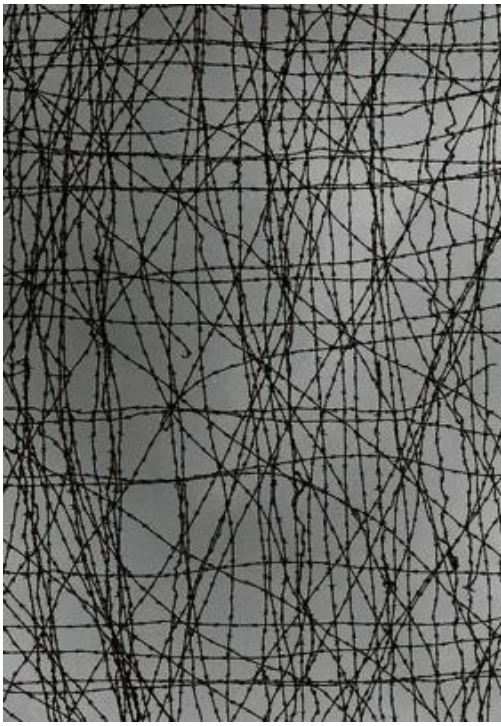
Pourtant, prévient-il encore, « *il ne suffit pas de se débarrasser d'Al-Assad pour se débarrasser de l'assadisme. Il est par-*

fois étrange, en Syrie, d'observer ce que l'on nomme en arabe les "demi-regards". Ces coups d'œil furtifs, lancés en coin sans vraiment se livrer. Eux n'ont pas encore disparu, ils racontent l'habitude de la peur plus que la peur elle-même. Si bien qu'il n'est pas rare de ressentir encore le poids de la grammaire du soupçon sur les rapports sociaux, l'idée intériorisée que l'ennemi est peut-être dans la pièce d'à côté ». ■

CÉCILE HENNION
AVEC AUDREY DELAPORTE



Manifestation de proches de disparus à Deraa, en mars.



Philippe Khamis (Damas), dont le frère Sleiman, arrêté en 2013, est toujours porté disparu

« Continuer à chercher. Avec les mêmes questions en boucle : comment a-t-il été arrêté ? Pourquoi ? Qui était là, témoin de cette arrestation ? Qui a donné l'ordre ? Où a-t-il été emmené ? Qui l'a interrogé ? Qui l'a frappé ? Qui l'aura... enfin... je ne sais pas... tué ? Suis-je fou de nourrir encore de l'espoir ? Pourtant, il y a deux ou trois jours, j'ai appris qu'un autre prisonnier était rentré dans sa famille. Pourquoi pas Sleiman ? Il n'est ni vivant ni mort, après tout. »

Les témoignages qui accompagnent les photos sont extraits du livre « *Le Nom des ombres* », d'Arthur Sarradin (Seuil, 320 pages, 19,90 euros).



Des vêtements de prisonniers, à Saydnaya, en janvier.

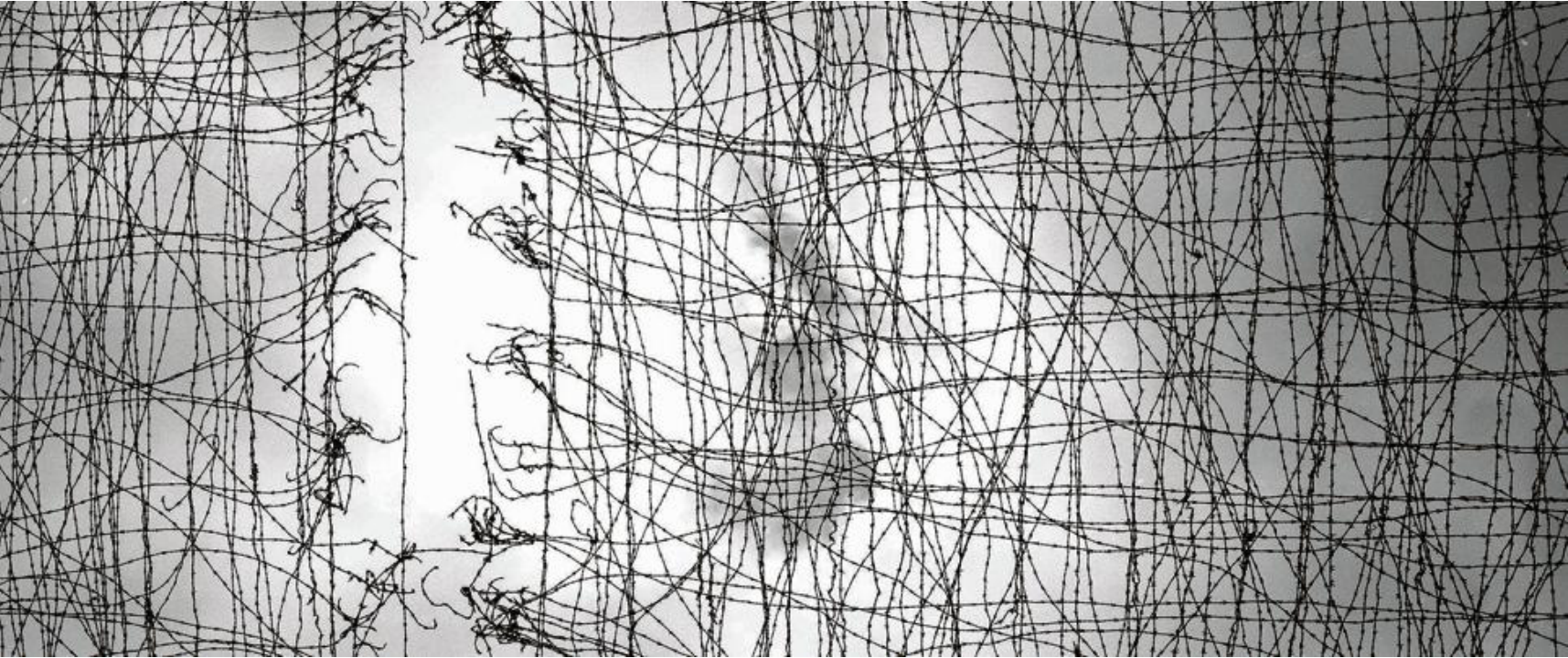




La prison de Saydnaya, en janvier.



Prison militaire de Mazzeh, en janvier.



La prison de Palmyre, en mars.



Au-dessus d'un centre de détention et de torture, les locaux des services de la sûreté générale, à Souweïda, le 6 janvier.

Iyab Al-Mahamid (Deraa),
commandant d'un groupe armé
rebelle, arrêté en 2018

« Certains d'entre nous se sont écroulés en pleurant de joie. Nous n'y croyions pas. Mille deux cents personnes à sortir de la prison de Saydnaya, sous le choc devant notre propre nombre. Depuis, je n'ai cessé de penser à mes tortionnaires. Jamais. Ils étaient tous alaouites. Moi je n'ai jamais été torturé par un Druze, ni un seul Kurde, ni un seul sunnite, ni un seul chrétien. Tous des alaouites. Je pense souvent à eux, car j'ai quitté la prison, mais elle, elle est restée avec moi. Parfois, je me réveille la nuit et je pense encore y être. (...) Je suis sorti avec la tuberculose et le choléra. Pendant un mois et demi, je suis resté dans un état proche de celui dans lequel j'étais à Saydnaya. Ce n'est que depuis une semaine que je commence à me rétablir un peu. Mais je ne supporte pas la foule, j'ai encore du mal à rencontrer du monde... comme si mon esprit avait été reprogrammé par mes six années là-bas. »

Waddah Azzam (Souweïda), arrêté
en 2013 pour avoir hébergé des
victimes de la répression du régime

« Quand j'entrais dans un nouveau centre de détention, qu'on m'enfermait dans une nouvelle cellule, mon premier réflexe était toujours de chercher ce qui avait été inscrit sur les murs. Car dans le silence absolu, notre univers se limitait à ces inscriptions. Ces phrases courtes, ces prières tremblantes, ces calligraphies... je les chérissais. Elles étaient notre moyen de nous parler dans le silence et à travers les peines. Elles étaient la preuve qu'avant moi quelqu'un avait résisté, qu'un autre avait ressenti le même besoin d'écrire. (...) Notre résistance passait par ces mots, car la prison était faite pour les annihiler. Pas seulement par le silence, mais parce que la prison tord les mots, les insultes. (...) Pour moi, ces mots sont des âmes. Le nom des ombres. Quand le régime repeignait les murs de Saydnaya, effaçant toutes les inscriptions, c'était une façon de les assassiner une seconde fois. »

Tamam Ghanaj, jeune militant,
arrêté à Hama en 2012,
transféré à Saydnaya en 2020

« Après être sorti de cette prison, j'étais atteint de tuberculose et j'ai développé une phobie de tout. Si quelqu'un me regardait, je me disais immédiatement qu'il allait me dénoncer aux services de renseignement. Même ma propre mère, si elle me fixait trop longtemps, je me demandais : "Pourquoi elle m'observe ainsi ? A qui va-t-elle me dénoncer ?" Si une voiture s'arrêtait devant ma porte, je paniquais en pensant qu'ils venaient me rafler. Je n'ai même pas pu accepter ma propre fille. Je me demandais si elle ne m'était pas donnée comme un piège, pour m'attendrir et me manipuler. »

Arij (Damas), incarcérée en 2012
dans la prison de Mazzeh
pour avoir manifesté

« J'étais obsédée par deux choses : revoir ma maison et retrouver l'endroit où on nous avait emprisonnés. Car je me suis toujours demandé ce qu'ils avaient pu écrire sur moi, qui avait pu me dénoncer, tant les interrogateurs semblaient tout savoir, même ce que je ne leur avais jamais dit sous la torture. (...) Je me suis dit que si tout était gardé par le régime, il était possible de retrouver ces paragraphes qui nous concernaient. Mais rien. [Dans les geôles de Mazzeh, Souweïda, Homs, Hama, Alep, Deir ez-Zor... furent détruits en priorité les ordres de transfert, de libération ou d'exécution des détenus] Je suis allée jusqu'à Mazzeh. C'était comme si tous avaient disparu, et avec eux une certaine vérité, celle des années que nous avons passées là. »

Pekka Halonen, cinquante nuances de blanc

Le Petit Palais présente une exposition d’une centaine de toiles du peintre finlandais, amoureux de la nature

ARTS

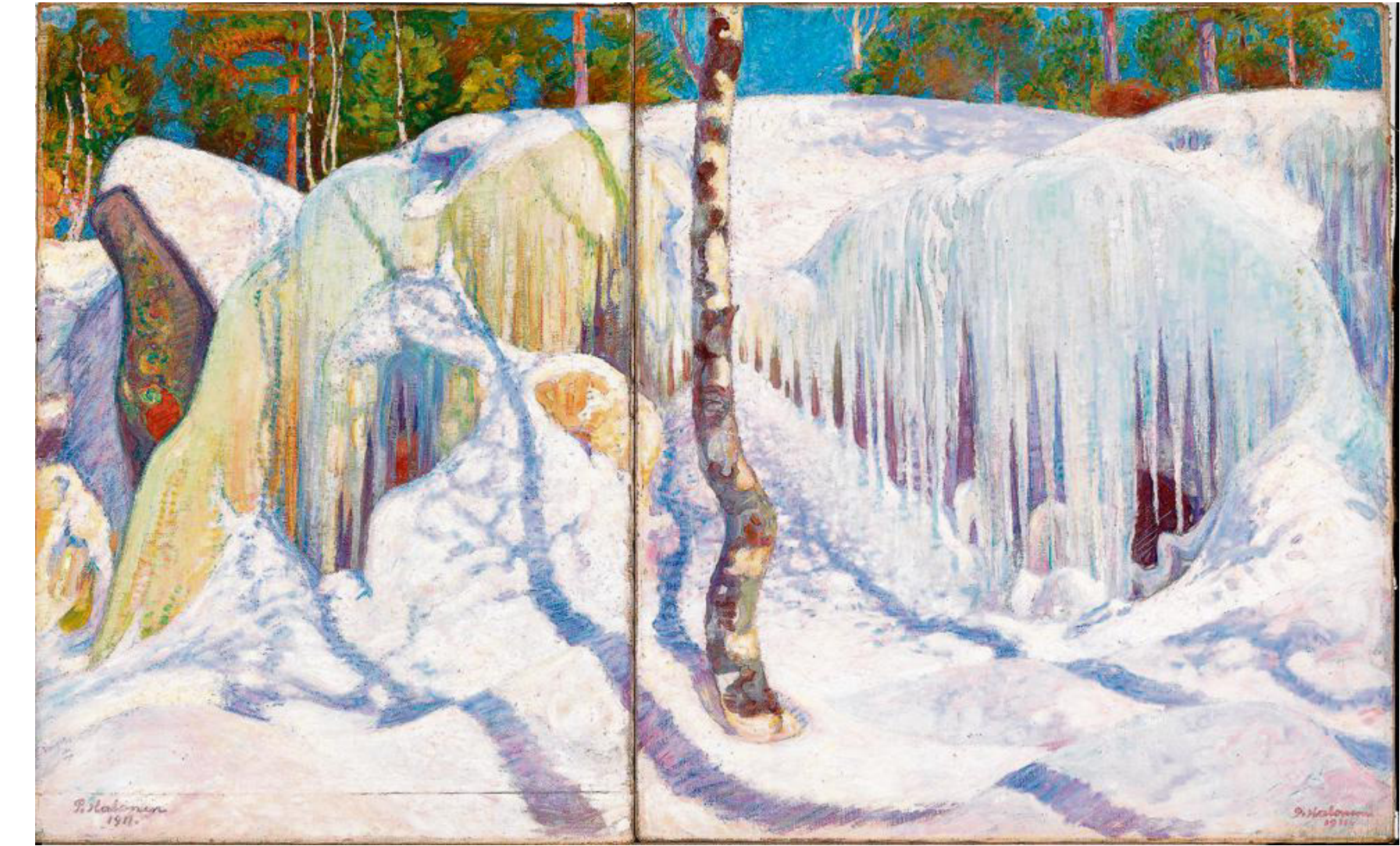
Quoique le peintre finlandais Pekka Halonen (1865-1933) ait fait plusieurs séjours à Paris, dont l’un détermina en partie son œuvre, il n’y avait jusqu’ici jamais fait l’objet d’une rétrospective. Et pour le connaître, il fallait visiter les musées de son pays natal. Ceux-ci se sont montrés généreux avec le Petit Palais, de sorte qu’il présente un ensemble de plus d’une centaine de ses toiles, accompagné de documents et d’objets à caractère biographique.

L’intérieur du pavillon de la Finlande à l’Exposition universelle de Paris de 1900 est partiellement reconstitué et, de même, l’intérieur de la maison-atelier que Halonen fait construire à partir de 1899 au-dessus d’un lac, dans un paysage encore intact. Ces mises en scène paraissent d’abord cultiver un peu trop le pittoresque, mais elles se justifient néanmoins, étant donné l’importance que le pavillon et la maison dans la forêt, nommée Halosenniemi, ont eue pour Halonen, artistiquement et politiquement.

Primitivisme finlandais

Ses débuts n’ont rien de singulier. Né dans une ville de Savonie du Nord, région de l’est du pays, dans une famille où la musique et la peinture sont pratiquées, il entre en 1886 à l’école de dessin de la Société des beaux-arts d’Helsinki. La peinture n’y étant pas enseignée, il part pour Paris en 1890. Ce voyage sera le premier d’une suite de séjours entrecoupés de retours estivaux en Finlande. Il est d’abord formé au style alors dominant, issu de Jean-François Millet (1814-1875) et incarné par Jules Bastien-Lepage (1848-1884) : la représentation légèrement tirée vers l’héroïque et le symbolique de jeunes paysannes ou de faucheurs dans des paysages assez lumineux.

S’il en était resté là, il est probable que l’on ne se souviendrait guère de lui que comme un des innombrables praticiens du réalisme international de l’époque. Mais, lors de son troisième séjour parisien, commencé en novembre 1893, Halonen rencontre Paul Gauguin (1848-1903), revenu de son premier séjour en Océanie peu auparavant. Pour vivre, Gauguin, dont les œuvres rapportées de Tahiti se vendent mal, enseigne alors à l’Académie Vitti, boulevard Montparnasse, l’une des plus modernes de Paris. Il a de longue date de l’empathie pour les artis-



« Rocher couvert de glace et de neige » (1911), de Pekka Halonen. FINNISH NATIONAL GALLERY/ALEKS TALVE

tes nordiques, disciples auxquels il montre comment s’extraire du conformisme pictural ordinaire. « Et il n’est pas borné comme la plupart des Français », écrit Halonen à sa fiancée en janvier 1894.

Il retient de son maître que le dessin doit être ferme sans entrer dans trop de détails, dont l’accumulation nuirait à l’unité de l’œuvre, et qu’ainsi prise entre les lignes la couleur peut gagner en intensité. Il se met, comme lui, à étudier les estampes japonaises, pour leurs compositions découpées et inattendues. Mais la leçon la plus durable n’est pas technique. En Bretagne, Gauguin célébrait une vie rustique à l’opposé de celle des villes et des usines. Il est parti en Océanie pour fuir « le royaume de l’or » que l’Europe est en train de devenir et le « labeur sans répit » qui y est imposé : la société industrielle moderne autrement dit.

Halonen ne pense pas de façon différente. Il déteste Helsinki et souhaite vivre loin de la ville, dans la nature, comme Gauguin a tenté

Après quelques toiles d’histoire nationale, l’artiste fait de l’arbre, de l’eau et de la neige ses motifs constants

de le faire à Pont-Aven (Finistère). Comme celui-ci a inventé un primitivisme breton, Halonen veut un primitivisme finlandais. Il le veut d’autant plus que les traditions autochtones sont menacées non seulement par la modernité occidentale, mais encore par l’emprise russe. La Finlande subit en effet alors le pouvoir impérial du tsar Nicolas II, qui décrète en 1899 la suppression des libertés jusque-là accordées aux Finlandais.

Des protestations internationales que suscite cet impérialisme

naît la nécessité d’un pavillon finlandais à Paris l’année suivante. Dans une architecture de style local y sont accrochées les toiles à sujets nationaux de Halonen et de ses compatriotes, dont Albert Edelfelt (1854-1905) et Akseli Gallen-Kallela (1865-1931). Pour Halonen, c’est une femme faisant la lessive dans un trou découpé dans la glace et un chasseur de lynx à skis : peintures à programme politique, comme l’est alors souvent la musique de son ami Jean Sibelius (1865-1957), autre Finlandais.

Plein air

A cette date, le chalet-atelier est en construction. Il répond à l’exigence artistique propre à Halonen : vivre et peindre dans les bois, au bord des lacs et des rivières et, ainsi, oublier les métropoles et leurs fumées. Et à une exigence historique : édifier une maison de bois qui conserve, pour partie du moins, les principes des constructions anciennes et y vivre

en famille. L’une des premières pièces achevées est le sauna, et la création d’un jardin potager vient vite après. Halosenniemi est ainsi un lieu symbolique : là où se fait la peinture du paysage finlandais pour célébrer une nature qui serait typique et intemporelle.

Après quelques toiles d’histoire nationale, qui ne sont pas ses chefs-d’œuvre, Halonen fait de l’arbre, de l’eau et, plus encore, de la neige ses motifs constants. S’il consent de temps en temps à peindre un nu – au bord d’un lac évidemment –, des portraits familiaux et de rares natures mortes, si colorées qu’elles font penser aux fauves français et aux peintres du groupe Die Brücke à Dresde et à Berlin, il consacre l’essentiel de ses travaux au plein air. Il étudie l’hiver de près, dans des cadrages plutôt serrés que panoramiques : ruisseaux pris par la glace et stalactites et, surtout, inégalement, pins et bouleaux, souvent si couverts de neige que leurs formes disparaissent.

Sur ce motif difficile, auxquels se sont mesurés Claude Monet, Edvard Munch ou Ferdinand Hodler, il atteint à un degré de connaissance des nuances de texture, de densité et de pesanteur de la neige auquel ceux-ci, bien plus connus que lui, ne parviennent pas. Sans doute est-ce un sujet restreint, mais il y excelle. Introduire des variations d’intensité et de couleur dans le blanc l’obsède à tel point que, dans une toile telle que *Verglas au printemps sur le lac de Tuusula* (1927), il ne reste à observer que la variété des blancs un peu ocre, un peu bleus, un peu gris, plus denses, plus fluides, sans cesse différents. ■

PHILIPPE DAGEN

« Pekka Halonen, un hymne à la Finlande », au Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures, vendredi et samedi jusqu’à 20 heures. Entrée de 15 à 17 euros. Jusqu’au 22 février 2026.

A Gaza, 203 jours avec les journalistes palestiniens de l’AFP

Sur Arte.tv, Hélène Lam Trong a recueilli le témoignage unique de trois hommes et d’une femme qui ont vécu l’horreur après le 7-October

DOCUMENTAIRE

Le 7 octobre 2023, les attaques du Hamas perpétrées en Israël tuent 1200 personnes et 251 otages sont capturés. Dès le lendemain, l’État hébreu organise la riposte, et interdit l’accès à l’enclave palestinienne. Seuls les journalistes palestiniens, déjà dans la bande de Gaza, vont, dès lors, pouvoir informer le reste du monde des attaques, des victimes, des morts. Parmi eux, quatre salariés de l’Agence France-Presse (AFP) : la reporter Mai Yaghi, le directeur du bureau dans l’enclave, Adel Zaanoun, les photographes Mohammed Abed et Mahmud Hams.

Dans un documentaire inédit dans la forme, la lauréate du prix

Albert-Londres 2023, Hélène Lam Trong, raconte leur quotidien depuis ce jour d’octobre 2023 jusqu’à leur évacuation, en mai 2024, en utilisant les vidéos et photos qu’ils ont, durant ces deux cent trois jours dans Gaza, mises en ligne sur ce qu’on appelle « le fil » de l’AFP. Ces images n’ont quasiment jamais été reprises par les médias internationaux. La réalisatrice les a, par ailleurs, rencontrés tous les quatre à Doha (Qatar), à Nicosie (Chypre), en Belgique et à Londres, où ils vivent désormais, pour recueillir leurs témoignages et commentaires.

En une séquence brève, Hélène Lam Trong a tenu à montrer l’ambiance familiale qui régnait dans les bureaux de l’AFP à Gaza « avant ». Avant le 7-October,

quand Adel Zaanoun trouve les attaques palestiniennes « pas normales » ; sur le terrain, Mohammed Abed photographie les Palestiniens qui entrent en territoire israélien. Quand ils apprennent pour les tueries et pour les kidnappings, « on a compris que c’était hors de contrôle », rapporte Adel Zaanoun. Le bruit sec et la déflagration d’une explosion dans Gaza ce jour-là font sursauter – des deux côtés de l’écran.

Guerre de l’information

Tous sont expérimentés, mais, cette fois, ils craignent pour leur propre famille. Adel Zaanoun a le sentiment que certaines de leurs images ne sont pas utilisées : « Les milliers de Palestiniens tués ne comptaient pas pour les médias.

(...) Les médias occidentaux ne s’intéressaient qu’aux conséquences des attaques sur Israël. »

Rapidement, le documentaire aborde la question de la guerre de l’information. Il revient notamment sur la photo prise d’un enfant mort, dont la véracité va être mise en doute par Israël.

La réalisatrice suit également le travail des quatre reporters sur le terrain : contraintes, le 13 octobre, de partir vers le sud, ils filment cette évacuation, puis le camp de Khan Younès, où ils se retrouvent – trop loin des événements. Malgré l’interdiction, ils retourneront « quatre ou cinq fois » à Gaza, admet Mahmud Hams, filmer la ville détruite, semblable à un décor de jeu vidéo apocalyptique. Adel Zaanoun est persuadé

que les journalistes ont été visés volontairement. Lui-même a enterré 23 personnes de sa famille. Aussi dénonce-t-il « l’inaction de la communauté internationale sur le ciblage des journalistes et des actions humanitaires ». Par ailleurs, il salue le travail de l’AFP, « prête à payer 5000 dollars par personne pour que les journalistes et leurs familles soient évacués ». Jad, le fils de Mai Yaghi, et la famille d’Adel Zaanoun sont ainsi envoyés à l’étranger.

Pour ceux qui restent, la vie des trois mois suivants s’étire dans la pluie, la boue, le froid du camp de Rafah... jusqu’en mai 2024. Après deux cent trois jours de guerre, le dernier membre de l’équipe permanente a été évacué. « Seuls des pigistes continuent de travailler

pour l’AFP », nous avertit le film. Aujourd’hui, le sentiment d’injustice domine chez Adel Zaanoun. « On a voulu nous réduire au silence, et j’ai le droit de demander pourquoi », déclare-t-il à Sylvie Dauvillier, journaliste d’Arte. De même, « quand l’AFP a pris la décision de nous évacuer en 2024, nous espérions venir en France, mais les autorités ont refusé de nous délivrer des visas pour nos enfants ! Que craignent-elles ? », interroge-t-il. Le 25 octobre, à Beyrouth, il a reçu un prix Albert-Londres d’honneur adressé aux journalistes gazaouis. ■

CATHERINE PACARY

Dans Gaza, d’Hélène Lam Trong (Fr., 2025, 72 min). Disponible jusqu’au 22 avril 2026.

Aux Trans Musicales, le krautrock en héritage

A Rennes, quatre groupes revendiquent l’influence du mouvement né en Allemagne à la fin des années 1960

MUSIQUE

RENNES - *envoyé spécial*

Dénuées de têtes d’affiche et ouvertes aux quatre vents de la découverte : ainsi se positionnent les Rencontres Trans Musicales de Rennes, dont la 47^e édition se déroule jusqu’au dimanche 7 décembre. Ce qui fait tout le charme et l’originalité du rendez-vous. On ne sait jamais trop sur quoi l’on va tomber, les plus optimistes rêvant d’atteindre le Nirvana puisque le trio de grunge américain s’y produisit, encore méconnu, en décembre 1991.

La disparité de la programmation – des musiques traditionnelles aux derniers sons urbains – n’empêche pas de dégager des tendances. Pour les soirées des jeudi 4 et vendredi 5 décembre, un terme revenait dans les déclarations programmatiques de quatre groupes de Grande-Bretagne, de

France et du Portugal : krautrock (« rock choucroute »). C’est l’appellation moqueuse avec laquelle les perfides d’Albion désignaient les formations apparues à la fin des années 1960 en République fédérale d’Allemagne, donc du temps du mur de Berlin. La riche musique (psychédélique, cosmique, robotique) inventée par des groupes aussi différents que Tangerine Dream, Can, Kraftwerk ou Neu ! n’a jamais cessé de fasciner outre-Manche, que l’on songe à Blur ou à Radiohead. Et elle continue au-delà, bien après le regain d’intérêt pour cette scène liée au « post-rock » des années 1990.

On ne s’éloigne d’abord guère des côtes britanniques avec Rouperou, quatuor caennais devant son nom à un village dans l’Orne (Rouperroux). Deux de ses membres avaient participé auparavant à un projet, Veik, revendiquant la filiation avec le krautrock et une inspiration puisée dans le brutalisme architectu-

ral. *Dreamland* (Label Toujours), premier album de Rouperou paru en mars, en porte toujours trace, même si le style évolue clairement vers le dub jamaïcain. Rouperou passe finalement pour un rejeton tardif de Public Image Limited (ou PiL) que John Lydon, grand amateur de krautrock, avait fondé en 1978 après l’explosion en vol des Sex Pistols. Sur des lumières rouges, les descendants privilégient la mécanique et les textures avec deux claviers adossés à une énorme basse et à la batterie. Echos et delays jaillissent anarchiquement. Pour que l’ensemble soit habité, manque le chant dément de muezzin punk de PiL.

Sons d’ailleurs

Du Liberté, salle en ville où les concerts sont gratuits, on migre vers le Parc Expo périphérique, où le live peut se déployer dans quatre espaces. Au Hall 8, Blind Yeo, collectif venu de Falmouth, en Cornouailles, donne son

**Les groupes
Tangerine
Dream, Can,
Kraftwerk
ou Neu ! ont
inventé ce « rock
choucroute »**

premier concert en France. Présentés comme des « Celtes », les musiciens de cet octuor mené par le chanteur et guitariste Will Greenham jouent en tout cas avec les stéréotypes de l’imagerie populaire, affublés de capuches et de capes orange et bleues, à l’exception d’un batteur peu solidaire qui a opté pour une casquette. Sortis d’un chapitre de Tolkien, ces korrigans animent leur jeu de scène de gígues à mesure que s’élèvent des sons synthétiques évoquant ceux de cornes de brume ou de cornemuses. *Echoes/Anam Cara* (Lost

Map Records), un six-titres paru en novembre 2024, y ajoute des structures rythmiques issues du funk et de la « motorik » popularisée par Neu ! A son meilleur (le groove insidieux d’*Avalanche* ou d’*Anam Cara*), Blind Yeo parvient à évoquer le meilleur ambassadeur du krautrock, le Bowie de la période berlinoise.

Flatterie que l’on ne réservera pas à Mandrake Handshake. Ce groupe anglais et mixte aux airs de communauté hippie (dix sur scène) pensait innover, en février, avec l’album *Earth-Sized Worlds* (Tip Top Recordings), bâti autour du concept de « flowerkraut », soit la fusion de Jefferson Airplane et de Can, groupe tourné vers les sons d’ailleurs. Sont cette fois réquisitionnés le didgeridoo des Aborigènes ou plus banalement le sitar, avec des reproductions synthétiques. L’expérience relève plutôt du bad trip, avec des harmonies vocales instables sur des guitares qui perdent les pédales.

Venu de Lisbonne, le power trio MAQUINA., qui a sorti son deuxième album *PRATA* (Fuzz Club) en avril 2024, revendique également Can parmi ses influences et n’ambitionne pas moins que de concilier krautrock et dance. En dépit des invitations répétées du batteur-chanteur brésilien Tomas Brito, la tâche s’avère compliquée, y compris pour ces musiciens chevelus et moustachus qui s’adonnent plutôt au headbang, l’art de secouer sa crinière en rythme. Celui-ci est caractéristique du metal et c’est sur cette voie que MAQUINA. évolue avec une coulée grasse et opaque – les titres sont lancés et conclus sur un unique accord – recouvrant une dynamique techno. Autant dire qu’un déluge sonique s’abat sur les spectateurs dans la nuit de samedi. Radical, le parti pris des Lusitaniens en fait néanmoins les plus sûrs tenants du minimalisme des ancêtres germains. ■

BRUNO LESPRI

« Hchouma Blues », l’amphithéâtre politique d’Hicham Boutahar

Le jeune dramaturge met en scène un excellent quatuor d’interprètes dans un récit sur le mal-être des banlieues

THÉÂTRE

Hicham Boutahar est un jeune acteur, auteur et metteur en scène, sorti en 2020 de l’Ecole de la Comédie de Saint-Etienne et cofondateur, en 2021, du collectif Les Diplomates, installé à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Moha, personnage central de sa pièce *Hchouma Blues*, dont il dit avoir commencé l’écriture en juillet 2023 après la mort de Nahel, tué d’une balle tirée à bout portant par un policier à Nanterre, est sans doute en grande partie nourri de son propre parcours de jeune homme issu d’un quartier populaire confronté à un autre monde lors de ses études, celui de l’université.

Moha, c’est avant tout le diminutif de Mohamed, « *sans le Club Med* », comme il s’amuse à le répéter avec humour tout au long du spectacle. Mais aussi le signe tangible du mal-être de cet étudiant de première année de fac qui cherche à tout prix à s’intégrer à ses condisciples, en adoptant leurs codes, notamment vestimentaires, et à dissimuler d’où il vient, une cité de banlieue.

Incarné avec fougue et talent par Alexandre Prince, Moha est une boule d’énergie brute, une bombe à retardement sur le point d’exploser, sans cesse tiraillé entre de multiples injonctions : réussir ses partiels pour rendre fière sa mère, qui s’est sacrifiée pour payer ses études, ne pas « *se taper la honte* » – *hchouma*, qui donne son titre à la pièce – auprès des autres étudiants, rester solidaire avec ses copains de la cité secouée par des émeutes après la mort d’un adolescent tué par un policier.

Eternelle révoltée

Autour de Moha gravitent trois autres personnages qui symbolisent les différents univers entre lesquels il se sent écartelé, tous remarquablement interprétés par des membres du collectif Les Diplomates. Anne (Elise Martin) est une jeune professeure de philosophie qui tente, avec plus ou moins de maladresse, d’établir un dialogue avec ses élèves ; Feryel (Alice Rahimi) est une étudiante, éter-

**Le personnage
central
de la pièce est
en grande partie
nourri
du parcours
de l’auteur**

nelle révoltée, meneuse de la contestation sur les bancs de la fac, qui cherche à entraîner Moha dans les manifestations contre les violences policières ; et enfin Stef (Jules Bisson), le copain d’enfance frais émoulu de l’école de police qui va se retrouver du côté des forces de l’ordre face à Moha et aux autres manifestants.

Grâce à son dispositif scénique, Hicham Boutahar transforme habilement la salle de spectacle en un vaste amphithéâtre. Les quatre comédiens et comédiennes (avec quelques autres complices de jeu) y prennent régulièrement place au côté du public pour y lancer leurs répliques avant de rejoindre le plateau, abolissant ainsi le « quatrième mur ». Nourrie par des entretiens menés par l’auteur avec des policiers, des chercheurs en sciences sociales et politiques, des avocats spécialisés dans les violences policières, la pièce présente, de façon nuancée, la réalité des banlieues et le quotidien des jeunes qui en sont issus.

Passant sans cesse du rire aux larmes, ce *Hchouma Blues* sonne souvent très juste et a largement conquis les spectateurs et spectatrices du Théâtre 13, à Paris, qui lui ont d’ailleurs décerné, en juin, le Prix du public à l’occasion du Festival du Prix T13, destiné à soutenir de jeunes metteurs et metteuses en scène. ■

CRISTINA MARINO

Hchouma Blues, par le collectif Les Diplomates. Texte et mise en scène d’Hicham Boutahar. Avec Jules Bisson, Elise Martin, Alexandre Prince et Alice Rahimi. En tournée à partir de janvier 2026.

La Fondation Bettencourt Schueller

soutient le chant choral



Opéra Junior de Montpellier

Prix Liliane Bettencourt

pour le *chant choral*, Lauréat 2025

L’Opéra Orchestre national Montpellier Occitanie forme, chaque saison, 200 jeunes de 4 à 29 ans aux arts de la scène



Fondation Bettencourt Schueller

Reconnue d'utilité publique depuis 1987

Le Prix Liliane Bettencourt pour le chant choral, décerné en partenariat avec l'Académie des beaux-arts, distingue depuis 1989 les chœurs et maîtrises qui font la renommée de l'art choral français tout en contribuant au développement et au rayonnement de cette discipline.

Plus d'infos :



© Julien Fénel / MVOF



Le Magasin, sur l'ancien site industriel Bouchayer-Viallet, à Grenoble, en 2024. PIERRE JAYET/HEMIS VIA AFP

A Grenoble, le Magasin, centre d'art contemporain en crise

Les salariés sont en grève, et la directrice, Céline Kopp, sur le départ

GRENOBLE - correspondance

On en vient à se demander si ce bâtiment n'est pas maudit. La voix de cette salariée du Magasin-CNAC (centre national d'art contemporain), qui a demandé l'anonymat, tremble à plusieurs reprises tout au long de son récit. Les salariés de ce centre d'art de Grenoble, une dizaine au total, se sont mis en grève à plusieurs reprises au mois de novembre pour dénoncer la situation « pré-occupante » du lieu, récemment labellisé Centre d'art contemporain d'intérêt national (Cacin), qui

accumule les crises et enchaîne les changements de direction.

La directrice actuelle, Céline Kopp, avait pris ses fonctions, en janvier 2022, après de longs mois de fermeture. La précédente directrice, Béatrice Josse, arrivée en mars 2016, était partie avec fracas en mars 2021 sur fond de conflit ouvert avec le conseil d'administration, en désaccord avec ses choix artistiques, et avec la Ville de Grenoble, qui lui refusait des travaux de rénovation. Avant elle encore, Yves Aupetitallot avait été licencié en octobre 2015, avant que la justice ne lui donne raison sur ses accusations de harcèlement

moral et ne reconnaisse définitivement son licenciement comme irrégulier, huit ans plus tard.

Sous la direction de Céline Kopp, sur le départ pour devenir, en janvier 2026, directrice du Musée d'art moderne et d'art contemporain de Nice, de nouvelles tensions sont apparues. Dans un communiqué de presse, en novembre, les salariés dénoncent « des départs successifs, des licenciements, des démissions, des arrêts maladie » ainsi qu'« une fatigue profonde, une perte de sens et le sentiment d'être entraînés dans une dynamique qui s'éloigne chaque jour davantage des valeurs initiales de la structure ». « A mon arrivée, j'ai hérité d'une institution en crise depuis des décennies, marquée par des fragilités sociales et quatre procédures prud'homa-les », souligne, auprès du Monde, la directrice Céline Kopp.

La crise sociale aurait atteint son paroxysme, selon le personnel, après une accusation d'agression sexuelle par une employée envers un membre du conseil d'administration en 2024, mais qu'une enquête menée par un cabinet extérieur n'a pas permis d'établir. Selon le syndicat SUD-Culture Solidaires, une autre salariée, qui avait alerté sur les mêmes faits, a été dénoncée pour diffamation par l'établissement et a été licenciée pour inaptitude « reconnue d'origine professionnelle ». La personne accusée a été maintenue dans ses fonctions.

« On se dit que le Magasin protège les agresseurs », s'inquiète l'une des salariées de l'institution. Pour Alice Vergara, présidente du conseil d'administration du Magasin, les décisions ont été prises sur la base « d'éléments objectifs et documentés » par l'enquête.

La situation financière du Magasin, qui a fait l'objet d'une alerte du commissaire aux comptes de l'établissement en septembre 2024, a contribué aux tensions. Alice Vergara explique que l'alerte est liée « à l'impact fi-

nancier de quatre jugements prud'homaux rendus à l'automne 2023, concernant des contentieux datant de 2016 à 2020, c'est-à-dire bien avant la réouverture [de 2022] ». Selon la présidente, « leur exécution a créé une tension ponctuelle de trésorerie ». Elle ajoute : « L'impact financier cumulé de ces décisions a été tel qu'il a immédiatement posé la question de la poursuite d'exploitation du lieu. C'est exactement le cadre prévu par la procédure d'alerte. »

Situation financière critique

Face à cette situation financière critique, le Magasin a pris plusieurs mesures drastiques, en allégeant sa programmation, passée de sept expositions en 2023 à deux en 2025, avec suspension temporaire du programme de résidence, et en gelant de manière stricte les dépenses pendant plusieurs mois.

Ces mesures ont inquiété les salariés, aux premières loges d'une « baisse de la fréquentation » du Magasin, selon eux aggravée par le non-renouvellement d'un poste de chargé de communication. « Sans bonne communication, on pénalise le succès de l'exposition », pointe une salariée. La présidence se veut optimiste sur la suite, soulignant que, « grâce à ces mesures d'urgence et à l'engagement conjoint des financeurs, l'alerte a été levée dès janvier 2025 ».

Cause ou conséquence de cette situation financière tendue, les salariés dénoncent « une surcharge de travail devenue structurelle », des « postes vacants [qui] s'accumulent », avec des « exigences [qui] restent inchangées, parfois même accrues ». « Moi, j'ai un poste "quatre en un", avec des tâches pour lesquelles je n'ai pas de compétences », soupire une salariée. Plusieurs postes de l'institution se sont retrouvés vacants au courant de l'année 2024, et leurs missions ont été redistribuées entre les salariés, voire assurées par la direction elle-même, comme la communication.

La présidence explique que ces postes ont été laissés vacants « dans l'attente du recrutement de la prochaine direction, afin de permettre de poursuivre la réorganisation cohérente et pérenne ». La nouvelle direction est attendue au début de l'année 2026. ■

RAPHAËLLE LAVOREL

Le lieu a allégé sa programmation, passée de sept expositions en 2023 à deux en 2025



JEAN-LOUIS MURAT PHOTORAMA

LE LIVRE HOMMAGE DE FRANK LORIOU
PRÉFACE DE CHARLES PÉPIN

UN RÉCIT BOULEVERSAANT
150 PHOTOGRAPHIES ARGENTIQUES

Le plus juste portrait qu'on n'ait jamais lu LIBÉRATION
Une émotion palpable ROCK&FOLK

ÉDITION STANDARD DISPONIBLE EN LIBRAIRIE
ÉDITION DELUXE : LIVRE + TIRAGE D'ART SUR WWW.LEBOULON.NET



SÉLECTION ALBUMS



GEORGES APERGHIS Lignes de fissures

Angèle Chemin (soprano), Vincent Lhermet (accordéon), Françoise Rivalland (cymbalum, percussion).
Publié à l'occasion du 80^e anniversaire de Georges Aperghis, ce disque s'apparente à un voyage sur plus de trois décennies

avec, pour guides, le cymbalum et l'accordéon. Pour le compositeur, ce n'est pas l'instrument qui inspire une musique nouvelle, mais la musique qui engendre un instrument inédit. *Ligne de fissure* ne confirme qu'en fin de parcours son statut de solo de cymbalum. La plupart du temps, c'est une activité de petit orchestre qui prévaut. Il en va de même pour *Merry Go Round*, page d'une terrifiante difficulté, qui tarde à utiliser le soufflet – spécificité expressive de l'accordéon. Si Françoise Rivalland sert la cause du cymbalum comme double du compositeur (frappes ciselées et résonance infinie), Vincent Lhermet entretient parfaitement, à l'accordéon, l'illusion d'un mini-ensemble d'orgues à bouche. Grande voix lyrique et chanteuse rompue à la musique contemporaine, Angèle Chemin les rejoint pour *Tingel Tangel*, une pièce de théâtre maquillée en trio. ■ PIERRE GERVASONI Neos.



JUL TP sur TP

Troisième album en un an pour Jul, si l'on compte son *Album gratuit*, vol. 8 publié fin septembre. Après son concert record au Stade de France, il a enregistré, en douze jours seulement, ce double album de 32 morceaux : *TP sur TP*,

« temps plein sur temps plein », expression venue des rues de Marseille pour illustrer la productivité des dealers locaux. Sur ce 25^e album studio, le rappeur raconte plus que jamais son isolement, les amitiés feintes et les trahisons. Le premier morceau, *BDR*, détourne l'horrible insulte des collèges où les jeunes filles jugées trop proches des garçons se font traiter de « BDH », « bandeuses d'hommes », devenue « bandeurs de rappeurs ». Son double CD commence par un long monologue et par une production musicale immuable, facile mais efficace (des accords d'un instrument à cordes, piano sur *BDR*, mandoline sur *La Solitude*, percutés par une caisse claire, un beat hip-hop ou de techno hollandaise). Les invités comme le chanteur R'n'B Akon ou le rappeur espagnol Morad sont presque sous-employés, tandis que les polyphonies corses, des respectés I Muvrini ou le jeune Marcu Antoni tirent Jul vers le haut, et même vers le chant. ■ STÉPHANIE BINET D'or et de platine/Believe.



VALD Magnificat

Les rappeurs qui deviennent chanteurs sont nombreux. Si, pour Disiz, la transformation a été progressive, la transition est brutale pour Vald, passé en un an du brûlot rap *Gauche droite* à un ragtime bucolique sur une balade à Amsterdam,

Blauwburgval. Le malaise s'accroît avec la reprise de la chanson de Georges Brassens, *Une jolie fleur*. Il expérimente, avoue-t-il, sur le même morceau, en rappelant la réédition de son disque *Pandemonium Reloaded* avec les producteurs électro Vladimir Cauchemar et Todiefor. C'est ce qui fait le charme d'une chanson comme *Abysses*, sur un homme au fond du trou qui se raccroche à la moindre lueur. La pop franchement assumée sur des titres comme *Retomber amoureux* nous séduit finalement plus que les diversions EDM (electronic dance music) comme *Décadence* produit par Stany Kibulu, ex-complice de DJ Snake, ou *Strass & paillettes*, très rock FM à la Axel Bauer. Plus recentré sur un seul thème musical, *Magnificat* aurait été sublime. Là, il se disperse. ■ ST. B. Hall Access/Echelon Records/Sony Music.



STEPHAN EICHER Poussière d'or

Comme s'il se confiait dans une chambre, ou devant un feu de camp de chercheur (de poussière) d'or, Stephan Eicher nous murmure à l'oreille les douze chansons de son dix-huitième album. Le timbre voilé qui identifie le Bernois depuis le début

des années 1980 s'est enrichi de la profondeur d'un vécu « entre creux et bosses ». Éternel complice, l'écrivain-parolier Philippe Djian retranscrit à sa façon – épurée, évocatrice – l'apaisement né des épreuves, la soif lumineuse des moments à vivre, même dans un monde qui s'assombrit. Parfait support de cet intimisme, un dépouillement folk où miroitent nostalgie country (*Poussière d'or*, *Toute la place*), rudesse frissonnante de l'américana (*Fontaine*) et raffinement orchestral (*Cheveux blancs*, *Au secours*), au service de multiples pépites. ■ STÉPHANE DAVET Barclay/Universal.

📖 Lire sur Lemonde.fr la sélection complète.

GALERIE



MARC DESGRANDCHAMPS/GALERIE LELONG

MARC DESGRANDCHAMPS Galerie Lelong

Avec une étrange sérénité, le peintre Marc Desgrandchamps s'avance de plus en plus loin à l'intérieur un monde inexplicable. Il ne faut pas longtemps pour s'apercevoir que, si ses toiles ont l'air de représenter des êtres et des lieux, c'est dans

un espace où tout se dédouble et s'inverse symétriquement : femmes en robes rayées, piscines, chevaux, arbres nus, collines. Autres phénomènes visuels : des lignes blanches dessinent dans l'air où elles flottent les arêtes de volumes absents et la perspective paraît raccourcir ou s'allonger anormalement selon les angles. Quant aux cieus, aux eaux et aux lointains, il n'en demeure que des voiles diaphanes sous lesquels se devine le vide. C'est bien moins d'onirisme qu'il s'agit ici que d'un trouble profond. Desgrandchamps peint désormais la disparition de toute réalité. On ne saurait être plus actuel. ■ PHILIPPE DAGEN « En miroir ». Galerie Lelong, Paris 8^e. Jusqu'au 20 décembre.

Patrick Boucheron « Je n'accepte pas qu'on dise que je n'aime pas mon pays »

ENTRETIEN

L'Histoire mondiale de la France (Seuil, 2017), ce livre collectif vendu à 180 000 exemplaires, c'est lui. Marie-Antoinette guillotinée près de la Seine pour l'ouverture des Jeux olympiques, c'est lui aussi. L'historien Patrick Boucheron, 60 ans, incarne la figure de l'intellectuel de gauche prêt à descendre dans l'arène politique en s'appuyant sur son savoir universitaire. Quitte à être attaqué avec violence par Donald Trump, Vladimir Poutine et bien d'autres.

Je ne serais pas arrivé là si...

... Si je n'avais pas attendu vainement le petit frère ou la petite sœur que mes parents m'ont dit devoir arriver, quand j'avais 4 ou 5 ans, et qui n'est pas venu. Ils ne m'ont jamais vraiment expliqué ce qui s'était passé. J'ai fini par comprendre que je serais le seul enfant de ma famille, sans frère ni sœur, et longtemps sans cousin. Cela faisait de moi une sorte de personnage au centre de l'attention, choyé, aimé, célébré. Ma mère, qui était secrétaire pour l'armée américaine à Paris, avait arrêté de travailler pour m'élever, et ne me laissait jamais seul. Quand je veux être un peu indulgent avec moi-même, je me dis qu'avec un début comme ça les conséquences auraient pu être bien pires, en matière d'égotisme !

Quelles traces ce statut d'enfant seul a-t-il laissées ?

Etre enfant unique colore mon existence. J'ai choisi un mode de vie où je peux retrouver l'enfant que j'étais, seul, entouré de livres. Et, en même temps, rien ne me déplaît plus que l'autosuffisance. Ce que je cherche dans les livres, c'est à assouvir une inextinguible soif de fraternité.

Soif de solitude, soif de fraternité. C'est contradictoire, non ?

Bien sûr. J'ai néanmoins tenté, dans mon métier, de concilier une grande solitude, notamment dans l'écriture, et la construction de collectifs de travail.

Cette famille attentionnée, qu'attendait-elle de vous ?

Rien de précis. Je suis fils d'un anesthésiste-réanimateur, issu lui-même d'une longue lignée médicale, mais je n'étais pas assez bon en maths et en sciences pour être médecin. Mon père ne me l'a pas reproché. Il pensait que ce n'était pas nécessairement un métier enviable. Tant de contraintes... Mon souvenir d'enfance le plus aigu est d'ailleurs de l'entendre se lever la nuit pour aller travailler. Son feu vert m'a libéré de toute obligation de reproduction.

Comment êtes-vous devenu historien, alors ?

D'autres épisodes de l'histoire familiale – ne serait-ce que l'incertitude quant à ce que faisaient mes grands-parents pendant la guerre – m'ont convaincu, adolescent, que les familles détiennent des secrets et s'accommodent bien du mensonge. Au milieu des années 1980, quand j'avais 20 ans, la société française était confrontée à la terrible épreuve négationniste. Cela m'a mis en colère. Je me suis dit : « Il ne faut pas faire confiance aux institutions familiales, sociales ou étatiques pour dire la vérité. Il faut la découvrir. Poser des mots, à l'issue d'un travail clinique. Je peux y consacrer ma vie. »

Avez-vous percé vos secrets de famille ?

Paradoxalement, je n'ai pas beaucoup interrogé mes grands-parents, ni mes parents, ce que je me reproche. J'ai laissé l'oubli ou le roman familial s'installer. Je l'admets, c'est être un étrange historien que de ne s'être pas intéressé à l'histoire de sa famille... Disons que les gens qui sont à l'aise avec l'histoire de leur famille, de leur patrie, sont heureux comme des généalogistes. Moi, je suis inquiet comme un historien.

Vous racontez l'histoire des autres. Quelle est la vôtre ?

Je suis né en 1965. Mon premier souvenir, peut-être reconstitué, date de mai 1968. Je suis sur un balcon, chez des amis de mes parents, quai aux Fleurs, à Paris. Il y a des barricades, des feux, des gens qui tentent d'entrer dans l'immeuble pour échapper à une charge de police. J'ai vécu à l'ombre d'une génération, celle de mai 1968, qui jouait la Résistance. J'ai habité à Paris jusqu'à l'âge de 10 ans. Puis, comme mon père travaillait dans une clinique du Val-de-Marne, nous



A Paris, le 15 juillet 2024.

TERENCE BIKOUMOU
POUR « LE MONDE »

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... « Le Monde »

interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. L'historien revient sur l'enfant choyé qu'il fut, puis sur le jeune homme qui s'est émancipé grâce à l'histoire

avons déménagé à Saint-Maur-des-Fossés, en proche banlieue. J'y ai passé la seconde partie de mon enfance, jusqu'à la classe prépa.

Quel élève étiez-vous ?

Très bon au collège, beaucoup moins au lycée. Ça ne m'intéressait plus. Je participais à une radio libre, il n'y a que ça qui me passionnait. Un temps, j'ai même imaginé d'en faire mon métier, de devenir un nouveau Coluche. J'ai eu un bac scientifique avec une mention passable, et 10 sur 20 en histoire. J'ai néanmoins été pris en hypokhâgne au lycée Henri-IV. Et là, j'ai ressenti un choc.

Pourquoi ?

Après cette scolarité assez terne, je me retrouve avec d'autres élèves, qui ont des noms connus. Je découvre la grande bourgeoisie intellectuelle, qui va au théâtre, à l'opéra, au lieu d'applaudir comme nous les spectacles de Robert Hossein. Le niveau de mépris de cette bourgeoisie à l'égard des enfants d'ouvriers ou, pire, des classes moyennes banlieusardes, il faut avoir vécu ça ! Moi, ça m'a stimulé. De ce jour-là, je suis devenu compétiteur. Je ne serais pas arrivé là si, à cette époque, je n'avais pas voulu déjouer le mépris avec le plaisir un peu féroce de celui que personne n'a vu venir.

Résultat, vous êtes reçu premier au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, puis premier à l'agrégation d'histoire...

Attention, l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud [*Hauts-de-Seine*] n'avait rien à voir avec celle, très prestigieuse, de la rue d'Ulm. Ici, pas de latin. Mes camarades étaient des enfants de forestier, de gendarme, d'instituteur... A Saint-Cloud, des professeurs comme le médiéviste Jean-Louis Biget ou l'archéologue Yvon Thébert m'ont délivré. Ils m'ont sorti le nez des livres, m'ont fait voyager, m'ont donné envie d'une histoire de grand vent, de pleine mer, où l'on parle fort et clair. Alors que ma préfé-

rence allait vers les lettres et la philosophie, leurs voix puissantes et généreuses m'ont amené à l'histoire.

Tout s'est donc joué à 20 ans ?

A quelques retouches près, on est ce qu'on a décidé d'être à 20 ans. J'essaie de ne pas oublier le jeune homme que j'étais. Depuis des années, je lui écris des lettres. Bientôt, j'ouvrirai la lettre que je me suis adressée il y a vingt ans.

Vous vous écrivez des lettres pour plus tard ? C'est fou...

Je me méfie énormément de moi-même. Je vois avec quelle facilité on peut verser dans la satisfaction de soi. Même si on se croit vacciné contre l'autorité, ça va très vite. Et quand on commence à pontifier, on est souvent le dernier au courant. J'attends de mes vieux amis qu'ils m'alertent. De mon côté, je sais déjà quand je vais m'arrêter pour laisser la place aux jeunes.

Quand ?

Je le garde pour moi. Pour l'heure, je peux encore aider des étudiants à trouver leur voie, et parler tant aux plus vieux, pour qu'ils me transmettent leur savoir, qu'aux plus jeunes, pour mieux comprendre le monde. Tout cela produit une fraternité intergénérationnelle assez rare.

Avec le recul, avez-vous été fidèle au jeune homme que vous étiez ?

J'ai été au bord de lui être infidèle. Mais je ne renie rien. Autour de 2008, j'ai eu une vraie tentation de la défection. Je sentais que je m'asséchais à l'université, qu'écrire de façon académique sur l'histoire des pouvoirs et des villes italiennes au Moyen Age ou sur l'épistémologie ne me suffisait plus. Je me suis alors mis en demeure de faire autre chose, ou au moins de vérifier que je pourrais faire autre chose, ne serait-ce que pour continuer à faire mon métier, mais réarmé et réenchanté. Je me suis alors lancé dans deux livres. L'un, *Léonard et Machiavel* [Verdier, 2008], très personnel, m'a projeté dans la littérature, comme une nouvelle naissance. L'autre, *Histoire du monde au XV^e siècle* [Fayard, 2009], était, à l'inverse, très collectif. Ces deux ouvrages proposant d'autres manières d'écrire l'histoire m'ont relancé, y compris pour rédiger de nouveaux livres savants, comme celui que je termine sur la peste noire. J'adore tourner une belle petite note de bas de page, bien érudite. Je ne veux surtout pas que toutes mes autres activités trahissent ce premier métier, celui d'humble travailleur de la preuve.

En 2015, vous entrez au Collège de France, une consécration. Cette année est aussi celle des attentats de Paris. Comment l'avez-vous vécue ?

Je n'avais pas compris 1989, l'importance de cette année marquée par la chute du mur de Berlin. Si bien que les attentats de 2015 m'ont donné pour la première fois le sentiment de vivre l'histoire. J'ai ressenti cela comme un deuil personnel. Comment se montrer digne de cette embarrassante coïncidence entre ma réussite individuelle et un désastre collectif ? Comment convertir la liberté personnelle en avancée collective ? Jusque-là, j'avais été ce petit garçon qui se libère, cherche à être heureux dans un monde qui l'est de moins en moins, qui invente des ruses pour être à la fois seul et jamais seul, libre mais pas punk, et aboutit au Collège de France, le temple de l'hétérodoxie, où se retrouvent des gens qui ont pris quelques libertés avec leurs disciplines. A partir des attentats, je ne pouvais plus continuer à bricoler des solutions personnelles. Il fallait que mon travail serve aux autres. J'ai entamé alors une autre facette de ma carrière, celle d'historien public. Quitte à prendre des coups.

Vous aimez la castagne ?

Non. La violence intellectuelle me répugne. Mais il y a des moments politiques où l'on ne peut plus rester inactif.

Après votre « Histoire mondiale de la France », vous avez été accusé d'être un « fossoyeur du grand héritage français », de « dissoudre la France en 800 pages »... Cela ne vous a pas freiné ?

Nous avons vendu 180 000 exemplaires, du jamais-vu pour un ouvrage savant collectif. Il a été adapté dans 15 pays européens, l'ensemble de ces volumes constituant une histoire mondiale de l'Europe. En revanche, nous avons raté la réception de ce livre dans le monde académique. La controverse a été violente, avec des attaques de la droite et de l'extrême droite d'un niveau désolant.

La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques (JO) de 2024, que vous avez en partie conçue, a relancé les polémiques. Trump, Poutine et bien d'autres vous ont attaqué... Pas de regrets, là non plus ?

Non. C'était une expérience magnifique. Ayant travaillé sur l'histoire des villes et celle du pouvoir des images, j'ai essayé d'inventer des images puissantes pour parler du rapport entre la ville, la nation et le monde. Nous avons voulu donner de la France une vision ouverte, diverse, entraînante. Nous avions peur d'être ridicules, de rater notre coup, peur d'éventuelles actions violentes... Finalement, nous avons réussi. Mais l'année qui a suivi a été difficile. J'ai été traité de mandarin mégalo, de « mondialiste » et de « diversitaire », selon une phraséologie digne des années 1930.

Certains universitaires, enfiévrés par les possibilités polémiques qu'offre un espace médiatique dérégulé, ont perdu la mesure. Le message que j'ai entendu, à travers tout cela, c'est : « On ne touche pas au trésor national ! » Etre devenu un objet de détestation pour la droite, la cible de campagnes qui se terminent par des menaces de mort sur mon téléphone, m'a affecté. Je n'accepte pas qu'on dise que je n'aime pas mon pays. Cela me blesse et me révolte, alors que je tente de servir au mieux la nation, et que la France est sortie grandie des JO. L'image d'idéologue de l'anti-France qu'on a donnée de moi ne me ressemble pas.

Vous avez signé en 2023 un livre intitulé « Le Temps qui reste » (Seuil). Que voulez-vous faire de celui qui vous reste ?

Après être allé si loin dans l'histoire publique, je veux me retrouver. Ecrire quelques livres. Atteindre encore une ou deux fois un état du texte qui s'approche de l'idée exigeante que je me fais de l'écriture historique. Car ce qui m'anime vraiment, c'est un projet de beauté. Je peux passer des heures sur une phrase que je vais dire ou écrire. J'aspire aussi à me rendre utile. C'est un peu contradictoire avec mon premier souhait, mais, si cela continue à tourner politiquement aussi mal, je ne me déroberai pas. Enfin, je vais commencer à lâcher certaines activités. En archéologie, il y a une expression que j'adore : « fermer proprement ». Trois ou quatre jours avant la date butoir, même si on pense être sur le point de trouver un trésor, il faut arrêter, remettre la terre, décrire précisément ce qu'on a fait, de manière que d'autres puissent un jour reprendre les fouilles. Alors, moi aussi, je voudrais « fermer proprement ». ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS COSNARD

Le Monde en vente actuellement

► **En kiosque**

Le Monde
HORS-SÉRIE
40 CARTES
LES NOUVEAUX EMPEREURS

Hors-série

Le Monde
HORS-SÉRIE
UNE VIE, UNE ŒUVRE
Arthur Rimbaud
le génie du langage

Hors-série

Le Monde
LA CAPTIVANTE HISTOIRE DES
MATHS
DANA MACKENZIE
Docteur en mathématiques
de l'université de Princeton

Hors-série

Le Monde
L'ATLAS
DES
RELIGIONS
1000 ANS
D'UNE CROYANCE
UNIQUE

Hors-série

Le Monde
BLAKE ET MORTIMER
Édition enrichie
UN AN 2

Hors-série

Le Monde
JEUX
PHILIPPE DUPUIS
MOTS CROISÉS
100 GRILLES
NUMÉRIQUES

Magazine numéro 13

Nos services

Lecteurs

► **Abonnements**
Sur abo.lemonde.fr
Par tel. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au
vendredi, de 9 heures à 19 heures, et
le samedi, de 9 heures à 17 heures.

► **Le Carnet du Monde**
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CROISÉS
www.sourcesure.eu

SOURCE SÛRE

Jouarre.

M^{me} Magali Amor, née Vallet,
son épouse,
Philippe Amor,
Marie Anne et Thierry David,
ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part
du décès de

Bernard-Paul AMOR,
professeur de rhumatologie,

survenu le 3 décembre 2025,
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Une cérémonie aura lieu le jeudi
11 décembre, à 14 heures, au
crématorium de l'Arche, avenue des
Fortes-Terres, à Mareuil-lès-Meaux
(Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vous pouvez lui rendre hommage
en ligne : petit-funeraire.fr/avis-de-deces/bernard-paul-andre-amor-jouarre

Annecy-le-Vieux. Beaufort.

Monique, Rose, Rachel et Sylvain,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

M. Jean-Michel AUBERT.

La cérémonie aura lieu le mercredi
10 décembre 2025, à 14 heures, au
crématorium des Îles, à Annecy.

PF Meinder-Piot, Annecy-Meythet,
Tél. : 04 50 51 11 90.

M. Jonathan Lobel

a la tristesse de faire part du décès de
sa mère

M^{me} Kristin COUPER-LOBEL,

survenu le 29 novembre 2025.

Une cérémonie a eu lieu ce samedi
6 décembre, à 11 heures, au cimetière
parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jonathan.lobel@proton.me

Philippe Delpit,
son époux,
Hedwige, Elisabeth et Thierry,
ses enfants,
Gaston, Adèle, Zoé, Marianne,
Joseph, Katell et Ava,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Brigitte DELPIT,
née **MORANDO,**

survenu le 3 décembre 2025, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera
célébrée le 12 décembre, à 15 heures,
en l'église Saint-Pierre-de-Montrouge,
Paris 14^e.

**Un
événement
heureux
doit être po**

Pour toute information

Lorella,
son épouse,
Enrica, Vitto, Gabry, Betty et Samu,
sa belle famille,
Anastasiia et Natalia, Nicolas
Et tous ses amis en France, Italie,
Allemagne, Grèce, Moldavie, Suisse,
au Brésil et USA,

ont l'immense tristesse d'annoncer
le décès de

André DJANGUEZIAN,

survenu le 3 décembre 2025, dans sa
quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques auront lieu le mardi
9 décembre, à 11 heures, en la
cathédrale Saint-Jean-Baptiste, 15, rue
Jean Goujon, Paris 8^e, suivies de
l'inhumation, à 14 heures, au cimetière
ancien de Neuilly-sur-Seine.

La famille tient à exprimer sa
profonde gratitude au docteur
Pettenati pour l'avoir accompagné
avec bienveillance jusqu'à son départ
et adresse ses remerciements sincères
aux docteurs Charbonnel, Delmas,
De Villepoix, Grangeons, Gueugneau
et Teimouri pour leur soutien
inestimable.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons
peuvent être faits au profit de
l'Institut Curie.

Montpellier.

La famille de

M. Alain DUFOIX,
préfet honoraire,
trésorier payeur général honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,

a la profonde tristesse d'annoncer
son décès, survenu à Montpellier, le
27 novembre 2025, à l'âge de quatre-
vingt-douze ans.

Un culte d'action de grâce sera
célébré le lundi 8 décembre, à 14 h 30,
au Temple protestant, 25, rue
Maguelone, à Montpellier.

Cet avis tient lieu de faire-part et
de remerciements.

Nantes.

Claudine Kelifa,
son épouse,
Alexandre, Sarah et son conjoint,
ses enfants,
Félicité, Louise et Armel,
ses petits-enfants,
Les familles Kelifa, Oger, Vassal,
ses frères, beaux-frères et belles-
sœurs ainsi que les autres membres
de la famille et proches,

tiennent à informer les connaissances
professionnelles du STU (Service
technique de l'urbanisme), ainsi que
des DDE (Direction départementale
de l'équipement) de l'Essonne, du
Tarn-et-Garonne et du Puy-de-Dôme,
et du CIPF de Nantes, du décès,
survenu à l'âge de quatre-vingt-un ans,
de

Paul KELIFA,
architecte et urbaniste
en chef de l'Etat,
ancien directeur du CIPF de Nantes,

ceux qui l'ont connu ont apprécié
sa conversation éclectique et son
humanisme.

L'incinération a eu lieu le
19 novembre 2025, au cimetière du
Parc de Nantes.

claudinek44@orange.fr

Evelyne, Thomas et Nora,
Nathalie, Max et Sacha,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Jacques KRAMKIMEL,

survenu le 29 novembre 2025.

kramki.mail@gmail.com

Entourée de l'amour des siens,

Marie-Thérèse LATIL,
née **SERET,**

s'est éteinte le 28 novembre 2025,
dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu
le mardi 9 décembre, à 10 heures,
en l'église Saint-Jacques-le-Majeur,
de Montrouge (Hauts-de-Seine).

De la part de
Michel Latil,
son époux,
Sophie, Juliette et Pauline,
ses filles,
leurs conjoints, François et Yann,
Lily, Ruben, Simon
ainsi qu'Anna et Rachel,
ses petits-enfants
Et toute la famille.

La famille Le Conte des Floris

La profonde douleur de faire part
du décès de

Serge LE CONTE des FLORIS,
dit Le Colosse,

survenu le 2 décembre 2025,
à Besançon.

Une cérémonie civile aura lieu
le 9 décembre, à 14 h 30, au
crématorium de Besançon.

La famille de

M^{me} Marie MARKACZ

La tristesse de faire part de son
décès, survenu à l'âge de quatre-
vingt-quatorze ans.

Ses obsèques seront célébrées
le mardi 9 décembre 2025, à 14 h 30,
à Rives (Isère).

Françoise Mitrofanoff,
son épouse,
Kira et Sacha Mitrofanoff,
ses enfants,
leurs conjoints, Stéphane et Riccardo,
Léa et Alexis,
ses petits-enfants
et Cindy Melo,
Lenni Melo-Mitrofanoff,
son arrière-petit-fils,
Wladimir Mitrofanoff
Et Loula Choffé,
son frère et sa sœur,
leurs conjoints, France et Denis,
leurs enfants et leurs petits-enfants
Ainsi que leur famille,

ont la tristesse de faire part du décès
de


Paul MITROFANOFF,
professeur d'Université,
ancien chef du service de chirurgie
pédiatrique du CHU de Rouen,
chirurgien,
auteur de la cystostomie
incontinent trans-appendiculaire
dite Mitrofanoff Procedure,

survenu le 30 novembre 2025,
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie d'incinération aura
lieu le samedi 13 décembre, à 10 h 30,
au crématorium de Clamart, 104, rue
de la Porte de Trivaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

famillemitrofanoff@gmail.com



la ligne : 24,60 € TTC.

Bernard et Armelle Weber,
Dominique et Daniel Alasseur,
Marc et Catherine Weber,
des enfants,
leurs enfants et petits-enfants,
Jacques et Josée Weber,
Monique Bourguet,
Martine Massé,
son frère, ses sœurs et sa belle-sœur,
leurs enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants
Ainsi que toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès
de

Francis WEBER,
ingénieur géologue,
survenu le 1^{er} décembre 2025,
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi
1 décembre, à 14 h 30, en la salle
de cérémonie du centre funéraire de
Strasbourg-Robertsau, 15, rue de l'Ill.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaire de décès

En ce troisième anniversaire du
décès de

Colette CHAMBOREDON,
née SOUZY,

une messe sera célébrée le dimanche
4 décembre 2025, à 19 h 30, en la
basilique Notre-Dame-des-Victoires,
Paris 2^e.

Souvenir

Agathe

... Dix ans déjà !

Ses amis et sa famille se réuniront
ce dimanche 7 décembre 2025, pour
se remémorer tous les bons moments
passés avec elle.

Béatrix et Philippe Laurent,
Jérôme et Émilie, Théodore,
leurs familles et leurs amis.

Prix


**Prix de la Découverte poétique
Simone de Carfort**

Fondation
Frédéric et Simone de Carfort
sous l'égide de
la Fondation de France.

Ce prix adossé
à la Maison de Poésie
a pour objet de découvrir
un poète d'expression française
inconnu ou méconnu.
Il est doté de 5000 €.

Règlement complet sur demande
maisondepoesieparis@laposte.net
ou sur le site
<https://www.lamaisondepoesie.fr>

Société éditrice du « Monde » SA
président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
directeur du « Monde », directeur délégué de la publication,
membre du directoire Jérôme Fenoglio
directrice de la rédaction Caroline Monnot
direction adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard,
Nicolas Chapuis, Emmanuel Chevalereau, Alexis Delcambre,
Anne Eveno, Marie-Pierre Lamelongue, Franck Nouchi,
Édric Pietralunga
directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
directrice déléguée au développement des services
bonnes Françaises Tovo
directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Annelies van Kote
rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff
Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas
Gemenetz (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition),
Jocelyn Salles (Débats et Idées)
direction artistique Emmanuel Laparra
photographe Delphine Papin
directrice des ressources humaines du groupe Émilie Conte
secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente,
Annelies Paris, vice-président



Un
événement
heureux
doit être **partagé !**



Le Monde
Le Carnet

Pour toute information : carnet@mpublicite.fr - Prix à la ligne : 24,60 € TTC.

Frank Gehry

Architecte américano-canadien

Frank Gehry, l'un des plus célèbres architectes du monde contemporain, est mort vendredi 5 décembre, à l'âge de 96 ans, a annoncé sa directrice de cabinet auprès du *New York Times*. Il suit de quelques années sa consœur Zaha Hadid, disparue en 2016, avec qui il partageait l'honneur périlleux d'avoir « libéré » l'architecture de contingences qu'on pensait à peu près immuables : la pesanteur, les canons classiques de la beauté (grosso modo l'angle droit et le cercle, mais aussi la lumière directe), quelquefois même l'utilité, qui pouvait évoluer dans le temps. En somme, les trois principes que le Romain Vitruve attendait de tout édifice : la solidité (*firmitas*), la beauté (*venustas*), l'utilité (*utilitas*) à quoi il faut ajouter l'heureuse imitation de la nature... Gehry et Hadid, l'un et l'autre Pritzker Prize (le « Nobel » de l'architecture), s'étaient en outre affranchis de toute notion de prix raisonnable. Ils étaient donc adulés avec ferveur, ou passionnément détestés.

Parmi les premiers admirateurs de Frank Gehry, quelques voyageurs, étudiants ou jeunes architectes, venus surtout d'Europe sur la Côte ouest des Etats-Unis pour parer leur chevelure d'orchidées ou de bandanas, découvrir de nouveaux champignons et la fumée du cannabis. L'un d'eux, Olivier Boissière, jeune écrivain français, en rapporta plusieurs ouvrages dont le premier fit découvrir Gehry, en même temps que Stanley Tigerman et James Wines, deux précurseurs de la fantaisie constructive.

Depuis, aux Etats-Unis ou en Europe, peu d'architectes auront, comme Frank Gehry, suscité pareil engouement au cours des dernières décennies. Les goûts traditionnels du public élisent plutôt la pierre de taille, le parpaing, ou des décors supposés classiques. Frank Gehry est sans doute devenu le premier d'une génération qui s'est organisée autour de quelques architectes stars, *primus inter pares* qui, au-delà d'une expression dont la répétitivité lui est parfois reprochée, a su apporter un véritable vent de fraîcheur dans un monde en voie d'assèchement.

Né le 28 février 1929 sous le nom d'Ephraïm Owen Goldberg à Toronto (Canada), dans une famille juive polonaise, il devait se choisir, outre son pseudonyme valide pour l'éternité, la mégapole de Los Angeles comme ville de cœur et d'action dès 1947. Los Angeles, ou L.A., est la ville menacée par le « Big One », le pire séisme censé venir un jour frapper l'Amérique. Pour répondre à cette menace, L.A. est aussi la ville de la construction éphémère, où les structures en bois, susceptibles de résister aux séismes, se dissimulent derrière plâtres et stucs, où le métal obéit selon des principes similaires à de sévères contraintes de sécurité, et où, d'une manière générale, l'obsession sécuritaire a discrètement atteint un niveau exceptionnel derrière des façades courtoises.

C'est là que Gehry a fait ses études d'architecture (University of Southern California), là aussi qu'il laisse tomber son patronyme original : le jeune Ephraïm Owen Goldberg, très influencé par un père travaillant dans le secteur de la construction, d'autres disent dans une quincaillerie, et par sa mère musicienne, devient Frank O. Gehry. C'est là encore qu'il commence sa carrière et qu'il construit, à Santa Monica, voisine

de L.A. au bord du Pacifique, la maison familiale, devenue lieu de pèlerinage pour les étudiants du monde entier.

Il y ouvrira son agence en 1962. Ses premiers chantiers sont tous californiens... Comme nombre d'autres architectes de l'Etat, Gehry semble compenser le sentiment de fragilité lié au risque de séisme majeur par une forme de mélodie du bonheur assurée et presque forcée. Pourquoi s'interdire ce que permet la technique ? Des séismes, des normes sécuritaires drastiques, des clous, des planches d'aggloméré, et aucune obligation de construire « droit » plutôt que de manière fantaisiste, voilà tout ce qu'il faut pour faire de lui un « déconstructiviste », du moins quand le néologisme attrape-tout apparaîtra, mis en orbite en 1967 dans *De la grammatologie* par le philosophe Jacques Derrida, et en musique en 1988 par Mark Wigley et Philip Johnson, premier des Prix Pritzker et grand prêtre des réussites architecturales.

Liberté ébouriffée

En attendant son baptême, la nomenclature architecturale – principalement universitaire – va faire de Gehry un « postmoderne », autre néologisme propre à ravir les théoriciens. Invité en 1980 par la Biennale de Venise, véritable fondatrice des tendances architecturales des années qui suivront, il fait alors partie des vingt maîtres d'œuvre présentés comme les plus prometteurs du monde dit libre.

Et c'est bien une liberté aussi ébouriffée qu'imprévisible qu'expriment ces personnalités dont plusieurs sont restées célèbres, tels Ricardo Bofill, Rem Koolhaas, Arata Isozaki, Christian de Portzamparc, Robert Venturi et, bien sûr, Gehry, qui ne trouve finalement à dessiner qu'une « maison-crayon » pas très inspirée. Jean Nouvel n'en est pas mais, à l'instar des pionniers vénitiens, il sera lui aussi couronné par le Pritzker Prize. Les autres resteront stars en leurs pays, ou dans leurs écoles respectives, ou pire, se feront engager par quelques promoteurs au souffle court. Frank Gehry, on s'en doute, est loin de cet univers.

Le voici installé, mais qu'en est-il de ses œuvres ? En tenter une présentation simple, une trajectoire logique est un casse-tête. Le catalogue de l'exposition que lui consacrent en 2014 Aurélien Lemonier et Frédéric Migayrou du Centre Pompidou est à cet égard éloquent. Les illustrations donnent à voir une logique juste et heureuse, presque magique. Cependant, dès qu'on s'intéresse aux dates, toute forme d'ordre s'efface. Les « styles » Gehry s'entrechoquent dans leur galaxie avec une courtoisie de cubistes.

Ses premiers projets s'inscrivent dans le moule d'une production architecturale qu'on dira moderne parce qu'elle exclut l'ornement, et dans l'invention de meubles aux formes précocement agitées. Il travaille alors avec l'agence de Victor Gruen, moderniste voire miesien, l'inventeur du *mall* et l'un des meilleurs constructeurs de l'époque, futuriste sans gesticulation. Autant dire le contraire de l'imaginaire de Gehry. Mais aussi avec William Pereira, auteur de la tour pyramidale Transamerica, restée longtemps et à juste titre le symbole de San Francisco, et coauteur aussi des quatre arches qui marquent le cœur de l'aéroport International de Los Angeles, édifice pour le coup « futuriste ». Quelle



28 FÉVRIER 1929 Naissance à Toronto (Canada)
1962 Ouvre son agence à Los Angeles (Etats-Unis)
1984 Musée de l'air et de l'espace à Los Angeles
1985 Chiat/Day Building, à Venice (Etats-Unis)
1989 Lauréat du Pritzker Prize
1993 American Center, à Paris
1997 Musée Guggenheim, à Bilbao (Espagne)
2014 Fondation Louis-Vuitton, à Paris
5 DÉCEMBRE 2025 Mort à Santa Monica (Californie)

ner, explorer l'Europe, avec une préférence pour les pays anglophones, même s'il déclare avec constance un bel amour de la France... En 1989, il signe le Vitra Design Museum, à Weil-am-Rhein, près de Bâle, petite perle de béton blanc dans son œuvre plutôt vouée à l'acier (il camouflera de la même manière, à Paris, en 1994, l'American Center de Bercy, projet martyrisé par les gardiens des normes parisiennes, devenu depuis le siège de la Cinéma-thèque française...).

Le poisson, sa mascotte

Mais qu'importe désormais. En 1989 toujours, il obtient le prestigieux Pritzker Prize. Et la même année il est appelé à construire, en France, à Marne-La-Vallée, le Festival Disney, un des éléments du célèbre complexe enfantin de l'est de Paris. Cet amour a été éconduit par la critique... Puis il achève, toujours pour Walt Disney, l'explosif Concert Hall de Los Angeles, à côté d'une timide cathédrale signée Rafael Moneo. Les esprits chagrins ne manqueront pas de relever la parenté entre ce Gehry (2003) et, par exemple, l'Opéra de Guangzhou (Canton, 2011) de Zaha Hadid, sa consœur et challenger en renommée baroque. Dans l'un et l'autre cas, les « chameaux », qui désignent les petites ou grosses maladresses des maîtres d'œuvre, avancent en joyeux troupeaux.

De ce côté-ci de l'Atlantique, en 1995, la Fondation Guggenheim lui demande d'élaborer le grand Musée de Bilbao, sous le

soleil basque, dans la vallée du Nervión. Il sera inauguré en 1997, le même jour que la Fondation Beyeler, signée par Renzo Piano à Bâle, en Suisse, un petit chef-d'œuvre de classicisme contemporain, à l'opposé du Guggenheim. Les situations urbaines aussi s'opposent.

Le Musée de Bilbao devient soudain le centre de la cité basque. De fait, elle se trouve revitalisée en bonne partie par ce monument d'art urbain autant que d'architecture, sur un site choisi par Gehry lui-même. Pour les commentateurs ou les critiques hésitant devant cette esthétique saisissante, la dimension urbaine du musée, splendidement situé près de l'ancienne ville, presque à cheval sur sa rivière capricieuse, devient sa qualité centrale, et nombre d'élus ou de despotes à travers le monde vont se prendre à rêver d'un monument similaire.

Mais ce processus ne doit pas rester orphelin. A Bilbao, il trouve à s'inscrire dans un projet plus ambitieux encore de réconciliation de la ville avec son passé portuaire et industriel, le musée avallant littéralement l'énorme pont autoroutier Salboko dont on retrouvera une charmante homothétie, la passerelle Zubizuri de Santiago Calatrava, complétant à échelle piétonnière ce grand mouvement de ville. Ainsi, la dimension urbaine devient l'argument définitif pour sacrifier le musée : « *La structure innovante du bâtiment a été dessinée par Frank Gehry dans le style qui l'a rendu célèbre* », nous raconte Wi-

A Paris, en 2017.

PATRICK COCKPIT/HANS LUCAS

« monuments » engendrés par la passion touristique, selon les moments et les modes. L'exigence de qualité architecturale, de paysage, d'urbanisme, étant rarement présente quand les principales grilles de lecture des édifices, par le public, les encyclopédies, les guides, les savants, sont d'un tout autre ordre : la monumentalité de la taille, la mégalomanie, le nombre de visiteurs, etc. Gehry est gagnant par tout, et pourtant, cela n'en fait pas un prix d'excellence universel.

Avec l'immense célébrité du Guggenheim Museum, les expositions qui lui sont consacrées vont se multiplier, avec quelques caractéristiques communes. Car l'architecte ne laisse pas grand-chose au hasard dans le traitement de son image, même s'il accepte de la confier à de rares commissaires et scénographes.

Prêt-à-porter architectural

Le catalogue du Centre Pompidou (2014), qui ne lésine pas sur les concepts, parle de « fusion-interaction », ou de « tension-conflit » pour la période qui couvrirait les années 1990 à 2000 (le Guggenheim de Bilbao, le Walt Disney Concert Hall) avant la mutation des années 2000 « continuité-flux » (DZ Bank, Berlin), et des années 2010 « singularité-unité », période ou situation à laquelle appartiendrait la Fondation Louis Vuitton, à Paris (2014).

Au-delà des mots, ce qui est au moins probable au cours de ces dernières périodes, c'est la rencontre de deux systèmes : d'une part, le cerveau et donc la volonté de l'architecte de faire enfin dialoguer les éléments qu'auparavant il juxtaposait, fracassait les uns sur les autres, laissant aux commentateurs le champ libre pour en faire un « déconstructiviste », terme désormais plutôt flapi. Et d'autre part, l'utilisation d'outils informatiques, le Catia digital project, suite de puissantes applications 3D créée par Gehry Technologies à partir du logiciel Catia v.5 de Dassault System. On est loin, ici, des poissons de sa jeunesse.

Outil complexe et performant, Catia a permis de faire flamber les plus grandes structures dessinées par l'architecte, qu'elles soient recouvertes d'écailles de métal brillant, de plaques d'acier colorées, ou de lames de verre... Mais aussi, car le poète est devenu peu ou prou stratège et industriel, Gehry est désormais une sorte de roi du prêt-à-porter architectural, Courrèges inspiré ou Paco Rabane exalté.

Mais, tandis que les deux couturiers trouvaient une forme d'aboutissement dans le métal, Frank Gehry, partait, avec son amie Catia, sur la découpe de patrons qu'on n'aurait jamais imaginés aussi seyants. Après Frank Lloyd Wright et son Guggenheim à New York, Le Corbusier et la chapelle de Ronchamp (Haute-Saône), qui avaient ouvert des brèches dans la doctrine, Gehry aura été l'un des premiers à chercher dans son imagination, sa culture, les ressources de son architecture. Catia et les ingénieurs se chargeant du reste, il aura pu libérer sa fantaisie. Celle aussi du monde des architectes, et la nôtre, contrainte à s'habituer à un univers urbain, qui, après le choc de l'ode au parallélépipède que fut la ville « moderne », devient l'hypothétique monde du futur. ■

FRÉDÉRIC EDELMANN

Frédéric Edelmann, notre ancien spécialiste de l'architecture, tour Eiffel exceptée peut-être, ou tous les



Le Walt Disney Concert Hall, à Los Angeles (Californie), le 18 juillet 2023. SINNA NASSERI POUR « LE MONDE »

« Je me sens une responsabilité vis-à-vis de nous tous, hommes et femmes »

Le bâtisseur avait reçu « Le Monde » dans son agence en 2023

ENTRETIEN

Le 22 février 2023, Frank Gehry, mort vendredi 5 décembre, nous recevait dans son agence, à Santa Monica, en Californie. L'architecte du Guggenheim de Bilbao avait 93 ans, mais cela ne l'empêchait ni de chanter et danser dans son bureau, ni de sortir dîner au restaurant plusieurs soirs par semaine. En attendant que sa soirée commence, il a évoqué pour *Le Monde* quelques souvenirs de jeunesse.

Vous êtes né à Toronto, au Canada, en 1929. Quand êtes-vous arrivé à Los Angeles ?

J'avais 16 ou 17 ans. Je suis venu, avec mes parents. Mon père avait tout perdu. Il avait fait une crise cardiaque et ses frères avaient décidé qu'il lui fallait un climat plus doux. Il a trouvé un job de conducteur de camions pour une compagnie de soda. Ma mère s'est mise elle aussi à travailler, dans un magasin de bonbons, à Hollywood. On vivait sur la 9^e Rue, dans un deux-pièces qui faisait la taille de ce bureau, avec ma sœur.

L'architecture, était-ce une vocation ?

Quand j'étais enfant, je ne savais pas bien ce que je voulais faire. J'ai suivi des cours du soir. J'étudiais la céramique. Le professeur m'aimait bien. Il m'a dit qu'il ne me voyait pas d'avenir dans la céramique, mais il avait l'intuition que l'architecture pouvait me correspondre. C'était juste après la guerre. Parmi les GI qui avaient été au Japon, certains avaient vu le sanctuaire d'Ise, la villa impériale de Katsura, ce genre de bâtiments, faits avec de petits morceaux de bois. L'influence de ce pays était très forte en Californie à cette époque-là. De nombreuses maisons ont été construites avec ces techniques d'assemblage de pièces en bois ; les premières que j'ai conçues avaient une touche très japonaise.

Quel regard portiez-vous sur le travail des architectes de Los Angeles, les représentants du mouvement « mid-century modern », qui ont tant œuvré à la légende de la ville ?

Je ne suis pas certain qu'ils m'aient tellement influencé. Mais je suis assez fanatique du travail de John Lautner. Et j'adorais

l'homme, aussi. Richard Neutra, en revanche, pas du tout. Mais j'aimais beaucoup Rudolf Schindler. Je l'ai rencontré quand j'étais étudiant à l'USC [*University of Southern California*]. Il cherchait toujours des filles... On est devenu amis. J'adorais le regarder, la manière qu'il avait de dessiner sur des morceaux de bois... Mais à l'USC, j'étais surtout attiré par les étudiants en art. Quand j'ai été diplômé, j'ai réalisé mon premier bâtiment, le studio Danziger. Les architectes de ma génération ont détesté. Ils me sont tombés dessus. Ils étaient scandalisés.

Pourquoi ?

Il n'y avait pas vraiment de quoi être contrarié, objectivement. Lou Danziger était un graphiste. Il m'avait commandé une maison avec un studio de création. J'ai fait deux blocs. L'un était pensé pour être son lieu de vie, l'autre son espace de travail.

Les artistes venaient me voir pendant le chantier, ils me posaient des questions. Ils ont commencé à m'inviter à leurs vernissages, et je me suis rapproché d'eux parce qu'ils étaient bienveillants à mon égard, à la différence des architectes. Beaucoup d'entre eux, comme Ed Moses, Kenny Price, Peter Alexander, devaient devenir célèbres plus tard. Nous avons grandi ensemble. De toute façon, j'ai toujours pensé que l'architecture était un art, et que, sous certaines formes, elle avait sa place dans les galeries. L'expose moi-même chez Larry Gagosian.

Ah bon ?

La galerie la plus chic de la ville ! Tout cela à cause du poisson.

Pourquoi le poisson ?

Ça remonte à une conférence autour du postmodernisme, au début des années 1980. Chacun avait dix minutes de temps de parole. Je me suis retrouvé sur scène et j'ai posé la question de savoir d'où venait ce besoin que les architectes avaient soudain de se tourner vers le passé. On sortait certes d'une période où l'architecture moderne était vraiment glaciale. Mais les temps étaient en train de changer. La période était excitante. Il devait bien y avoir une autre réponse que cette relecture de l'histoire que prônaient Charles Moore, Michael Graves, Robert Venturi, Philip Johnson...

et plus ou moins tout le monde à l'époque.

J'avais étudié les peintures et les dessins de Hiroshige. Chaque fois que j'allais au Japon, j'allais voir ses carpes dont j'aimais la sérénité. Je trouvais qu'elles étaient architecturales. Alors j'ai dit : quitte à regarder en arrière, pourquoi ne pas repartir 300 millions d'années dans le temps, quand l'homme n'existait pas, qu'il n'y avait que des poissons ! C'est à cette époque que j'ai commencé à en dessiner. De fil en aiguille, ça a donné des lampes poissons, et toutes sortes de déclinaisons.

Ces poissons annonçaient les formes de vos bâtiments du XXI^e siècle...
Oui.

Vous sentez-vous une responsabilité vis-à-vis de Los Angeles, qui est devenue votre ville, où vous avez construit vos maisons extraordinaires, le fabuleux Walt Disney Concert Hall, et où vous vous impliquez aujourd'hui dans la réhabilitation de la L.A. River ?

Je me sens une responsabilité vis-à-vis de nous tous, hommes et femmes. J'ai deux filles qui ont grandi à New York, dont une est morte d'un cancer, mais l'autre y vit encore aujourd'hui. Et j'ai deux fils d'un second mariage. L'un est peintre. L'autre travaille ici avec moi. Il a étudié durant un an en école d'architecture à New York avant de décider qu'il ne voulait pas y retourner. Alors il a appris sur le tas, à l'agence, et il s'en sort bien.

Que pensez-vous de la France ?

J'adore la France ! Chaque fois que j'y vais je deviens fou. Je m'amuse beaucoup avec Bernard.

Bernard Arnault ?

Oui ! On a ce projet dans le Jardin d'acclimatation, juste à côté de la Fondation Louis Vuitton. Et puis un autre à Cognac (Charente). Je sais que c'est compliqué, la France... Mais c'est quand même un pays où, quand ils décident de placer des écrans de projection à l'extérieur de la Cinémathèque française, ils nous appellent pour nous demander ce qu'on en pense. Il y a vraiment un respect énorme pour l'architecte. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE REGNIER

Maria Melchior

Face aux troubles psychiatriques, la prévention la plus efficace consiste à améliorer la santé de la population dans son ensemble

J'aimerais aborder (...) l'aspect multifactoriel de la détresse psychique. Que ce soit pour un individu donné ou à l'échelle de populations, les facteurs associés à la santé mentale sont multiples et recouvrent à la fois des facteurs biologiques – dont la génétique –, démographiques, psychologiques et sociaux.

Les premiers travaux épidémiologiques sur la santé mentale ont été menés dans les années 1950, une fois les classifications telles que le Diagnostic and Statistical Manual (DSM) rendues opérationnelles (...) Ces études ont abordé différents aspects de la santé mentale, identifiant entre autres d'emblée l'importance de déterminants sociaux, dont le genre, la classe sociale, le lieu de résidence (rural ou urbain).

Ces études menées par les pionniers de l'épidémiologie psychiatrique, qui étaient à l'interface entre les sciences sociales et la santé, sont dans la lignée des travaux d'Emile Durkheim. Dans *Le Suicide*, paru en 1897, Durkheim a posé les bases d'un questionnement simple et en même temps révolutionnaire et qui s'applique toujours : le suicide est un acte individuel qui répond à des motivations intimes, et reflète l'état d'esprit d'une personne à un moment donné. Mais si l'on prend de la distance, pour se situer au niveau de la collectivité, chaque année le taux de suicide dans une population donnée est le même. D'après Durkheim, ce résultat signifiait que les comportements individuels sont influencés par des caractéristiques de notre contexte de vie qui, d'une certaine façon, s'impose à nous. Dans son analyse, il a particulièrement éclairé l'importance des liens relationnels : plus les liens entre personnes appartenant au même groupe sont distendus, plus les individus sont isolés, et plus le risque de suicide à échelle individuelle et collective est important.

Ce travail sur le suicide a été mis à jour par Maurice Halbwachs, sociologue, démographe et professeur au Collège de France, qui dans *Les Causes du suicide*, publié en 1930, a poussé l'analyse plus loin, montrant l'importance de ce qu'il a appelé le « *genre de vie* », propre à chaque individu. Halbwachs a observé que dans les contextes urbains, où les taux de suicide sont les plus élevés, certes l'isolement relationnel est plus fréquent, mais d'autres facteurs pourraient expliquer un niveau important de mal-être. Dans les villes se côtoient des groupes sociaux multiples, et le contrôle social sur le comportement des individus est moins strict que dans les zones rurales, caractérisées – surtout à l'époque – par un mode de vie traditionnel. Il a donc postulé que les individus ne font pas que subir un contexte, mais décident – avec les contraintes de leur situation et de leurs conditions de vie – de leur manière de vivre, dans une forme d'interaction entre le collectif et l'individuel. Si les modes de vie traditionnels offrent peu d'espace à l'expression de l'individualité et peuvent être oppressants, la modernité

est quant à elle synonyme d'affaiblissement des structures sociales traditionnelles telles que la famille, ce qui peut entraîner des situations d'isolement et la nécessité de faire des choix qui peuvent être vécus par les individus comme angoissants.

Ainsi, si les individus composent les populations, les caractéristiques des populations auxquelles ils appartiennent peuvent quant à elles influencer la santé mentale des individus. Comment ? Premièrement, les normes sociales relatives aux comportements et à la psychopathologie, telles que reflétées dans les classifications des troubles psychiatriques, définissent les troubles. Même si le DSM et la CIM [*classification internationale des maladies*] ne servent pas stricto sensu à diagnostiquer les maladies psychiques et à déterminer qui peut ou non avoir accès à des soins, ces nosographies offrent un cadre.

Est-ce que les définitions des comportements anormaux influent sur les comportements individuels ? Oui, probablement. Les mots « schizophrène », « bipolaire », « autiste » font partie de notre vocabulaire de tous les jours et participent à penser et à dire la santé mentale. Les concepts existent, et on y rattache des personnes, les recherches montrant à quel point le changement des critères diagnostiques peut modifier la prévalence estimée des troubles ; c'est notamment le cas de l'autisme, dont le diagnostic a été élargi dans le DSM-5 en 2013.

Deuxièmement, les émotions et comportements, comme d'autres caractéristiques de la santé, sont distribués dans la population selon un continuum, et les personnes ayant des troubles psychiques représentent le bout de la distribution. Dans les années 1980, l'épidémiologiste anglais Geoffrey Rose [1926-1993] a montré, en étudiant le lien entre l'hypertension artérielle et le risque d'infarctus du myocarde, que le nombre de cas d'une maladie est directement lié à la distribution des traits sous-jacents au sein de la population. Si l'on prend pour exemple la dépression, en considérant qu'il s'agit d'une manifestation extrême de la tristesse – une émotion que nous sommes tous parfois amenés à ressentir –, alors le

nombre de personnes déprimées dépend du niveau de tristesse moyen au sein de la population. De la même manière, le nombre de personnes atteintes de troubles anxieux dépend du niveau moyen d'anxiété et le nombre de personnes dépendantes de l'alcool dépend de la consommation moyenne d'alcool.

Ainsi, contrairement à ce que l'on pourrait penser, la prévention la plus efficace consiste non pas à cibler les populations à risque, mais plutôt à améliorer la santé de la population dans son ensemble – c'est ce que Rose a appelé le « *paradoxe de la prévention* ». Les politiques et interventions qui en découlent sont tout à fait différentes de celles qui se focalisent sur les populations à risque. Si on suit la logique de Rose, pour prévenir la survenue des troubles psychiatriques, il faudrait tendre vers la promotion d'une bonne santé mentale pour toute la population.

Au début des années 2000, Michael Marmot, professeur à University College London a, avec d'autres chercheurs, proposé le concept d'« *universalisme proportionné* », qui consiste à déployer des interventions en santé à la fois populationnelles et en même temps renforcées pour certaines catégories de la population plus à risque ou plus marginalisées.

Au sein de mon équipe, les interventions de promotion de la santé mentale que nous cherchons à évaluer sont inspirées par cette idée. C'est notamment le cas du programme Improva, un programme numérique de renforcement des compétences psychosociales à destination des adolescents, qui vise à les aider à identifier et à gérer leurs émotions, renforcer leur estime d'eux-mêmes, faire face aux conflits, et que mon équipe évalue en ce moment. Il s'agit d'un programme déployé en milieu scolaire, qui s'adresse à tous les jeunes, mais qui pourrait être plus pertinent pour les jeunes qui manifestent déjà des signes de mal-être.

L'approche populationnelle de la santé est la base de la santé publique – s'il existe un continuum de risque au sein de la population, les personnes qui se trouvent dans des situations de risque et de souffrance intermédiaires – et non

“

NOUS SOMMES LIÉS PAR UN RISQUE MOYEN DE TROUBLES PSYCHIQUES QUI PEUT SEMBLER ABSTRAIT, MAIS QUI SE TRADUIT PAR DE LA SOUFFRANCE À UNE ÉCHELLE INDIVIDUELLE

pas les plus élevées – sont les plus nombreuses. Or des symptômes infracliniques de dépression, d'anxiété, ou d'usage problématique d'alcool – qui ne relèvent donc pas de catégories diagnostiques identifiées dans le DSM ou la CIM – peuvent causer de la souffrance, avoir des conséquences sur la qualité de vie des personnes, leur capacité à travailler, être en lien avec leurs proches, avoir une vie satisfaisante. Parce que ces personnes sont plus nombreuses que celles qui sont atteintes de troubles psychiatriques sévères, à l'échelle de la population, ces situations infracliniques contribuent plus à la morbidité liée à des problèmes de santé mentale que les troubles sévères. D'après Rose, la population dont nous faisons partie conditionne notre risque individuel de trouble de la santé mentale. Concrètement, vous et moi vivons dans un contexte où les troubles psychiques sont fréquents – en France une personne sur cinq est concernée –, le risque de chacun et chacune d'entre nous est [donc] plus élevé que si la prévalence moyenne était plus faible. Nous sommes liés par un risque moyen de troubles psychiques qui peut sembler abstrait, mais qui se traduit par de la souffrance à une échelle individuelle.

Lisa Berkman, professeure d'épidémiologie sociale à l'université Harvard, a proposé une articulation entre les caractéristiques de notre environnement de vie immédiat et le contexte historique,

macroéconomique, social et politique qui nous entoure, et l'importance de ces deux niveaux de déterminants sur la santé. Ses travaux montrent d'abord l'importance de la structure et des caractéristiques des réseaux de sociabilité qui nous lient à d'autres personnes vis-à-vis de la santé. Il y a d'abord notre réseau le plus proche (famille, amis, collègues), qui peut procurer du soutien émotionnel et matériel. Puis un réseau plus large, composé de personnes plus éloignées que nous croisons dans des contextes professionnels, parfois amicaux, dans des associations ou dans le cadre de nos loisirs, qui s'avère tout aussi important en ce qui concerne notre sentiment d'affiliation à un ou plusieurs groupes et qui peut conditionner nos comportements de santé, notre estime de nous-mêmes, nos capacités de coping [*stratégies d'adaptation*] et nos réactions face au stress.

Dans une société fragmentée, qui accorde trop peu d'importance et de ressources aux familles, où les niveaux d'inégalités de richesse sont élevés, où les conditions d'accès à l'éducation, à l'emploi et au logement sont limitées et où la vie est instable, les réseaux de sociabilité sont moins solides et moins efficaces, l'isolement relationnel y est plus fréquent ; en découlent du stress, de la détresse psychologique, parfois des troubles psychiatriques. Si on suit les conclusions de Rose, prévenir les problèmes de santé mentale passe alors principalement par l'amélioration des déterminants sociaux de la santé, tels que le niveau de vie, les conditions de travail, l'accès à un logement, et des politiques de protection des familles, ce que des chercheurs tels que Lisa Berkman ont en effet montré dans leurs travaux.

Dans quelques semaines s'achèvera la [*première année de la*] « grande cause nationale » dédiée à la santé mentale, et viendra le temps de faire un bilan de ce que la mise en lumière de cette thématique, qui reste trop souvent effrayante et méconnue, aura apporté. Aurons-nous fait des progrès dans les représentations et la compréhension des troubles psychiques ? C'est un des objectifs : la littératie en santé mentale est une condition essentielle pour reconnaître les symptômes chez soi ou chez les autres, accepter les personnes qui souffrent, et rendre possible leur accès à des soins adaptés. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'au-delà de 2025 la santé mentale sera un défi sanitaire majeur dans de nombreux pays, dont la France, notamment du fait d'un fardeau conséquent : consommation élevée de médicaments psychotropes, recours aux urgences pour des troubles psychiques, arrêts maladie, incapacité à travailler, voire décès prématurés dus au suicide.

(...) S'il n'est pas toujours possible de mettre en œuvre les données de la science, de passer de l'observation à l'action, mieux comprendre la santé mentale des populations est essentiel pour promouvoir une bonne santé mentale pour chacun, chacune et pour tous et toutes. En un mot, parlons santé mentale ! ■

“

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ESTIME QUE, AU-DELÀ DE 2025, LA SANTÉ MENTALE SERA UN DÉFI SANITAIRE MAJEUR DANS DE NOMBREUX PAYS, DONT LA FRANCE

Maria Melchior est épidémiologiste et travaille comme directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. Ses travaux portent sur les inégalités sociales dans le domaine de la santé mentale et des conduites addictives, avec un intérêt particulier pour les trajectoires développementales et la transmission intergénérationnelle des difficultés psychologiques. Cette leçon inaugurale sera publiée sous le titre « Santé mentale et addictions : de l'intime au populationnel » aux Editions du Collège de France en mai 2026.

Milo Rau A Kiev, la terreur fait partie du quotidien et donne lieu à une célébration presque solennelle de la normalité

Le dramaturge et directeur artistique du festival de Vienne raconte sa récente visite en Ukraine. Il rend compte de l'état d'esprit et de la résilience des citoyens de Kiev, « un peuple libre et fier qui, même en pleine guerre brutale, continue de se battre pour la démocratie »

Les bombardements russes sur Kiev, le 29 novembre, comptent parmi les plus violents qui ont eu lieu au cours de ces derniers mois. J'ai vécu cela depuis l'abri anti-aérien de l'Hôtel Ukraine, place de l'Indépendance [Maidan]. « *Le -4, c'est le paradis* », a plaisanté mon producteur à mon arrivée à la gare centrale, faisant allusion au célèbre bunker situé quatre étages sous l'hôtel, où les gens ont pris l'habitude de se rassembler sur des palettes après la tombée de la nuit.

Mon voyage avait lieu à l'occasion du prix du théâtre ukrainien et d'un opéra sur lequel je travaille. Ici, la nuit, nous sommes presque aussi certains d'entendre les sirènes d'alerte aérienne que la cloche qui annonce l'entracte. Ni *Macbeth*, ni la *Tosca*, ni *Gaia 24* – un néo-opéra délirant – n'ont pu être joués jusqu'à la fin. Néanmoins, toutes les pièces l'ont été à guichets fermés. Les billets de théâtre sont tellement prisés à Kiev qu'ils se négocient au marché noir.

Il est impossible de ne pas admirer les Ukrainiens pour leur sang-froid et leur courage face à l'agression russe – et à l'indifférence croissante de l'Europe. La réalité que j'ai observée dans de nombreuses zones de crise s'applique sans faute à Kiev : lorsque la terreur fait partie du quotidien, elle donne lieu à une célébration presque solennelle de la normalité. Kiev est étonnamment animée : une métropole regorgeant d'églises, de théâtres et de restaurants.

Rejet de tout ce qui est russe

Quant au plan de paix complètement irréaliste proposé par Trump, les Ukrainiens le prennent autant au sérieux qu'ils prenaient autrefois les annonces des dirigeants soviétiques. C'est un peuple libre et fier qui, même en pleine guerre brutale, continue de se battre pour la démocratie et descend dans la rue pour dénoncer la corruption de ses élites – un signe probant que l'indépendance de l'Ukraine n'a pas été achetée au prix d'une conformité interne.

Le théâtre de Kiev ne se livre pas à la propagande. Pourquoi le ferait-il ? Il est politique par nécessité : parce qu'il existe et n'est pas interdit, comme c'est malheureu-

sement le cas dans toutes les villes déjà occupées par la Russie. Le rejet de tout ce qui est russe est néanmoins ancré de manière évidente dans les débats qui ont lieu en marge des représentations.

Dans l'un d'eux, je discute avec Olena Apchel, qui fut pendant une courte période commissaire du Berliner Theatertreffen avant de s'engager comme soldate sur le front ukrainien. La mère d'Olena a été assassinée par les Russes, son village a été détruit. Un soldat s'est soulagé sur les vêtements de ses parents et a laissé des insultes sur le mur de la maison avec ses propres excréments.

Il est difficile de comprendre pourquoi la guerre coloniale d'extermination menée par la Russie contre l'Ukraine n'a pas suscité de réaction politique et militaire claire en Europe occidentale. L'Europe appelle naturellement à la fin de la guerre, mais elle ne comprend pas que cela revient ni plus ni moins à trahir l'Ukraine, et l'idée même d'Europe.

Car toutes les analyses géopolitiques sérieuses s'accordent à dire que si l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord acceptent le plan de paix – qui implique un nettoyage ethnique dans les territoires cédés, comme ce fut le cas pour la famille d'Olena –, elles vendent non seulement la souveraineté de l'Ukraine et les vies de centaines de milliers d'Ukrainiens, mais aussi la paix en Europe. « *Un con-*

ciliateur est quelqu'un qui nourrit un crocodile dans l'espoir d'être le dernier à être mangé », a dit Winston Churchill lorsque l'Angleterre a voulu négocier avec Hitler après la victoire de la Wehrmacht sur la Pologne, peu avant d'être elle-même attaquée.

Mais qui est cette « *Russie* » ? La grande majorité des Russes soutiennent la guerre. Il m'est difficile, à moi qui ai travaillé intensément dans le milieu dissident moscovite, d'admettre ceci : le problème ne vient pas de l'« *autoritarisme électoral* » de Moscou, mais de l'impérialisme russe, profondément ancré dans les esprits et les âmes – de toutes et de tous, à Moscou comme en Europe. Un soir, je suis l'invité de l'artiste Nikita Kadan, qui a représenté l'Ukraine à la Biennale de Venise, en 2022. Son atelier est situé dans les derniers étages d'un bâtiment préfabriqué, sur l'artère menant vers la Pologne. La nuit tombée, les larges fenêtres laissent voir les explosions de missiles.

Impérialisme culturel

Nikita ne peut que rire de l'adoration dont font l'objet les artistes et politiciens russes « *dissidents* » – dont beaucoup se sont exilés en Europe au cours des quinze dernières années et qui étaient déjà mes amis à Moscou : « *Qu'ont-ils réellement fait contre Poutine ?* » Il ajoute : « *La foi des Européens dans la libéralisation de la Russie a ouvert la voie à Poutine plus d'une fois et continuera très probablement à le faire.* »

On entend souvent cette phrase à Kiev ces jours-ci. J'ai été surpris de la délégitimation systématique de la culture russe par mes amis ukrainiens. L'une des tables rondes auxquelles je participe se transforme en une sorte de tribunal, où mes collaborations avec des artistes qui ont fui la Russie sont dénoncées comme une forme de collaboration. « *S'ils veulent venir en Ukraine et se battre à nos côtés, ils sont les bienvenus* », déclare Olena.

Lors d'une conférence donnée par le brillant compositeur Illia Razumeiko, l'actrice Marichka Shtyrbulova évoque sa relation avec la Russie : « *La prétendue "fraternité" entre nos peuples a toujours été un prétexte pour réprimer la culture ukrainienne.*

C'est pourquoi une déclaration de l'écrivain Sasha Dovzhyk m'a profondément impressionnée : "Le russe est ma langue maternelle, et la libération signifie que je dois me l'arracher de la gorge." » Jusqu'à la fin de la guerre, la devise d'Illia est la suivante : « *Il m'est impossible d'aimer une culture qui veut me détruire, moi et tout ce que j'aime.* »

La rue devant le bâtiment où se déroule la conférence a été rebaptisée au début de la guerre, de rue Pouchkine à rue Chykalenko, du nom d'un célèbre auteur et journaliste ukrainien [1861-1929]. Le fait qu'aucun lecteur de ces lignes n'ait probablement jamais entendu ce nom est un autre exemple de l'efficacité de l'impérialisme culturel.

Le matin précédant mon départ, je visite le théâtre des vétérans. Des personnes amputées, au visage défiguré par les bombes et les brûlures, jouent une sorte d'*Enéide* ironique : l'histoire de la nervosité et de l'incertitude de ceux qui reviennent de la guerre. « *Les frères d'armes sont devenus des frères d'arts* », plaisante l'un d'eux. Comme dans tous mes voyages, je me rends compte qu'analyser un conflit à distance est une chose. Etre sur place, au milieu de toutes les contradictions, en est une autre.

Où s'arrête l'indifférence et où commence la solidarité ? Que faire de mon amour pour cette autre Russie, qui m'accompagne depuis mon enfance, de Pouchkine à Tchekhov ? Une chose est claire : ceux qui, en cette période de guerre ethnique d'extermination, cherchent des certitudes et des explications monolithiques ne les trouveront certainement pas à Kiev. « *Nous n'avons pas besoin de pitié*, dit l'un des vétérans alors que nous nous quittons, *mais d'une véritable compréhension. Et, surtout, de soutien.* » ■

Traduit de l'anglais par Servane Décle

Milo Rau, dramaturge et metteur en scène suisse, est directeur artistique du festival de Vienne. Il a travaillé à Moscou jusqu'en 2013, avant d'être expulsé de Russie



LA CHRONIQUE
DE DOMINIQUE MÉDA

Le cercle vicieux de l'industrie européenne

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent d'augmenter et ont atteint un nouveau record en 2024. Pourtant, la responsabilité des énergies fossiles dans le changement climatique et la nécessité de diminuer drastiquement leur extraction et leur usage n'ont pas été mentionnées dans la déclaration finale de la COP30 réunie à Belém, au Brésil. Quelques jours plus tôt, le Parlement européen avait voté, grâce à l'alliance de la droite et de l'extrême droite, la loi « omnibus » qui organise un puissant recul sur le pacte vert de 2021.

Le 10 décembre, la Commission européenne devrait faire des annonces destinées à calmer la bronca des constructeurs automobiles de certains Etats membres concernant l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035. Autant de reculs qui aggravent la dépendance de l'Union européenne (UE) au pétrole et au gaz qu'elle ne produit pas mais qu'elle continue d'acheter, aux biens fabriqués ailleurs, comme les petits véhicules électriques dans la construction desquels elle ne s'est pas résolument engagée et qui viennent de Chine, laminant chaque jour notre industrie. L'incapacité de l'UE à anticiper les bifurcations technologiques et les reconversions industrielles est confirmée une fois de plus.

La France et l'ensemble des Etats membres sont désormais enfermés dans un cercle vicieux : plus nous tardons à verdir notre industrie, plus notre perte de souveraineté s'aggrave. Parce qu'elle continue à disposer de coûts de main-d'œuvre bas, qu'elle a pris une avance considérable dans la production et l'usage des énergies renouvelables, et qu'elle a récemment redirigé une partie de sa production vers l'Europe, la Chine rend la réindustrialisation verte de celle-ci terriblement complexe. Elle l'entrave doublement, en produisant et en nous inondant de biens à bas prix, et en ayant la haute main sur les minerais et terres rares ; qui sont les composants essentiels des technologies vertes et dont nous ne disposons pas. Nous sommes donc désormais, géopolitiquement, commercialement et technologiquement, sous la menace conjuguée de plusieurs empires.

Se démarquer des empires

Il est grand temps que l'UE se ressaisisse, choisisse une voie et s'y tienne fermement. Si elle veut préserver son indépendance, il lui faut planifier sérieusement, avec les Etats membres et leurs régions, une relance industrielle écologique et sociale coordonnée. L'automobile est un bon exemple de ce qu'il aurait fallu faire : au lieu de fabriquer des SUV, lourds, dangereux, gourmands en minerais et en batteries, et inaccessibles aux classes populaires et moyennes – même avec un bonus récemment augmenté –, il aurait été préférable que les constructeurs français s'efforcent de produire sur notre sol des véhicules électriques légers peu coûteux. Cela aurait, certes, sans doute réduit leurs marges unitaires, mais gonflé leurs volumes, permis de conserver de l'emploi et satisfait celles et ceux qui ont besoin de voitures. La CFDT et la CGT

PLUS NOUS TARDONS À VERDIR NOTRE INDUSTRIE, PLUS NOTRE PERTE DE SOUVERAINETÉ S'AGGRAVE

attireraient l'attention sur cette nécessaire réorientation depuis longtemps. En vain. Alors que l'extrême droite s'est saisie de la hausse des prix de l'électricité pour remettre en cause le développement des énergies renouvelables et les règles européennes de tarification de l'électricité, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour attirer l'attention sur la récente baisse drastique du coût de production du solaire et sur le fait que nous disposons maintenant de presque toutes les technologies nécessaires pour sortir des énergies fossiles. C'est notamment ce qu'explique Cédric Philibert dans *Climat. Les énergies de l'espoir* (Les Petits Matins, 224 pages, 20 euros). Même si cette thèse fait débat et que les innovations présentées mettront sans doute du temps avant d'être généralisables, une des manières pour l'UE de sortir de cette dépendance serait de développer massivement la production d'énergies renouvelables et de décarboner son industrie. Il lui faudra pour cela sortir du cercle vicieux, c'est-à-dire se protéger pendant quelques années de la concurrence chinoise, notamment en renforçant le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, en faisant jouer la commande publique et en ciblant les aides sur les industries à fort impact écologique et stratégique.

Lever les fonds nécessaires à cette relance écologique et sociale, soutenir la construction et la rénovation d'infrastructures permettant de relier par voie ferroviaire l'ensemble des grandes villes européennes, développer des réseaux de production d'énergies renouvelables sur l'ensemble des territoires, décarboner notre industrie, exigera à la fois une forte décentralisation et une étroite coordination européenne. En effet, la réussite d'un tel processus suppose que les Etats membres traduisent les mesures dans des politiques nationales cohérentes (subventions, infrastructures, formation, régulations), que des champions européens soient développés et soutenus, et que la concurrence entre Etats membres cesse de fragiliser l'objectif global.

Si l'UE telle qu'elle est aujourd'hui organisée n'est pas capable d'opérer cette conversion, il faudra que les Etats membres volontaires mettent leurs forces en commun pour déployer cette politique industrielle et parviennent à constituer un ensemble puissant et souverain. Une manière de se démarquer radicalement des empires qui cherchent à diviser et à détruire l'UE – et se caractérisent par des types de capitalisme et d'autoritarisme exacerbés – serait que cette politique soit mise en œuvre au sein des Etats membres par des entreprises dans lesquelles les travailleurs et leurs représentants participeraient pleinement aux décisions stratégiques. La démocratisation radicale de l'économie constitue sans doute l'arme la plus puissante dans les affrontements qui s'annoncent. ■

Dominique Méda
est professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine-PSL et présidente de l'Institut Veblen

Le régime de laïcité défend aujourd’hui une prétendue « identité nationale »

Alors que la France célébrera, le 9 décembre, les 120 ans de la loi de séparation des Eglises et de l’Etat, un collectif d’associations s’alarme de la transformation du régime de laïcité en un régime de surveillance des citoyens

La célébration du 120^e anniversaire de la loi de séparation des Eglises et de l’Etat du 9 décembre 1905 est l’occasion de rappeler combien la laïcité est essentielle à l’agencement de la vie démocratique. C’est l’intention de la Constitution qui en a fait, en la plaçant au service de la liberté, de l’égalité et de la fraternité, l’un des principes fondateurs de la République.

Reliant la France à la communauté des nations démocratiques, la laïcité trouve son origine dans la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen de 1789. En fixant « *le principe de toute souveraineté dans la nation* » (article 3), la déclaration affirme l’autonomie du pouvoir politique à l’égard des lois divines ; en affirmant que « *nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l’ordre public établi par la loi* » (article 10), elle permet à chacun de pouvoir choisir en toute indépendance ses propres croyances ou convictions. Se manifeste là une rupture décisive avec l’ordre d’Ancien Régime, fondé sur la primauté et l’unité de foi. Il est revenu à la législation de la III^e République de confirmer le dispositif établi en 1789. La loi du 9 décembre 1905, dont le Conseil d’Etat a rappelé [dans son étude annuelle 2004] qu’elle était la « *clé de voûte* » de la laïcité française, couronne la construc-

tion laïque en instituant la séparation des Eglises et de l’Etat.

Le texte, s’il contient des dispositions techniques concernant l’organisation interne des cultes, comporte surtout deux éléments fondamentaux. Il consacre d’abord la liberté de conscience, considérée dans sa double dimension individuelle et collective. Celle-ci apparaît dès l’article premier. La liberté appelle ainsi l’égalité : la loi protège identiquement les croyants et les non-croyants, sans qu’on puisse discriminer quiconque en raison de ses opinions religieuses ou convictionnelles. Ensuite, en affirmant, dans son article 2, que « *la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte* », la loi affirme la neutralité de l’Etat. Ce dernier doit se tenir à égale distance de toutes les conceptions englobantes du bien, afin de préserver le droit à l’égale liberté de conscience des citoyens.

Or, au cours des trois dernières décennies, le régime de laïcité a subi un dévoilement de ses principes originels : il était hier un dispositif de protection de la liberté individuelle ; il est devenu un appareil de défense de la prétendue « identité nationale ». A la laïcité de l’autonomie s’est substituée celle de la surveillance. Le refus d’accepter l’ouverture de la société actuelle à la pluralité de ses composantes culturelles a conduit à une instrumentalisation de la laïcité – contrant ainsi l’éthique universaliste de la Répu-

blique, et révélant une conception identitaire, et parfois ethnique, de la nation. Ce nouveau modèle a pris une nouvelle forme juridique, à travers une succession de lois et de règlements qui ont trouvé leur consécration limitative dans la loi du 24 août 2021 visant à « *conforter le respect des principes de la République* ».

Cette législation inédite a introduit, en rupture avec les principes de 1905, une double mutation. Jusque-là, l’impératif de neutralité ne valait que pour les espaces et les agents de l’Etat ; l’espace social étant, en revanche et sous réserve des exigences de l’ordre public, une zone d’expression ouverte à l’expression de la pluralité des convictions. Or, en témoignent certaines propositions de loi récentes, on réclame désormais l’extension de la règle de la discrétion en matière religieuse aux citoyens ordinaires. Ensuite, la « nouvelle laïcité » a réduit la sphère de la liberté. En agitant le chiffon

rouge du « séparatisme », en faisant valoir auprès de certains de nos compatriotes leur « devoir d’émancipation », en se faisant en cela le gardien des bons comportements, l’Etat est entré dans des domaines qu’il laissait jusque-là entièrement libres.

Contrôles sur les questions religieuses

Il intervient ainsi en réglementant le port du vêtement. Il soumet les collectivités locales à des contrôles inédits sur les questions religieuses et convictionnelles. Il réduit le champ d’autonomie à la fois des associations cultuelles et des associations ordinaires. Malgré le principe de séparation, la loi du 24 août 2021 va ainsi jusqu’à offrir la possibilité aux préfets de refuser à certaines la qualité d’associations cultuelles, les obligeant par ailleurs à de lourdes démarches administratives, renouvelables tous les cinq ans, qui menacent leur pérennité. Faut-il se résigner à cette dérive autoritaire ? Nous appelons, au contraire, à la résistance. Cette nouvelle interprétation accentue la défiance au sein de la société et empêche un vivre-ensemble harmonieux. Sans nier l’importance d’intégrer les citoyens dans un espace public organisé autour du respect de la liberté d’autrui et de la recherche de l’intérêt commun, il nous faut rétablir la laïcité sur ses bases historiques, en retrouvant la vision originelle qui en faisait un système de promotion de la liberté et non de surveillance de l’opinion.

Dans cette perspective, il s’agit de répondre à trois objectifs. D’abord, refaire droit à la liberté de conscience. Chacun doit pouvoir exprimer jusque dans l’espace social ses propres convictions et croyances sans qu’on lui impose, au nom d’un ordre moral que l’Etat se char-

gerait de définir, une quelconque invisibilité sociale, ni une artificielle homogénéité idéologique.

Mais il nous faut aussi reconstruire l’indépendance de la sphère politique. La loi de 1905 a placé l’Etat en dehors de tout contrôle des Eglises. Nous souhaitons renouer avec cette visée, qui est la condition d’une action publique autonome laissée, loin de toute soumission aux diverses cléricatures, aux seules déterminations de la délibération civique.

Il est nécessaire, enfin, de renouer avec l’idée de droit social. Au moment de la délibération de 1905, plusieurs défenseurs de la loi n’avaient-ils pas affirmé, tel Jean Jaurès, que « *la République ne resterait laïque qu’à la condition d’être sociale* » ? Nous l’affirmons à leur suite : il ne peut y avoir de réelle liberté indépendamment de l’amélioration des conditions matérielles dans lesquelles se déploient les existences individuelles.

Retrouvons le sens de la laïcité, battons-nous pour une laïcité de liberté qui se nourrit de fraternité et de bien commun, assurons-lui un avenir. ■

Signataires : Jean-Louis Bianco, président honoraire de la Vigie de la laïcité ; Christian Eyschen, secrétaire général de la Fédération nationale de la libre pensée ; Anne-Marie Harster, présidente de Solidarité laïque ; Emmanuelle Huisman-Perrin, responsable du groupe laïcité à l’Union rationaliste ; Hélène Lacassagne, présidente de la Ligue de l’enseignement ; Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l’homme

Yann Guégan Il est un outil dont les journalistes auraient tort de se priver : celui de l'autorégulation de la déontologie

La certification en amont et la saisine d’une instance indépendante en aval offrent aux médias les moyens de consolider leur crédibilité dans un espace informationnel instable, juge le vice-président du Conseil de déontologie journalistique et de médiation

L’air est connu. Quand les politiques commencent à se mêler du travail des journalistes, la première réaction de ces derniers est toujours l’inquiétude. Les nuques se raidissent, les éditoriaux fleurissent, et chacun rappelle l’importance de la liberté d’expression et de l’indépendance des rédactions.

Les commentaires suscités par les déclarations d’Emmanuel Macron en faveur d’une labellisation des sites d’information dignes de confiance n’ont pas fait exception. Mais, cette fois, l’offensive principale est venue des médias du groupe Bolloré et de leur camp politique, qui ont instrumentalisé sans vergogne la défense de la liberté d’expression dans leur combat contre Reporters sans frontières (RSF). L’Elysée et le gouvernement ont dû allumer des contre-feux pour rappeler qu’à aucun moment il n’a été question d’un contrôle étatique de la qualité de l’information.

Ce réflexe de rejet n’est pas sans vertu : il rappelle que, dans une démocratie, ce n’est pas au pouvoir en place de dire aux journalistes comment ils doivent travailler. Comme l’a résumé l’historien des médias Alexis Lévrier, « *par essence, il est suspect, pour un président, de se mêler du fonc-*

tionnement des médias ». Encore faut-il savoir de quoi on parle et ne pas se contenter de caricatures et de procès d’intention.

En France et ailleurs dans le monde, l’initiative la plus aboutie de labellisation – ou, plus précisément, de certification – est la Journalism Trust Initiative, portée par RSF. La certification ne vise pas à valider chaque contenu publié ou diffusé, ou à lui attribuer un score de fiabilité, mais elle concerne l’organisation et le fonctionnement des médias. Ils sont examinés par un auditeur externe, chargé de s’assurer du respect des bonnes pratiques.

Balayer devant sa porte

L’idée d’une certification, pratique banale dans beaucoup d’entreprises, suscite des réticences légitimes. Puisque l’information n’est pas un produit comme un autre, il n’y aurait rien à attendre des normes, des « contrôles qualité » ou des audits. Mais, à tous jours mettre en avant cet argument, on risque de se complaire dans une forme d’« exceptionnalisme » synonyme d’immobilisme. La labellisation est l’occasion de ressortir les chartes de déontologie des étagères et de réfléchir à la meilleure façon de produire une information de

qualité. Ce n’est jamais inutile.

Reste la question des bénéfices qu’elle peut apporter aux médias qui choisissent – librement, rappelons-le – de l’obtenir. Faut-il les mettre en avant dans les résultats des moteurs de recherche ? Doivent-ils recevoir davantage de subventions ? Quid des petites structures qui n’ont pas les moyens ou l’énergie que demande une telle procédure ?

La synthèse des Etats généraux de l’information évoque, prudemment, la possibilité pour les médias labellisés de « *bénéficier des avantages liés à cette reconnaissance* », sans préciser lesquels. Dans une lettre ouverte publiée en avril, RSF et plus de 190 médias (dont, en France,

l’AFP, Radio France et le groupe Ebra) vont plus loin, souhaitant que les géants du numérique indiquent la certification Journalism Trust Initiative des médias dont ils relaient les contenus, mais aussi qu’ils les mettent en avant dans leurs algorithmes. Cet activisme pose des questions et mérite d’être débattu, mais on reste loin de l’instauration d’une « vérité d’Etat » ou de la dérive totalitaire...

Surtout, le débat qu’Emmanuel Macron a soudainement ouvert ne doit pas se limiter à la question de la labellisation. Si elle permet au public de mieux identifier ce qui relève du journalisme dans un paysage informationnel que le numérique chamboule en permanence, elle ne dit rien de la qualité de chaque acte journalistique. Aucun média, même dûment labellisé, n’est à l’abri d’un dérapage. Les débats internes qui en résultent ne suffisent pas à retrouver la confiance du public. Et, à force de refuser de balayer devant sa porte, la profession pourrait subir une régulation autoritaire, à laquelle certains, à gauche comme à droite, appellent de plus en plus ouvertement.

Comment réagir ? Parmi les outils disponibles, il en est un dont les journalistes et les édi-

teurs auraient tort de se priver : celui de l’autorégulation de la déontologie, en toute indépendance. En France, elle est assurée par le Conseil de déontologie journalistique et de médiation (CDJM), créé en décembre 2019. Il offre un recours aux lecteurs, auditeurs et téléspectateurs qui pensent que les règles éthiques n’ont pas été respectées.

Pas de solution miracle

Le mécanisme est rodé : il existe une centaine de conseils de presse dans le monde, parfois depuis plus d’un siècle. En Belgique, en Suisse ou au Québec, les médias d’information acceptent qu’un regard extérieur se pose sur leur travail, afin de garantir que les textes déontologiques ne restent pas une collection de vœux pieux.

Les conseils de presse ou de déontologie ne sont pas des ordres professionnels, comme il en existe pour les médecins ou les avocats. Ils ne prononcent pas de sanctions, ne retirent pas le droit d’exercer. Le journalisme est une profession ouverte à tous et à toutes, et il doit le rester. Leurs décisions alimentent la réflexion sur ces questions, pointent du doigt les manquements et promeuvent les bonnes pratiques.

Instance qui représente à parts égales les journalistes, les éditeurs et le public, le CDJM s’appuie sur trois chartes d’éthique que personne ne remet réellement en cause. En six ans, il a traité plus de 1100 saisines, portant sur plus de 800 articles, émissions, posts sur les réseaux sociaux... et qui ont débouché sur plus de 280 avis, consultables sur son site.

Alors que la labellisation intervient en amont et en interne, l’autorégulation assurée par un conseil de déontologie joue son rôle en aval, après publication ou diffusion d’un contenu journalistique, et met les questions d’éthique sur la place publique. Ni l’une ni l’autre ne sont des solutions miracles. Mais elles ont un avantage qu’il ne faut pas négliger : ce sont les médias eux-mêmes qui peuvent les porter, pour renforcer leur position dans le chaos contemporain de l’information. En tenant le pouvoir politique à bonne distance. ■

Yann Guégan est vice-président du Conseil de déontologie journalistique et de médiation

Traits joyeuses fêtes !



L'époque

Le Monde

Dans une Syrie meurtrie, des femmes tentent de raccommoder ce que la guerre a défait en retissant le fil d'un art millénaire

2

ENQUÊTE

Les dernières brodeuses de Syrie

Une broderie représentant Houair Al-Housse, un village détruit par les bombes, dans la région d'Al-Safir, en Syrie, le 25 septembre. PAULINE GAUER POUR « LE MONDE »



L'Allemande Heike Weber, fondatrice d'Anat, et la couturière syrienne Daad Katash, à Damas, le 4 octobre. PAULINE GAUER POUR «LE MONDE»

est fini de la paix des hauteurs, du repos de l'alpage. Al-Safira, où elle a trouvé refuge, plus au nord, est vrombissante et polluée. «*L'inspiration vient désormais de nos rêves*», murmure Jamila Al-Joumaa, sa sœur, les paupières mi-closes. La dernière fois qu'elles ont cousu, les deux sœurs ont essayé d'imaginer leur vieux village. Quelques rayons de soleil, du linge suspendu à un fil et une rangée de maisons aux toits éventrés par les bombes. D'autres dessins racontent les flaques de sang, les champs en feu et les avions de chasse qui transpercent le ciel. Cela fait presque un an que la dictature d'Al-Assad est tombée, et le petit groupe de brodeuses est toujours claquémuré dans le passé.

Il faut dire que la broderie, travail d'ornementation de tissu à l'aide de fil, effectué à la main ou à la machine, a longtemps façonné la gloire de ces quelques femmes et, bien au-delà, celle de la Syrie. Symbole de la diversité légendaire du pays, fierté des années 1960, les tissus étaient envoyés jusqu'aux salons des têtes couronnées – les reines d'Espagne et de Jordanie, l'épouse du président turc, Recep Tayyip Erdogan, ou Asma Al-Assad, la femme du tyran, les ont portés. Le public des défilés les plus luxueux s'arrachait les créations du groupe de brodeuses, après que des photos de leurs robes ont figuré dans les pages de *Wallpaper*, magazine britannique de référence en matière de design.

Dans le fond d'un salon d'Al-Safira, une femme, concentrée, prend des mesures à l'aide d'un ruban à couture. «*Pourquoi ces fils pendouillent-ils encore à l'arrière?*», s'agace-t-elle, en tenant entre ses mains une pièce dont les finitions ont été négligées. Celle-ci n'est pas n'importe qui. Heike Weber, Berlinoise de 74 ans, fut la courroie de ce succès à l'international. Débarquée à Damas dans les années 1980 pour s'installer avec son mari, un Palestinien travaillant dans le cinéma rencontré en Allemagne, cette infatigable figure tutélaire de la broderie syrienne n'a cessé de courir pour promouvoir et revendre les créations du millier de femmes avec qui elle a travaillé. C'est désormais coincée entre deux béquilles – elle s'est cassé le coccyx en jouant au football avec son petit-fils – qu'elle cavale en Syrie à la recherche des dernières brodeuses, après que la plupart ont été forcées de s'exiler à l'étranger.

Entre Heike Weber et la couture, la rencontre s'est faite il y a quarante ans. A l'époque, l'Allemande, qui vient de terminer ses études de littérature, arrive à Damas et souhaite impressionner sa belle-mère, une Palestinienne réfugiée dans le camp de Yarmouk, dans les faubourgs de la capitale. Elle compose alors une pièce brodée de ses mains. «*C'est joli*, lui dit la belle-mère, *mais ce n'est pas*

comme cela que l'on fait.» La couleur rouge est trop orange, les motifs placés à l'envers. Heike Weber comprend que la broderie possède ses règles, telle une langue sa grammaire. «*C'est comme l'arabe*, explique-t-elle aujourd'hui. *Tu peux essayer d'en imiter la calligraphie, mais si tu ne composes pas les lettres parfaitement, un arabophone ne pourra pas te lire.*» Sa belle-mère ne dispose pas de l'alphabet pour lui en expliquer les dogmes. Heike Weber ira les chercher par elle-même, dans des livres et des recueils dispersés aux quatre coins de la planète.

Dans le reste du monde, la broderie a failli rendre l'âme, étouffée par l'arrivée, dans les années 1990, de la fast-fashion, avant de renaître sur les podiums, de traverser les modes et de trouver sa place dans les vitrines des boutiques les plus chics des capitales occidentales. En Syrie, la broderie a vécu telle une archive cousue contre l'occupation, les guerres et la censure. Née pendant l'Antiquité, quand les populations de l'Extrême-Orient et de l'Occident se sont croisées sur les routes commerciales, la broderie du Levant – région englobant aujourd'hui le Liban, la Syrie, la Jordanie, la Palestine et une partie de l'Irak – n'a cessé d'être influencée par les empires. On retrouve de l'héritage byzantin des motifs riches et sophistiqués, inspirés de l'iconographie chrétienne. La période ottomane a ensuite drainé son lot de symboles – tulipe, œillet et arabesques –, enrichis du précieux matériel tout droit venu de la Sublime Porte, le palais du sultan à Istanbul.

Les années 1960 sonnent la création de la République arabe syrienne. La broderie est alors le moyen d'expression des nombreuses communautés qui composent le jeune pays. Chaque région, parfois chaque village, dessine ses propres contours, invente ses couleurs et cultive ses techniques : points croisés à Homs, fils d'or et d'argent à Damas, motifs géométriques dans la Djézireh, dans le nord-est du pays. On se passe les patrons comme on se passe les nouvelles. Les aînées lèguent aux cadettes le fameux tour de main. Un langage partagé, qui parle de fécondité, de tradition, de protection, de vie et de mort.

L'âge d'or intervient dans les années 1990, sous le régime d'Hafez Al-Assad (1930-2000), le père de Bachar, président de 1971 à sa mort. Le pays autoritaire est fermé à double tour. On coud ce que l'on ne peut dire, la modernité industrielle arrive tard, le circuit court et le travail manuel conservent leur place. C'est dans ces conditions que l'affaire de Heike Weber a pu voir le jour et prospérer.

L'aventure commence en 2001. L'Allemande, désormais prise d'adoration pour la broderie, souhaite en découvrir davantage sur les coutures syriennes. Elle

s'achète une petite voiture et commence à sillonner le pays. Elle comprend que la richesse de la broderie se trouve dans les villages : «*Les femmes y étaient plus patientes. Dans les villes, tout le monde voulait déjà que ça aille vite. L'inspiration portée par la lenteur y avait déjà disparu.*» Partout où elle s'arrête, elle choisit une maison, s'y installe quelques jours, puis invite les femmes à converser. Les rendez-vous sont toujours articulés autour d'un thème : comment fait-on du pain ? A quoi ressemble la vie après la mort ? Comment se transforment les champs au rythme des saisons ? «*Je revenais quelques jours plus tard et constatais qu'elles avaient traduit nos conversations sur le tissu*», s'étonne encore Heike Weber.

Au fil du temps, certaines femmes, pour la plupart agricultrices, retournent travailler dans les champs. Celles qui restent se divisent alors par familles et redoublent de motivation. «*Il y avait une émulation, une sorte de concurrence positive entre elles. Un jour, une femme m'a dit : 'Merci d'être venue. J'ai fait de la broderie toute ma vie, mais cela n'intéressait pas ma fille. Tu as ramené de la vie dans notre village.'*» Cela suffit à convaincre Heike Weber. Un an plus tard, elle lance son projet avec des femmes d'une douzaine de localités, dans les provinces d'Alep, d'Idlib et de Hama, dans le Nord, jusqu'à Souweïda, dans le Sud. Au total, près de 1 000 couturières seront re-

groupées sous un label au nom évocateur : «*Anat*», du nom d'une déesse guerrière originaire du Levant.

A Damas, Heike Weber choisit soigneusement sa vitrine, 240 mètres carrés dans l'antique quartier chrétien, apprécié des touristes étrangers. En 2007, elle y organise une exposition. Les travaux des femmes sont mis en majesté, sur des mannequins de bois, encadrés sur les murs, pendus en vitrine : 90 % du stock est écoulé en une soirée. Une petite clientèle, riche, se développe, au Liban, en Norvège, en Italie, aux États-Unis ou au Japon. «*La situation politique faisait que je ne pouvais pas exporter mes produits moi-même. Mes clients venaient à Damas, puis faisaient le marketing à ma place. En échange, je les emmenais rencontrer les femmes dans les villages, pour qu'ils aient conscience des conditions de vie.*»

Une robe est vendue jusqu'à 1 000 dollars (860 euros). La boutique déborde de nappes scintillantes, d'édredons, de sacs cousus de fils et de tissus colorés, des pièces tatouées de calligraphie arabe et de vieux symboles. Une fois le salaire de Heike Weber prélevé, la moitié des bénéfices tombe directement dans la poche des couturières. «*On avait l'habitude de travailler dans les champs, de prendre soin de nos oliviers, d'être soumises aux lois des saisons*, relate Chamaa Al-Mala, 49 ans. *Je ne pensais pas qu'il était possible de faire un travail si stable et régulier.*» Le reste est mis à disposition dans une caisse commune pour les villages ; aux femmes d'en choisir l'affectation. Alors touchées par l'exode rural, les campagnes s'appauvrissent. «*Bachar [Al-Assad] était plus intéressé par le développement des technologies que par celui de ses bourgades*, décrit Heike Weber. *Le fossé entre les villes et les villages n'a cessé de se creuser.*»

A Umm Miyal, 2 500 âmes isolées sur les plateaux arides du nord du pays, les femmes choisissent de mettre en place des bus scolaires. L'école du secondaire la plus proche se trouve à 15 kilomètres, cinq heures aller-retour pour un bon marcheur. La plupart des enfants arrêtent leur scolarité après la primaire. Le premier jour, sur la place du village, une nuée de nouveaux élèves s'entassent en courant dans le petit car rouillé. Aucun siège n'est laissé vide. «*De trois, ils sont passés à soixante-dix. C'était une minirévolution dans le village!*»

Second bouleversement, et non des moindres : les femmes, jusqu'alors subordonnées au travail de leur mari, prennent goût à l'indépendance financière et s'échappent du carcan patriarcal traditionnel. «*Les hommes commençaient à se révolter*, raconte aujourd'hui Heike Weber. *Ils me disaient : "Vous avez*

Par Manon Chapelain

Al-Safira, Damas, Houaïr Al-Housse, Umm Miyal (Syrie) - envoyée spéciale

Du haut de sa roche, Watta Al-Joumaa a longtemps tenu à ses petites habitudes. Dès l'aube, cette brodeuse escaladait les collines décharnées de Houaïr Al-Housse, village retiré des plateaux alépins, avant de planter sa chaise près de son troupeau. De là, le silence enrobait le petit matin. Le canevas n'était jamais préparé : l'inspiration venait ainsi, l'horizon comme seule perspective, l'aiguille plantée dans le tissu pour dessiner les contours du paysage. Jusqu'à cette soirée d'automne 2013, lorsque les obus d'artillerie de Bachar Al-Assad (président de 2000 à 2024) se sont abattus sur les fragiles toits du village. Commencée en 2011, la révolution s'est muée en conflit armé. Tout le monde a dû prendre la fuite tous azimuts à travers la montagne. Depuis, les broderies de Watta Al-Joumaa, 61 ans, se sont obscurcies. D'aucuns diraient que l'art est le reflet de l'âme. Ici, la guerre a tout emporté sur son passage, jusqu'aux couleurs les plus vives.

Douze ans plus tard, l'horizon de la brodeuse se limite aux quatre murs d'un salon aux couleurs défraîchies. C'en

ENQUÊTE

La guerre au bout du fil

Depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad, fin 2024, un petit groupe de Syriennes, mené par une Allemande de 74 ans, tente de faire renaître le savoir-faire de la broderie du Levant. En transformant le tissu en récit, elles dévoilent les déchirements d'un pays soumis aux séismes de l'histoire



Le 19 octobre, à Deir Atiyah. La plus haute statue d'Hafez Al-Assad (1930-2000), le père de Bachar, président de 1971 à sa mort, qui surplombait la ville située dans l'ouest de la Syrie, a été renversée par les rebelles, lors d'une offensive, fin 2024. PAULINE GAUER POUR « LE MONDE »

chamboulé notre quotidien, les femmes parlent fort, elles sont devenues puissantes, elles nous répondent.” »

Le succès du business est tel que ces derniers demandent à y être intégrés. En 2010, le projet d'un atelier visant à assembler les broderies des femmes est destiné à leurs maris.

Au même moment, les autocraties du monde arabe se mettent à trembler. L'étincelle révolutionnaire gagne la Syrie en mars 2011. Deraa, dans le Sud, puis Damas s'embrasent. Le peuple syrien réclame du pain, de l'électricité, et hurle dans la rue son besoin de s'exprimer. La répression de la dictature baasiste est immédiate : les manifestations sont écrasées par les armes, et les cadavres de civils s'accumulent dans les rues. La colère du peuple syrien prend un tournant militaire. C'est le début de la guerre civile.

Heike Weber ne baisse pas les bras. Au volant de sa voiture, elle continue ses allers-retours, la plage arrière saturée de tissus colorés. Il faut apporter de l'argent dans ces villages enclavés, y maintenir un semblant de normalité. En juillet 2012, les feux de la guerre s'emparent du nord du pays : les insurgés lancent une offensive contre l'armée régulière à Alep. Durant quatre ans, la ville est divisée en son cœur. Les combats se déplacent en périphérie, et la majorité des

villages des couturières deviennent inaccessibles. A travers la Syrie, l'artillerie est parvenue à tout faire taire, les âmes d'artiste et les commerces prospères, jusqu'à celui du groupe mené par Heike Weber.

Rouqayya Al-Wahich, 49 ans, se souvient parfaitement du jour où elle a dû abandonner son atelier au souffle des missiles. A Umm Miyal, elle avait disposé ses aiguilles et ses bobines dans une petite pièce construite avec l'argent tiré de ses broderies. Au mur, elle avait accroché de la céramique, autour de la maison, bâti une clôture et, dans le fond du jardin, creusé un puits. *« J'étais une fille de la campagne, je n'étais pas instruite, explique-t-elle. Nous n'avions pas d'emploi, jamais je n'aurais pensé pouvoir acheter ce que je souhaitais avec mon propre salaire. »*

Umm Miyal est coïncé entre deux collines. Des guérites militaires ont été érigées sur chaque sommet. D'un côté, les rebelles de l'Armée syrienne libre, de l'autre l'armée de Bachar Al-Assad. Les combats éclatent en février 2013. *« Nos maisons étaient régulièrement pillées. Parfois, des missiles s'écrasaient juste à côté. C'était dur, mais nous survivions. »* Bientôt, les djihadistes de l'organisation Etat islamique occupent sporadiquement le Nord, imposant la charia et la terreur. *« Dans le village d'à côté, ils ont massacré un jeune homme*

devant tout le monde, puis ont interdit de l'enterrer pendant trois jours, relate Rouqayya Al-Wahich. Juste pour nous effrayer. Pour nous montrer que, désormais, c'étaient eux qui décidaient. » La couturière, son mari et leurs huit enfants prennent la fuite plus au nord, direction Manbij, alors aux mains des rebelles de l'Armée syrienne libre.

L'itinéraire de Rouqayya Al-Wahich ressemble alors à celui de centaines de milliers de Syriens. Dans le sillage des combats, la famille est déplacée d'un camp à l'autre. Grâce aux quelques aiguilles et au fil qu'elle a emportés avec elle, elle tue le temps, assise en tailleur dans sa tente, en brodant les canevas créés par Heike Weber. Toutes ces pièces, elle les conserve dans un gros sac de toile, qu'elle emporte partout, tel un fragile trésor. *« J'ai perdu ma maison, mes champs, j'ai perdu des centaines de belles choses, mais j'ai toujours gardé ce sac. Ce n'étaient pas les broderies dont j'étais le plus fière, il me manquait du matériel. Mais je m'étais mis en tête qu'il fallait que je les livre à Heike. »*

Les deux femmes ont alors perdu contact. Aucune des deux ne sait si l'autre est encore en vie. En 2017, le régime a regagné une bonne partie du territoire. Bien que de nombreuses enclaves lui échappent encore, la circulation est de nouveau possible. Heike Weber décide d'organiser à Damas une exposition avec les quelques broderies en sa possession. Les télévisions sont présentes pour immortaliser l'événement. Sur son petit téléphone portable, Rouqayya voit se dessiner le visage creusé de son amie allemande, ses yeux bleus scintiller derrière de grosses lunettes rondes. Heike Weber est en vie, et toujours en Syrie.

Sur une terrasse ombragée par les vignes, en périphérie d'Alep, Rouqayya Al-Wahich, le visage cerclé d'un fin voile noir, découpe soigneusement les contours d'un tissu en lin. A ses pieds, une abaya transparente est posée en boule, des filets d'or brodés du col jusqu'aux manches. Deux mois qu'elle y travaille et, en cette fin septembre, la voilà enfin terminée. Des pas claudicants résonnent au loin, puis le bruit grinçant d'un portail. Heike Weber, appuyée sur ses deux béquilles, apparaît derrière le feuillage. Les deux femmes se tombent dans les bras – cela fait plusieurs mois qu'elles ne se sont pas vues.

Rouqayya Al-Wahich lui tend ses derniers ouvrages. L'Allemande sort une liasse de sa poche, quelque 410 000 livres syriennes – une trentaine d'euros – soit, avant la chute du régime, plus du double du salaire mensuel médian. Depuis 2017, le business a doucement repris. Un atelier a trouvé ses quartiers dans le sous-sol de la maison damascène de Heike Weber, quelques machines à

coudre disposées entre des chutes de tissu, d'innombrables aiguilles et des croquis accrochés au mur. Les broderies sont vendues dans trois galeries de la capitale. Rien de comparable au passé, mais *« il faut bien commencer quelque part ! »*, concède l'Allemande en passant en revue une à une les robes suspendues sur une grande tringle.

Depuis la chute du régime, elle tente inlassablement d'organiser un défilé dans la capitale. Difficile d'obtenir une autorisation. *« Ce nouveau gouvernement n'en a rien à faire de la culture. Le ministre n'est jamais là ! Il est plus occupé à serrer des mains et à faire de la représentation à l'étranger. »* La chute du tyran a tout de même permis une avancée non négligeable : l'ouverture des routes, permettant à Heike Weber de sillonner de nouveau la Syrie.

Difficile, toutefois, de retrouver la trace de toutes les couturières. La plupart ont été forcées de fuir, au Liban, en Turquie, en Jordanie... Au total, 80 femmes travaillent de nouveau aux côtés de Heike Weber, dont de nouvelles recrues : Fatma Mohammed, la fille de Rouqayya, coud lorsqu'elle n'enseigne pas l'arabe – elle fait partie des enfants qui ont pu poursuivre leurs études grâce aux bus affrétés par les couturières.

La famille occupe désormais une belle bâtisse, dans les environs d'Alep : un compromis trouvé avec un ami, le

propriétaire. Tout de même, loin de chez elle, difficile pour Rouqayya Al-Wahich de retrouver l'inspiration : *« Ici, tout a une teinte grise. Le sentiment de joie a disparu. »* Alors, en cette fin de journée d'automne, les deux femmes se serrent de nouveau à l'avant d'une petite voiture. Comme à la grande époque : direction le village.

Des ombres se dévoilent sur un plateau aux couleurs rouge orangé. Quelques rayons de soleil inondent les carcasses des maisons éventrées. Celles-ci sont typiques d'un autre temps, on les surnomme « maisons de ruche », toutes faites d'argile, le toit arrondi sur les angles. Tout autour, la poussière est soulevée par un vent qui rend sourd. De toute façon, il n'y a plus grand-chose à entendre, que les jurons d'un vieillard et les chiens qui s'ébrouent. Depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad, seules trois familles sur la centaine d'alors sont de retour. Les yeux de Rouqayya Al-Wahich s'embrument. *« Ça me fait mal de voir ça »,* déclare-t-elle en soupirant, en apercevant sa maison. Ce n'est pas l'envie qui manque, mais sans âme qui vive, elle ne s' imagine pas revenir ici.

En 2024, avec l'argent des broderies et quelques dons de mécènes, elle et Heike Weber ont lancé de nouveaux projets pour le village : des panneaux solaires, un purificateur d'eau et quelque 400 oliviers, plantés non loin de la place qui accueillait autrefois les bus pour l'école. Rien qui ne suffise, hélas, à faire revenir ses voisins : la Syrie peine à se relever de ses longs mois d'hiver sans pluie, le plus sec depuis soixante-dix ans. Les champs, d'ordinaire verdoyants, ne germent plus. Impossible pour ces familles paysannes de revenir sans pouvoir faire paître leurs bêtes.

Le long du vieux mur qui entoure le village, les deux femmes étalent une natte pour contempler l'épaisseur de la brume qui inonde généreusement le paysage. Une voisine débarque, thèière bouillante à la main. Voilà longtemps qu'elles n'ont pas eu l'occasion de tenir leur réunion. Cette fois, la thématique s'impose : à quoi ressemblera donc leur avenir ? *« Impossible à savoir, tranche Heike Weber. Mais si les femmes ne retournent pas dans leurs villages, il y a un risque que la broderie syrienne disparaisse. Elles ont toujours été inspirées par leurs rencontres, par la nature. »*

Ces dernières années, Rouqayya Al-Wahich s'est donné pour mission de léguer ses techniques à l'ensemble des femmes de sa famille, une trentaine au total. *« Si Dieu me donne d'assez longues années, il y aura bientôt des petites-filles et des arrière-petites-filles à qui tout apprendre. »* Elle peut y croire, maintenant que les bombes du régime et de ses alliés ont cessé de déchirer le ciel.

« J'ai perdu ma maison, mes champs, mais j'ai toujours gardé ce sac [rempli de broderies] »

Rouqayya Al-Wahich
couturière pour Anat



ALE GIORGINI

WORK IN PROGRESS

Petite philosophie du bourrage papier

Nicolas Santolaria

Connaissons-nous les objets que nous utilisons quotidiennement au bureau ? Pas vraiment. L'ouvrage « Bourrage papier. Leçons politiques d'une imprimante » invite à retisser ce lien distendu

En entreprise, l'imprimante figure ce totem physique autour duquel tout le monde se retrouve à un moment ou à un autre. Avec ses nombreux réglages, ses innombrables boutons, ses caissettes de chargement, elle a tout de l'objet qui en impose, mais nous reste, dans le fond, étranger. Récemment, c'est une collègue qui est venue à mon secours pour effectuer un scan et, sans elle, je serais sans doute encore en train de m'interroger devant cette constellation de touches mystérieuses.

« *Quelque chose nous échappe. Nous sentons bien que si ces objets nous rendent de grands services dans la vie quotidienne, nous savons en réalité bien peu de choses sur la manière dont ils fonctionnent. C'est comme si ces objets ne nous étaient pas adressés. Ils sont là parmi nous, sans être véritablement avec nous* », écrivent Matthieu Raffard et Mathilde Roussel dans leur ouvrage *Bourrage papier. Leçons politiques d'une imprimante* (Les Liens qui libèrent, 272 pages, 20 euros). Faut-il alors se satisfaire de ce déficit de communication ?

Comme souvent avec les objets techniques, les premiers questionnements surgissent au moment d'une panne. « *FatalError 0040*. » Une impression devenue impossible qui nécessite l'intervention d'un technicien spécialisé, afin de changer la pompe à encre d'une Epson Stylus Pro 4900. C'est à ce moment-là, où, par sa dysfonction, l'objet se signale à l'attention, que les auteurs s'aperçoivent qu'ils sont non seulement dans l'impossibilité de le réparer eux-mêmes, mais plus encore de le comprendre.

Les deux artistes et enseignants envisagent alors de faire véritablement connaissance avec l'imprimante, en explorant de nouveaux modes relationnels, plaçant leur démarche dans un au-delà de l'utilitarisme, où la sensualité, les affects ambivalents, et l'étrangeté intrinsèque de l'appareil ont droit de cité.

Connaître une imprimante peut prendre différents chemins et impliquer, par exemple, une opération de démontage. Laquelle permet de découvrir que quasiment chaque pièce porte une inscription, le plus souvent cryptique, comme ce « *HST-RU-34* » que les auteurs entreprennent de traduire en code binaire pour essayer de lui faire dire quelque chose en utilisant les techniques divinatoires du *Yi Jing* (« le livre des mutations »). Tout cela a, bien sûr, une dimension fantasque, mais il faut voir aussi dans cet exercice poétique, qui envisage les entrailles de la machine sous un jour oraculaire, une tentative de restaurer le lien abîmé aux objets. Qu'a-t-il à nous révéler, finalement, cet agglomérat de plastique et de circuits imprimés, sur notre devenir ?

Tenter de mouler les gestes usuels de l'utilisateur afin d'en souligner l'aspect résiduel, fracasser à coups de batte de base-ball la plaque de verre du scanner dans une Fury Room, (« *comme si nous étions en train d'achever des bêtes mourantes* », écrivent Matthieu Raffard et Mathilde Roussel), concevoir sa propre encre végétale : parmi d'autres, ces expériences à la frontière de l'art et de la pensée en mouvement participent d'une tentative d'épuisement de l'imprimante, traduisant le rapport affectif ambivalent (fait de désir de soin et de pulsion de destruction, voire de « rage ») qui nous unit aux outils technologiques.

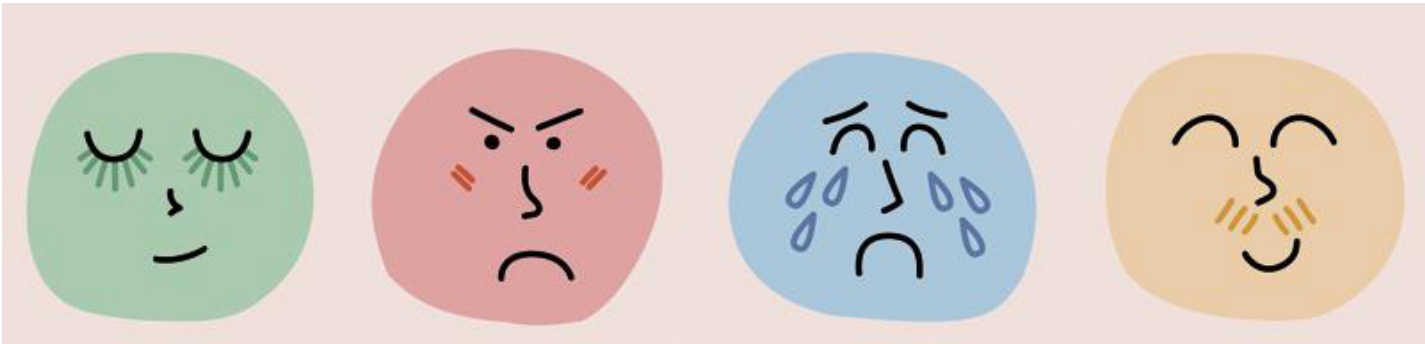
Elles génèrent des prolongements analytiques souvent profonds, convoquant aussi bien la théorie de l'hyperobjet que donnant lieu à des digressions sur le luddisme, cette révolte ouvrière consistant à s'en prendre aux outils de production. L'objet est ici restauré dans sa matérialité, son mystère à explorer, sa foncière récalcitrance, devenant la porte d'entrée d'univers de sens parallèles transformés en polyphonie par cet ouvrage passionnant. Lisez-le, et vous ne regarderez plus votre imprimante avec le même œil.

Comme souvent avec les objets techniques, les premiers questionnements surgissent au moment d'une panne

DARONS DARONNES

Le jour où votre temps est devenu une denrée rare

Devenir parent, c'est accepter d'avoir un minuteur dans la tête. Deux études statistiques, lues par **Clara Georges**, indiquent toutefois que les mères sont encore les maîtresses des horloges



BENJAMIN CARROT

Dimanche soir, en allu-

mant la console pour jouer avec les enfants, j'ai été prise d'une vague de nostalgie. La musique de *Rayman* – un jeu de plateforme, qui a pour héros une petite bestiole – m'a catapultée en 2014, lorsque mon compagnon et moi passions de longues heures à y jouer, affalés sur le canapé. Cet hiver-là, nous nous émerveillions de voir mon ventre s'arrondir et vivions suspendus à une grande question : comment allions-nous devenir des parents ?

Onze ans et trois enfants plus tard, nous avons trouvé quelques réponses, et beaucoup d'autres questions. Mais il y a une transformation profonde que nous n'avions pas anticipée, et c'est celle-là qui m'a rendue si nostalgique : notre rapport au temps. Je ne parle pas là philosophie mais horlogerie. A l'époque de *Rayman*, nous étions certes deux, mais chacun de nous disposait de ses journées comme il l'entendait. Le matin, quand le réveil sonnait, je voyais devant moi une étendue ininterrompue. Le temps était une ligne continue tendue vers l'avenir.

Puis les enfants sont nés. Cela n'a pas changé en un jour, ni même en un an. Mais aujourd'hui, quand la musique de *Rayman* me ramène onze ans plus tôt, je constate que mon rapport au temps est complètement transformé. A toutes les échelles. Celle d'une journée d'abord : quand le réveil sonne, ce qui se matérialise dans mon esprit, ce n'est plus une ligne continue, mais une série d'étapes, comme des arrêts sur un plan de bus. 8 h 30, premier arrêt. Ensuite s'ouvre une plage de temps de travail. Quoi qu'il arrive – quoi qu'il arrive ! –, cette plage devra s'interrompre pour mon compagnon ou pour moi lors de l'arrêt suivant.

Cela n'a peut-être pas l'air de grand-chose, mais c'est une révolution chronobiologique pour tout être humain. On a parlé, dimanche 23 novembre, de la convention citoyenne sur les temps de l'enfant, qui réfléchit justement au rythme de l'école, et à ses conséquences sur la santé des mineurs. On évoque moins à quel point cette organisation structure la vie des parents et, partant, de toute la société.

Quand je n'ai plus ces impératifs parentaux, je ne sais plus quoi faire de ma peau. A 18 h 30, mon bus ne marque

pas l'arrêt, et je ne sais plus où descendre. Je n'arrive pas, malgré tous mes efforts, à me souvenir de ce que je faisais de tout ce temps disponible *avant*. Mes journées sont des petites tranches. C'est aussi le cas de mes semaines, de mes mois, de mes trimestres. C'est plaisant.

Je commence par ce constat parce qu'il n'est pas si évident. Retrouver le rythme de ma propre enfance est apaisant. L'heure du goûter, le film du vendredi, les marrons qui tombent, les vitrines de Noël... Accepter de prendre plaisir à ces rites, c'est se mater soi-même.

Mais ce n'est pas seulement plaisant. Devenir parent, lorsque l'on est en couple (et a fortiori quand on est séparé), c'est accepter que son temps soit mis au pot commun. Que lorsque l'un n'est pas là, l'autre doit l'être. Que le temps se divise. Et, contrairement au cœur qui grandit pour faire de la place à une petite sœur, le temps, lui, n'est pas extensible. Il est un gâteau qu'on coupe en parts et que l'on boulotte jusqu'à la dernière.

Certaines situations rendent la chose plus facile : un travail avec des horaires souples, des finances au vert, des distances acceptables au quotidien... Il n'en reste pas moins que ce partage du temps est forcément source de frictions, et parfois de franches tensions. Au point que l'on peut être tenté d'en tenir la comptabilité fine.

Ce minutage, d'autres l'ont fait pour nous, et ce qu'ils révèlent est éclairant, mais pas du tout rassurant. La direction de la recherche, des études, des évaluations et de la statistique (Drees) a publié, le 20 novembre, deux travaux actualisés sur le temps parental et l'organisation des familles sur une semaine habituelle.

Pour cette dernière étude, les autrices ont considéré une semaine complète, nuits comprises, soit cent soixante-huit heures, dans les familles en couple avec des enfants de moins de 6 ans. Eh bien ! les parts du gâteau sont très très mal coupées.

Sur une semaine, les mères s'occupent seules de leurs enfants pendant plus de vingt-trois heures, soit presque une journée entière (14 % du temps), tandis que les pères, eux, sont seuls avec les

Sur une semaine, les mères s'occupent seules de leurs enfants pendant plus de vingt-trois heures, soit presque une journée entière

petits pendant seulement 5 h 47 (soit 3 %).

Un autre chiffre m'a sidérée : 45 % des enfants ne passent jamais de temps seuls avec leur père. Près de la moitié ! Ce déséquilibre est accentué par un cas de

figure particulier, lorsque l'un des parents travaille et l'autre non, parce que les mères sans emploi prennent beaucoup plus en charge leurs enfants que les pères sans emploi. Mais il est présent dans toutes les configurations d'emploi.

Les foyers les plus égalitaires, apprend-on dans l'autre étude qui porte sur les parents en emploi à temps complet, sont ceux dans lesquels les parents se « passent le relais ». Là, le père est seul avec son enfant en moyenne trois heures par jour (contre 1 h 20 pour la moyenne générale), soit quinze minutes de plus que la mère. Ce sont souvent des couples qui travaillent en horaires décalés. Les mères de ce groupe d'études travaillent plus que la moyenne, sont moins diplômées et le plus souvent ouvrières ou employées, tout comme les pères. Dans tous les autres groupes, la mère est la principale responsable, même au sein du groupe « égalitaire », où l'on retrouve le plus de diplômés et de revenus élevés.

Ces inégalités donnent le vertige. D'autant que les études montrent aussi l'évolution sur vingt ans, et ce n'est pas folichon. Entre 2002 et 2021, le temps de présence des mères auprès des enfants de moins de 6 ans a diminué de 6 h 40 par semaine. C'est lié à la hausse de leur taux d'emploi. Le temps de présence des pères, lui, a augmenté de 2 h 30, avec un pic depuis ces dernières années (+ 4 h 15 depuis 2007). Mais ne croyez pas qu'il s'agisse de vases communicants. Les pères passent plus de temps auprès de leurs enfants, oui, mais pas seuls, uniquement en présence des mères. C'est surtout un effet de la hausse du télétravail, expliquent les auteurs.

Il y a mille autres données intéressantes dans ces études, parfois réjouissantes. Par exemple, dans les familles monoparentales, le temps de présence des pères augmente fortement, et la part d'enfants sans aucun contact avec leur père diminue beaucoup. J'y reviendrai en d'autres occasions.

Tout cela a aussi soulevé chez moi des interrogations. Le temps se rééquilibre-t-il quand les enfants grandissent ? Cesse-t-il de nous apparaître comme un gâteau en tranches ? Comment faire en sorte que le gâteau soit mieux coupé ? J'aimerais bien y réfléchir, mais je n'ai pas le temps.

RETRAITE

Départ en tête de gondole

Fêtes scénarisées, transpalettes décorés et vidéos virales : la grande distribution met en spectacle ses fins de carrière, entre hommage sincère et stratégie de recrutement dans un secteur en tension

Djaïd Yamak

Muriel Jamet, 63 ans, se lève, trempe ses tartines dans un bol de thé, avale un expresso, fait démarrer sa voiture, se gare devant le E. Leclerc de Sarrebourg (Moselle). Comme tous les matins depuis 1982. Il est 8 h 30, un samedi d'août 2024, quand cette figure du magasin, quarante et un ans et huit mois de carrière dans le même supermarché, entame l'une de ses dernières journées dans la vie active. Son successeur l'attend sur le parking. « Je partais pour faire ma journée, comme d'habitude. Et là, je vois un attroupement énorme à l'entrée du magasin... »

Caissiers, caissières, employés libre-service, chef de rayon et patrons... Ils forment une haie d'honneur pour célébrer le départ à la retraite de Muriel. Pour l'occasion, des clients et des fournisseurs ont fait le déplacement. Certains salariés brandissent des pancartes rappelant les dates-clés de sa carrière. Assise sur le fauteuil traditionnellement réservé au Père Noël lors des fêtes de fin d'année, lui-même tracté par un transporteur de palettes, Muriel Jamet savoure. Elle fait le tour du magasin, arborant une écharpe de miss sur laquelle est inscrite la mention « La retraite, c'est chouette ». Une vidéo des temps forts de ce moment, d'une durée de cinquante-cinq secondes, a été publiée sur les comptes Facebook et TikTok du magasin.

« J'étais très émue et surprise de voir tous mes collègues et clients réunis, confie-t-elle. C'est un métier qui m'a intéressée toute ma vie. J'ai toujours couru à mon travail. C'était une vraie reconnaissance pour moi. » Et pour cause : entrée dans l'entreprise à 21 ans, en janvier 1982, comme employée libre-service, elle devient employée principale, cheffe de rayon, puis cheffe du département textile. « Muriel Jamet a fait toute sa carrière au magasin, elle fait partie de l'identité E.Leclerc », déclare Jean-François Froemer, patron du magasin, 58 ans, dont trente-cinq dans cet enseigne.

Les pots de départ à la retraite font partie d'une culture d'entreprise ancestrale. Mais de plus en plus de vidéos, publiées sur les comptes Facebook, TikTok et LinkedIn de supermarchés, mettent en scène ce moment de bascule professionnel, sur fond de musique larmoyante. Un moyen comme un autre de faire de la publicité à moindres frais. Ce format est aussi plébiscité dans d'autres milieux professionnels. Des vidéos de départ à la retraite – moins nombreuses qu'en supermarché – prennent place à l'école, à l'hôpital ou dans des casernes de pompiers. Deux conditions sont requises. La première : avoir plusieurs décennies de carrière derrière soi. La seconde : les avoir passées au sein de la même entreprise.

Dans ce moment de transition vers la vie de jeune retraité, le décorum est toujours assorti au corps de métier. Après vingt-sept années de bons et loyaux services dans le magasin E. Leclerc de Saint-Pierre-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), Bruno Mathoux, « responsable charcuterie traiteur fromage coupe »,

tire sa révérence sur un tire-palette recouvert de saucissons et de jambons.

A Sarrebourg, les départs à la retraite sont organisés par les ressources humaines. Le rayon traiteur est mobilisé pour la préparation de petits fours. Il n'y a pas de cahier des charges précis, assure Jean-François Froemer. « Il n'y a pas de charte. On copie les bonnes pratiques. On fait aussi en fonction de la personnalité du salarié. » Une chose est sûre : la

balade à bord d'un transpalette semble faire consensus, d'un supermarché à l'autre.

Une manière de mettre en scène les coulisses du magasin, de célébrer ses « héros du quotidien », comme l'explique Jonathan Le Borgne, fondateur du site Je Bosse en Grande Distribution, spécialisé dans le secteur : « On a beaucoup d'empathie et de sympathie envers les professionnels du commerce. On est forcément attachés au chef de rayon

poisson qui nous sert notre daurade. La grande distribution est hyperactive sur les réseaux sociaux depuis quelques années. D'un point de vue narratif, la vidéo de départ à la retraite est presque le contenu idéal : court, percutant, avec de l'émotion, des larmes, des applaudissements. Cela explique les millions de vues. »

Ces vidéos racontent aussi la fin d'une génération de travailleurs. « Comme l'essentiel du tissu des hypermarchés s'est

développé dans les années 1970-1980, cela fait une dizaine d'années que l'on a massivement des départs à la retraite. Ce sont des industries qui ont démarré essentiellement avec des jeunes, analyse Philippe Goetzmann, consultant pour la grande distribution et l'agroalimentaire. Vous avez un socle de gens qui ont fait l'ouverture et toute leur carrière sur le même site. Ils ont vécu leur vie ensemble, contribué au développement, participé à 30 ou 40 fêtes de Noël. Aujourd'hui, cela n'existe plus. Ceux qui s'en vont sont remplacés par des salariés qui ne restent pas. »

Ainsi, les publications comporteraient un double intérêt. « Nous fêtons le départ de nos collaborateurs pour les remercier et faire comprendre aux jeunes qu'ils peuvent construire une vie chez nous », affirme Jean-François Froemer. L'organisation d'un départ à la retraite en grande pompe est, selon lui, stratégique pour l'enseigne. « Dans le contexte actuel, la différence avec la concurrence ne se joue pas sur la beauté ou l'architecture d'un magasin, mais dans le fait de garder nos employés le plus longtemps possible, explique-t-il. La longévité de nos salariés, c'est la survie de notre entreprise. C'est pour cela que l'on théatralise beaucoup le départ à la retraite. »

En plus de E.Leclerc, des enseignes comme Intermarché ou Carrefour ont aussi recours à ces formats vidéo. Ces séquences de communication seraient révélatrices des difficultés de la branche, selon Jonathan Le Borgne : « Cela masque une réalité difficile à admettre pour la grande distribution : il y a des problèmes de recrutement, une pyramide des âges défavorable, beaucoup de départs à la retraite, des salaires qui ne sont pas toujours en adéquation avec la fidélité des employés. »

Une étude de la plateforme Horizons Commerce, publiée en mai 2024, analyse les difficultés de recrutement dans le commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, qui concernent principalement les métiers de bouche (boucher, boulanger, pâtissier, poissonnier), pour lesquels 63 % des recrutements sont jugés difficiles. « Ces tensions tendent à s'accroître,

puisqu'il y a désormais moins de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail que de salariés qui partent. Même si les émissions de cuisine les ont remis à la mode, les métiers de bouche ne sont pas des métiers de première intention », raconte Renaud Giroudet, directeur des affaires sociales, de l'emploi et de la formation à la Fédération du commerce et de la distribution.

Si la mise en scène des fins de parcours en grande surface peut faire couler quelques larmes ou donner quelques sourires, le discours sur le travail et la valorisation des carrières longues peut aussi faire grincer des dents. En commentaire à une vidéo de départ à la retraite publiée sur TikTok, un utilisateur ironise : « Quarante-trois ans de carrière. Deux évolutions de poste. Ça ne fait pas rêver. Désolé pour ce que la société vous a fait subir, cher monsieur. » Un autre : « Quarante-trois ans de carrière, respectivement à 1200 euros, puis 1300 et finir à 1400... »

Pour Jonathan Le Borgne, « ces vidéos montrent aussi que la grande distribution est restée un modèle de progression de carrière traditionnel. Les carrières sont parfois linéaires. Ce ne sont pas des perspectives attirantes pour les jeunes qui aspirent à une mobilité plus rapide et une diversité d'expériences ».

« LA LONGÉVITÉ DE NOS SALARIÉS, C'EST LA SURVIE DE NOTRE ENTREPRISE. C'EST POUR CELA QUE L'ON THÉÂTRALISE LE DÉPART À LA RETRAITE »

Jean-François Froemer, patron du E.Leclerc de Sarrebourg (Moselle)

La stabilité de l'emploi n'est plus considérée comme un critère prioritaire dans la définition d'un emploi de qualité, d'après l'étude « Les jeunes et le travail : aspirations et désillusions des 16-30 ans » publiée en avril par l'Institut Montaigne. « Même si les jeunes valorisent théoriquement la stabilité et l'évolution interne, les contraintes et les insatisfactions professionnelles finissent souvent par les pousser à envisager un changement d'entreprise. » A moins qu'une vidéo de départ à la retraite ne les persuade de s'engager dans une carrière longue en grande surface.

Le jour de sa haie d'honneur, Muriel Jamet n'a pas pris immédiatement la mesure de ce changement de vie : « Au début, je me sentais un peu comme en vacances. Puis, un mois plus tard, j'ai compris que c'était vraiment fini. Aujourd'hui, mes collègues et mes clients me manquent. » Après avoir quitté le magasin par la grande porte, elle continue de s'y rendre pour faire ses courses. « Il faut bien remplir le frigo », dit-elle en riant.



Vous, Laurent Fano et 15 autres personnes

ÉRIC LAMBE

Problème», «gaz», «malheureusement», «peut-être»... Pour les employés de Concentrix (ex-Webhelp), société française de centres d'appels, interdiction de prononcer ces mots au téléphone. Dans une ville du nord de la France, sur un plateau à la moquette grise, des centaines de salariés payés au smic, microcasque sur la tête, répondent au téléphone aux clients d'EDF. Toutes les conversations sont passées au crible par une intelligence artificielle (IA). Si un «*mot noir*», selon la terminologie en vigueur dans l'entreprise, est prononcé, l'IA envoie une notification aux manageurs. Une surveillance algorithmique désormais courante, depuis que d'autres ont ouvert la voie.

Pionnières en la matière, les multinationales américaine, Amazon, et française, Teleperformance, sont équipées depuis longtemps d'un arsenal d'outils informatiques de surveillance. Numéro un mondial des centres d'appels, cette dernière a développé ses propres logiciels, TP Observer et TP Interact. Le premier, qui permet d'enregistrer l'écran des employés et d'analyser leurs conversations, n'est pas encore déployé en France, contrairement au second, chargé de disséquer les voix des employés. Sont-ils suffisamment dynamiques? Le client à l'autre bout du fil peut-il les «entendre» sourire? Teleperformance assure, par le biais de son service de presse, que «*ses dispositifs internes n'ont pas vocation à surveiller les collaborateurs, mais à accompagner la qualité de service dans un cadre éthique et transparent*».

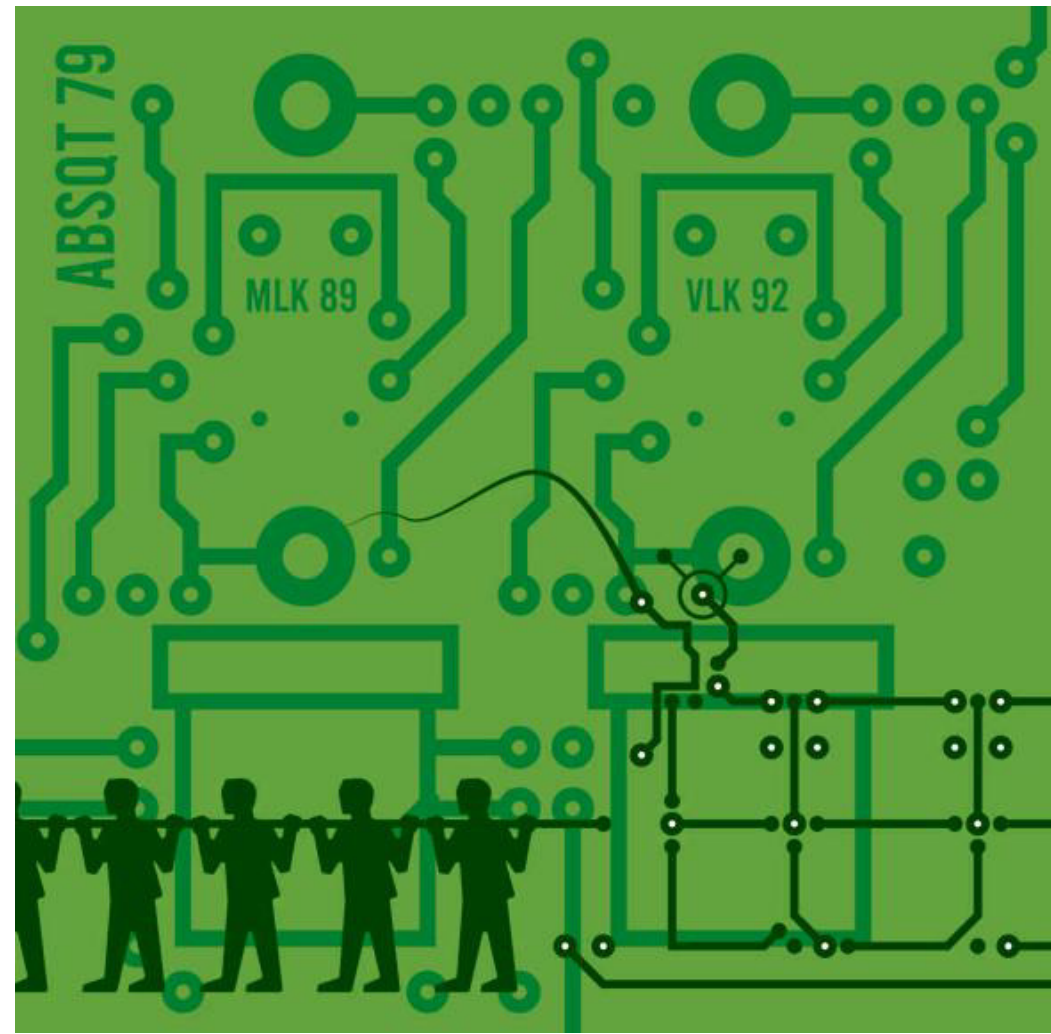
D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques, 90% des entreprises américaines ont recours aux outils numériques pour contrôler la rapidité d'exécution ou évaluer leurs salariés. En France, 80% des sociétés utilisent des outils de management algorithmique, et 70%, des dispositifs de surveillance numérique. «*Plus besoin d'être spécialiste pour entreprendre une forme de surveillance au travers de la collecte d'informations. Les algorithmes et les IA traduisent cette volonté de capter des données pour rationaliser les procédés à l'extrême, de façon parfois déconnectée de la réalité*», souligne Clément Pouré, journaliste et auteur de l'essai *Les Nouveaux Contremaîtres* (Editions des Equateurs, 224 pages, 19 euros). *Cela donne lieu à un durcissement des conditions de travail, notamment pour les plus précaires.*»

Début novembre, La Poste a installé sur les téléphones portables professionnels des facteurs un logiciel développé en interne dopé à l'IA, Anteo. L'objectif: produire, d'ici à six mois, de «*nouveaux référentiels*» grâce à la géolocalisation continue des facteurs durant leurs tournées. «*L'objectif est de produire une cartographie dite "indiscutable" du territoire national, qui permettra de définir la durée des tournées selon la météo, le dénivelé, l'agencement des rues, la vitesse de circulation, le nombre de colis et des courriers*», raconte Pascal Frémont, représentant syndical chez SUD-PTT.



NICOLAS POLLI POUR « LE MONDE »

Charles-Edouard Chambon est né en 1986, à Vichy (Allier). Dans sa famille, les prénoms composés ne sont pas rares. Son père s'appelle Jean-Pierre. Son frère Pierre-Alain. Mais, en dehors de la sphère familiale, Charles-Edouard vit son prénom comme une «*anomalie*». Tout commence à l'école primaire, au moment de l'appel. En début d'année, son instituteur de CP psalmodie le nom de ses élèves sans émotion, plongé dans sa feuille. Soudain, un silence s'installe. Le maître lève la tête et ses yeux s'écarquillent. «*Charles-Edouard, ah bon?*», s'exclame-t-il, avec une «*intonation*» dans le Charles-Edouard. «*C'était une petite moquerie, genre: il y a un enfant de la haute société dans la classe.*» Un temps d'arrêt, un léger changement de ton, un regard surpris: Charles-Edouard apprend à détecter la suspicion sur le visage de ses



ALAIN BOUSQUET

SUR LE FEED

Mon chef est une IA

Chaque mois, **Laure Coromines** décrypte les tendances numériques. Des centres d'appels aux tournées des facteurs, les algorithmes imposent leurs normes, redessinant les conditions de travail

En ligne de mire aussi, d'après lui: l'augmentation ou la réduction des tournées, orchestrée en quelques clics, selon les besoins de la saison ou d'autres critères plus opaques. Une réorganisation qui pourrait accentuer la précarisation des personnes en CDD ou en contrat d'intérim, et alourdir le travail des facteurs. «*C'est la machine qui dicte la cadence et favorise la perte d'autonomie des facteurs. C'était déjà le cas avant, mais, avec l'IA, l'accélération est implacable. A l'issue de cette expérimentation qui nous est présentée par le CSE [comité social et économique] comme une simple étude, il n'y aura sans doute pas de discussion ou de négociation. Les nouvelles normes seront simplement mises en place par le biais du logiciel Anteo, sans que nous ayons d'autres interlocuteurs que la machine.*»

De son côté, le service de presse du groupe La Poste avance que les «*scénarios de tournées*» présentés lors d'«*ateliers de construction participative*» sont validés en dernier lieu «*avec les facteurs*». Pour le syndicaliste, il s'agit là d'une mythologie: «*La coconstruction finit toujours en décision unilatérale de l'employeur.*»

Souvent, la surveillance ne dit pas son nom. C'est le cas chez Intrum, société de recouvrement de dettes suédoise implantée à Saint-Priest (Rhône), qui emploie des agents chargés de contacter les débiteurs de factures impayées. Depuis deux ans, la société utilise Cloud Genesys, un outil de gestion d'appels intégrant des fonctionnalités reposant sur l'IA. «*Les appels peuvent être enregistrés tout au long de la journée, sans que les agents disposent d'une in-*

formation claire sur les moments exacts où l'écoute est active. Cela crée un sentiment de surveillance permanente qui interroge au regard des recommandations de la CNIL [Commission nationale de l'informatique et des libertés]», explique un élu SUD-PTT au CSE, qui n'a pas souhaité donner son nom.

Officiellement, l'objectif est l'amélioration de la qualité du travail fourni. Les employés n'ont toutefois pas d'entretiens réguliers portant sur leurs compétences et leurs prestations. «*Ces enregistrements semblent surtout utilisés dans un cadre disciplinaire. Il s'agit de vérifier que les employés respectent les consignes, les temps d'appel impartis et la terminologie recommandée par le cahier des charges. Pour le reste, on n'en sait pas plus, nous n'avons aucune visibilité sur ce qu'ils font des données, sur la façon dont elles sont traitées et par qui. Aucun accès à l'envers du décor.*» Au cours des quatre derniers mois, l'élu a alerté la CNIL à trois reprises. Contactée, la commission ne peut commenter un dossier en cours d'instruction.

Au travail, toujours plus de contrôle et de coercition, donc, au nom de l'optimisation. Une mission pour laquelle sont sollicités les cabinets de conseil. Dans l'un d'eux, à Paris, Anne-Laure, qui a requis l'anonymat, 34 ans, est érigée en «*spécialiste ChatGPT*», consultée dès qu'un projet doit être agrémenté d'une «*touche IA*».

Afin de vendre une mission «moderne» à un client, elle a dû recenser les solutions d'IA existantes permettant d'enregistrer les conversations entre vendeurs et clients par le biais de micro-cra-vate, et de les analyser grâce à des logiciels capables de décortiquer le vocabulaire et les émotions. En réponse aux réserves émises par Anne-Laure, sa hiérarchie, qui se déclare toujours «*ouverte à la réflexion*», loue dans un premier temps sa prudence.

Ses velléités contestataires sont toutefois vite écartées. On reproche finalement à Anne-Laure de ne pas avoir déniché le bon «*process*» qui aurait permis de légaliser la démarche en recueillant un consentement formel des clients et des vendeurs. Aujourd'hui, la consultante a quitté ce cabinet, qui, comme tant d'autres, prêche la «*collaboration humain-IA*» et l'avènement de «*collaborateurs augmentés*».

Un son de cloche que Clément Pouré connaît bien. Sous prétexte de «*perfectionner la qualité*» et de «*rationaliser les processus*» pour «*gagner en efficacité*», les entreprises délèguent volontiers aux machines le soin d'organiser le travail, exerçant au passage un contrôle toujours plus resserré sur leurs employés. En 2022, une enquête de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail désignait l'utilisation des technologies comme facteur de stress. «*Il ne s'agit plus d'aider à la décision, mais d'automatiser la prise de décision et la domination des algorithmes. Présentée comme une technique, l'IA est surtout un projet idéologique qui sert les intérêts de certains aux dépens des autres.*» Bienvenue dans l'ère du contremaître sans visage.

à ce prénom jugé trop «noble» pour mon milieu? On me prenait de haut, comme si j'usurpais une identité.» Au collège, un professeur de sport s'adresse à Charles-Edouard avec un grand sourire narquois. «*Charles-Edouard, très bien*», dit-il en faisant l'appel. Avant de le choisir, «*comme par hasard*», pour faire la démonstration d'un exercice physique. Charles-Edouard pense que ce mépris de classe pourrait être lié à une forme de «*décorrélation*» entre son apparence physique et son prénom. «*J'ai toujours été un peu gros. Je n'ai jamais eu une posture de tête hautaine, je n'ai pas le physique et l'allure d'un Charles-Edouard.*» Lorsqu'il commence ses études d'histoire, Charles-Edouard décide de tourner cette ambiguïté à son avantage. Puisque son prénom peut être perçu comme un signe de noblesse, pourquoi ne pas l'utiliser «*pour [se] démarquer et [se] donner une image d'étudiant studieux*»? A l'université, Charles-Edouard cherche à se déguiser en Charles-Edouard. Il veut rentrer dans la peau de son prénom. Il s'achète un costume noir Celio à 120 euros dans un centre commercial. Sa grand-mère s'occupe de l'ourlet. Mais la mayonnaise costume-prénom ne prend pas. Pire, il donne naissance à une nouvelle représentation. «*Les autres étudiants te prennent pour un gros facio*», lui glisse un copain de fac. Fatigué d'être pris pour un noble, un fils de roturiers ou un militant d'extrême droite, Charles-Edouard veut en savoir plus sur le choix originel de ses parents. Il espère secrètement qu'une «*origine*

romanesque ou un hommage à un aïeul oublié auraient justifié ce fardeau élégant». La réalité est moins chevaleresque. «*Mes parents ne s'étaient pas inspirés d'un lointain parent ou d'un personnage historique, mais... d'un bébé souriant dans une publicité pour des couches à la télévision*», découvre-t-il, déconcerté, à ses 20 ans. Les fantasmes sur son prénom le poursuivent au travail. Charles-Edouard Chambon est journaliste au quotidien *Le Progrès*, dans la Loire. En reportage, des «gilets jaunes» refusent de lui adresser la parole, après qu'il s'est présenté. Un syndicaliste le dévisage. «*Charles-Edouard, ça vient d'où?*» «*Du choix de mes parents*», lui répond l'intéressé. «*Il était convaincu que j'étais un fils de patron ou d'industriel.*» Avec le temps, Charles-Edouard a appris à jouer de ces clichés et à «*savourer l'ironie de son origine*», d'un milieu à l'autre. En interrogeant des manifestants du mouvement citoyen Bloquons tout, Charles-Edouard est Charles tout court. En couvrant un festival de musique baroque, Charles-Edouard reste Charles-Edouard. «*Là, personne ne sourcille*», assure-t-il.

LE PRÉNOM

Charles-Edouard

Par Djaïd Yamak

interlocuteurs. «*Annoncer mon prénom, c'est un peu comme endosser un costume trois-pièces au milieu d'une conversation.*» Au collège, certains élèves le qualifient de «*gros bourge*». Le décalage entre son milieu d'origine et l'imaginaire projeté par son prénom nourrit, chez lui, un sentiment d'injustice. «*Il y a ce que mon prénom dit, ou plutôt ce que les autres entendent: une particule invisible, un héritage bourgeois, presque une lignée. Et puis il y a la réalité: je suis fils de commerçants, né dans une petite ville de province, Vichy.*» D'autres identifient ce décalage et s'en moquent. Comme s'ils avaient démasqué, à travers cet assemblage de noms de monarques anglais, les velléités d'ascension sociale de ses parents. «*Combien de fois ai-je senti le regard changer, perçu une pointe de mépris ou de moquerie face*

UN APÉRO AVEC... CÉDRIC VILLANI

Chaque semaine, « L'Epoque » paie son coup. Derrière la broche araignée et les airs de dandy hors du temps, un chercheur qui ne cesse de courir après les idées, la poésie, les mathématiques et, peut-être, un peu après lui-même



Au bar Au coin de la rue, à Paris 7^e, le 21 octobre.
SAMUEL KIRSZENBAUM
POUR « LE MONDE »

« J'ai toujours été un homme en déplacement »

Ophélie Neiman

Pas question de négliger les détails. Cédric Villani arrive toujours impeccable à un rendez-vous : costume trois-pièces, chemise blanche à poignets mousquetaires, lavallière imposante, broche araignée ; l'uniforme est au complet. Ce look reconnaissable entre mille, qu'il a commencé à façonner étudiant. Mais le mathématicien va désormais plus loin, en dégainant de sa besace une petite cassette qui renferme d'autres broches et d'autres boutons de manchette que ceux qu'il arbore. Il nous laisse choisir ce que nous préférons qu'il porte. Nous décidons de ne rien changer. Pour le lieu, en revanche, le chercheur en mathématiques n'a pas hésité. Rendez-vous était pris Au coin de la rue, une brasserie du 7^e arrondissement de Paris, fin octobre. Cédric Villani y a ses habitudes. D'ailleurs, sur le profil Instagram du lieu, on peut l'apercevoir, dans une vidéo, battre la mesure aux côtés de Laurent Prokopic, guitariste serbe et copain. L'endroit est pratique : juste à côté, il y a l'Assemblée nationale, Le Club des poètes, de Blaise Rosnay, dont il est membre, et son pied-à-terre pour ses « activités culturelles, sociales, associatives, politiques, ou qui sait quoi ». Le reste du temps, il vit dans un coin de campagne du Morbihan.

DU TAC AU TAC

» **VOTRE PRINCIPAL TRAIT DE CARACTÈRE**
« La curiosité »

» **VOTRE ANIMAL TOTEM**
« Le Marsupilami »

» **CE QUE VOUS DÉTESTEZ LE PLUS**
« La mise en case »

» **LE BRUIT QUE VOUS AIMEZ**
« Celui d'un enfant qui dort »

» **LE TITRE D'UNE ŒUVRE QUI RÉSUMERAIT VOTRE VIE**
« "Le Jeu des perles de verre", de Hermann Hesse [1943] »

» **LE PAYS OÙ VOUS AURIEZ PU VIVRE**
« La Palombie [pays imaginaire où se rendent Spirou et Fantasio, et où vit le Marsupilami] »

S'il se présente désormais comme un néorural serein, Cédric Villani est en réalité incapable de se poser. D'abord, le lauréat de la prestigieuse médaille Fields (en 2010) enseigne. A l'université de Lyon-I, son campus de rattachement « depuis toujours », mais aussi, depuis septembre, à la faculté des sciences de Rennes. « Avant d'être chercheur, je suis d'abord un enseignant, explique-t-il. Être au contact des étudiants est une bouffée d'air. Face à des jeunes motivés, curieux, il y a un échange qui s'opère, des convictions qui se transforment, des engagements qui émergent, et c'est beau. »

Avec un mi-temps dans deux villes distantes de plus de 700 kilomètres, il peut compter sur la ligne Rennes-Lyon via Massy (Essonne) et sur son tempérament de voyageur : « J'ai toujours été un homme en déplacement. Le Morbihan est le huitième département dans lequel j'habite. De manière générale, ma famille est voyageuse. Ses membres ont émigré depuis la Grèce, depuis l'Italie, depuis l'Espagne, depuis l'Allemagne, elle a vécu en Algérie avant d'arriver en Corse. J'ai des ancêtres enterrés dans des dizaines de villes et sur des milliers de kilomètres. »

Autre signe que cet homme aime être en mouvement, le nombre de bracelets qu'il porte au poignet gauche, qui donne un aperçu de ses participations à divers festivals. Il nous montre ceux de la Fête de L'Humanité (« J'ai fait presque toutes les éditions depuis 2018 »), celui du dernier forum Impact, à Poznan, en Pologne, ceux du Forum européen Alpbach, dans le Tyrol autrichien (« Je suis dans le conseil scientifique du forum depuis 2020. C'est un peu comme le Davos de la construction européenne, un bonheur pour le fédéraliste que je suis »).

Cédric Villani mentionne aussi le Festum Pi, pas encore matérialisé sous la forme de petit bracelet, mais présent dans son esprit, un festival mêlant musique et mathématiques, qu'il coorganise chaque année en Crète. Tout cela s'ajoute à la centaine de conférences qu'il donne annuellement. L'homme qui nous affirme avoir appris à « regarder les oiseaux qui passent, les lapins domestiques qui se chamaillent avec les poules » dans son coin de campagne est un être de contrastes.

Comment en est-il arrivé là ? Bien sûr, il y a sa carrière de mathématicien. Ce n'était pas un rêve d'enfant. Il est simplement, au fil de sa scolarité, tombé amoureux de cette discipline. Parce qu'elle allie « imagination », « rigueur » et « ténacité » ; parce que aussi il y voit une forme d'art, une manière de penser le monde, un langage universel qui permet de l'expliquer avec beauté et élégance.

Avec sa médaille Fields, son statut de codirecteur de l'Institut de recherches Henri-Poincaré (de 2009 à 2017), son look si particulier, les médias se sont entichés de lui. Il est passé de remarquable à remarqué. Alors, il y a eu la période politique : séduit par l'appel à la société civile, soucieux d'apporter le regard d'un scientifique dans le débat public, il rejoint le parti La République en marche et est élu député de l'Essonne de 2017 à 2022. Il échoue ensuite, en candidat indépendant, à devenir maire de Paris en 2020, puis au second tour des législatives de 2022, de nouveau en Essonne, sous la bannière de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, avec 49,97 % des voix. Entre-temps, il a rédigé un rapport sur l'intelligence artificielle (IA) pour le gouvernement, en 2018, ainsi que de nombreux ouvrages scientifiques.

Il retient de cette période « quelques belles réussites, comme le rapport sur l'IA, le travail sur [le mathématicien] Maurice Audin [1932-1957] ou celui sur la cause animale..., et puis quelques échecs retentissants ». Mais aussi un champ d'études, où règnent des lois très différentes de celles des mathématiques : « Découvrir les lois humaines m'a passionné ! Dans la communication, par

exemple : quand on vous montre, chiffres à l'appui, que, dans un débat, votre langage corporel compte davantage que vos mots. Que telle campagne se joue bien plus sur la repartie que sur le programme... Il y a un aspect sociologique fascinant dans les lois du monde humain, façonnées par des millions d'années d'évolution biologique, qui font qu'on a des biais, des a priori. Nous sommes, finalement, là encore, soumis à des lois. »

Quant aux échecs électoraux, il y a appliqué sa philosophie mathématicienne. « Quand vous vous lancez dans un projet de recherche mathématique, en général, vous ne réussissez qu'une fois sur vingt. Et encore, c'est un bon pourcentage ! » Et de citer une formule de l'écrivain irlandais Samuel Beckett : « Déjà essayé. Déjà échoué. Peu importe. Essaie encore. Echoue encore. Echoue mieux. »

Cédric Villani a néanmoins vu dans sa défaite de 2022 le signe d'une nouvelle période de sa vie. Désormais, il « garde un pied en politique » sans être encarté. Au mandat électif, il préfère le rôle de penseur engagé. Il préside la Fondation de l'écologie politique. Il participe à des conférences, que ce soit sur le développement durable en milieu rural, l'intelligence artificielle ou la construction européenne. Rédige, lors de ses nombreux déplacements en train, des chroniques pour L'Humanité, pour le média en ligne Vert ainsi que pour le magazine We Demain.

Mais il souhaite aussi replonger dans les sciences dures. Cela tombe bien, les mathématiques le rattrapent en 2024. Après douze ans d'interruption, il renoue avec la recherche : « Un problème qui me tenait particulièrement à cœur et que je mentionnais dans ma thèse de 1998 a cédé. Il résistait depuis l'époque et voilà qu'en 2024 des chercheurs en sont venus à bout. Je me suis pris une grosse baffa. Je me suis demandé pourquoi ils avaient réussi avec un raisonnement que je n'ai pas eu. Je me suis senti comme un explorateur qui découvre une île et qui sait que c'est le début de tout un continent. » Il retrouve la « faculté à s'obséder », la « capacité à s'enflammer » qu'il possédait autrefois, et cela le réjouit.

C'est d'ailleurs ce plaisir qui naît parfois dans la réflexion qu'il a souhaité transmettre en publiant, début novembre, *Leçons de mathématique joyeuse* (Le Cherche Midi, 416 pages, 21 euros), un livre enthousiaste qui replace la mathématique au cœur de tout, de la chauve-souris à l'art, en passant par la stabilité des galaxies ou l'âge de la Terre. Issu d'une série de conférences données à la Maison des métallos, à Paris, dans une version enrichie et illustrée, ce livre est à la fois à la portée du grand public et exigeant, puisque le chercheur rappelle que « l'effort d'un lecteur ou d'une lectrice fait partie de ce qui lui permet de progresser et d'accéder à la joie ».

Au moment de nous séparer, nous lui demandons ce que nous pourrions lui souhaiter. Il lance un sonore « garder la flamme ! » Aucune inquiétude de ce côté-là. Cet homme est incapable de s'ennuyer.

LE
MATHÉMATICIEN
A RETROUVÉ
LA « FACULTÉ
À S'OBSÉDER »,
LA « CAPACITÉ À
S'ENFLAMMER »,
ET CELA
LE RÉJOUIT

NEVE

GIORGIO ARMANI

